

QUATRIÈME
INTERNATIONALE
ROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



***XIII^e Congrès mondial
de la IV^e Internationale***

Q U A T R I E M E
iNTERNATI*ON*NALE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Sommaire

Introduction	p. 5
Pour un renouveau internationaliste	p. 7
<i>Appel de la IV^e Internationale</i>	
« Nouvel ordre » ou instabilité mondiale ?	p. 19
<i>Résolution sur la situation internationale</i>	
Décomposition du régime bureaucratique et lutte pour la démocratie socialiste	p. 49
<i>Résolution sur l'URSS</i>	
1992 : projets bourgeois et perspectives ouvrières	p. 71
<i>Résolution sur l'Europe capitaliste</i>	
Les défis stratégiques de la gauche révolutionnaire	p. 93
<i>Résolution sur l'Amérique latine</i>	
Dix ans de combat féministe et axes d'intervention	p. 121
<i>Résolution sur les luttes des femmes dans les pays impérialistes</i>	
Situation et dynamique des mouvements de masses et des courants féministes	p. 145
<i>Résolution sur les luttes des femmes en Amérique latine</i>	
Projet sur la situation internationale	p. 167
<i>Tendance pour la construction de la IV^e Internationale</i>	
Plate-forme de tendance	p. 183
<i>Tendance de gauche de la IV^e Internationale</i>	
Texte de synthèse	p. 189
<i>Socialiste Action</i>	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié
de la IV^e Internationale.

A nos lecteurs et abonnés

Pendant six ans notre revue a maintenu le même prix aussi bien pour la vente au numéro que pour les abonnements. Puisque les coûts de revient ont considérablement augmenté depuis 1985, nous sommes désormais obligés d'augmenter notre prix. Nous le ferons quand même dans une proportion largement inférieure aux augmentations auxquelles nous avons dû faire face nous-mêmes. Ce numéro double 40/41 sera vendu au prix de 50 F. Par la suite, le numéro normal sera vendu aussi à 50 F alors que les numéros doubles seront vendus à 60 ou 70 F en fonction du nombre de pages. Nous sommes sûrs que nos lecteurs et abonnés comprendront.

Abonnements

France et Europe

150 F pour un an

Autres pays

160 F pour un an surface
200 F pour un an par avion

Plis fermé

France : 190 F pour un an ; autres pays : 220 F pour un an

Abonnement de soutien

300 F pour un an

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC,
à adresser à : Quatrième Internationale,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, Agence Robespierre,
153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 2301 79/90.

Virements postaux à PEC, compte chèque postal
numéro 232242 T Paris.

Introduction

Ce numéro de notre revue est entièrement destiné à la publication des textes du XII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, qui a eu lieu au mois de février dernier. Un compte rendu a été publié dans *Inprecor* qui a publié aussi des appels adoptés à cette occasion (voir numéros 325 et 327).

Les questions qui ont été abordées par les délégués, délégués fraternels et invités et les axes principaux des débats ressortent clairement des textes que nous publions. Il faut ajouter que deux autres textes portant sur des problèmes majeurs de notre époque ont été discutés avant et pendant le congrès. Le premier au titre « Ecologie et révolution socialiste », qui a été publié dans le dernier numéro de *Quatrième Internationale* (numéro 39, décembre 1990-janvier 1991), sera l'objet de débats ultérieurs jusqu'au prochain Congrès mondial. Le deuxième est un manifeste sur lequel la discussion continuera également jusqu'au vote qui aura lieu lors de la prochaine réunion du comité exécutif international.

Le but de ce manifeste est de donner une réponse marxiste-révolutionnaire aux problèmes de plus en plus dramatiques qui se posent à l'humanité à la fin de notre siècle. Pour reprendre des passages du projet : « *Le monde est à la croisée des chemins. Les connaissances et les moyens techniques permettraient de vaincre la faim et la maladie, de satisfaire les besoins sociaux et culturels fondamentaux à l'échelle de la planète. Pourtant, les inégalités se creusent et des catastrophes nous menacent. (...) L'existence d'énormes stocks nucléaires, le développement des armes biologiques et chimiques, la prolifération de centrales nucléaires susceptibles de se transformer en autant d'explosions nucléaires, signifient un risque de destruction physique du genre humain. (...) Les menaces*

de réchauffement progressif de l'atmosphère, de destruction de la couche d'ozone, de dévastation des forêts tropicales, d'empoisonnement des océans et des réserves d'eau douce, de pollution de l'air, se conjuguent pour saper les bases de survie physique de l'humanité. (...) Des peuples entiers risquent de basculer vers la famine, non parce que la productivité agricole serait trop faible, mais parce qu'elle est trop élevée pour garantir des profits suffisants à l'agro-business et aux gros cultivateurs des pays les plus riches ».

C'est contre cette réalité mondiale et les dangers extrêmes qu'elle comporte que les révolutionnaires doivent lutter « *pour sauvegarder les chances d'émancipation sociale de l'humanité et satisfaire l'idéal libérateur des droits de l'homme, non seulement en tant que droits civiques et politiques, mais aussi en tant que droits sociaux à l'emploi, à un niveau de vie décent, à la santé, à l'éducation, au logement* ». « *Ni la jungle capitaliste ni la dictature bureaucratique ne peuvent répondre à ce défi* » — affirme le manifeste qui ajoute : « *Une issue socialiste et internationaliste à la crise de civilisation qui s'annonce passe par leur renversement révolutionnaire* » dont « *la possibilité est fondée sur le potentiel de combat et d'innovation du prolétariat et des opprimés* » et qui ne sera réalisé sans l'action de partis et d'une internationale révolutionnaires.

Ont assisté au congrès plus de deux cent délégués, délégués fraternels ou invités en provenance de tous les continents. Parmi les invités il faut mentionner le secrétaire général du PT brésilien, des représentants du Parti démocratique populaire du Paraguay, de l'organisation Démocratie populaire de la République dominicaine, du Mouvement communiste de l'Etat espagnol et du MK d'Euskadi, du Parti socialiste unifié (VSP) d'Allemagne, de Lutte ouvrière de France, de la Gauche unie de l'ex-RDA et d'une organisation socialiste d'Afrique du Sud. Des messages avaient été envoyés par le Parti d'Action communiste de Syrie et du Mouvement de libération nationale d'Uruguay. Le NSSP du Sri Lanka-Lanka, qui a demandé son affiliation à l'Internationale, a été représenté par trois délégués fraternels. En ce qui concerne l'Europe orientale ont été présents en participant aux débats des camarades invités d'Union Soviétique, représentants de la plateforme marxiste du PCUS et du mouvement écologiste, des camarades polonais et des camarades de Tchécoslovaquie dont Petr Uhl, député au Parlement, qui a passé neuf ans dans les prisons de la bureaucratie.

Nous publions tous les textes politiques qui ont été adoptés par le congrès. Nous publions également des textes proposés par des minorités qui ont défendu leurs orientations aux différents points à l'ordre du jour et notamment : un texte sur la situation internationale qui a été présenté par une tendance appelée par ses promoteurs « *tendance pour la construction de la IV^e Internationale* », composée de la majorité de l'organisation britannique International Socialist Group et d'une minorité de la LCR française, et qui a obtenu six mandats (sur un total d'une centaine environ), un texte d'une minorité italienne, appelée « *Tendance de gauche de la IV^e Internationale* » qui a eu un mandat, et un texte présenté par le délégué de Socialist Action, l'une des organisations qui se réclament de l'Internationale aux Etats-Unis, tout en ne pouvant pas en faire partie à cause d'une loi répressive toujours en vigueur dans ce pays.

APPEL DE LA IV^e INTERNATIONALE

Pour un renouveau internationaliste !

Le déluge de fer et de feu qui s'est abattu sur l'Irak a montré la vraie nature du « nouvel ordre mondial » dont George Bush s'est fait le champion. La fin de la « guerre froide » entre Moscou et Washington a laissé place à de nouvelles « guerres chaudes », aussi terribles que celles que nous avons connues ces dernières décennies, de la Corée à l'Algérie, au Vietnam, à l'Afghanistan.

Malgré le déclin relatif de leur puissance économique, les États-Unis cherchent à restaurer pleinement leur capacité d'action politique et militaire internationale, longtemps limitée par leur défaite au Vietnam et la victoire de la révolution au Nicaragua. L'invasion de Grenade, les opérations militaires contre la Libye, l'intervention au Panama, l'appui à la contre-révolution nicaraguayenne, le soutien accru accordé à l'État sioniste confronté à l'Intifada palestinienne, les menaces proférées à l'encontre de Cuba manifestent leur volonté de mettre au pas les peuples d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Pacifique. La guerre du Golfe arabo-persique leur a donné l'occasion de s'affirmer à nouveau comme les gendarmes du monde.

La gravité de cette situation ne saurait être sous-estimée. Jamais, depuis la guerre du Vietnam, les puissances impérialistes n'avaient réunis sur un théâtre d'opération de tels moyens militaires. Jamais, depuis la guerre de Corée, elles n'avaient pu les engager sous le couvert de l'ONU. Jamais, elles n'avaient pu intervenir à cette échelle avec l'aval de l'URSS et de la Chine. Quant à la social-démocratie, via divers gouvernements occidentaux, elle a participé directement à cette opération d'une ampleur, par bien des aspects, sans précédent.

Une capacité de mobilisation contre les interventions impérialistes

Tous ceux qui poursuivent le combat internationaliste doivent aujourd'hui assumer des responsabilités accrues. Ils doivent parer au plus urgent : imposer aujourd'hui l'arrêt des combats et le retrait des forces impérialistes de la région du Golfe. Mais ils doivent aussi se préparer au déclenchement, en d'autres points du globe, de nouvelles agressions. En rassemblant, face à cette menace, une importante capacité permanente de mobilisation et de riposte.

De nombreuses bases militaires occidentales ont été impantées, de l'Asie à l'Afrique et l'Amérique latine. Elles abritent, entre autres, des troupes américaines, britanniques et françaises. Dans les métropoles impérialistes, des forces de déploiement rapides sont constituées qui doivent pouvoir se porter partout – et notamment dans le tiers monde. C'est ce dispositif mondial qui doit être démantelé, si l'on veut éviter la répétition sans fin des sanglantes interventions qui se succèdent depuis la Seconde Guerre mondiale.

La crise économique mondiale accentue les tensions. Elle ne fait que rendre plus probable de nouvelles aventures militaires dans les pays dominés. Les attaques contre les droits économiques, sociaux et politiques s'aggravent. Les gouvernements occidentaux imposent l'austérité aux travailleurs. Les émeutes de la faim se multiplient dans le tiers monde. La répression bureaucratique menace toujours, comme en Union Soviétique et en Chine. Or, il faudra du temps pour que soit surmontée la désorientation provoquée par l'expérience du stalinisme, de ses crimes et de son échec. Dans ces conditions, le danger est grand de voir les mouvements ouvriers et populaires démoralisés, placés sur la défensive, les combats révolutionnaires isolés ; de voir toujours plus de luttes sociales et politiques dévoyées, dégénérer en des affrontements ethniques, communautaires et religieux sans issue.

Le devoir de solidarité

Pour faire front, il est urgent d'engager de nouvelles actions solidaires.

L'internationalisme est un devoir envers toutes et tous les exploités, toutes et tous les opprimés – envers toutes celles et tous ceux qui luttent. Il est nécessaire

à leur combat. Ils doivent pouvoir compter dessus – après comme avant la victoire, car la pression exercée par l'impérialisme ne se relâche pas, comme l'a illustré une fois encore la politique poursuivie par Washington contre le Vietnam et le Nicaragua révolutionnaires.

Rien n'est plus dramatique que de voir un peuple du tiers monde qui se dresse courageusement pour sa libération nationale et sociale, rester seul face à l'intervention impérialiste. Que de voir une jeune révolution victorieuse, épuisée par le blocus diplomatique et économique des puissances occidentales, exsangue parce que l'aide du mouvement ouvrier international lui est chichement comptée. Comme de voir de grandes grèves ouvrières étouffées parce que la bourgeoisie a pu trouver à l'étranger ce qui lui était refusé par les travailleurs de son pays, parce que le mouvement syndical s'avère incapable d'unifier son action internationale.

Le devoir de solidarité ne connaît pas de frontières. Les bouleversements en cours, depuis la fin 1989, dans l'Est européen montrent à quel point, pour redonner vigueur au projet socialiste, il faut pleinement restituer son caractère démocratique. Cela ne peut se faire sans affirmer un soutien constant à l'égard du combat des travailleuses et des travailleurs de ces pays, d'Union Soviétique ou de Chine, pour leurs droits politiques et sociaux. La faillite du stalinisme doit nous permettre d'en finir avec l'identification du socialisme à des régimes bureaucratiques, donnant ainsi un souffle neuf au combat internationaliste tout entier.

Les puissances occidentales ont su prendre avantage de la crise des régimes de l'Est européen, comme l'illustre la réunification capitaliste de l'Allemagne. L'effondrement économique, l'abandon brutal des mesures de protections sociales, le développement sauvage du marché et du chômage, l'action des multinationales risquent de donner naissance à un nouveau tiers monde au coeur de l'Europe. Mais l'ouverture des frontières favorise la multiplication des liens entre les organisations ouvrières, féministes, écologiques et antiguerre. C'est une occasion unique de développer un combat solidaire par delà la ligne de partage est-ouest héritée de la Seconde Guerre mondiale.

Contre les préjugés les plus rétrogrades

Pour tous ceux qui oeuvrent à une transformation radicale de nos sociétés, l'internationalisme n'est pas seulement une exigence pratique. Il reste une valeur essentielle – l'antithèse de la xénophobie, du racisme et du chauvinisme, de la haine de l'autre ; une composante fondamentale de toute culture humaniste et socialiste. Il exprime un engagement éthique aussi bien que politique.

L'internationalisme commence ainsi dans son propre pays, dans la lutte contre les préjugés les plus rétrogrades : en prenant la défense intransigeante des travailleuses et des travailleurs immigrés, ainsi que des communautés oppri-

mées, de leurs droits politiques, de leurs cultures et de leurs langues. En luttant pour le droit effectif des nations à disposer d'elles-mêmes.

Le poids des réalités mondiales

L'internationalisme répond, enfin, au poids des réalités mondiales.

Par delà les pays et les continents, le monde actuel est caractérisé par une interdépendance croissante des économies, des équilibres écologiques, des rapports militaires, de la menace nucléaire. Les changements brutaux qui s'opèrent chroniquement au sein du marché mondial ont des effets sociaux toujours plus dévastateurs. De nouvelles formes de dépendance, technologiques et financières, pèsent sur le tiers monde. Les désastres « naturels » d'origine humaine se multiplient et ont des conséquences de plus en plus graves. Les grands problèmes de notre temps – de la domination impérialiste à la pauvreté, du danger de guerre à la destruction de l'environnement – se posent d'emblée à l'échelle internationale.

La bourgeoisie des pays impérialistes ne s'y est pas trompée. Elle multiplie les consultations et les institutions qui lui permettent d'agir de concert pour juguler les luttes révolutionnaires et pour maintenir sa domination sur les pays dépendants. Le « sommet des 7 pays les plus riches » se comporte comme un véritable directoire mondial. Le Fonds monétaire international utilise le chantage à la dette pour dicter des mesures économiques aux gouvernements du tiers monde qui condamnent à la disette et à la famine des populations entières. Les multinationales menacent les travailleurs en lutte de redéployer leurs investissements dans d'autres pays, pour mieux miner leur combativité. Les puissances européennes consolident l'Europe du capital à l'encontre des luttes et des besoins sociaux de la classe ouvrière. Toutes s'accordent pour faire payer à cette dernière le prix de la crise économique. Toutes s'accordent de même pour remettre en question les acquis des luttes antérieures, que ce soit la sécurité sociale, le maintien du pouvoir d'achat, la protection de l'emploi ou les droits syndicaux.

La bourgeoisie européenne parle d'assurer la libre circulation des biens et des personnes au sein du « marché unique ». Mais elle renforce simultanément les mesures de contrôle et restreint autoritairement le droit des non-européens à pénétrer sur le territoire de la Communauté. La chasse à l'immigré(e) sera plus féroce que jamais. Le statut de réfugié politique est déjà gravement atteint, au mépris des proclamations humanitaires des chefs d'États. Quant à la coopération des polices occidentales dans la lutte contre le « terrorisme », elle est plus étroite que jamais. Le monde que la bourgeoisie impérialiste nous prépare sera encore moins libre que celui d'aujourd'hui.

Nous sommes confrontés à une situation paradoxale. Voilà plus d'un siècle, le mouvement ouvrier et socialiste a été porteur de « l'idée neuve » de l'internationalisme. Aujourd'hui, il s'avère incapable ne serait-ce que de coordonner efficacement les luttes sociales pour les droits élémentaires des travailleuses et des travailleurs. Alors que la bourgeoisie s'organise de plus en plus sur le plan

international, malgré l'acuité des contradictions qui opposent ses diverses composantes nationales.

Une politique alternative

Après une période initiale de croissance, la crise frappe durement les pays dont l'économie a été bureaucratiquement centralisée, de la Chine à l'URSS. La perspective socialiste a, pour beaucoup, perdu de sa crédibilité. C'est l'espoir même d'une société plus juste et plus humaine qui est ainsi remis en cause. Les idéologues de l'ordre établi en profitent pour chanter les vertus du marché capitaliste au moment même où le droit au travail et à la santé pour toutes et tous est mis en question dans les pays impérialistes, où un nombre croissant de sociétés du tiers monde se voient menacées de véritable décomposition. Au moment, aussi, où la logique de la production pour le profit est pour beaucoup dans la profondeur de la crise écologique globale qui menace notre planète.

Pour redonner sa crédibilité au socialisme, il faut briser la fausse dichotomie entre économie capitaliste de marché et planification bureaucratique. Il faut dégager une autre forme de développement qui assure effectivement aux travailleuses et travailleurs le contrôle des priorités socio-économiques et qui ait pour moteur la satisfaction des besoins humains. Cette troisième voie, véritablement socialiste et démocratique, implique une modification profonde des relations internationales, et pas seulement des politiques nationales de croissance.

L'internationalisme est indispensable à la mise en oeuvre d'une telle politique de développement alternative.

Il est aujourd'hui possible de progresser dans cette voie. En opposant, en Europe, au choix du capital – le marché unique de 1992 –, le choix des travailleuses et des travailleurs, en engageant un combat d'ensemble pour les droits sociaux, culturels et politiques des peuples du continent, à l'Est comme à l'Ouest. En impulsant la lutte contre la dette, joug pesant maintenant sur les pays de l'Est européen comme sur les pays dépendants, élément essentiel de la crise économique internationale. En approfondissant le combat pour les droits des travailleurs et de la jeunesse, pour la libération des femmes, pour l'égalité entre les nations, pour la défense de l'environnement, contre le nucléaire et le danger de guerre. En définissant, dans les pays impérialistes, une autre politique d'aide au tiers monde.

La politique occidentale « d'aide » au pays dits en voie de développement est définie en fonction de l'intérêt des multinationales. Elle vise aussi à consolider l'alliance entre les métropoles impérialistes et les bourgeoisies néocoloniales, qui se nourrissent de la corruption et du détournement des fonds publiques. Elle perpétue ainsi les dépendances – dépendance internationale des pays dominés au sein du marché mondial et dépendance des peuples face aux régimes en place. C'est peut-être en Afrique que les conséquences de cette situation sont aujourd'hui les plus graves. D'autant plus que la balkanisation du continent donne naissance à des micro-Etats incapables d'assurer leurs survies économiques propres. Les socialistes révolutionnaires africains doivent coordonner leurs forces pour

opposer à cette évolution le fédéralisme libre des peuples d'Afrique, pour renouer avec un panafricanisme anti-impérialiste et militant.

Nous assistons, en Amérique latine, à une offensive de l'impérialisme américain, sous le couvert du Plan Bush qui prétend instaurer une zone de « libre commerce » de l'Alaska à la Terre de Feu. Ce projet vise à consolider l'hégémonie des Etats-Unis. Ses conséquences seront désastreuses pour toute la classe ouvrière dans cette partie du monde, y compris aux USA et au Canada. Un combat d'ensemble doit être engagé sur le plan continental pour bloquer la mise en oeuvre de ce plan, pour défendre et renforcer les conquêtes sociales.

L'année 1992 sera celle du cinq centième anniversaire des débuts de la conquête de l'Amérique latine. Face à ceux qui veulent réhabiliter à cette occasion l'entreprise coloniale, il importe de manifester, en particulier dans les métropoles des anciens empires mondiaux, l'actualité de notre solidarité anti-impérialiste. Il importe, aussi, de faire connaître plus largement le combat mené aujourd'hui par les communautés indiennes du continent contre la destruction de leurs environnements naturels, la répression et la surexploitation, la désintégration de leurs communautés et de leurs cultures – voire contre le génocide direct.

La responsabilité des révolutionnaires

Le combat internationaliste n'est pas un combat facile. Il se heurte à des obstacles considérables. La synchronisation et la convergence des luttes ne s'imposent pas naturellement ; la situation diffère trop de pays en pays. Chaque mouvement politique, social et révolutionnaire a sa propre histoire, son propre cadre de développement national.

Le mouvement ouvrier, en particulier, ne possède actuellement aucune forme d'organisation qui fasse pièce à celle des grandes multinationales. La bourgeoisie sait parfaitement jouer des divisions entre prolétaires et cherche systématiquement à briser leur capacité de solidarité internationale. Elle use et abuse de la peur du chômage et de la concurrence entre salariés. Voilà qui peut être particulièrement dangereux aujourd'hui, alors que la crise frappe de plein fouet le gros des populations du tiers monde, pèse déjà lourdement sur la classe ouvrière des pays occidentaux et contribue à raviver les conflits ethniques ou religieux et les racismes les plus irrationnels.

Le combat internationaliste est d'autant plus difficile qu'il doit se mener à contre courant. Depuis longtemps, l'internationalisme révolutionnaire est en déclin. Il a été enterré par les partis sociaux-démocrates qui se sont repliés sur les Etats nationaux et ont soutenu les guerres coloniales ou mondiales engagées par leurs propres bourgeoisies. Il a été condamné par la bureaucratisation et la stalinisation de la Troisième Internationale, par la subordination des Partis communistes à la diplomatie de Moscou, par la division du mouvement communiste mondial – ainsi que par l'isolement dramatique dans lequel se sont trouvés trop de luttes de libération nationale. Cette « tragique solitude » des Vietnamiens face aux bombardements américains, que dénonçait hier Ernesto « Che » Gue-

varra dans son vibrant appel à la Tricontinentale, cette « tragique solitude » dans laquelle ont retrouvé aujourd'hui les Palestiniens et bien d'autres peuples en lutte.

Force est de reconnaître que les organisations ouvrières et progressistes sont loin d'accorder la même attention à la coordination de leurs luttes que les gouvernements bourgeois. Malgré la préparation du marché unique et la proximité des échéances, le mouvement syndical européen n'a pas encore été capable d'engager dans la CEE une campagne d'ensemble en vue de défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs.

Une tradition vivante

L'internationalisme n'est pourtant pas une chimère. Il est une possibilité réelle. Il s'est manifesté avec force lors des grands combats de ce siècle. Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, un extraordinaire essor internationaliste a suivi la victoire de la révolution russe et la formation de la Troisième Internationale. La guerre d'Espagne de 1936-1939 a représenté une véritable tragédie. La victoire du franquisme et la marche à la guerre mondiale ont été favorisés par l'isolement international du camp républicain. Mais l'épopée des brigades internationales, comprenant des militants de nombreux courants progressistes et révolutionnaires, engagés dans la guerre civile aux côtés des peuples de la péninsule ibérique, par delà les orientations politiques propres de leurs membres, reste un véritable exemple pour tous.

Depuis, malgré les lenteurs, les échecs et les abandons, la solidarité anti-impérialiste a plus d'une fois apporté une aide effective aux luttes de libération nationale, comme dans le cas des réseaux d'aide à la révolution algérienne, de la mobilisation mondiale contre la guerre américaine au Vietnam, et, plus récemment, du mouvement anti-apartheid sur l'Afrique du Sud ou du soutien aux révolutions en Amérique centrale. Bien que de façon malheureusement insuffisante au regard des enjeux et des besoins, la solidarité ouvrière s'est plus d'une fois manifestée, comme en défense du mouvement polonais, en 1980, ou lors de la grève des mineurs britanniques en 1984-1985. La vigueur du mouvement antimissile et antiguerre, dans la première moitié des années 1980, témoigne elle aussi des ressources internationalistes sur lesquelles nous pouvons compter.

1968 – année de l'offensive du Têt au Vietnam, des luttes étudiantes aux Mexique et en Argentine, de la grève générale en France et de grandes luttes ouvrières en Italie, du « printemps de Prague » en Tchécoslovaquie – a symbolisé l'esprit internationaliste de la radicalisation de la jeunesse des années soixante. Cette disponibilité internationaliste de la jeunesse représente un précieux potentiel. Elle se manifeste aujourd'hui encore, dans le mouvement antiraciste comme dans la solidarité avec le tiers monde, comme en témoignent les brigades de travail au Nicaragua et les campagnes contre la dette menées dans de nombreux pays.

Cette tradition vivante et ce potentiel internationaliste s'expriment aujourd'hui tout autant dans le développement des nouveaux mouvements sociaux, dans

les rencontres mondiales du mouvement des femmes, dans la dimension immédiatement internationale des mobilisations antinucléaires, pacifistes et écologiques, dans la coordination de la lutte contre la dette en Amérique latine, dans les initiatives régionales des mouvements progressistes en Asie et dans le Pacifique. Ils s'incarnent aussi, en de nombreuses régions du monde, dans un sentiment nouveau de solidarité entre des communautés et populations autochtones soumises à l'oppression et au génocide culturel, dans le développement militant des communautés chrétiennes de base, dans le soutien aux dernières luttes anti-coloniales, comme celle des Kanakis sous domination française.

Malgré les difficultés, le combat pour un renouveau internationaliste est un combat à la fois nécessaire et réaliste. Il plonge ses racines dans une tradition ouvrière ancienne et vivante. Il s'enrichit d'expériences nouvelles. Il bénéficie de ressources potentielles considérables dans la jeunesse, le mouvement des femmes et les luttes contemporaines.

Il est de notre responsabilité de le mener à bien.

S'organiser

Pour ce faire, il faut s'organiser.

Sans action concertée, l'internationalisme est mort-né. Pour agir ensemble, il faut impliquer le plus grand nombre.

Dans les syndicats, les relations internationales ne doivent pas être l'apanage des directions fédérales et confédérales. Il faut organiser des rencontres entre les délégués directs des travailleurs d'une même multinationale ou d'une même branche. La solidarité intersyndicale, par delà les frontières, doit devenir la règle.

Il faut faire de même dans les mouvements sociaux, en multipliant les rencontres entre les organisations non gouvernementales et populaires, les associations paysannes et communautaires, les mouvements féministes, étudiants et jeunes.

Il faut tisser un réseau dense de relations internationales à tous les niveaux, des groupes de base aux structures nationales, des associations aux partis, du nord au sud et de l'ouest à l'est.

Internationalisme et Internationale

Ce qui est vrai pour les syndicats et les associations est vrai pour les partis politiques. Ils ont, eux aussi, besoin d'une organisation internationale pour nourrir une conscience et une pratique véritablement internationalistes.

Les sections de la IV^e Internationale se sont engagées, depuis longtemps déjà, dans la constitution d'une telle Internationale. Non par souci d'uniformité. Chaque organisation nationale a son orientation politique, ses relations unitaires, sa responsabilité et sa capacité de décision. Chacune cherche à se nourrir de l'histoire et des traditions de lutte propres à son peuple.

Si nos organisations ont adhéré à la IV^e Internationale, c'est par souci d'internationalisme et parce qu'elles poursuivent les mêmes buts, combattant toutes pour une démocratie socialiste. Pour que les leçons essentielles de l'histoire du mouvement ouvrier ne se perdent pas, mais soient transmises à de nouvelles générations, dans de nouveaux pays. Pour que se rencontrent, sur un véritable pied d'égalité, des organisations militantes de tous les continents et que les expériences nouvelles des luttes contemporaines puissent-être connues de tous. Pour s'éduquer dans un esprit internationaliste et traduire en acte cet élément essentiel à toute perspective révolutionnaire d'ensemble. Pour mieux défendre des organisations frappées par la répression et mieux aider au développement de forces révolutionnaires là où elles sont encore inexistantes ou embryonnaires. Pour s'orienter politiquement, aussi, tant il est vrai qu'il faut une connaissance militante de la réalité mondiale pour comprendre les bouleversements en cours.

C'est aussi pour préparer l'avenir, en établissant un premier jalon, en vue de la constitution d'une internationale dont les organisations membres seront des partis révolutionnaires bénéficiant d'une véritable implantation de masse. Nous savons que nous ne sommes pas cette organisation-là. Nos sections sont trop faibles pour le prétendre. Mais nous espérons, grâce à nos traditions politiques et à notre structure internationale, pouvoir jouer un rôle actif dans la préparation de cette Internationale de demain.

De toutes les tâches internationalistes, c'est probablement la plus difficile, celle qui demandera le plus de temps. Aucun courant révolutionnaire n'est, aujourd'hui, suffisamment fort sur le plan mondial pour la réaliser à lui seul. Nous pensons pourtant que c'est aussi l'une des tâches les plus importantes. C'est bien pourquoi nous souhaitons gagner à une telle perspective d'autres organisations révolutionnaires et d'autres courants politiques. Pour oeuvrer ensemble à la constitution d'une Internationale révolutionnaire enracinée dans les luttes de masse, dans tous les continents.

Solidaires dans l'unité

Le tout premier acte internationaliste, c'est la solidarité active. Il n'est, en ce domaine, nul besoin d'attendre pour agir ensemble. C'est dans cet esprit que la IV^e Internationale lance à toutes les organisations révolutionnaires et progressistes, à toutes les militantes et tous les militants un appel à l'action commune.

L'internationalisme solidaire est par nature unitaire.

La recherche de l'efficacité doit, seule, nous guider. L'efficacité exige l'unité : il faut rassembler nos forces pour défendre toutes celles et tous ceux qui luttent, toutes celles et tous ceux qui souffrent, toutes celles et tous ceux qui sont frappés par la répression.

La solidarité doit permettre à chacun de dépasser dans l'action les sectarismes idéologiques et organisationnels. Par delà les divergences politiques, elle doit

rassembler dans des campagnes communes toutes les organisations et mouvements, toutes celles et tous ceux qui sont prêts à s'y engager.

Face à la répression, en défense des luttes et des droits de l'homme, rien ne doit diviser la solidarité.

Unitaire dans ses modalités, la solidarité doit l'être dans ses objectifs, en apportant son soutien à toutes celles et tous ceux qui combattent sans aggraver les divisions qui, parfois, s'expriment entre les diverses composantes d'une lutte populaire.

La solidarité doit savoir durer.

Aux luttes prolongées des exploité(e)s et opprimé(e)s du monde doit correspondre une solidarité de longue durée. L'unité doit garantir le dynamisme et la permanence de l'engagement internationaliste.

La solidarité doit-être libérée des contraintes étatiques.

Le poids des Etats est grand, dans le monde actuel. Les organisations révolutionnaires comme les mouvements populaires peuvent être amenés à rechercher l'appui de gouvernements étrangers, ou à obtenir leur neutralité. Le mouvement de solidarité doit les aider dans ce domaine comme dans les autres.

Mais la solidarité ne doit pas pour autant dépendre des aléas de la diplomatie d'une capitale du dit « camp socialiste », que ce soit Moscou ou Pékin, ou de celle de la social-démocratie européenne. Elle doit être effectivement indépendante des Etats, prouver ainsi qu'elle exprime réellement une valeur internationaliste et qu'elle n'est pas simplement au service des intérêts particuliers d'un gouvernement ou d'un parti.

Les luttes populaires doivent être soutenues sans condition préalable. Que ce soient les luttes de libération au Salvador, aux Philippines, au Pays Basque ou en Erythrée. Que ce soient les luttes ouvrières contre l'Europe du capital ou celles des Noirs d'Afrique du Sud contre l'apartheid. Que ce soient les luttes des travailleuses et travailleurs polonais, soviétiques ou chinois pour leurs droits politiques et sociaux.

La solidarité ne doit pas pour autant cacher les réalités. Pour lutter aujourd'hui, dans un esprit internationaliste, contre la politique impérialiste de guerre au Moyen-Orient, il faut avoir dénoncé, et continuer à dénoncer, la liquidation des opposants et le massacre des populations kurdes par la dictature irakienne. Il ne faut pas couvrir les crimes de Saddam Hussein.

Apprendre les uns des autres

L'internationalisme est une occasion irremplaçable pour apprendre les uns des autres.

Chaque organisation a besoin de tirer les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier mondial, des luttes de libération nationale, des succès et des échecs des combats populaires, des révolutions et des contre-révolutions. La discussion politique et l'échange d'expériences entre divers mouvements et partis nationaux sont indispensables.

Nous sommes convaincus que notre programme et nos analyses méritent d'être connus. Ils expriment une réalité militante internationale vécue, une continuité historique que nous pensons précieuses. Mais nous savons aussi que nous sommes redevable de l'expérience d'autres courants, que nous avons appris d'autres mouvements. Pour la période récente, c'est, par exemple, vrai en ce qui concerne la réflexion féministe et la pensée écologique.

La coopération internationale doit, pour l'enrichissement de tous, permettre la confrontation des analyses et des orientations, des stratégies et des programmes. C'est ce besoin impérieux qui s'est manifesté lors de la grande réunion des organisations de la gauche latino-américaine, réunie en juillet 1990, à Sao Paulo, au Brésil.

L'internationalisme exige le respect de l'intégrité politique et organisationnelle de chaque parti national. Un rapport de réciprocité et de soutien mutuel. Les divergences politiques sont souvent importantes entre les différentes organisations politiques. Elles ne peuvent être ignorées, mais être débattues pour être dépassées. L'action commune doit aider à les surmonter. Par delà les différences et les divergences, nous appartenons à un même camp, celui des exploités et des opprimés.

Une école de démocratie

En agissant ensemble dans la solidarité, nous montrerons que nous savons respecter le pluralisme dans le mouvement progressiste et révolutionnaire, que nous savons surmonter les pratiques fractionnelles qui lui ont porté un tort si grave. Dans l'unité, nous pourrions mieux respecter la démocratie et l'autonomie des organisations ouvrières et populaires.

Nous contribuerons ainsi à donner, par l'exemple, une crédibilité nouvelle au projet socialiste.

L'internationalisme véritable est une école vivante de démocratie socialiste.

Rassemblons nos forces

Luttons ensemble pour redonner vie à un internationalisme véritable !

Le 14 février 1991

VICTOR
SERGE

notes d'Allemagne (1923)



Préface et annoté par Pierre Droué

B
LA RECHERCHE

Notes d'Allemagne (1923)

Victor Serge

Préface de Pierre Droué

216 p., 90 F.

*« Témoignage sur les effets
dévastateurs d'une crise »
(Réforme)*

*Yougoslavie, le marché contre l'au-
togestion*

Catherine Samary

Préface d'Ernest Mandel

332 p., 154 F.

*« Recherche rigoureuse et passion
politique, souci des détails économi-
ques et réflexion théorique de fond »
(Revue "M")*

CATHERINE SAMARY

**Le marché
contre
l'autogestion**

L'expérience Yougoslave

Préface d'Ernest MANDEL

B
LA RECHERCHE

PUBLISOB

Bon de commande, voir p. 70

RESOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

“Nouvel ordre” ou instabilité mondiale ?

I) Un tournant dans l’histoire mondiale

L’effondrement des régimes bureaucratiques d’Europe orientale, l’ébranlement en profondeur de la bureaucratie soviétique, la réunification de l’Allemagne, la guerre du Golfe marquent un tournant majeur dans l’histoire mondiale. Ainsi prend fin le contexte qui a prévalu depuis la Seconde Guerre mondiale. La fin de cette période signifie l’ouverture d’une phase d’instabilité générale, en particulier dans les régions où les deux puissances dominantes s’équilibraient dans une certaine mesure : Moyen-Orient, sous-continent indien, Asie du sud-est.

La réduction de l’Union soviétique au rang de puissance régionale peut d’autre part exacerber les tensions interimpérialistes en vue de s’assurer le leadership international. Non seulement dans les zones traditionnellement considérées comme leurs zones d’influence, mais désormais à l’échelle planétaire, les Etats-

Unis, l'Europe et le Japon vont se sentir les mains libres pour établir une domination néo-coloniale.

Par un développement impétueux des forces productives, fût-ce au prix de l'appauvrissement croissant du tiers monde dans la dernière décennie, le capitalisme a exacerbé les contradictions des économies fermées et bureaucratiquement planifiées et ruiné les espérances de « rattrapage et dépassement » des sociétés occidentales annoncées naguère par Khrouchtchev. L'effondrement des régimes bureaucratiques sous l'effet du réveil des travailleurs et des peuples de ces pays, mais aussi de la pression du marché mondial, tourne dans un premier temps à l'avantage de l'impérialisme : le renversement des dictatures est une victoire des opprimés, mais l'affirmation des tendances à la restauration capitaliste est une défaite des intérêts historiques des exploités. Cette victoire n'offre cependant pas de réelle issue à l'onde longue de stagnation et de crise économique inaugurée au milieu des années soixante-dix. Le capital devrait reconquérir pour cela de nouveaux espaces et marchés d'une dimension plus importante que la seule Europe orientale, alors qu'à cette seule échelle, il se heurte déjà à de considérables obstacles.

L'existence des dictatures bureaucratiques d'Europe de l'Est constituaient pour le capitalisme le plus sûr repoussoir aux aspirations socialistes dans les pays développés. Leur écroulement ouvre donc de nouvelles perspectives. L'époque où le mouvement ouvrier international se déterminait en fonction de la victoire et de la dégénérescence de la révolution russe, s'achève. Si la révolution russe, en tant qu'expérience fondatrice, constitue toujours un apport historique et programmatique toujours nécessaire à un projet de transformation socialiste authentique, elle ne représente plus la référence stratégique centrale en fonction de laquelle se définissent les révolutionnaires du monde entier.

Le programme de fondation de la IV^e Internationale synthétisait l'expérience bolchévique de la révolution russe et celle de la lutte contre la dégénérescence stalinienne de la première révolution socialiste victorieuse. Cet acquis demeure nécessaire, mais il n'est plus suffisant. L'échec de l'économie de commandement bureaucratique, les leçons des luttes révolutionnaires récentes, de la Pologne de 1981 au Nicaragua sandiniste, la puissance des aspirations démocratiques à l'échelle planétaire, permettent de dégager les traits du programme à mettre en oeuvre pour rendre au projet socialiste attrait et crédibilité au seuil du XXI^e siècle.

La volonté de décider en toute connaissance de cause de son destin devient l'élément marquant, commun aux mouvements populaires, aussi bien à l'Est que dans les métropoles impérialistes ou dans les pays dépendants. La perspective d'une démocratie qui ne limite pas au droit de vote et au jeu parlementaire, qui réunisse citoyen et producteur, pleine participation aux décisions et plein contrôle sur leur application, traduit l'évolution de sociétés où la démocratie la plus large apparaît non seulement comme une condition de la justice, mais aussi de l'efficacité économique. Des sociétés de plus en plus complexes ne peuvent être gérées par un système de centralisation économique et de monopole de l'information réduisant la démocratie au seul domaine politique. L'autogestion généralisée s'affirme comme l'alternative socialiste au stalinisme. Conçue non

comme simple gestion en miette d'unités de productions indifférentes les unes aux autres, mais comme mode de régulation globale et décentralisée, cette perspective est seule à même d'offrir une réponse aussi bien à la dictature du marché qu'à celle de la bureaucratie. Le programme révolutionnaire de notre époque sera la synthèse de nouvelles expériences des exploités et des opprimés à l'échelle internationale. La IV^e Internationale inscrit sa part d'expérience, de continuité théorique et politique maintenue dans cette lutte.

II) Le cadre général

En 1989, après des décennies de répression et de paralysie, les masses de cette région faisaient soudainement irruption sur la scène de l'histoire. Pourtant, l'année 1990 a vu l'impérialisme s'engouffrer dans la brèche, marquer des points en Europe orientale, et remporter un succès éclatant avec l'absorption de la RDA par la RFA. L'impérialisme américain a mis à profit l'affaiblissement de la bureaucratie soviétique et sa coopération ouverte pour intervenir massivement dans le Golfe arabo-persique afin d'imposer sa conception du nouvel ordre mondial. Ces développements contradictoires traduisent des changements qui avaient commencé bien avant les bouleversements à l'Est de l'Europe.

● Depuis le milieu des années soixante-dix, l'écart entre la productivité du travail, les capacités d'innovation économique et de reproduction sociale élargie, en URSS et dans les pays de l'Est d'une part, dans les métropoles impérialistes de l'autre, s'est accentué à l'avantage des secondes. La faillite des économies bureaucratiquement planifiées d'Europe de l'Est est l'aboutissement d'une crise structurelle : dès l'achèvement de la phase d'accumulation intensive, ce système n'a pu rivaliser avec les pays impérialistes en termes de productivité : depuis le milieu des années soixante-dix, au lieu de se réduire, l'écart s'est à nouveau creusé à l'avantage des métropoles impérialistes.

● Dans ces métropoles, sans subir de défaite historique, le mouvement ouvrier a souffert de défaites partielles suffisantes pour permettre à la bourgeoisie de reprendre l'initiative.

● Aux yeux de millions de travailleurs, la banqueroute du stalinisme porte atteinte à la crédibilité du projet communiste en tant que projet d'une société sans classe et que stratégie révolutionnaire pour y parvenir.

● La social-démocratie a également fait faillite dans sa prétention à assurer une transformation réformiste radicale de la société, portant atteinte à la crédibilité du projet socialiste même.

L'unification impérialiste de l'Allemagne, l'échec électoral du Front sandiniste et l'évolution de la situation en Amérique centrale, les négociations sur l'Afrique australe, les menaces sur Cuba, la marginalisation des options socialistes indépendantes dans les premières élections d'Europe de l'Est, la faible activité du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et au Japon, sa situation défensive en Europe occidentale illustrent cette dégradation des rapports de forces. Sur

plusieurs fronts de la lutte de classe internationale, les mouvements révolutionnaires sont réduits à la défensive.

Pourtant, rien n'est consolidé ni stabilisé.

La crise de direction impérialiste n'est pas résolue. Le projet de restauration capitaliste dans les pays d'Europe de l'Est, en URSS, ou en Chine, se heurte à des obstacles économiques, sociaux, politiques considérables. L'onde longue de stagnation économique commencée au début des années soixante-dix n'est pas dépassée ni maîtrisée. La détérioration de la situation dans les pays dépendants met à l'ordre du jour des explosions sociales.

C'est donc l'instabilité mondiale, et non un nouvel ordre mondial, qui est bel et bien à l'ordre du jour. Elle annonce des affrontements majeurs dont l'issue dépend de la capacité du mouvement ouvrier à reconquérir son indépendance envers la bourgeoisie et la bureaucratie, à se réorganiser, à définir un projet tirant les leçons des grandes faillites de ce siècle. Mais l'impasse des politiques réformistes dans les pays capitalistes et la faillite du système bureaucratique aboutissent à une mise en doute de tout projet socialiste. Cette perte de crédibilité n'empêche pas les explosions sociales, les luttes de résistance, les grandes mobilisations démocratiques, mais elle freine la cristallisation de cette énergie sociale autour d'un nouveau projet révolutionnaire de transformation sociale et pèse sur la formation de la conscience de classe.

III) La guerre du Golfe, concentré des tendances et des contradictions de la nouvelle situation

Pour la première fois depuis la guerre du Vietnam, l'impérialisme US a pris le risque d'une intervention militaire massive. Il a bénéficié pour cela du soutien actif des autres puissances impérialistes, de la couverture des institutions internationales, de l'appui de classes dirigeantes arabes, et pour la première fois en pareil cas d'une collaboration directe des bureaucraties soviétiques et chinoises.

Pour l'impérialisme, les enjeux de cette épreuve de force sont multiples. Il s'agit :

- D'assurer un contrôle renforcé sur les sources d'approvisionnement pétrolier et de protéger des Etats donc la fonction de recyclage direct des pétrodollars dans les économies impérialistes est plus que jamais nécessaire, notamment en rapport avec les besoins de financement du déficit budgétaire américain et des investissements requis par une restauration du capitalisme en Europe de l'Est.

- De réorganiser le dispositif militaire impérialiste, de lui donner une nouvelle légitimité, et de le réorienter en direction des pays dépendants.

- D'écraser dans l'oeuf les luttes de libération populaires, ou même les velléités de résistance populiste ou nationaliste de bourgeoisies du tiers monde tentées de tirer parti de la réorganisation mondiale pour étendre leur influence régionale au détriment des intérêts impérialistes.

● Enfin et surtout de contrebalancer par sa suprématie militaire son déclin économique face aux concurrents japonais et allemands, exigeant d'eux et de ses partenaires pétroliers du Golfe, le financement de son effort militaire, celui de ses supplétifs du tiers monde ainsi que des avantages commerciaux.

Cette opération ne va pas sans risques pour l'impérialisme lui-même et peut déboucher sur un embrasement régional à prolongements planétaires.

Si elle ne constitue pas la cause d'une nouvelle récession dont les indices étaient déjà perceptibles au préalable tant aux USA qu'en Grande-Bretagne, la crise du Golfe met néanmoins en évidence les fragilités structurelles de l'économie mondiale et dément catégoriquement les proclamations triomphalistes sur « la sortie de la crise ». La guerre risque d'embraser la région entière sans offrir de solution rapide et globale.

Une guerre prolongée affaiblirait économiquement les puissances les plus engagées, diviserait le front belliciste et aviverait les rivalités entre les impérialismes dominants à la recherche d'un nouveau leadership. Les conséquences de la guerre du Golfe et des efforts pour imposer un nouvel ordre mondial peuvent déclencher une nouvelle vague de luttes anti-impérialistes dans les pays dépendants. Aux USA et dans de nombreux pays de la coalition, les premières mobilisations contre la guerre et pour le retrait des troupes ont démontré les possibilités d'un puissant mouvement antiguerre.

IV. Transformations et décomposition des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est

1) La chute des dictatures bureaucratiques en Europe orientale et les convulsions du régime soviétique constituent l'événement politique majeur depuis la Seconde Guerre mondiale et la révolution chinoise. La crise généralisée du système bureaucratique n'a épargné aucun des pays concernés, soulignant sa faillite historique.

Les soulèvements populaires de RDA, Tchécoslovaquie, Roumanie, exprimant les aspirations démocratiques et le rejet d'un système fondé sur les privilèges et l'oppression, ont libéré une formidable énergie sociale. En ce sens, il s'est agi d'un début de révolution antibureaucratique.

Cherchant à répondre par des réformes au blocage de la société soviétique et aux risques d'explosions sociales annoncés en Pologne, la politique de Gorbatchev est restée au milieu du gué. Les racines sociales de la crise de domination bureaucratique et des tentatives de réformes résident dans l'antagonisme qui oppose bureaucratie et prolétariat au sein de sociétés qui se sont transformées. La gestion bureaucratique, qui exprime la forme prise par l'exploitation spécifique au sein de ces sociétés, entre en contradiction avec le développement culturel, technique, social, et met à l'ordre du jour une tentative de restructuration du mode de domination.

Nulle part cependant, elle n'a pu offrir un débouché attractif aux aspirations populaires à vivre mieux, qui se sont exprimées de façon de plus en plus

indépendantes. Sa tentative de devancer la crise politique et sociale par une réforme politique précédant la réforme économique, l'espace ouvert à une reconstitution de l'opinion publique et à des formes d'organisation politique indépendante, le désengagement soviétique qui a fait balayé la peur d'une intervention militaire, ont contribué à précipiter l'explosion.

Un équilibre international est rompu, sans qu'un nouvel équilibre soit en vue. Ce n'est pas une crise des seuls pays de l'Est mais une crise des rapports globaux instaurés à la fin de la guerre qui commence, pouvant déboucher sur des crises nationales et sociales profondes. La relance de la politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme, s'est soldée par une négociation globale sur les conflits dits régionaux, au détriment des forces révolutionnaires.

2) Ces bouleversements nourrissent d'ores et déjà des évolutions au sein du mouvement ouvrier international.

La social-démocratie tire provisoirement parti du rôle de repoussoir joué par les dictatures bureaucratiques. Elle tend à apparaître comme garante d'une « troisième voie », celle d'un capitalisme démocratique et tempéré.

La crise du « mouvement communiste international » atteint un point critique. La base sociale des partis communistes traditionnels a subi une érosion. Leurs liens avec la bureaucratie soviétique se sont distendus et sont passés par bien des crises.

Un éventail largement ouvert d'organisations et courants, qui ont leur histoire et leur expérience propre, cherchent une voie politique indépendante du stalinisme et de la social-démocratie : condamnation de la répression de Tien An Men, accueil positif à la chute du mur de Berlin, soutien critique à la révolution cubaine, position indissociablement anti-impérialiste et antibureaucratique.

Les cristallisations positives de cette recomposition restent dans l'immédiat minoritaires et dispersées. L'apparition d'une opposition socialiste et internationaliste dans les pays de l'Est pourrait leur donner un nouveau souffle.

3) Le stalinisme n'a pas été un simple détour par rapport à une voie préétablie de l'histoire, ni une simple parenthèse qui se refermerait. Ses monstruosité pèsent de tout leur poids et ses fantômes hantent le présent. Le projet de libération socialiste en sort chargé d'hypothèques, les mots même n'ont plus le même sens ni les mêmes promesses qu'au début du siècle pour l'écrasante majorité des travailleurs. Les peuples qui rejettent massivement le stalinisme ne se mobilisent pas seulement contre la dictature totalitaire et pour les libertés démocratiques. Ils expriment aussi le sentiment d'un échec économique et social, en ne voyant du capitalisme que les performances réalisées dans les principales métropoles impérialistes. Nous n'avons pas fini d'en payer le prix. La mémoire et l'espoir sont à reconstruire.

La révolution politique commence par des revendications démocratiques (élections libres, pluripartisme, indépendance syndicale, liberté d'expression, autodétermination des nationalités) communes aux forces qui luttent pour la démocratie socialiste et à celles qui veulent la restauration capitaliste. Les deux

voies se différencient pourtant, non seulement quant au contenu social de la lutte, mais quant à la conception même de la démocratie.

a) le renversement de la chape bureaucratique libère des courants contradictoires. Les expériences accumulées, des soulèvements de Pologne et Hongrie de 1956 au congrès de Solidarnosc en 1981, en passant par la Tchécoslovaquie en 1968, permettaient de penser que la base sociale de la propriété étatisée favoriserait une dynamique d'autogestion et de démocratie socialiste contre la logique de restauration capitaliste.

b) cette espérance n'est pas confirmée par l'évolution actuelle. Dans la majorité des cas (à l'exception de la Pologne et des mouvements grévistes en URSS) les travailleurs se sont mobilisés en tant que citoyens autour des revendications de démocratie politique et non comme mouvement ouvrier indépendant. Les formes d'auto-organisation sont restées beaucoup plus embryonnaires que celles apparues en 1956 avec les conseils ouvriers hongrois ou que celles exprimées à travers le congrès de Solidarnosc en 1981. Les noyaux d'un mouvement socialiste antibureaucratique, tels qu'ils étaient apparus en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie, ont été désarticulés par la répression bureaucratique. La situation est aujourd'hui marquée par la marginalité des courants révolutionnaires et la faiblesse de courants socialistes ou même classistes.

c) alors que la grève de masse d'août 1980 et la constitution de Solidarité avaient ouvert la voie des mouvements antibureaucratiques de masse, l'isolement relatif des travailleurs polonais et leur désarmement politique ont permis à la bureaucratie de leur infliger, par l'état d'urgence, une défaite partielle, insuffisante pour écraser le mouvement social, mais suffisante pour l'atomiser, briser sa dynamique, et peser sur l'évolution politique des oppositions dans l'ensemble des pays de l'Est.

d) les revendications nationales et démocratiques des nationalités font partie intégrante de la révolte antibureaucratique. Elles expriment les droits légitimes de peuples soumis à des siècles d'oppression. Mais leur dynamique actuelle témoigne de l'incapacité du mouvement ouvrier à incarner une solution d'ensemble et à ouvrir une issue socialiste et internationaliste à la crise que traversent ces pays.

e) les courants favorables à une restauration de l'économie capitaliste, malgré leur hétérogénéité, sont pour l'heure à l'initiative. L'évolution entre le Solidarnosc qui organisait les grèves et le gouvernement soutenu par Solidarnosc qui s'y oppose, la trajectoire de courants politiques comme le KOR, le résultat des élections en RDA, sont autant d'indices du changement de situation.

4) La situation qui se développe depuis 1989 en Europe orientale trouve son origine dans la crise structurelle des sociétés dominées par la bureaucratie, mais aussi dans la conjoncture internationale des années quatre-vingts. Le système mis en place par la bureaucratie s'est montré incapable de soutenir durablement la compétition avec les métropoles capitalistes sur le terrain du développement des forces productives. La gabegie économique y est apparue comme le produit direct du pouvoir bureaucratique. A partir des revendications démocratiques

(élections libres, pluripartisme, indépendance syndicale, liberté d'expression, autodétermination des nationalités) des logiques divergentes s'expriment quant à la solution d'ensemble : démocratie socialiste ou intégration dans le giron du capitalisme occidental. Cette différenciation rejaillit sur la conception même de la démocratie : soit l'extension du pouvoir des citoyens producteurs à tous les domaines dans le cadre d'un système d'autogestion généralisée, soit sa limitation à un parlementarisme calqué sur les institutions bourgeoises de l'Ouest, livrant le champ social aux appétits des forces capitalistes et des maffias issues de la bureaucratie.

Lors des expériences passées, des soulèvements de Pologne et Hongrie en 1956 à la constitution de Solidarnosc en 1980, en passant par le printemps de Prague, se manifestait une dynamique d'auto-organisation et l'émergence partielle de solutions socialistes. Les revendications d'autonomie de gestion des entreprises et de réformes marchandes s'inséraient dans une aspiration confuse à un socialisme autogestionnaire. Aujourd'hui, devant la débâcle économique et le dynamisme du capitalisme occidental, elles débouchent sur les illusions dans les vertus du marché. Cependant, le développement inégal et combiné du capitalisme sur le plan international, va démontrer l'impossibilité pour l'Europe de l'Est de rejoindre le niveau de développement de l'Ouest. Ces pays peuvent espérer au mieux un développement relatif et dépendant, au prix d'un chômage massif et d'un accroissement rapide des inégalités sociales.

V. La crise spécifique des régimes bureaucratiques

1) Il serait faux de voir rétrospectivement le développement de l'URSS à travers l'image des années dites de « stagnation » de la fin de l'ère Brejnev. Les années Staline furent celles d'une mutation colossale, bien que réalisée sous le joug de la dictature bureaucratique. Cette mutation fut marquée dès l'origine par les déformations de l'édification socialiste « dans un seul pays ». Sous le fouet de la bureaucratie, elle a reproduit en un temps accéléré les affres de l'accumulation primitive. Le caractère autoritaire et bureaucratique de la planification, comme de ses tentatives de réformes, a toujours été un frein relatif au développement des forces productives et surtout a maximisé leur coût social. Il a cependant permis pendant un temps un développement rapide des forces productives, une croissance économique extensive, et la consolidation sur cette base du règne de la bureaucratie.

2) Après la première phase d'accumulation et d'industrialisation lourde, la diversification de la production, l'amélioration de la distribution et de la consommation, prennent une importance croissante. Le conservatisme bureaucratique, l'absence de démocratie, et la logique de la construction du socialisme dans un seul pays ou un seul camp, font obstacle à l'application généralisée des nouvelles innovations technologiques. Le freinage tend alors à un point de blocage. A partir du milieu des années soixante-dix, les taux de croissance déclinent spectaculai-

rement dans l'ensemble des économies planifiées, parallèlement à la crise des pays impérialistes. La chute des prix des matières premières aggrave la situation. Alors que les crédits faciles des années soixante-dix avaient contribué, le temps d'un quinquennat, au maintien de la consommation, la crise de l'endettement, d'abord cachée, éclate, imposant sous la houlette du FMI des politiques d'austérité en Europe de l'Est (conséquences dramatiques en Roumanie). En outre le budget de l'URSS et des pays de l'Est est alors grevé lourdement par la relance de la course aux armements. Les bourgeoisies impérialistes répondent à la crise par la recherche de nouveaux gains de productivité, l'introduction de nouvelles technologies, au prix d'un chômage structurel de masse. Les économies bureaucratiquement planifiées sont au contraire tenues de maintenir une sécurité de l'emploi sans pouvoir compenser l'absence de concurrence par la mobilisation volontaire et l'initiative démocratique des producteurs associés.

3) Malgré l'existence d'un chômage de friction, ces sociétés restaient caractérisées par la sécurité de l'emploi, le caractère non marchand de la force de travail et la pénurie de main-d'oeuvre, la distribution de biens et services essentiels à bas prix, des revenus largement déconnectés du travail effectivement dépensé. L'ensemble de ces caractéristiques était marqué à la fois par la réduction drastique des mécanismes marchands et par la domination bureaucratique. Profondément minés par le parasitisme bureaucratique (mauvais emploi, gaspillages, organisation bureaucratique du travail, distribution grevée par les privilèges et la corruption), ces acquis ne pouvaient être satisfaisants. L'effondrement économique général, la corruption généralisée dans le secteur de la distribution, les ravages écologiques, ont relativisé leur poids. La pénurie de médicaments et la mauvaise qualité des soins annule les avantages de la médecine gratuite. Ce mode de distribution et cette garantie de l'emploi constituent cependant des obstacles au rétablissement du capitalisme.

Les acquis sociaux (éducation, santé, logement) de l'après-guerre ont subi le contrecoup de la stagnation et des difficultés budgétaires. Il en est résulté une régression des conditions de vie, d'autant plus ressentie qu'elle souffre de la comparaison immédiate avec les pays capitalistes les plus riches d'Europe occidentale, et une crise de légitimité de la domination bureaucratique. Cette dégradation sociale pèse sur les travailleurs d'Europe de l'Est, sur leur confiance en eux-même, sur leur conviction de pouvoir résoudre les problèmes de leur société par une démocratisation socialiste, à partir des structures de propriété étatisées. Ses effets sont venus s'ajouter au sentiment d'impasse résultant de l'échec des réformes économiques passées et de la répression des tentatives de soulèvement antibureaucratique.

4) Les grandes espérances de l'époque Khrouchtchev, les promesses de rattraper et dépasser le niveau de productivité des pays impérialistes avant la fin du siècle, sont loin derrière. Les perspectives de restructuration des liens économiques du CAEM sont de moins en moins crédibles. Le fossé qui s'était réduit dans l'après-guerre entre pays capitalistes développés et économies

planifiées s'est creusé à nouveau. Comparativement, non avec la situation d'ensemble des pays capitalistes qui inclut comme condition de fonctionnement la misère du tiers monde, mais avec les pays d'Europe occidentale, les acquis du « socialisme réellement existant » sont perçus comme relatifs et de moins en moins réels. Ils ne peuvent être sauvegardés par la défense du système de planification en vigueur, mais seulement par leur développement qualitatif, par le renversement des privilèges bureaucratiques, par l'instauration d'un contrôle démocratique sur la production, l'urbanisation, l'environnement, et tous les aspects fondamentaux de la reproduction sociale.

VI. Réforme bureaucratique, restauration du capitalisme : à quel prix ?

1) La première vague de la révolution antibureaucratique n'a pas débouché sur la conquête du pouvoir par le prolétariat, ni même sur une forme de contre-pouvoir politique organisé : le processus d'auto-organisation est resté limité ; l'ordre ancien n'est que partiellement remis en cause dans les entreprises et sur les lieux de travail. Elle n'a pas conduit non plus à la prise du pouvoir par la bourgeoisie. Il existe des secteurs de la petite bourgeoisie traditionnelle, de l'intelligentsia, de la bureaucratie, qui aspirent à conduire à leur profit un processus de restauration capitaliste. Dans l'immédiat, leur force sociale est trop limitée pour envisager de conduire une transition à rebours dans la stabilité. La bureaucratie a donc subi une défaite et connu un processus de dislocation, inégal selon les pays. Une partie des institutions ont été démantelées ou déstabilisées. Mais l'appareil bureaucratique continue pour l'essentiel à occuper le pouvoir.

2) La défaite du parti-Etat, qui met en évidence la faiblesse sociale et l'hétérogénéité de la bureaucratie, dément de façon cinglante les discours hier à la mode sur « l'expansionnisme totalitaire ». Si la bureaucratie parasitaire ne traduit pas l'avènement d'un nouveau mode de production, elle n'est pas pour autant incapable de toute initiative. Condamnée à manoeuvrer entre l'impérialisme international d'un côté, le prolétariat de l'autre, rassemblée par l'exercice du pouvoir politique et la défense de ses privilèges propres, elle se divise dans la crise entre des courants réformateurs, des courants ouvertement restaurationnistes, des courants conservateurs ou néo-populistes, dans des proportions dépendant aussi bien de la fonction sociale des différents secteurs qui la composent, que des rapports de forces nationaux et internationaux. Dans le contexte actuel, les courants réformateurs en URSS sont parvenus à réformer les institutions, à présidentialiser le régime, à briser le monopole du parti unique. La bureaucratie réformatrice entend ainsi défaire les conservateurs les plus endurcis et imposer des relations institutionnelles différentes entre l'Etat et la société, susceptibles de bénéficier d'un consentement minimal et de relégitimer sa domination. En revanche, une partie croissante de la bureaucratie d'Europe orientale, ne croyant plus à la survie d'un système réformé, et constatant le renoncement par Gorbat-

chev au contrôle sur les pays d'Europe de l'Est, espère pouvoir convertir ses privilèges en propriété capitaliste dans le cadre d'un retour à l'économie capitaliste.

3) Ces privilèges parasitaires constituent un fond d'accumulation trop limité pour pouvoir se transformer en capital national, permettre le rachat des entreprises offertes à la privatisation, et faire des sommets de la *nomenklatura* une nouvelle bourgeoisie compétitive face à ses rivales d'Europe occidentale. Le rachat des entreprises par les nomenklaturistes de la veille ne peut que susciter des résistances parmi les travailleurs pleins d'illusions sur les promesses de « l'économie de marché ». La restauration capitaliste ne saurait se réduire à la pénétration du capital étranger, à des privatisations ou *joint ventures*. L'appel aux capitaux étrangers, une certaine privatisation, le recours à des mécanismes marchands pourraient se faire sous le contrôle social en les subordonnant à des critères publiquement débattus et en assurant des reconversions qui protègent le droit à l'emploi, l'éducation, la santé pour tous. Il ne suffit donc pas qu'il y ait investissement privé, ou privatisation limitée, ou appel au capital étranger pour qu'il y ait restauration.

● Elle suppose le rétablissement global de la régulation sociale par le marché, un chômage massif, des restructurations industrielles, le démantèlement d'acquis sociaux élémentaires, la réinsertion brutale de ces économies dans le marché mondial. Pour que le processus restaurationniste soit consommé, il faudrait que se combinent la mainmise sur le pouvoir par une force capitaliste constituée, le remaniement institutionnel des principaux rouages de l'Etat, et surtout la soumission des rapports sociaux à la production marchande généralisée gouvernée par la loi de la valeur.

● Il ne faut pas imaginer non plus la contre-révolution restaurationniste comme une image inversée de la révolution socialiste. Elle a d'autres bases et d'autres mécanismes. Dès lors que la cohérence des institutions est entamée, la pression du marché mondial joue à plein. Pour l'heure la défaite de la bureaucratie a été jusqu'à la remise en cause partielle de certains rouages essentiels de l'appareil d'Etat (police politique), mais il n'y a eu ni destruction totale ni prise en main de cet appareil par une force cohérente, capable de conduire un tel projet. La privatisation et la pénétration capitaliste restent aujourd'hui limitées. Elles ne manqueront pas de susciter des résistances d'ampleur parmi les travailleurs industriels et agricoles.

Une différenciation apparaît d'ores et déjà dans l'intérêt que portent à ces pays les capitalistes occidentaux. Les investisseurs lorgnent davantage sur la Tchécoslovaquie, qui a acquis stabilité politique et relative solidité économique vers la Pologne dévastée et incertaine, sans parler de la Roumanie. Le destin des pays d'Europe orientale se dissocie.

4) La domination par des forces procapitalistes du pouvoir d'Etat est un instrument essentiel de cette transformation. Mais la principale force restaurationniste réside dans le capital étranger, qui exerce d'ores et déjà une pression

colossale par le biais du FMI et dans les banques, qui s'organise pour une reconquête. La dynamique actuelle de remise en cause du pouvoir bureaucratique est marquée par les programmes de libéralisation et privatisation subordonnés à la logique du FMI. Mais le processus se heurte à des obstacles considérables. Son coût colossal exigerait de disposer de capitaux déjà mobilisés pour compenser le déficit américain ou pour l'investissement dans les pays dépendants. La restauration ne pourrait aboutir qu'au prix de l'instauration de nouvelles formes de dépendance au coeur même de l'Europe, et de l'apparition d'un sous-développement intracontinental. Loin de faire leur entrée tardive dans le club privilégié des pays capitalistes développés, ces sociétés seraient appelées à prendre une place subordonnée et dépendante dans la nouvelle hiérarchie mondiale en gestation à travers la crise.

5) Un processus de restauration consommé impliquerait des différenciations sociales profondes, dans lesquelles il y aurait quelques gagnants, mais une majorité de « perdants », notamment les femmes, menacées d'expulsion de l'activité directement productive et déjà en butte aux offensives religieuses obscurantistes. Il suppose des conflits de grande ampleur, des divisions d'intérêt aussi bien dans les rangs de la bureaucratie, que dans ceux de la bourgeoisie et du prolétariat.

Convaincus de la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat monstrueux de la bureaucratie par une mobilisation qui restitue aux producteurs l'intégralité de leurs droits, nous oeuvrons à ce que le mouvement social, répondant aux aspirations démocratiques, leur donne une perspective opposée aussi bien à la restauration capitaliste qu'aux replatrages bureaucratiques. Nous agissons pour un projet socialiste enrichi de la critique radicale du stalinisme, de la critique du productivisme, du travail aliéné, et du pillage effréné des ressources naturelles.

- Au fur et à mesure du développement du processus révolutionnaire, les libéraux d'hier se révèlent comme les autoritaires de demain : démantèlement effectif des appareils répressifs et de la caste des officiers ; droit à l'organisation démocratique des soldats ; abolition de tous les privilèges bureaucratiques et refus de nouveaux privilèges de l'argent ; pluripartisme, égalité effective des droits, indépendance des syndicats, droit à l'emploi et à l'existence.

- Nous ne défendons ni l'intégrité étatique de l'URSS telle qu'elle s'est imposée bureaucratiquement, ni le pourcentage et le contenu des nationalisations bureaucratiques : autodétermination des nationalités et respect de leur droit à l'indépendance, seule façon de préserver les chances d'une libre association de républiques socialistes débarrassées de la tutelle bureaucratique.

- Nous lions les revendications de la démocratie politique à leur contenu social : refus des privatisations présentées comme solution miracle, et de leurs conséquences sociales (chômage) ; rejet des diktats du FMI, de la conditionalité politique de l'aide et des crédits ; annulation de la dette ; défense d'une perspective d'économie démocratiquement planifiée, dans un rapport d'égalité, dans le cadre d'institutions confédérées européennes ; développement des formes d'organisation internationales de la classe travailleuse et des mouvements sociaux ; déve-

loppement d'un programme d'autogestion généralisée au niveau des structures de production (lieux de travail, branches d'industrie) comme au niveau territorial (communes, régions, nationalités) ; gestion de la production par les travailleurs, élection et révocabilité de l'encadrement et des directions ; autonomie des collectivités permettant le contrôle social effectif sur le logement, l'urbanisation, la santé, l'éducation, dans le cadre d'un plan de développement autogéré et écologique.

● La démocratie ne s'identifie pas à des élections parlementaires : primat de la démocratie directe sur la démocratie représentative, révocabilité des élus, représentation directe des unités sociale capables d'exercer un tel contrôle en fonction de leur pratique collective sur les lieux de production, dans les quartiers et les villages.

6) La première étape largement spontanée de la révolution antibureaucratique met en lumière la nécessité d'un parti révolutionnaire capable de combattre aussi bien la bureaucratie que les forces restaurationnistes, de définir un projet de société socialiste et démocratique, de renouer avec l'internationalisme, de lutter contre les idéologies dominantes dans le monde.

● A l'étape actuelle, la première tâche reste la conquête, face à la bureaucratie et à l'impérialisme, de l'indépendance politique de classe, y compris dans les nationalités opprimées.

● De même que l'unité d'action pour des revendications démocratiques inclut des secteurs libéraux, sur le strict critère d'une mobilisation unitaire et efficace en vue d'objectifs précis, de même une démarche de front unique contre les privatisations, la militarisation, ou les diktats du FMI s'adresse à tous les syndicats, mouvements sociaux et partis, dès lors qu'ils ne sont plus confondus avec l'Etat.

Plusieurs hypothèses sont ouvertes. Non seulement celle de la restauration capitaliste à terme ou celle d'une relance de la révolution antibureaucratique, mais aussi celle d'un pourrissement et d'une dislocation sociale, ou celle d'un coup d'arrêt répressif. Le plus probable semble être une période convulsive d'instabilité politique, de réorganisation sociale, d'affrontements partiels, voire de dislocation. C'est dans ce processus que se définiront les protagonistes et que se forgeront les instruments de lutte aujourd'hui à peine embryonnaire.

Bien qu'elle relève des mêmes contradictions de fond, l'évolution de la situation en URSS est distincte de celle des pays d'Europe de l'Est. Malgré la contre-révolution stalinienne, l'origine révolutionnaire pèse encore. Le début des mobilisations ouvrières en été 1989 a commencé à produire des différenciations politiques et à influencer des courants minoritaires qui expriment le souci de construction d'organisations socialistes implantées chez les travailleurs et oeuvrant à la formation de syndicats indépendants. La cristallisation bureaucratique est aussi beaucoup plus profonde et massive que dans les autres pays. Les courants conservateurs détiennent des positions de force. Ils sont en mesure d'exploiter les conflits nationaux en tentant de mobiliser les travailleurs russes contre les mouvements indépendantistes. L'ampleur de la question nationale et

les dégâts de l'oppression bureaucratique accroissent encore la spécificité de la société soviétique.

Pour avoir connu, dans la dernière décennie, le plus puissant mouvement d'organisation indépendante de la classe ouvrière, la Pologne occupe encore une place spécifique. La situation y reste marquée par les effets contradictoires des succès obtenus par les travailleurs (formation d'un syndicat de masse indépendant de la bureaucratie, marginalisation des forces politiques poststaliniennes), et par les défaites qu'ils ont subi (état de guerre, baisse du niveau de vie, soumission aux diktats impérialistes du gouvernement formé en 1989 sous l'impulsion de Solidarité). Dans un contexte d'effondrement économique, le compromis entre le régime de Jaruzelsky et la direction de Solidarité a contribué à briser la flambée des luttes de 1988. Une autonomisation de la direction de Solidarnosc envers sa base et la régression du niveau de conscience et d'organisation laissant le champ libre au développement de courants populistes puisant leur identité à la fois dans les traditions politiques les plus rétrogrades et dans la défense démagogique de certaines exigences populaires. Cependant, la survie d'une tradition d'organisation démocratique de la classe ouvrière peut permettre, sur la base de nouvelles luttes, l'apparition de forces politiques puisant leur inspiration dans les acquis de Solidarité de 1981.

VII. Le défi démocratique en Chine

Les difficultés rencontrées dans la recentralisation économique et la reprise en main des forces centrifuges libérées pendant la période des réformes, obligent la direction du PCC à naviguer à vue, incapable de restabiliser son pouvoir.

L'instabilité politique et le mécontentement social accumulés depuis des décades et mis en évidence par les manifestations de 1976, la résistance passive des ouvriers et des paysans, la stagnation économique en particulier dans l'agriculture ont poussé la bureaucratie régnante à entreprendre des réformes économiques combinant un relâchement partiel de son contrôle sur l'économie avec le maintien de son monopole sur le pouvoir politique. Depuis 1978, l'idée de rétablir le caractère marchand des moyens de production et de la force de travail s'est affirmée. Le pouvoir a été partiellement décentralisé au niveau de la gestion des entreprises et administrations provinciales, la coercition sur les paysans s'est relâchée, les régions côtières ont été ouvertes aux investissements étrangers (drainant ainsi les ressources de l'intérieur vers ces régions et hors du pays), et la bureaucratie a voulu faire payer aux travailleurs et aux paysans le prix de ces réformes en favorisant les différenciations sociales. Le contrôle de certains prix a été levé et un libre marché établi pour certains moyens de production. Malgré une élévation initiale et à court terme du niveau de vie moyen, ces mesures se sont heurtées à une montée aiguë de la résistance contre l'augmentation des prix et la chute consécutive du niveau de vie. La désillusion envers une réforme économique bénéficiant essentiellement aux privilégiés a nourri de nouvelles aspirations à la démocratisation et à la libéralisation politique. Au sein de la bureaucratie

elle-même, même si une fraction limitée était prête à chercher une nouvelle base de pouvoir dans de nouvelles formes de propriété, le gros de l'appareil continuait à assoir sa domination d'abord et avant tout sur le contrôle bureaucratique des moyens de production étatisés.

L'explosion du mouvement de 1989 pour la démocratie politique et ses développements en Europe orientale ont constitué des signaux alarme pour la bureaucratie. Les éléments petits-bourgeois et bourgeois qui ont émergé et se sont développés durant la décennie de réformes, concentrés dans les régions côtières, sont encore trop faibles pour contrebalancer le pouvoir des directions centrales. La direction centrale de la bureaucratie est toujours décisive pour son contrôle sur les principales ressources. L'explosion populaire de 1989 a donc conduit la bureaucratie à resserrer son contrôle politique et a freiné temporairement son offensive contre les conquêtes essentielles des travailleurs et des paysans, sans toutefois renverser son cours de « libéralisation » économique.

Finalement, la bureaucratie n'a pas trouvé d'autre issue que d'accorder de nouvelles concessions au capital étranger et aux éléments capitalistes locaux, et d'accroître ses attaques contre les masses laborieuses, en même temps que les bureaucrates à tous les niveaux cherchent des solutions individuelles devant l'avenir incertain du maintien de la domination bureaucratique à l'ancienne manière. Au sein de la bureaucratie, l'équilibre du pouvoir et la dynamique de retour au capitalisme continue à butter sur la détermination de la direction à contenir les dynamiques centrifuges. La réponse qui s'est dessinée depuis 1988 et dans le mouvement démocratique de la classe ouvrière souligne son rôle croissant dans l'opposition à la dynamique restaurationniste.

Le mouvement pour la démocratie politique qui a explosé au printemps 1989 marque une pierre blanche dans le processus de la lutte populaire contre la bureaucratie. Cette mobilisation des étudiants et des masses urbaines dans la plupart des grandes villes constituait une réaction aux dix ans de réforme économique, de corruption débridée, de croissance des inégalités sociales. Pour les étudiants, les travailleurs et leurs alliés, l'exigence centrale était celle de la démocratisation politique conçue comme la seule voie pour sortir de la stagnation et de la régression sociale. Le rôle du Parti communiste fut ouvertement défié et mise en cause, débouchant sur une contestation radicale de la légitimité du parti-Etat. A court terme la répression consécutive à l'intervention militaire du 4 juin visait à l'élimination des organisations autonomes embryonnaires des étudiants, intellectuels et travailleurs, ainsi qu'à dissuader toute résistance populaire. A moyen terme cependant le recours à une répression militaire brutale de la part d'une bureaucratie discréditée manifeste au grand jour son incapacité à se réformer elle-même.

Les luttes étudiantes étaient des signes avant-coureurs de l'intervention des travailleurs urbains sur l'arène politique. Les travailleurs commençaient à se mobiliser et s'organiser, provoquant une désintégration partielle des appareils du parti. Des détachements d'ouvriers se sont aussi rendus auprès des paysans pour leur demander de soutenir la lutte des étudiants. En ce sens, le mouvement de 1989 représentait la continuation du mouvement démocratique commencé en

1976. Pendant le printemps de Pékin de 1978-1981, les dissidents, principalement anciens garde-rouge de la Révolution culturelle, s'étaient organisés en petits groupes autour de vives discussions sur le développement de la Chine. La plupart des Samizdats de cette période abordaient la question de la démocratie politique associée à l'autogestion et à la planification économique. Certains des militants de cette période, ultérieurement libérés de prison furent parmi les animateurs du printemps 1989. Ce mouvement met aussi en évidence les faiblesses d'un mouvement ouvrier longtemps atomisé, l'écrasement de sa conscience, les effets d'années de réformes économiques et d'offensive idéologique, et la montée du découragement devant l'absence apparente d'alternatives. Ce sont ces faiblesses qui devront être surmontées sur la voie d'une révolution populaire visant à renverser la bureaucratie et à défendre les gains des masses ouvrières et paysannes contre les effets d'une restauration capitaliste.

VIII. L'unification allemande

1) Le 3 octobre 1990 l'absorption de la RDA par la RFA a été consommée. Les conditions de cette unification soulignent le tournant en cours dans la situation mondiale. La restauration du capitalisme sur le territoire de la RDA, l'extension du pouvoir politique de la bourgeoisie ouest-allemande sur les débris de la dictature stalinienne brisée par le mouvement populaire de l'automne 1989, la formation d'un Etat impérialiste allemand renforcé constituent une victoire de l'impérialisme et une modification à son avantage des rapports de force en Europe.

2) Ce dénouement rapide est produit d'une combinaison de plusieurs facteurs :

● La détérioration comparative de la situation économique et sociale de la RDA face à la RFA, dans le cadre de la crise structurelle commune à l'ensemble des économies de commandement bureaucratiques. Dès le milieu des années quatre-vingts au plus tard, le système DDR était à bout de souffle. Le niveau de productivité du travail était de 50 % inférieur à celui de la RFA. Les couches inférieures et moyennes de la bureaucratie étaient passées de la perte de confiance dans la direction à la perte de confiance dans le système dans son ensemble, en même temps qu'émergeaient des mouvements d'opposition.

● Si les premières mobilisations, jusqu'à l'ouverture du mur, étaient essentiellement antibureaucratiques et animées par des courants se réclamant du socialisme, il n'existait pas pour autant de direction reconnue, implantée, expérimentée, et préparée à orienter ce combat à la fois contre la bureaucratie et contre l'impérialisme ; la confiance de la classe ouvrière en elle-même et en sa capacité à gérer la société était détruite par des années d'écrasement bureaucratique et usée par le sentiment de faillite économique.

● Dans ces conditions, l'existence d'un sentiment national frustré par la partition punitive et la tutelle humiliante de l'Allemagne imposées à la fin de la guerre par les impérialismes victorieux et la bureaucratie soviétique, pour la majorité des Allemands, l'unité à tout prix semblait offrir la seule perspective immédiate, sans en discuter le coût social.

● La puissance économique et financière de la RFA exerçait pleinement son attraction aux yeux d'une population frappée par la régression sociale et sans issue positive à l'Est.

3) Opposés dès le premier jour à la partition imposée de l'Allemagne, la IV^e Internationale s'est toujours prononcée pour la perspective d'une Allemagne unie et socialiste.

● Dans les pays impérialistes nous nous sommes prononcés pour le retrait in conditionnel des troupes impérialistes d'Allemagne et contre la prétention des puissances alliées victorieuses de la Seconde Guerre mondiale a déterminer l'avenir de l'Allemagne.

● De même nous avons défendu le droit inconditionnel a l'autodétermination des Allemands de l'Est, y compris si ce droit devait aboutir a une unification avec l'Allemagne impérialiste, et nous nous serions mobilisés contre toute tentative de nier par la force l'exercice de ce droit.

● En revanche, nous avons, tout en défendant ce droit imprescriptible, dit que nous n'étions pas, quant a nous, partisans d'une unité tout court de l'Allemagne, que nous étions contre l'unification capitaliste de l'Allemagne du plan Kohl et les conséquences qui en résulteraient pour les travailleurs de l'Allemagne unifiée sur ces bases, que les travailleurs de RDA devraient répondre aux conditions de Kohl en posant leurs propres conditions préalables a l'unification : la garantie du plein emploi, le maintien des loyers et services sociaux bon marche, le maintien du droit constitutionnel à l'emploi, le maintien du droit à l'avortement, le refus de restitution du sol a ses propriétaires d'avant 1945 ; qu'ils devraient multiplier les liens avec le mouvement ouvrier d'Allemagne occidentale pour établir une plateforme commune de lutte pour les trente-cinq heures, l'établissement d'un fond d'égalisation des salaires, le droit de vote des immigrés de part et d'autre, la suppression de la police politique et des lois discriminatoires à l'embauche à l'Ouest, la démilitarisation, etc.

4) Aujourd'hui, les conséquences de cette unification aux conditions de la bourgeoisie ouest-allemande et à marche forcée sont déjà perceptibles. Les coûts de la réunification grimpent de mois en mois. La société fiduciaire mise sur pied par les managers ouest-allemands pour gérer huit milles entreprises (six millions de salariés) à l'Est détruit massivement les emplois et transforme ce qui reste d'appareil industriel en appendice des grands trusts impérialistes. Les investissements productifs restent maigres tandis que le marché de consommation est conquis par les produits de l'Ouest, provoquant une crise grave dans l'agriculture. L'Est devient une région annexée et sous-développée avec des citoyens de deuxième classe. Ses exportations se sont effondrées dès lors que ses clients

traditionnels ont dû payer leurs importations en devises fortes. Le nombre d'emplois entre la chute du mur et l'unification a été réduit de 10 % ; plusieurs centaines de milliers d'Allemands de l'Est vont désormais travailler à l'Ouest certains illégalement ou comme intérimaires ou précaires. Le jour de l'unification, le taux de chômage reconnu à l'Est atteignait les 17 %, l'un des plus élevés d'Europe. Ainsi la unification de l'Allemagne est elle accomplie politiquement mais ni socialement ni économiquement achevée.

La croissance du chômage dans le cadre de l'Etat unifié détériore le rapport de force entre les classes dans l'ensemble du pays. La législation contre les réfugiés et immigrés est aggravée. L'extension de la criminalisation de l'avortement à l'Est est prévue dans un délai de deux ans. L'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'Otan permet au pacte atlantique d'étendre sa présence jusqu'aux frontières polonaises.

5) Sur le plan politique, l'unification a bénéficié aux partis de droite. Elle apparaît comme un succès de Kohl. A l'Ouest, le courant socialiste au sein du SPD a pratiquement disparu. Le DKP a été balayé. Les Verts dans leur majorité ont dérivé à droite. Pourtant les effets de la réunification peuvent nourrir des luttes de résistance, et susciter des explosions ouvrières. Les milieux bourgeois sont inquiets du coût économique de l'opération et de sa compatibilité avec les engagements européens. Enfin si l'unification capitaliste constitue une défaite politique du mouvement ouvrier, la tentative de faire payer par les salariés le coût financier de l'affaire risque de se heurter surtout à l'Ouest à une classe ouvrière puissante, hautement organisée et attachée à ses acquis. La bourgeoisie a donc accepté de courir ce risque.

La tâche centrale consiste donc désormais à unifier les exigences et les luttes à l'Est et à l'Ouest : pour une réduction générale du temps de travail ; pour la défense de la propriété publique en Allemagne de l'Est sous contrôle des travailleurs ; pour un alignement des salaires sur ceux de l'Ouest avec financement par un fond de mise à niveau ; pour le maintien et l'extension à l'Ouest des services sociaux gratuits de l'ancienne RDA ; contre le financement de l'unification par une ponction sur les budgets sociaux, pour une réduction des budgets militaires ; pour une Allemagne démilitarisée dans une Europe dénucléarisée.

IX. L'onde de choc dans les pays dépendants

1) La crise et l'aggravation de la concurrence creusent les inégalités au sein des pays impérialistes, entre pays impérialistes, entre pays impérialistes et économies planifiées. Elles condamnent la plupart des pays dépendants à une nouvelle spirale de sous-développement. Cette situation fait partie intégrante des conditions de fonctionnement du capitalisme à l'échelle internationale. Elle est l'arrière-cour, nécessaire, des « miracles » mise en avant pour séduire les travailleurs d'Europe de l'Est de Chine et d'URSS aux splendeurs du marché. Plus de sept-cent millions d'êtres humains souffrent d'un appauvrissement absolu. L'écart

entre les pays impérialistes et les pays semi-coloniaux s'aggrave. Le « marché » condamne les peuples de la grande majorité de ces pays à une détérioration spectaculaire de leurs conditions de vie. La croissance des économies impérialistes repose sur cette oppression accrue. Le poids de la dette sert aux organismes internationaux d'arme politique pour imposer discipline et modernisation de la pauvreté, niant la souveraineté nationale des pays qui semblaient il y a dix ans à peine les mieux placés pour se hisser hors de l'ornière du sous-développement. Les pays d'Amérique latine sont devenus exportateurs de capitaux (service de la dette et fuite de capitaux) au profit des métropoles impérialistes. Le continent africain s'enfonce dans le désespoir et menace de se disloquer. Le sous-continent indien peut être ravagé par les conflits ethniques. Le Moyen-Orient reste une poudrière. Les explosions sociales et soulèvements populaires se multiplient.

Pendant, la faillite des économies planifiées non capitalistes signifie à la fois une crise de perspective économique et la perte de ce qui était illusoirement perçu comme une arrière-garde : « le camp socialiste ». Cet isolement accru des luttes de libération nationales d'un point de vue étatique et diplomatique n'est pas compensé par l'essor d'un nouvel internationalisme militant. La marginalité des mouvements de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, (comparativement au rôle joué naguère par le mouvement antiguerre au moment de l'intervention au Vietnam), la faiblesse des réactions à l'intervention américaine au Panama et au redéploiement des bases militaires en Amérique latine sous couvert de lutte contre le narco, comme aux interventions françaises en Afrique, l'illustrent.

2) La perte des élections par le Front sandiniste du Nicaragua s'inscrit dans ce contexte.

● La révolution sandiniste a triomphé dans un petit pays, producteur de quelques matières agricoles, fortement déformé par de longues années de domination oligarchique et impérialiste. Moins qu'ailleurs il était envisageable d'y construire le socialisme dans un seul pays, et pas même une politique économique autarcique pour assurer un début de transition. A moins d'un recours massif à l'aide extérieure et de la rechute dans de nouvelles dépendances, la révolution sandiniste n'avait comme possibilité qu'une accumulation à partir de ses exportations agricoles et une industrialisation initiale par transformation des matières premières agricoles en produits manufacturés. Une telle perspective a été hypothéquée par l'effort de guerre imposé par l'agression (50 % du budget, destruction des récoltes sources de devises) et la déformation d'une économie soumise par cet effort.

● L'impossibilité de victoire de la révolution salvadorienne en 1980-1981, l'intervention américaine à Grenade en 1983 et surtout la lourde défaite de la révolution guatémaltèque en 1982, ont condamné la révolution sandiniste à un isolement durable, sur lequel a pesé de surcroît, à partir de 1985, le processus de négociation des conflits régionaux entre l'impérialisme et la bureaucratie. Ces négociations qui trouvent leur expression dans le sommet de Malte ont laissé les mains libres à l'impérialisme pour intervenir au Panama et assiéger la révolution

nicaraguayenne par une guerre dite de « basse intensité », visant à l'étranglement politique et économique plus qu'à la victoire militaire.

● Dans ces conditions, les dirigeants sandinistes se sont efforcés de miser sur la durée. Acculés à une économie de guerre, ils ont voulu préserver des relations internationales diversifiées et éviter des mesures de socialisation rapide qui auraient eu une portée politique intérieure mais des effets économiques imprévisibles. Malgré l'agression, ils ont donné une leçon au monde en ne renonçant pas à la démocratie, au pluralisme politique et syndical, et à la tenue d'élections générales en 1984 et 1990.

La démocratie maintenue à l'honneur du Front sandiniste ne s'identifie pas à la tenue d'élections parlementaires et présidentielles sous haute surveillance internationale. Formellement « libres » pour les observateurs, ces élections tenues sous blocus économique, chantage au crédit, pression militaire aux frontières, l'étaient beaucoup moins pour les nicaraguayens. Le résultat obtenu par le FSLN au bout de dix ans de guerre démontre au contraire la légitimité dont il jouit auprès des masses nicaraguayennes. Cependant le mécanisme démocratique choisi par les sandinistes a toutes les limites et les inconvénients du parlementarisme bourgeois : séparation de l'exécutif et du législatif (d'où renforcement du pouvoir présidentiel), délégation de pouvoir pour six ans, sans qu'existent des moyens de contrôle pour les électeurs. Une démocratie directe aurait pu revêtir au Nicaragua la forme d'un pouvoir populaire, respectueux de la pluralité politique, mais garantissant un contrôle permanent des citoyens et la révocabilité des élus.

3) Les menaces contre la révolution cubaine se précisent. Fortement socialisée dès l'expropriation des multinationales américaines, l'économie cubaine était au bord de la banqueroute à la fin des années soixante. Elle n'a surnagé qu'au prix des accords avec le Comecon et de l'aide soviétique. La réduction de cette aide risque de provoquer une crise sociale et politique. Malgré des cristallisations bureaucratiques graves, Cuba ne peut cependant être assimilé aux dictatures bureaucratiques d'Europe de l'Est. Tant en raison de la réalité des acquis sociaux par rapport aux autres pays du continent que par son rôle anti-impérialiste, sa direction garde une légitimité révolutionnaire. La défense de la révolution cubaine face aux menaces impérialistes n'implique aucunement une position acritique envers sa direction. Elle passe au contraire par le soutien et de développement de la démocratisation à Cuba même : par le pluralisme politique effectif dans le cadre des organes de pouvoir populaire, le droit d'expression et d'information, l'indépendance des syndicats envers l'Etat, la séparation du parti et de l'Etat.

4) Depuis plus de trois ans, le peuple palestinien est en état de soulèvement permanent dans les territoires occupés par l'Etat sioniste en 1967. Cette Intifada représente un tournant majeur. C'est la première fois que les masses palestiniennes cessent de compter sur les régimes bourgeois arabes ou sur la lutte des Palestiniens de la diaspora pour entrer eux même en lutte généralisée, créer leurs propres instruments de mobilisation, multipliant toutes sortes de comités popu-

lares capables d'incorporer à la lutte quotidienne toutes les couches de la population. L'Intifada constitue ainsi un défi permanent aux forces d'occupation sionistes engagées dans une escalade répressive que l'opinion internationale ne peut plus feindre d'ignorer. Elle offre un exemple vivant aux masses des pays arabes en butte à la trahison et à l'inertie de leurs propres gouvernements. Elle exige de tous les travailleurs et mouvements anti-impérialistes une solidarité plus active avec la cause palestinienne, pour le retrait immédiat et inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967, la défense du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur son territoire, et de son droit au retour sur l'ensemble des territoires d'où il a été expulsé.

● L'immigration massive des Juifs d'Union soviétique vers l'Etat sioniste les jette dans un nouveau piège sanglant. Les gouvernements impérialistes et la bureaucratie soviétique se sont mis d'accord pour canaliser cette immigration en interdisant à la plupart de ces émigrants de choisir leur pays d'accueil et en ne leur laissant d'autre choix que d'aller renforcer la colonisation de la Palestine occupée et grossir la chair à canon de l'expansionnisme sioniste. Il est donc nécessaire de combattre l'antisémitisme en Union soviétique pour supprimer les raisons qui poussent les juifs à émigrer massivement, et d'exiger que tous les pays du monde ouvrent leur frontière à la nouvelle vague d'émigration des Juifs d'Union soviétique et que l'Etat d'Israel les laisse repartir vers le pays de leur choix.

● L'Internationale affirme sa solidarité avec la résistance nationale libanaise qui combat l'occupation israélienne et ses agents locaux au sud-Liban. Elle se prononce pour le retrait complet et inconditionnel des troupes israéliennes de ce pays.

5) En Afrique, le poids de la dette extérieure, combinée avec la corruption des classes dirigeantes qui ont pillé leur pays, conduisent à une paupérisation absolue des travailleurs, des paysans et des couches populaires. Après plus de trente ans de régimes de parti unique dans la plupart des pays, des mobilisations de masse obligent les bourgeoisies nécoloniales au pouvoir à accepter le multipartisme, la liberté d'expression et d'association, le principe d'élections libres. Ces mobilisations sont le résultat de facteurs internes (effets insupportables des politiques dites d'ajustement du FMI, discrédit croissant de couches dirigeantes répressives et corrompues) et externes (écho de la chute de dictatures stalinien-nes, manœuvres impérialistes pour devancer le risque de renversement brutal de ses alliés locaux).

Cependant, en l'absence d'un mouvement ouvrier et révolutionnaire indépendant, ces mouvements se trouvent dans la plupart des cas sous l'hégémonie de partis populistes bourgeois, dont certains se réclament de la social-démocratie. L'incapacité de ces directions à proposer des solutions à la crise alternatives à celles du FMI, ainsi que leur compromis avec les pouvoirs en place, les conduira à s'opposer aux aspirations démocratiques des peuples, à la satisfaction de leurs droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au travail et à la culture.

Déjà, nous assistons à la rupture de syndicats de travailleurs avec les partis uniques et à la formation de syndicats autonomes de lutte. Si la situation actuelle est favorable à l'apparition de courant révolutionnaires significatifs, il n'en demeure pas moins que la crise du stalinisme à l'Est est souvent interprétée à tort comme une faillite du socialisme. Il en résulte une confusion idéologique considérable au sein de la gauche africaine qui semble découvrir des vertus à la social-démocratie. Pourtant, dans plusieurs pays, ce sont des partis liés à la social-démocratie internationale qui appliquent la politique impérialiste. L'issue de la lutte entre le projet révolutionnaire et les réformes néo-coloniales ou libérales dépendra de la capacité des révolutionnaires africains à lier les revendications démocratiques et sociales dans la lutte contre l'impérialisme mondial.

6) Le capitalisme ne se réduit pas aux métropoles impérialistes. Les expériences libérales dans le tiers monde signifient un désastre pire que celui des économies planifiées d'Europe de l'Est. La rhétorique des années soixante-dix sur le « nouvel ordre économique », les transferts de technologie, le développement « autocentré », ou le plan Marshall pour le tiers monde, part en fumée. Les effets conjugués de la crise économique et des nouveaux rapports de force internationaux accentuent le développement inégal et combiné entre les pays et au sein des pays. Les nouvelles formes de dépendance, (technologies, services) s'approfondissent, avec comme conséquence une crise agraire et urbaine profonde. Ce tournant solde la faillite des directions réformistes et populistes dans une économie mondiale ouverte, et ouvre le champ au développement d'un populisme religieux réactionnaire ou d'un chauvinisme désespéré. Le mouvement ouvrier, qui connaît dans certains pays un développement dynamique lié à l'industrialisation des dernières décennies (Brésil, Corée, Afrique du Sud), connaît aussi des cas de décomposition (Pérou, Bolivie).

Les tâches qui en découlent :

- a) une campagne internationale prolongée pour l'annulation de la dette ;
- b) une mobilisation contre les interventions militaires et les bases impérialistes (en Amérique latine, aux Philippines, en Afrique) ;
- c) la poursuite des activités de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, la lutte anti-apartheid ;
- d) la défense de la révolution cubaine face aux menaces impérialistes ;
- e) la mobilisation pour l'arrêt de la guerre du Golfe et la défaite de l'agression impérialiste constituée à l'évidence la tâche centrale. Les Etats-Unis ont voulu, préparé et planifié cette guerre dès la première heure, rejetant toute possibilité de solution négociée. La « libération du Koweït » et la « défense du droit international » si souvent et si longtemps bafoué par eux mêmes et leurs alliés, au Panama comme en Palestine occupée ne sont pour eux qu'un prétexte à l'écrasement de l'Irak. Ils ont obtenu pour cette entreprise le concours de leurs alliés impérialistes, la complicité négociée des bureaucraties soviétique et chinoise, le soutien et la caution des régimes corrompus et dépendants du tiers monde, y compris parmi les régimes arabes.

Hier encore, ils armaient et soutenaient la dictature irakienne dans sa guerre d'agression contre l'Iran. Ils fermaient les yeux sur la persécution des opposants irakiens et le massacre du peuple kurde. Après huit ans de guerre, au prix d'un épuisement de son économie et de centaines de milliers de victimes, le dictateur irakien est venu demander son dû à ses commanditaires pour reconstruire son pays : un relèvement des prix pétroliers, une réduction de sa dette, un accès à la mer. L'invasion du Koweït constitue sa réponse à leur refus. Elle ne constitue pas une guerre de libération nationale, ni même une guerre pour l'émancipation des populations concernées, mais un acte brutal de rapine à l'image du régime irakien lui-même.

Les puissances impérialistes en ont pris prétexte pour lancer une opération de grande envergure dont l'enjeu de plus en plus avoué n'est autre que l'instauration d'un « nouvel ordre » ou d'une nouvelle « paix américaine » dans la région et dans le monde. En réalité, la marche à ce nouvel ordre commence par les tapis de bombe, la tuerie, et le tumulte de la guerre. Elle annonce de nouveaux partages impérialistes porteurs à leur tour de nouveaux conflits.

D'ores et déjà, l'agression contre l'Irak tient lieu d'expérimentation à grande échelle de la nouvelle panoplie meurtrière. Les nouveaux gadgets électroniques sont à l'oeuvre, les tonnes de bombe s'entassent, la menace de l'arme nucléaire tactique est brandie, tandis que la manipulation de l'information internationale par les militaires est méthodiquement organisée. Il s'agit pour la coalition impérialiste d'éliminer une puissance régionale susceptible de menacer leur intérêts pétroliers et de contrebalancer la puissance de l'Etat sioniste, principal allié régional des Etats-Unis. En échange de ses loyaux services, l'Etat sioniste aura les mains libres pour pousser plus avant son action contre le soulèvement palestinien des territoires occupés, y compris par la déportation sous une forme ou une autre, des populations de ces territoires.

Face à cette entreprise barbare, nous sommes inconditionnellement pour la défaite des agresseurs impérialistes, solidaires du peuple irakien victime des bombardements de terreur ainsi que des peuples arabes qui, dans leurs pays respectifs, se lèvent contre cette agression et les régimes qui y contribuent ou la couvrent sous prétexte d'une neutralité honteuse.

Dans les pays impérialistes et les pays membres de la coalition, nous oeuvrons au développement d'un puissant mouvement unitaire contre la guerre, pour l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait immédiat et inconditionnel des troupes. Nous nous opposons à l'effort de guerre et à ses conséquences en matière budgétaire et sociale. Nous appelons les soldats, les réservistes, la jeunesse, à refuser sous toutes formes de participer à cette guerre et nous nous portons solidaires des soldats réprimés pour refus d'obéissance, insoumission ou désertion.

Dans les pays arabes, nous développons la mobilisation contre l'intervention impérialiste et contre les régimes corrompus alliés à l'impérialisme. Nous exigeons des gouvernements qui se prétendent neutres d'apporter leur soutien au peuple irakien, en commençant par briser le blocus qui l'affame. Nous nous prononçons pour briser l'isolement de l'Irak en multipliant les fronts contre la

présence impérialiste et ses régimes alliés. En même temps, nous combattons dans le mouvement de masse toute illusion sur le régime de Saddam Hussein.

Au nouvel ordre mondial des oppresseurs, nous opposons une solidarité mondiale des luttes contre toutes les oppressions.

X. Crise de direction et conflits interimpérialistes

1) La crise des dictatures bureaucratiques ne signifie pas pour autant que la crise de direction bourgeoise soit surmontée. La concentration sans précédent du pouvoir économique ne se traduit pas automatiquement par l'apparition d'un nouvel impérialisme hégémonique. Trois pôles concurrents tentent de s'organiser régionalement. Le déclin économique des Etats-Unis, malgré des redressements sectoriels, s'est poursuivi, à l'avantage du Japon et de l'Allemagne. Même si le rôle du dollar est désormais partagé par plusieurs monnaies, ils restent l'impérialisme dominant du fait de l'existence d'un seul Etat, d'un seul marché intérieur, d'une puissance militaire prépondérante.

2) La construction européenne a pour fondement l'internationalisation et la concentration du capital. Depuis le début de la crise pourtant les fusions entre capitaux européens et japonais ou américains, occupent une place aussi voire plus importante que les fusions intra-européennes, selon les branches et entreprises. Tant bien que mal, l'Europe a surmonté les épreuves et son édification a été relancée à la fin des années soixante-dix (système monétaire, élection du Parlement), puis au milieu des années quatre-vingts (élargissement, acte unique, exploration de l'unification monétaire). Mais le projet européen entre en contradiction avec la gestion des rapports de forces sociaux dans le cadre des vieux Etats nationaux : comment faire pour homogénéiser un grand marché des biens sans unifier un espace social et risquer d'unifier la classe ouvrière à l'échelle continentale ? L'explosion de l'Europe de l'Est s'ajoute à ces difficultés déjà existantes, obligeant à une redéfinition du projet européen.

3) La paix relative dont ont bénéficiée depuis un demi siècle les métropoles impérialistes a eu pour contrepartie plus de cent quarante conflits avec des pays dépendants, interétatiques ou ethniques, dont le coût humain est évalué à plus de vingt millions de victimes. La disparition du prétendu danger venu de l'Est laissait l'énorme appareil militaire atlantiste à découvert et sans légitimité. Les résultats du référendum pour l'abolition de l'armée en Suisse en fournit un indice. Les gouvernements craignent une montée de l'antimilitarisme, d'autant plus que la détente a l'Est met a nu les fonctions de maintien de l'ordre dans le tiers monde dévolu aux diverses forces spéciales et d'intervention rapide constituées dans la dernière décennie.

L'URSS est réduite à la situation d'une puissance continentale majeure minée par ses conflits internes. La France et l'Angleterre sont des puissances militaires de second rang. L'Allemagne peut prétendre à un rôle prépondérant en Europe a

la hauteur de sa puissance économique, à condition de s'engager sur la voie d'une politique militaire internationalement active. Seul l'impérialisme américain peut prétendre aujourd'hui jouer le rôle de gendarme du monde. Il a tiré prétexte de l'intervention irakienne au Koweït pour réaffirmer cette suprématie militaire et dicter ses conditions à ses alliés. En dépit de la multiplication des conférences internationales, de la réduction partielle des arsenaux nucléaire, et des communiqués de paix, cette crise illustre les tendances intrinsèquement bellicistes de l'impérialisme toujours vivaces et les menaces de guerre.

- Retrait de toutes les troupes et armes étrangères d'Allemagne ;
- Dissolution de l'OTAN et du pacte de Varsovie ;
- Europe dénucléarisée ;
- Dissolution des forces d'intervention impérialistes et abolition des armées de métier ;
- Défense des droits démocratiques des soldats et du droit de la jeunesse à l'insoumission.

4) La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe revêt, dans le cadre de la crise actuelle une actualité nouvelle, pour répondre tant au projet d'unité impérialiste de l'Europe qu'à l'éclatement de l'Europe de l'Est :

- Refus de l'Europe des riches, antidémocratique ; dissolution des institutions technocratiques de Bruxelles ; rejet des accords pour une Europe des polices ; initiatives pour une assemblée populaire pan-européenne ;

- Défense des droits démocratiques, notamment des femmes (droit à l'emploi, à l'avortement), des immigrés (droit de vote, égalité des droits), contre le racisme, la xénophobie, le sexisme ;

- Droit à l'autodétermination des nationalités opprimées à l'Est et à l'Ouest ;

- Harmonisation des droits sociaux au plus haut niveau à l'Est et à l'Ouest ; défense des systèmes de protection sociale, des services publics gratuits et de qualité ; droit à l'emploi et à l'existence ;

- Pacte écologique avec moratoire nucléaire, problème de l'eau et des pollutions industrielles, protection de la mer et de la forêt.

XI. Une nouvelle hiérarchie mondiale de domination et de dépendance

1) L'évolution des rapports de forces au sein des sociétés d'Europe orientale ne se joue pas à huis clos. Il sont déterminés d'une part par la crise économique et sociale spécifique de ces pays, d'autre part par les nouveaux rapports de forces internationaux qui se dessinent. La crise n'annonce pas un effondrement fatal de l'économie impérialiste. Elle a pour enjeu un nouveau partage entre profits et salaires, une nouvelle distribution des profits, l'instauration d'une nouvelle hiérarchie mondiale. La capacité des bourgeoisies impérialistes à conserver l'initiative politique et à entreprendre avec succès la reconquête des marchés

d'Europe de l'Est dépend pour beaucoup de la fin ou au contraire des rebondissements prochains de la crise économique.

2) Les quinze années de profondes turbulences qu'a connu le monde capitaliste depuis le retournement de l'onde expansive se soldent par des modifications importantes des rapports de force.

- La fin des années soixante-dix avait vu la contraction des échanges au centre et l'envolée des crédits liés au pétro-dollar vers les pays dépendants et les pays de l'Est. Pour ces deux zones, le tournant des années quatre-vingts a été dramatique et se traduit par la crise de la dette et une subordination plus directe aux exigences du FMI : ils ont subi à la fois la détérioration des termes de l'échange, l'étroitesse des marchés mondiaux des biens primaires (conséquence des nouvelles technologies dans l'économie de matières premières traditionnelles), hausse du dollar dans la première moitié de la décennie et des taux d'intérêt. Après 1985, les pays du tiers monde subissent en outre les conséquences de la crise en URSS.

- Au cours de la décennie écoulée, alors que le commerce mondial se développait à un rythme de 7 % par an en volume, les courants d'échange ont bénéficié aux producteurs de biens manufacturés, dont la part dans les échanges mondiaux est passée de 53 % en 1973 à quelque 80 % à la fin de la décennie 1980. Les seuls pays dépendants ayant bénéficié de cette croissance sont pour l'essentiel les pays du sud-est asiatique. Cette croissance conditionnée à l'ouverture du marché américain contraste avec le sort des autres NPI (nouveaux pays industrialisés), dont la situation s'est au contraire dégradée.

- Le complexe Etats-Unis/Japon/Europe concentre désormais les deux-tiers des capacités de recherche/développement, la quasi totalité des nouvelles technologies, plus de 90 % des investissements mondiaux, près de 95 % de la capitalisation boursière mondiale. Dans cet ensemble, les Etats-Unis ont vu leur rôle mondial se détériorer au bénéfice du Japon et de l'Allemagne.

3) Dans les métropoles impérialistes, les restructurations ont été accélérées par l'application des politiques libérales, depuis le tournant des années quatre-vingts : montée du chômage, désindexation des salaires, remise en cause des conventions collectives, développement de la précarité. Les modifications des processus productifs et les transformations des modes de financement de l'économie ont favorisé la reconstitution des profits.

- Ceux ci restent cependant confrontés à l'étroitesse des marchés et à des taux d'intérêt réels élevés, d'où un coût élevé des emprunts et le développement de placements financiers spéculatifs qui limitent d'autant les investissements productifs.

- Dans le cadre de la reprise, les éléments d'un nouveau régime d'accumulation se sont dessinés dans les centres impérialistes : nouveaux produits de consommation de masse, même si supposent un marché plus fragmenté et différencié que l'automobile et l'électroménager, nouvelles techniques de production, nouvelle organisation du travail, nouveau rapport salarial (flexibilité horaire et

rémunérations). Mais : a) cela n'assure pas une spirale vertueuse production/consommation : problème de débouchés au moment où les pays dépendants sont étranglés par la dette, où la pression des politiques d'austérité se maintient dans les pays impérialistes ; b) cela ne constitue pas encore un nouveau rapport généralisé et systématisé, qui devrait trouver son couronnement dans un nouveau mode de régulation étatique jouant un rôle comparable, dans de nouveaux espaces continentaux, que les politiques keynésiennes ont pu jouer dans le cadre des Etats nationaux de l'après-guerre.

● La concertation internationale entre grandes banques centrales et gouvernements s'est accrue depuis 1985-1987. Elle ne comble cependant pas l'absence de pôle impérialiste réellement dominant ou d'autorité supranationale gérant une monnaie internationale. La construction européenne permettrait une stabilisation des changes entre monnaies concernées, mais l'internationalisation des économies continuera à saper l'efficacité des procédés keynésiens.

4) La reprise dans les principaux pays impérialistes depuis 1982 recouvre une désynchronisation des conjonctures et un endettement mondial considérable, notamment aux Etats-Unis :

● La croissance américaine après la récession de 1979-1982 s'est effectuée sur la base d'un déficit budgétaire sans précédent (financé massivement par les capitaux japonais), exprimant aussi bien des modifications de rapports de forces sociaux (soutien fiscal aux entreprises) qu'un accroissement des dépenses militaires. Parallèlement, le déficit commercial américain a traduit le rôle du marché américain comme principal débouché pour les produits de la zone asiatique et la faiblesse structurelle de l'économie américaine.

● Alors que la croissance mondiale du chômage et la détérioration des rapports de forces syndicaux permettait une certaine reconstitution des profits des entreprises, la consommation finale s'est maintenue grâce à une baisse générale de l'épargne et à une montée considérable des crédits à la consommation.

● L'injection massive de liquidités dans l'économie après le krach d'octobre 1987 a évité qu'il ne débouche sur une récession. Il est intervenu après plusieurs années de politiques d'austérité, de faibles taux d'investissements, mais de reconstitution progressive des marges de profit. Celles-ci ont d'abord servi au désendettement des entreprises. Mais dès le début 1987, dans la perspective du marché unique, la reprise des investissements productifs a amorcé une dynamique que le krach n'a pas suffi à remettre en cause. La croissance européenne est restée fortement autocentrée avec un puissant développement des échanges intracommunautaires.

● Les échanges mondiaux ont connu une envolée dans les années quatre-vingts, mais elle traduit essentiellement les rapports entre pays de l'OCDE et avec les dragons de la zone asiatique, de pair avec une contraction des échanges avec les pays dépendants et les pays d'Europe de l'Est (hors RDA). Les investissements directs aux USA (provenant essentiellement d'Europe et d'Asie) ont nourri cet essor et pris à contre pied les tendances protectionnistes aux USA.

● Le ralentissement de la croissance manifeste depuis 1989 aux USA et en Grande-Bretagne peut ne pas déboucher sur une récession généralisée et synchronisée si elle est contrecarrée par des sources propres de croissance au Japon et en Europe. Mais l'augmentation des ressources fiscales pour réduire le déficit budgétaire américain pourraient faire boule de neige, et le caractère spéculatif du financement des déficits pourrait précipiter alors une crise majeure.

5) En dépit des gains réalisés, l'impérialisme est loin d'avoir atteint les objectifs nécessaires à une relance économique prolongée du type des années cinquante-soixante. La réintégration d'un ou plusieurs pays d'Europe de l'Est dans le marché mondial, serait insuffisante pour cela. La reconquête par l'impérialisme de l'URSS et/ou de la Chine créerait en revanche une situation qualitativement nouvelle.

● Les bourgeoisies dominantes manifestent un intérêt politique et économique évident à s'engager dans cette entreprise, mais pour l'heure banquiers et investisseurs privés restent prudents face au gouffre économique et à l'instabilité politique et sociale (manque d'interlocuteurs fiables, d'encadrement du mouvement social, volatilité des rapports de forces électoraux).

● Le manque d'une volonté politique unifiée, d'un outil monétaire, des capitaux disponibles pour jouer le rôle qui fut celui du dollar dans le cadre du plan Marshall au lendemain de la guerre, se fait sentir.

La reprise des années quatre-vingts ne marque pas une nouvelle expansion dont tout le monde profite, mais un creusement des inégalités et un transfert du coût de la crise sur les plus faibles. Il n'est guère possible en effet de payer le coût de la guerre du Golfe, de continuer à financer les investissements au centre impérialiste, à aider l'Est à revenir vers le marché en amortissant les effets sociaux de cette « libéralisation », d'aider le tiers monde à amortir les coups.

6) En infligeant des défaites partielles aux travailleurs de leurs métropoles, en gagnant au nom de l'intérêt national la collaboration des directions réformistes, en transférant sur le tiers monde une large part du coût de la crise, les bourgeoisies impérialistes ont réussi à prendre l'offensive. Elle se traduit aujourd'hui par la réunification capitaliste de l'Allemagne, par l'édification d'une Europe impérialiste, le refoulement de la révolution dans les zones de conflits dits régionaux, avec la bénédiction de la bureaucratie soviétique, et par leurs visées de reconquête des marchés à l'Est.

Toutefois, les revers subis par le mouvement ouvrier international n'ont pris nulle part la dimension d'une défaite historique. Les rapports de forces demeurent instables. Les réserves de résistance sociale, malgré la désorganisation du mouvement ouvrier traditionnel dans les métropoles impérialistes, demeurent importantes. La situation du mouvement ouvrier dans les principaux centres impérialistes se répercute fortement sur les autres fronts, au moment où la crise des économies planifiées longtemps identifiées avec le socialisme, plonge de nombreux mouvements révolutionnaires dans la perplexité.

Pour que cet équilibre bascule dans un sens ou dans l'autre, il faudrait que la bourgeoisie remporte des victoires écrasantes dans des pays impérialistes clefs, ou qu'elle parvienne à enfoncer les résistances qui se manifesteront aux effets de l'économie de marché à l'Est. Il pourrait aussi se retourner rapidement si un rebondissement de la crise coïncidait avec une entrée en action indépendante des travailleurs dans certains pays de l'Est, et notamment en URSS. Dans une telle perspective les développements en URSS, en Chine, en Allemagne, joueront un rôle déterminant.

7) Malgré les explosions ponctuelles dans les secteurs les plus directement touchés par la crise, la bourgeoisie des pays impérialistes a, dans la décennie 1980, repris l'initiative (segmentation du marché du travail, flexibilité, recul global de la syndicalisation et de la conscience de classe). Une reprise des luttes sociales s'est dessinée en Europe dans la fin des années quatre-vingts (beaucoup moins aux USA et au Japon), mais elle a été amortie par les capacités de négociations et les ressources des bourgeoisies centrales grâce à la reprise. Il ne s'est pas produit de dynamique cumulative de reconstitution d'une avant-garde : isolement des forces révolutionnaires, faiblesse ou défaite des oppositions de gauche dans les partis traditionnels et dans les syndicats. La désaffection électorale s'exprime par l'abstention et la montée des verts, mais aussi par la montée dans plusieurs pays d'une extrême droite agressive. A la différence des années cinquante, cette extrême droite n'exprime pas seulement la rancœur d'une petite bourgeoisie traditionnelle condamnée par la modernisation, mais aussi le désarroi de certains secteurs de la classe ouvrière. Dans ces conditions, la lutte contre le racisme et la xénophobie est une tâche centrale et de longue haleine.

8) Les reculs infligés aux classes ouvrières des métropoles impérialistes, les compromis acceptés par leurs directions réformistes, l'introduction de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation du travail, ont permis d'accroître les différences de productivité du travail au détriment des pays dépendants et des économies planifiées. L'accentuation de la concurrence internationale pèse plus lourdement sur les conditions de vie des travailleurs de ces pays.

● Dans les Etats ouvriers bureaucratisés, on n'assiste encore qu'à un tout début de réorganisation indépendante du mouvement ouvrier, apparemment plus massive en URSS (exemple, la grève des mineurs). La question reste de savoir comment vont s'établir les rapports de forces dans le cadre de cette réorganisation, et à quel rythme : le processus de formation de la conscience de classe ne peut pas être le même dans une situation où le capitalisme est contesté en son centre par des millions de grévistes et par un puissant mouvement antiguerre (comme ce fut le cas à la fin des années soixante), et dans une situation comme celle d'aujourd'hui, caractérisée par des luttes défensives, dispersées, sans projet de transformation sociale.

● Dans les pays du tiers monde, les explosions sociales violentes expriment des situations profondément différenciées. Au Brésil, en Afrique du Sud, en Corée, existe un nouveau prolétariat combatif. En revanche, dans d'autres pays,

prédominent la désindustrialisation, l'essor du secteur informel, la marginalité urbaine. Dans une économie mondiale plus internationalisée que jamais, le populisme traditionnel est dans l'impasse. Dans certains pays son déclin favorise la montée en puissance d'un populisme religieux réactionnaire ou d'un chauvinisme désespéré. Du point de vue de la réorganisation de l'avant-garde, l'effondrement du prétendu « camp » socialiste appelle désormais des reclassements d'ampleur.

RESOLUTION SUR L'URSS

Décomposition du régime bureaucratique et lutte pour la démocratie socialiste

I. La fin d'une ère

1) Les événements qui bouleversent l'URSS et l'Europe de l'Est sont un tournant majeur du siècle qui s'achève. La politique de Gorbatchev a nourri, de fait, dans un premier temps, les nouvelles vagues de révoltes contre les pouvoirs les plus conservateurs (de la Chine à la Tchécoslovaquie en passant par l'ex-RDA) et fait tomber la peur d'une intervention soviétique. Mais ses réponses n'offraient aucune voie cohérente de sortie de la crise et de résistance à la logique capitaliste. La chute du mur de Berlin et l'agonie du Parti/Etat dans les pays de l'Europe de l'Est ont à leur tour creusé la crise économique, précipité l'effondrement du « camp socialiste » et la dynamique de dislocation de l'URSS, du pacte de Varsovie et du Comecon.

L'ordre mondial issu du stalinisme et des accords de Yalta prend fin. Bien des possibilités s'ouvrent sur la base des premiers succès remportés contre les dictatures bureaucratiques et de l'énergie populaire ainsi libérée.

2) Mais cette crise n'est pas portée par un mouvement d'auto-organisation de masse cherchant à remettre en cause la gabegie bureaucratique par le contrôle social démocratique des moyens de production et de distribution. Au plan subjectif se répand un doute profond sur la possibilité même d'une remise en cause du capitalisme. A cet égard, il n'y a pas seulement une crise du stalinisme ni même de son identification avec le socialisme : c'est le projet socialiste qui est en question.

L'effondrement en cours des Etats d'Europe de l'Est confirme par contre le jugement de Trotsky sur le danger mortel que représenterait la confrontation au capitalisme mondial si les écarts de croissance et de productivité tendait à se creuser au lieu de se restreindre (comme ils l'ont fait en gros jusqu'au milieu des années soixante-dix).

La dégradation socio-économique en URSS et dans la plupart des pays d'Europe de l'Est au cours de la décennie 1980, l'échec des réformes des années soixante-soixante-dix et aujourd'hui de la *perestroïka*, l'approfondissement du chaos bureaucratique face à la crise alors que le capitalisme est en pleine mutation technologique, l'absence d'alternative socialiste crédible dans les divers pays et au plan mondial, tout cela tend à faire basculer les espoirs populaires vers les réponses libérales marchandes. Celles-ci ont un pouvoir d'attraction d'autant plus fort qu'elles semblent allier radicalisme antibureaucratique, efficacité et démocratie. Nous devons aussi pleinement mesurer l'impact politique négatif sur les jeunes générations de toute l'Europe de l'Est, de vingt ans de normalisation par les tanks soviétiques en Tchécoslovaquie, du repoussoir bureaucratique que représentent les régimes chinois et vietnamien, des déceptions concernant Cuba, de l'absence de révolution socialiste victorieuse dans le monde capitaliste développé, bref de l'absence de références socialistes positives et crédibles au plan mondial. Les échecs des mouvements anticapitalistes et antibureaucratiques de 1968 en Tchécoslovaquie, comme en Yougoslavie ont produit un retournement des consciences. L'ampleur de la mobilisation ouvrière et les aspirations autogestionnaires de Solidarnosc nous ont fait sous-estimer la portée du désarroi idéologique à l'oeuvre en l'absence d'une orientation et d'une direction alternative crédibles.

La classe ouvrière demeure la seule force sociale ayant le potentiel de résister à la restauration capitaliste mais cela ne lui donne pas les moyens de le faire dans chaque circonstance. Une approche trop « objectiviste » conduit à sous-estimer tous les facteurs politiques et idéologiques qui pèsent dans la conscience ouvrière et donc dans sa capacité de mobilisation : la nature des directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier, et, au delà, le rapport de forces entre les classes (donc la crédibilité des réponses marxistes révolutionnaires), l'accumulation d'expériences passées (et de désillusions), le discrédit profond des idées socialistes lié au stalinisme. Le problème ne se réduit pas à l'absence ou la faiblesse des organisations marxistes révolutionnaires car cette faiblesse elle-même est le produit de ce rapport de force d'ensemble qui porte aujourd'hui, par exemple, les travailleurs de la RDA à penser que seuls les crédits et les méthodes capitalistes peuvent sortir leur pays de la crise. L'expérience modifie et modifiera

les consciences ; elle produit déjà en Allemagne une vision plus réaliste de l'effet de l'unification capitaliste ; de nouvelles luttes commencent à exprimer en URSS et en Europe de l'Est les résistances aux mécanismes marchands. Les défiances et les résistances existent aussi envers les recettes libérales marchandes ; les désillusions sont et seront rapides ; mais les unes et les autres se traduisent déjà et se traduiront principalement dans l'immédiat par un profond désarroi et la perméabilité aux réponses populistes nationalistes chauvines face aux impasses du libéralisme marchand. La perception populaire dominante est qu'hors du capitalisme il n'y a actuellement pas de réponses cohérentes.

Telle est la difficulté essentielle à laquelle nous sommes confrontés ainsi que toutes les forces socialistes et qui nous impose des tâches spécifiques d'élaboration de réponses tactiques et programmatiques largement nouvelles.

Les pressions pour la restauration capitalistes s'exercent dans un contexte mondial nouveau, non stabilisé. Les conditions de la restauration ne sont pas les mêmes en Allemagne et dans le reste de l'Europe de l'Est et en URSS. Il y a des marges considérables entre les projets, les mesures juridiques allant dans ce sens et la restauration achevée. Nous devons analyser concrètement les processus en cours et en même temps stimuler des débats théoriques sur la bureaucratie, sur la nature de régimes et d'Etats profondément bouleversés par la tendance à l'intégration dans le marché capitaliste mondial et sur la question de la restauration capitaliste (développements concrets, sauts qualitatifs, symétries et dissymétries de la révolution et de la contre-révolution).

3) Dans l'immédiat, plus que la social-démocratie, c'est la bourgeoisie qui s'empare du bénéfice idéologique de la chute du mur de Berlin et des PC au pouvoir. Sur le plan économique, le capitalisme aura plus de mal à tirer tout le gain qu'il pouvait escompter de cette crise. Il n'en demeure pas moins globalement une extension de sa sphère d'influence et de profits, et l'élargissement des capacités d'intervention militaires impérialistes dans les conflits dits régionaux du tiers monde.

II. Des réformes marchandes à la restauration capitaliste

1) Le balancement dans un sens pro-capitaliste d'une partie substantielle de la bureaucratie, aux différents niveaux des appareils de l'Etat, du Parti et de l'économie est dû au creusement de la crise de légitimité du pouvoir bureaucratique. Il confirme la fragilité de ses racines et les impasses des réformes tentées pour le perpétuer. Il met en évidence la spécificité des mécanismes antérieurs de la domination bureaucratique.

2) Dans son ensemble, la bureaucratie représentait une catégorie sociale hétérogène mais privilégiée, régnant dans une société non capitaliste, sur le dos des travailleurs, en leur nom. Les mécanismes d'exploitation parasitaire et les

rapports de connivence/antagonismes entre bureaucrates et travailleurs se déroulaient dans un système fondamentalement non marchand, violant durablement la loi de la valeur. Après la contre-révolution stalinienne, ce règne a pu s'étendre, notamment :

● Les caractéristiques ambiguës de la Seconde Guerre mondiale s'achevant sur la défaite du fascisme par l'alliance conflictuelle du stalinisme et des bourgeoisies antifascistes : s'il y eut croissance capitaliste après guerre, elle dut prendre en compte la force d'attraction du socialisme. Une offensive contre l'URSS n'aurait été payante ni politiquement ni militairement, et le plan Marshall offrit des béquilles essentielles à la reconstruction d'une Europe (et d'une Allemagne) de l'Ouest profondément affaiblie ; réciproquement, Staline et les PC au pouvoir dans les États d'Europe de l'Est se sont légitimés de la victoire antifasciste. Celle-ci a « justifié » les déséquilibres de l'industrie lourde et l'effort colossal d'industrialisation soviétique.

● Les réformes politiques et économiques impulsées depuis Krouchtchev, ont à leur tour supprimé les aspects les plus sanglants du stalinisme, amélioré la consommation, nourri des vagues d'espoirs socialistes réformateurs (jusqu'en 1968), élargi les marges de manoeuvres de la bureaucratie et du parti unique (notamment en Yougoslavie et en Hongrie qui représentaient à leur tour d'éventuels pôles de références pour des courants réformateurs ailleurs).

● Parallèlement, l'avancée partielle de la révolution coloniale plaçait l'impérialisme sur la défensive.

3) C'est face aux impasses de l'hyper-centralisation et pour tenter de résoudre les difficultés de son propre pouvoir que la bureaucratie jusque et y compris Gorbatchev a eu recours depuis plusieurs décennies aux réformes marchandes et aux ouvertures sur le marché mondial – et non pas dans le but de restaurer le capitalisme.

Deux types de pressions poussaient à réformer le système : les mécontentements d'en bas et les contraintes augmentant avec les échanges mondiaux (de plus en plus fortes en Europe de l'Est, plus faibles en URSS soumise aux règles du COCOM limitant ses échanges directs avec le capitalisme et renforçant ses caractéristiques autarciques).

Dans la spirale des poussées réformatrices et des replis (que les pays d'Europe de l'Est et l'URSS ont connu à des degrés divers depuis plusieurs décennies), la bureaucratie s'est toujours différenciée face aux résistances sociales rencontrées sur trois questions centrales : la remise en cause de la garantie de l'emploi, les changements de prix et les différenciations de revenus dont les réformes marchandes étaient porteuses. Ce sont ces résistances, exploitées par les ailes de la bureaucratie menacées par les réformes, qui ont périodiquement produit des tendances recentralisatrices, même s'il devenait de plus en plus difficile aux pouvoirs centraux de contrôler leurs propres rouages.

Bien que les taux de croissance soient restés dans l'ensemble positifs jusqu'à la fin de la décennie 1970 (à quelques exceptions), l'inefficacité croissante a creusé l'endettement extérieur des années quatre-vingts et les pressions de la loi de la valeur du marché mondial capitaliste. Les politiques d'austérité exigées par les créditeurs ouvraient une ère de polarisations accrues.

4) Alors que les pressions restaurationnistes qui se sont exprimées dans les réformes antérieures restaient contenues et marginales, la fin des années quatre-vingts marque un tournant historique : la dynamique prédominante des nouveaux projets d'ouverture au marché n'est plus de combiner de façon conflictuelle un plan central et l'appel à des mécanismes marchands partiels dans des rapports de propriété (étatisée) inchangés ; elle n'est pas non plus d'introduire ou d'élargir avec le marché des droits décentralisés d'autogestion ouvrière (comme ce fut le cas en Yougoslavie dans les années soixante, mais aussi dans la quasi totalité des pays de l'Europe de l'Est, à la fin de la décennie 1980, sur le modèle de la loi sur l'entreprise votée en URSS en 1987). Pour la première fois, des courants issus des oppositions libérales, rejoints par des pans de la bureaucratie, prônent la réintroduction d'un marché du travail et du capital, contre les droits d'autogestion ouvrière quels qu'ils soient, et dans un processus de restauration de la propriété privée capitaliste. L'éclatement du pluralisme, la remise en cause et la chute du Parti/Etat précipite à son tour la crise économique : les anciens rouages du système de « commandement » perdent le peu de cohésion dont ils avaient le système de la *nomenklatura*. Les avantages matériels dont ils tiraient la bureaucratie ne sont désormais plus garantis. Le chacun pour soi se développe accroissant le chaos avec une dynamique d'ensemble restaurationniste.

5) Les bureaucrates qui se tournent vers la restauration capitaliste, espèrent puiser leurs privilèges de fonction d'un nouveau pouvoir d'Etat auquel ils sont prêts à rendre leurs services, ou mieux encore à les transformer en privilèges transmissibles de l'argent et de la propriété. Leur seule logique est d'être du côté du manche (de façon à mieux défendre leurs intérêts matériels). La bureaucratie accentue donc la dynamique restaurationniste face à l'impasse de réformes bâtarde d'un système non capitaliste, car l'une comme les autres visaient à tirer bénéfice de différentes formes d'exploitation des travailleurs.

Mais restaurer le capitalisme ne sera pas facile – et y trouver un emploi, non plus. Cela dépend des positions occupées antérieurement et donc des facilités de la reconversion. Pour des raisons pragmatiques, il y aura donc aussi un conservatisme anti-libéral et toutes sortes de variantes néo-communistes ou se disant « socialistes » émergeant de la crise des PC/Etats. Autrement dit, c'est parce qu'elle n'est pas une catégorie homogène et cohérente, d'une part, et d'autre part parce que la restauration capitaliste sera difficile que l'on assistera à des polarisations politiques et sociales des anciens appareils. Si les résistances ouvrières se développent, bien des courants syndicaux et politiques de l'ancien système chercheront à les exploiter pour conserver leurs propres avantages

matériels. D'autant que dans bien des cas, ces résistances seront suffisamment fortes pour résister à la logique capitaliste, mais pas assez pour imposer une alternative socialiste antibureaucratique. On voit et on verra se développer alors un populisme ou un ouvriérisme bureaucratique, anticapitaliste. Il combinera ou substituera éventuellement à l'idéologie « communiste » d'hier le nationalisme chauvin plus ou moins dictatorial, se parant de morale austère et patriotique.

6) Bien que la dynamique pro-capitaliste pèse sur l'ensemble des sociétés d'Europe de l'Est et d'URSS, il faut en étudier les conditions cas par cas, d'autant que l'expérience des premiers marquera les réactions ailleurs. L'assimilation de l'ex-RDA à l'Allemagne capitaliste unifiée est spécifique (existence et force de la bourgeoisie et des capitaux allemands, d'un puissant Etat ; question nationale augmentant le caractère attractif et crédible de l'assimilation au plan économique : il y a là autant de facteurs favorisant un processus de restauration pacifique et rapide, même s'il ne s'opère pas sans problèmes). Les *Landers* de l'Allemagne de l'Est vont être les régions pauvres d'une grande puissance (avec ses retombées positives) ; mais pour tous les autres pays le risque majeur est de prendre le chemin de l'Amérique latine.

7) Après l'euphorie de départ, le ton dominant de la bourgeoisie est aujourd'hui au scepticisme et à la prudence. Dans les derniers mois de 1990, il y a eu un mouvement de retrait massif des crédits privés s'étant dirigés vers l'URSS ou l'Europe de l'Est. La privatisation n'a réellement commencé nulle part en ce qui concerne l'industrie (même en Allemagne de l'Est, les entreprises en faillite ne trouvent pas d'acheteurs).

La restauration capitaliste se heurte en substance à la crise elle-même (des deux côtés) et à la nature des sociétés sur lesquelles régnait la dictature bureaucratique : il leur manque une bourgeoisie. Bien des bureaucrates se portent sur les rangs. Mais l'argent disponible comme capital est faible en regard des fonds privatisables et concentré dans les mains d'une *nomenklatura*, voire, en URSS d'une mafia bureaucratique détestée, criminelle, spéculative. C'est dire à quel point la privatisation à son bénéfice n'apparaîtra pas comme « légitime », encore moins comme efficace : les scandales de privatisation « sauvages » ont éclaté en Hongrie et conduit à des annulations, ainsi qu'à l'introduction de structures de contrôle étatique. Mais ces mesures heurtent la logique ultralibérale actuelle, de désengagement de l'Etat.

Il n'existe guère non plus de paysans prêts à se transformer en *koulaks*. Le traumatisme du passé en est une des causes, mais sans doute pas l'essentielle aujourd'hui : l'aspiration à une certaine sécurité sociale, la perte des traditions paysannes (sauf en partie dans les républiques Baltes), les transformations idéologiques profondes dans la population hostile (surtout en Russie) à l'enrichissement privé jouent un rôle plus important. Pour les petits producteurs ou chez les paysans travailleurs des *kolkhoses*, le libéralisme marchand ne fait pas recette aujourd'hui.

Les courants libéraux manquent de base sociale. Pour des raisons de rapport de force, il leur faut se trouver une légitimation : elle est simple tant que les partis staliniens demeurent la cible. Lorsque l'objectif est atteint toutes les difficultés surgissent. Ils tentent donc de légitimer la privatisation chez les travailleurs par l'actionnariat ouvrier (en expliquant d'ailleurs que, par ce biais, les travailleurs ont des pouvoirs dans le capitalisme...). Certains proposent même des prix défiant toute concurrence ou des distributions gratuites. Mais à quoi bon posséder des actions d'entreprises non rentables sinon pour être forcés ensuite d'accepter le risque... du licenciement. Mieux vaut éventuellement acheter des logements ou placer son épargne en devises.

Les capitaux étrangers, quant à eux, sont perçus de façon ambiguë (à la fois comme susceptible d'apporter la solution à tous les problèmes économiques, et comme menaçant pour la souveraineté). Mais le fait essentiel est qu'ils ne se précipitent pas vers des économies très dégradées, au climat incertain, sans le réseau de relations marchandes indispensables au fonctionnement des entreprises capitalistes. La masse des capitaux disponible pour s'investir productivement est faible au plan mondial compte tenu des conditions mêmes de leur rentabilisation : celle-ci est incertaine ou risque d'être longue et très coûteuse en Europe de l'Est et en URSS. Les principales affaires conclues sont et seront les plus spéculatives, celles qui mobilisent le moins de capitaux. Les garanties d'Etat escomptées par les créditeurs se heurtent à l'instabilité des pouvoirs en place et aux conflits même de souveraineté, notamment dans le cas de l'URSS et de la Yougoslavie, entre diverses instances étatiques.

8) Les gouvernements libéraux mis en place n'auront pas tous, comme en Pologne, le bénéfice d'un certain état de grâce – et même en Pologne, cet état n'a été que très provisoire. Le scénario de la restauration est d'utiliser le changement de gouvernement pour entamer la transformation de nature de l'Etat et de l'économie. Mais les anciens pouvoirs ont rendu insupportables les promesses de lendemains qui chantent... L'impatience de vivre mieux a renversé le mur de Berlin. Mais il faudra des résultats tangibles pour calmer les tensions. On est entré dans une ère de très grande instabilité où se jouera la transformation de nature des Etats.

Les changements de gouvernement et la remise en cause des institutions staliniennes sont les objectifs les plus « faciles » à atteindre parce qu'ils font l'objet d'un très vaste consensus social. Les changements de propriété juridiques ne sont pas encore stabilisés. La mise en place d'appareils de police, d'administration et d'armée fiables pour une politique libérale appliquée jusqu'au bout demande encore à être testée.

La privatisation et le désengagement de l'Etat sont les recettes actuelles du Fonds monétaire international. Mais à l'épreuve de leurs impasses, les institutions de la bourgeoisie mondiale peuvent demain préférer financer une variante de capitalisme d'Etat marquée dans une première phase par le maintien d'un secteur

public dominant et d'un Etat fort gérant avec le capital étranger la mise en état des infrastructures, et préparant une phase ultérieure de privatisation.

III. La crise en URSS

1) Il s'agit d'une crise socio-économique, politique, idéologique et morale affectant tous les mécanismes qui ont assuré le règne de la bureaucratie depuis Staline.

A chaque étape de ce règne, la bureaucratie s'est efforcée de légitimer son pouvoir : idéologiquement, d'une part, par les références à la révolution d'Octobre et Lénine, à la « patrie du Socialisme » assiégée par tous ses ennemis ; par la glorification ensuite du patriotisme soviétique (et surtout russe) dans la lutte contre le fascisme ; puis par la promesse krouchtchevienne du communisme pour 1980. Sur le plan socio-économique, d'autre part, en s'appuyant sur la sécurité d'emploi, l'amélioration médiocre mais régulière du niveau de vie jusqu'au milieu des années soixante-dix.

On ne peut comprendre ni la durée du régime bureaucratique, ni l'existence en URSS d'un néo-conservatisme « populaire » qui refuse le dénigrement du passé, ni l'impact mondial qu'a eu le « socialisme soviétique », si on réduit son histoire à celle d'un stalinisme meurtrier et immuable, et à une propagande « socialiste » uniquement fondée sur le mensonge. La dégradation réelle du système dans la dernière décennie ne doit pas non plus occulter la compréhension de ce passé.

La tendance structurelle vers la stagnation a sapé tous ces piliers de la domination bureaucratique. Gorbatchev a voulu jouer une nouvelle carte pour trouver les bases d'une nouvelle légitimité. Son rôle d'initiateur des réformes a élargi dans un premier temps ses marges de manoeuvres. Mais la dynamique propre des mouvements d'en bas, stimulés par les réformes, la *glasnost* croissante sur les crimes de Staline et sur les dégâts du « système de commande », enfin la valorisation même des mécanismes économiques du marché, se retournent contre lui : elles ont creusé une crise sans précédent de légitimité du pouvoir bureaucratique, doublée d'une crise d'identité de la société elle-même.

2) Les réformes ont été initiées par l'aile « éclairée » de l'appareil politique central prenant conscience du fait que la « stagnation » conduirait à une crise explosive menaçant globalement le pouvoir bureaucratique.

La fin de la décennie 1970 a vu s'accroître les tensions. La crise de la détente aggravait la pression extérieure pour la course aux armements. En même temps, le déploiement des nouvelles technologies dans le capitalisme mondial creusait le retard des capacités de production de l'URSS. Si les revenus pétroliers ont allégé un temps le poids de la crise, le retournement des prix en défaveur des produits de base ont affecté cet exportateur de matières premières que constitue l'URSS, diminuant d'autant ses capacités d'importations. C'est dire que s'aggravait de toutes parts l'incapacité du système à satisfaire (qualitativement et quantitativement)

vement) des besoins stimulés par l'augmentation régulière des revenus distribués et des qualifications, en même temps que se creusait la crise morale.

Les pressions directes en faveur des réformes émanant des couches qualifiées de l'appareil, au sens large, et d'une partie de l'appareil se sont multipliées. Le poids social nouveau acquis par ces couches dans les années soixante-dix s'est renforcé avec le besoin de recourir aux nouvelles technologies. Mais la promotion de ces catégories « compétentes » se trouvait bloquée par le conservatisme brejnevien. Après toute une période de soutien au « gorbatchevisme », elles constitueront le terreau principal du courant libéral marchand radical.

L'ère des réformes s'est ouverte avec Andropov et la recherche d'une recentralisation plus efficace (projets de liens plus directs entre entreprises et centre, appui sur l'intéressement matériel des brigades ouvrières pour renforcer la discipline). Mais elle s'est heurtée d'une part à la logique dite « égalitariste » des travailleurs et d'autre part aux diverses cliques et mafias proliférant au coeur de la *nomenklatura* dans les ministères et dans les appareils nationaux des républiques. En se développant sous le conservatisme brejnevien avec leur réseau de clientélisme et leur appropriation frauduleuse des fonds sociaux, elles ont sapé de plus en plus la capacité de contrôle centralisé de l'économie. Elles ont été en même temps le reflet déformé de l'autonomisation croissante des pouvoirs républicains. En voulant purger par en haut et au bénéfice de cadres russes ces mafias locales (notamment dans les Républiques asiatiques), Gorbatchev heurtera de plein fouet les sentiments nationaux des populations concernées.

Les projets de réformes se sont différenciés (plus ou moins d'appels au libéralisme politique et marchand) depuis Andropov sous la pression des résistances rencontrées et des déséquilibres produits. Gorbatchev, Ligatchev et Eltsine se sont dissociés pragmatiquement, incarnant des réponses évolutives du même appareil face à l'ampleur de la crise montante.

3) Comme les réformes tentées auparavant et dans d'autres pays « socialistes », le projet de Gorbatchev visait à perpétuer le règne de la bureaucratie en la rendant plus efficace (par la combinaison de purges, de restructurations et d'appel à certains mécanismes marchands décentralisateurs). Mais la combinaison de *perestroïka* et de *glasnost* se distinguait des autres expériences par ses dimensions politiques. Au plan interne comme international, celles-ci visaient à faciliter l'introduction des réformes marchandes en élargissant le « crédit » politique et matériel du pouvoir central. Cette dimension politique explique l'impact de Gorbatchev dans le mouvement ouvrier international où il est perçu comme l'initiateur d'un renouveau et d'une démocratisation du « socialisme réel ». C'est aussi la raison pour laquelle les organisations dites « informelles », premières formes d'organisation indépendante en URSS, et les fronts nationaux en Arménie, dans les républiques Baltes voire en Ukraine, dans leurs phases initiales, se sont réclamées de la *glasnost* et de la *perestroïka*, contre les conservateurs.

L'équipe Gorbatchev s'est en effet différenciée au départ de l'aile Ligatchevienne, au vu des obstacles qui s'accumulaient, en cherchant à réduire la puissance des conservateurs de l'appareil par un certain appel à des forces sociales

extérieures à cet appareil. D'où l'importance accordée en haut à la *glasnost*, au rétablissement de certaines vérités historiques, aux mots d'ordre d'autonomie et d'autogestion, et à une « réactivation » contrôlée des soviets bureaucratisés et sans pouvoir.

La redéfinition des fonctions de l'Etat et du Parti, l'établissement d'un Etat dit « de droit » (basé sur le respect des lois), visait à concilier les objectifs contradictoires d'un pouvoir de parti unique bureaucratique voulant se libéraliser sans permettre une démocratie socialiste : légaliser et contrôler à la fois l'initiative privée ; redonner au régime une légitimité politique et morale en protégeant le citoyen de l'arbitraire bureaucratique et en accordant certaines libertés, mais protéger en retour, les bureaucrates des initiatives sociales « incontrôlées ». Ainsi, au moment où se débattait la légalisation des grèves on en limitait l'exercice ; on accordait le droit de manifester, mais on l'assortissait de multiples restrictions... Il en a été de même pour les droits nationaux étroitement limités dans les premiers projets d'Union au moment même où l'on proclamait les principes d'autonomie et de décentralisation économique. Le principe du « rôle dirigeant » (renové) du « parti unique » (restructuré) est resté au coeur du système de défense des intérêts bureaucratiques tant qu'un contrôle des mouvements d'en bas demeurait possible. En dépit de divergences connues, l'unanimité du comité central restait la règle jusqu'en 1989.

Mais les réformes « d'en haut » et leur appel à l'initiative contre le bureaucratisme ont favorisé le développement de mouvements « d'en bas » qui après s'être réclamés des réformes en ont systématiquement débordé les limites.

La dynamique des réformes, tant politique qu'économique, allait être de moins en moins contrôlable.

5) L'émergence d'une pluralité de plate-formes organisées dans le PCUS, l'affirmation de fait d'un pluralisme politique s'imposant dans les élections, la montée des luttes ouvrières et du mécontentement social devant la dégradation matérielle et le piétinement des réformes, l'éclatement du monolithisme dans les pays d'Europe de l'Est ont profondément modifié les données de la situation à l'ouverture de la décennie 1990.

a) Le PCUS n'est plus le cadre unique où s'affrontent les stratégies en présence : il a d'une part éclaté selon les fractures nationales en autant de partis que de républiques, recherchant une base dans les mouvements nationalistes. D'autre part, les courants conservateurs et libéraux se sont efforcés de trouver des relais de masse à l'extérieur du parti (côté conservateurs, Front uni des Travailleurs en Russie, Interfronts dans les républiques Baltes ; côté libéral, Front de la Russie démocratique). Enfin, une multitude de partis a commencé à proliférer sans qu'aucun d'entre eux ne soit en mesure de rivaliser pour l'instant avec la force maintenue du PCUS. L'abandon de l'Article 6 introduit par Brejnev pour consolider « le rôle dirigeant du parti » s'imposait quasiment de lui-même dans ce contexte. Mais de plus en plus de conflits sinon une sorte de dualité de pouvoirs se développent entre les rouages du parti et ceux des soviets dont un

nombre croissant est tombé sous le contrôle des « libéraux ». Il y a une crise du pouvoir en générale avec son éclatement.

b) Les libéraux ont accentué leur cours restaurationniste. Ils ont été rejoints par un Eltsine extrêmement populaire. Cette popularité tient à trois facteurs :

1) les conflits de Eltsine avec l'appareil, ses discours passés antiprivilèges ; 2) la proclamation de souveraineté d'une fédération de Russie qui n'existait pas jusqu'alors : il a ce faisant marqué des points à la fois vers les nationalistes russes qui dénonçaient à juste titre l'inexistence d'institutions représentant le peuple russe, mais aussi vers les libéraux et les nationalités non russes qui se sont vu légitimer leur propre proclamation de souveraineté ou d'indépendance ; en outre, ils y ont vu un affaiblissement radical des pouvoirs du « centre » avec la possibilité de négocier directement entre Républiques les termes de leurs rapports réciproques ; 3) le discours radical marchand qui est apparu enfin comme une réponse à l'immobilisme. L'expérience du pouvoir coûte et coûtera aux libéraux comme aux conservateurs la perte des illusions populaires.

c) Les mouvements nationaux et sociaux débordent désormais tous les cadres fixés au centre : les « pleins pouvoirs » dont s'est doté Gorbatchev vont se heurter frontalement à la souveraineté proclamée des républiques et à une tendance à l'autonomisation des régions, villes voire entreprises avec une montée de l'exaspération sociale et nationale à la fois contre le centre et contre sa paralysie (la revendication d'une main forte restauration « l'ordre » et le reproche fait à Gorbatchev d'être trop hésitant illustre une certaine ambiguïté populaire).

Qu'il s'agisse d'indépendance ou de souveraineté, c'est l'articulation entre pouvoirs fédéraux et pouvoirs républicains qui est radicalement renversée par les républiques. Elles sont de plus en plus confrontées en même temps aux interdépendances économiques étroites les reliant entre elles, à la difficulté qu'elles auront face au marché mondial, enfin à des proclamations de souveraineté de leurs propres minorités cherchant éventuellement une protection de la fédération soviétique contre les pouvoirs républicains oppresseurs.

d) Globalement, le changement de loi sur l'entreprise en juin 1990, a marqué un abandon des caractéristiques initiales de la *perestroïka* et son infléchissement dans le sens libéral marchand : la logique en devient la privatisation et des droits de gestion dépendant de la possession d'actions, au détriment des pouvoirs initiaux (mêmes limités) accordés aux collectifs de travailleurs. La volonté d'obtenir des crédits occidentaux n'a pas été pour rien dans cette évolution qui reflète aussi l'adhésion croissante d'une partie de l'intelligentsia et de l'appareil aux perspectives restaurationnistes. Mais celles-ci donneraient inévitablement le contrôle du marché aux puissantes mafias qui sont en train de blanchir et étendre par le biais des coopératives les fonds accumulés auparavant. En outre, le chaos croissant appelle plutôt des mesures centralistes de survie et rend le recours à des automatismes marchands de plus en plus difficile et source d'explosions incontrôlables.

Dans un premier temps, les « radicaux », y compris en présentant leur programme de « 500 jours » de « transition à l'économie de marché » ont conservé un langage démagogique (Eltsine, comme Walesa, promet le bien être

pour tous et tout de suite, avec le marché et la privatisation). Mais l'identification entre réforme libérale-marchande et démocratie est de plus en plus clairement remise en cause par les partisans d'une main-forte pour imposer le marché. Ceux-ci ont désormais des points d'appui institutionnels décisifs au plan des soviets de plusieurs villes et républiques. La population semble très partagée entre la crainte des changements pour le pire, et l'exaspération devant le piétinement actuel.

Cette situation instable se reflète dans les hésitations persistantes de Gorbatchev entre les diverses variantes de réformes, et le recours ultime aux méthodes de contrôle direct par-dessus l'autonomie financière proclamée formellement.

Dans l'ensemble, le projet de réforme bureaucratique à visage « humain » a échoué, la base populaire de soutien au centrisme de Gorbatchev s'est effondrée. Ses marges de manoeuvre entre les conservateurs et les libéraux radicaux tiennent encore aux faiblesses des projets des uns et des autres ; mais il s'agit plutôt de tentatives de gestion du désordre que de réformes. Le recours en dernier ressort à l'appareil du Parti dans le KGB et l'armée pour maintenir un pouvoir du centre contre l'éclatement chaotique de l'Union est loin d'être solide tant est profonde la crise d'ensemble du système. La répression peut être un recours de diverses variantes en présence, depuis les néo-staliniens jusqu'aux partisans du capitalisme, en passant par le centrisme gorbatchevien. Les pseudo-démocrates libéraux ne seront prêts à s'opposer à l'usage de la répression que dans le cas où celle-ci vise au maintien des anciens pouvoirs. Seules les résistances de masses pourront empêcher le recours à la force pour étouffer les conflits sociaux et nationaux croissants.

e) Avec la grève des mineurs, la classe ouvrière soviétique a réalisé une première expérience d'auto-organisation qui marquera les prochaines luttes. Les regroupements indépendants de travailleurs au plan socio-politique ou syndical qui se sont multipliés à diverses échelles, les actions locales éclatées contre les pouvoirs bureaucratiques, la participation massive aux élections et aux fronts nationaux sont autant de manifestations d'un éveil politique majeur. Mais elle n'est pas dotée d'organisations indépendantes avançant des réponses programmatiques cohérentes lui permettant d'éviter la fausse alternative qu'on ne cesse de lui présenter : néo-conservatisme adoptant un langage de classe ou libéralisme marchand au discours anti-bureaucratique radical. Notre tâche centrale en URSS est d'aider à briser cette fausse alternative. Elle est de soutenir toutes les expériences et les premiers points d'appui de l'auto-organisation des travailleurs, si fragiles, confus et embryonnaires soient-ils, tant sur le plan syndical que sur celui, essentiel aujourd'hui, de formes autogestionnaires de réponse à la crise.

5) Des différences majeures continuent à distinguer la situation en URSS et celle des autres pays de l'Europe de l'Est (poids socio-économique du prolétariat, racines historiques de la révolution d'Octobre, décennies d'autarcie et ampleur des ressources, durée et profondeur de la cristallisation bureaucratique avec ses ramifications criminelles incarnées par la mafia...) ; mais les caractéristiques d'ensemble de la crise affectent aussi l'URSS et infléchissent la dynamique des réformes dans un sens capitaliste. En même temps, la difficulté de la restauration

et donc les polarisations dans l'appareil bureaucratique – sont encore plus grande en URSS qu'ailleurs. Le rôle « centriste » de Gorbatchev y trouve ses marges d'expression pragmatiques, mais il apparaît comme de plus en plus paralysé entre la seule alternative cohérente : restauration capitaliste ou démocratie socialiste.

On est passé à une phase de décomposition chaotique des anciennes structures de pouvoir qui peut durer car la restauration capitaliste y sera encore plus difficile qu'ailleurs et les réponses socialistes sont pour l'instant marginales. Les points d'interrogation majeurs face au chaos grandissant concernent les réactions ouvrières, d'une part et d'autre part sur les diverses variantes possibles d'intervention de l'armée (dans un sens néo-stalinien, ou au contraire pour imposer la dictature du marché) ; enfin, demeure incertain le niveau étatique de contrôle des choix face aux conflits de pouvoirs entre républiques et centre.

6) C'est sur le plan international que l'offensive gorbatchevienne a le plus rapidement bouleversé l'image de l'URSS héritée de la période stalinienne et brejnevienne. Les difficultés internes ont conduit à la remise en cause de la course aux armements ; à une systématisation de la politique de « coexistence pacifique » ; au « désengagement » soviétique accompagné d'une idéologie du compromis social à l'échelle planétaire. Cela a facilité un rapprochement historique avec la social-démocratie et produit des effets mondiaux contrastés.

Mais avec le creusement de la crise, on est désormais entré dans une nouvelle ère. L'URSS y est réduite à ce qui reste d'elle-même. Les prétentions du Kremmlin ne peuvent même plus être la coexistence pacifique entre systèmes, mais un simple alignement sur les intérêts impérialistes pour en obtenir les crédits.

La popularité de la nouvelle politique gorbatchevienne reposait sur l'illusion que les ententes entre gouvernements des systèmes existants peuvent résoudre les problèmes de la paix, de la pollution, des droits de l'homme. La crise du Golfe montre à l'inverse qu'elle facilite les politiques d'interventions militaires impérialistes dans les soi-disants conflits régionaux.

Quant aux crédits, ils devenus en retour un moyen redoutable d'ingérence de la bourgeoisie mondiale dans les transformations intérieures de l'URSS comme des autres pays de l'Europe de l'Est et ceux du tiers monde.

IV. Nos positions programmatiques

1) Pour sortir de la crise, la démocratie socialiste est nécessaire.

a) Il est décisif de ne pas laisser aux partisans du capitalisme la défense des « libertés formelles ». L'idée que la « dictature du prolétariat » se passerait de telles libertés est une caricature stalinienne et réactionnaire du marxisme. Le socialisme se construira consciemment, ce qui exige les plus larges possibilités d'auto-organisation et d'expression. Aucune organisation ne peut prétendre incarner à elle seule les « intérêts historiques du prolétariat » en supprimant, ce faisant, toute « déviance » en son sein et à l'extérieur. La IV^e Internationale est donc profondément attachée à la démocratie dans son propre fonctionnement

interne (notamment droits de tendance), dans le respect de la démocratie des organisations de masse et dans son projet de société. Elle se bat, dans le cadre de son programme de démocratie socialiste, pour le droit de grève et les plus larges libertés démocratiques, le pluralisme politique, la liberté de presse, de culte, d'association, de manifestation, d'expression, d'organisation syndicale et politique indépendantes, contre la censure et le délit d'opinion.

Nous soutenons donc en URSS toutes les luttes qui vont dans ce sens, et qui dénoncent les manipulations électorales perpétuant de fait le monopole de pouvoir du parti.

Mais la société n'est pas indifférenciée, nationalement et socialement. La démocratie socialiste doit être plus large que la démocratie bourgeoise et permettre des choix démocratiques sur tous les aspects essentiels de la vie quotidienne et de l'avenir. En pénétrant l'activité de production, la démocratie socialiste doit permettre de réunifier le citoyen et le travailleur, la citoyenne et la travailleuse. C'est pourquoi nous sommes pour un contrôle social pluraliste et généralisé sur tous les mécanismes de planification, de la production à la distribution ; la détermination après débat pluraliste et par referendum des grandes priorités et des critères de distribution ; le développement de l'auto-organisation des producteurs et des consommateurs à l'échelon local, des branches, des républiques. Nous défendons donc la nécessité d'une économie socialiste de transition, articulant la planification démocratique qui assure la réalisation des priorités de développement et les équilibres d'ensemble, avec l'utilisation de mécanismes marchands et contractuels. Le développement des technologies et la réorganisation du travail doivent permettre d'impulser une nouvelle logique de production subordonnée à des fins humaines. Le contrôle social et l'autogestion à divers niveaux doivent y devenir les sources essentielles d'une nouvelle efficacité économique subordonnée aux besoins sociaux les plus riches. Le dépassement des anciennes divisions du travail, de l'aliénation du travail par le marché et par l'Etat doit permettre l'organisation de la vie sociale à partir des communautés de producteurs/consommateurs librement associés.

Il faut donc que ceux et celles qui sont le plus directement menacés par une décision les concernant aient un pouvoir de veto particulier dans le cadre du fonctionnement des soviets. Il devrait en être ainsi pour les républiques (si elles se sentent menacées par un choix fédéral) d'une part, et pour les travailleurs et travailleuses, d'autre part (en ce qui concerne leur conditions de travail, par exemple). Nous sommes donc pour qu'à côté des formes de représentations territoriales au suffrage direct et universel, les républiques d'une part, les travailleurs d'autre part, aient des formes de représentation spécifiques. Dans tous les cas nous sommes partisans d'une pluralité systématique des candidat(e)s et de leur révocabilité. Après l'expérience traumatisante du stalinisme, il convient d'attacher une importance particulière à l'élaboration et à l'exercice de droits et de règles juridiques cohérentes, protégeant les citoyens face aux détenteurs du pouvoir politique quel qu'il soit.

La réalisation de ces objectifs implique une véritable révolution qui combine tâches démocratiques et tâches socialistes, émancipation nationale et émancipa-

tion sociale des hommes et des femmes concernés. Une telle révolution vise au renversement du pouvoir de la bureaucratie et elle aura en même temps des dimensions sociales essentielles puisqu'il s'agit d'une remise en cause de toutes les formes d'exploitation et d'oppression sur lesquelles la bureaucratie fondait ses privilèges.

b) Face à la gravité de la situation, nous sommes pour des mesures d'urgence de contrôle et de protection :

- Pour que la gratuité des services de santé, des crèches et de l'école soit protégée par des comités d'usagers et de travailleurs de ces services – notamment de femmes ; ils devront en contrôler la qualité et déterminer à l'échelle de chaque soviets les augmentations nécessaires.

- Pour la protection de l'emploi et le développement de l'embauche dans des projets d'utilité publique : refus de toute réduction d'effectif sans reconversion assurée au même niveau de qualification et de salaire – avec maintien du revenu pendant la période de reconversion et compensations en cas de changement de lieux de travail. Celui-ci ne peut être imposé, et doit impliquer la prise en compte de tous ses effets familiaux. Mise en place effective du réseau de placements et de requalification avec formation de comités spécifiques de contrôle ouvrier sur les reconversions, attribution aux soviets des moyens adéquats. Protection de l'emploi des femmes : contre les faux libres choix de retour au foyer, priorités aux investissements en services et en produits ménagers, réévaluation des salaires féminins, stimulation de l'emploi qualifié féminin.

- Suppression des dépenses de prestige, des magasins spéciaux de la *nomenclatura*, des privilèges bureaucratiques. Réduction drastique des dépenses militaires et administratives. Affectation de ces ressources en priorité à la réévaluation des salaires les plus bas, des retraites, des allocations, avec leur indexation sur la hausse des prix.

- Echelle mobile des salaires contre l'inflation.

- Lancement d'une vaste campagne de recensement des ressources disponibles et de propositions de réduction des investissements inutiles et des gaspillages.

2) La question nationale

a) Le stalinisme et la question nationale

En URSS, Etat multinational, l'oppression nationale est un des aspects de l'oppression bureaucratique, qui suscite les mobilisations les plus grandes. Au-delà de sa dimension culturelle, elle pose la question du niveau où s'exerce le pouvoir : police, choix des investissements, contrôle de la pollution, etc.

Le stalinisme s'est accompagné d'une domination nationale dont le chauvinisme grand-russe était déjà dénoncée par Lénine peu avant sa mort ; elle s'est accentuée lors de la Seconde Guerre mondiale avec les conséquences du pacte germano-soviétique puis la répression et la déportation de peuples entiers suspects en tant que tels de collaboration. La composante russe de la bureaucratie soviétique, secondée par les relais bureaucratiques autochtones des différentes

Républiques de l'URSS, bafoue constamment les principes internationalistes égalitaires de la révolution d'Octobre, au profit d'une tutelle d'« argousin grand-russe ». Bien entendu, cette oppression nationale n'est qu'un aspect spécifique de l'étouffement général de la démocratie soviétique par la bureaucratie, dont pâtissent également les masses travailleuses russes. Par ailleurs, et surtout depuis la mort de Staline, la remontée des nationalismes périphériques en URSS, en réaction à l'oppression, a pu être exploitée par des fractions des bureaucraties régionales, non moins corrompues que la bureaucratie grand-russe. Le stalinisme n'est pas russe par essence.

Néanmoins, les privilèges de fait accordés à la langue et à la culture russes et le comportement arrogant et chauvin de la bureaucratie grand-russe, sur fond de nationalisme de grande puissance, constituent la cause fondamentale de la crise actuelle des rapports entre nationalités en URSS. Ensemble, avec les méfaits idéologiques, socio-économiques et écologiques de la dictature bureaucratique, ils expliquent la dynamique explosive de cette crise.

b) La dynamique présente des luttes nationales

La IV^e Internationale considère la montée des mouvements des nationalités opprimées de l'URSS comme facteur essentiel dans le processus général de développement de l'auto-activité des masses soviétiques. Les mouvements de masse nationaux, qui ont très souvent démarré sur le terrain écologique, se sont nourris des appels à la transparence et à l'autonomie lancés par les réformateurs. Ils ont parfois trouvé (au moins au départ) un soutien dans une partie de l'appareil réformateur, lui-même évoluant de façon tactique en fonction de la force populaire des mouvements et de leur dynamique.

Les grands mouvements de masse des peuples non russes ont pour l'essentiel exprimé de puissantes aspirations démocratiques et antibureaucratiques. On peut regrouper les revendications au contenu progressiste qui ont été avancées, en trois grands types de demandes : 1) linguistiques et culturelles, partout où la langue nationale a été étouffée ; 2) socio-économiques et écologiques, remettant en cause les choix bureaucratiques des industries imposées du centre ; 3) politiques, dénonciation des crimes staliniens contre des peuples entiers après la guerre et, plus généralement luttes en faveur de la souveraineté nationale des républiques.

Mais se développent aussi : 1) des pressions pour une restauration capitaliste, notamment dans les républiques les plus développées ; 2) des conflits interbureaucratiques susceptibles d'exploiter à des fins de pouvoir local les différents nationalismes ; 3) des courants intégristes, racistes ainsi que de véritables pogroms parfois exercés par des nationalités non russes elles-mêmes opprimées contre leurs propres minorités ; 4) le mouvement Pamiat, aile extrême du nationalisme grand-russe, vieux-slave, xénophobe, antisémite.

La révolution politique (socialiste) passe par l'éclatement de l'URSS en tant que « prison des peuples » et donc par la défense intransigeante des droits nationaux. Le comprendre n'autorise aucune vision rose des mouvements nationalistes : ils sont, comme les mouvements sociaux, nécessairement marqués par

toutes les crises actuelles, par toutes les logiques (et non pas seulement une logique progressiste, même s'il s'agit de nationalité minoritaire).

c) Nos positions

Les marxistes révolutionnaires luttent pour un monde sans frontières, pour l'abolition des privilèges de toutes sortes, et pour l'intégration de toutes les nations dans une démocratie socialiste mondiale, où s'épanouiront conjointement une culture universelle commune et toutes les cultures nationales et ethniques dans leurs aspects compatibles avec l'émancipation de l'humanité. Mais la réalisation de cet objectif suprême exige non seulement l'abolition de tous privilèges nationaux ou linguistiques, et de toutes formes de tutelle exercées sur la moindre nation ou ethnie, mais aussi une réparation des torts séculaires de l'oppression nationale ou raciale par une « action positive » (affirmative action) en faveur des nations et minorités opprimées, de manière à faciliter leur affranchissement dans tous les domaines. Alors seulement, pourra s'établir une stricte égalité entre toutes les nations, toutes les langues et toutes les ethnies.

La planification socialiste elle-même doit s'exercer à l'échelle où elle est contrôlable par les intéressés. Elle est en réalité bien plus compatible avec le respect des droits et des identités nationales que la dictature invisible et totalitaire du marché. Elle peut notamment prendre en compte les différences de développement régional et culturel dans le choix de ses techniques et priorités. Si nous sommes convaincus des bénéfiques économiques et culturel du dépassement des frontières nationales, il est plus que jamais évident qu'un tel processus doit se contrôler pour être égalitaire et non oppresseur, tant au plan économique que culturel. L'établissement des relations de confiance entre nationalités impose que les liens économiques soient transparents, volontaires et basés sur des avantages réciproques et la démocratie des choix pris en commun. L'adhésion à un État multinational doit être librement et démocratiquement décidée et librement réversible, pour être viable, et le socialisme ne se construira que volontairement. Nous refusons donc toute dictature bureaucratique ou toute pseudo-rationalité économique (du plan ou du marché) qui s'imposerait par-dessus les choix conscients des populations.

Nous sommes donc inconditionnellement des défenseurs du droit à l'autodétermination tout en développant notre propre point de vue qui prend en compte les questions nationales, sociales et politiques dans leur interaction et dans leur contexte. Nous nous opposons à toute logique limitant l'auto-organisation des travailleurs : la portée antibureaucratique et démocratique des mouvements nationaux se mesurera à leur capacité à stimuler et à soutenir l'auto-organisation des travailleurs et citoyens. Nous refusons symétriquement le faux internationalisme prolétarien au nom duquel la bureaucratie empêche ce droit d'autodétermination et réprime le droit nationaux. Nous croyons que la seule façon dont les travailleurs de toute l'URSS peuvent s'unir, c'est en soutenant les droits des nations et nationalités opprimées, notamment leur droit à l'indépendance. Nous luttons en même temps contre l'illusion d'une indépendance qui se ferait dans le cadre d'une subordination au capital étranger. Nous comprenons ce caractère combiné des

révolutions nationales et antibureaucratiques et agissons pour faire avancer les deux aspects simultanément. Cette orientation démarque les marxistes révolutionnaires de tous les autres courants, de gauche ou de droite, qui voient inévitablement la lutte nationale comme étant en quelque sorte opposée à la révolution prolétarienne.

La diversité des questions nationales en URSS ne permet pas une réponse unique – au-delà de la souveraineté – à la question des formes les plus adéquates à la défense des droits de chacun. En outre, la perception par les intéressés du cadre qui leur paraît le meilleur est éminemment évolutive, dépendant de conditions politiques globales et de différences historiques. Le creusement de la crise d'ensemble de l'économie et du pouvoir soviétiques non seulement dans sa périphérie mais en son centre russe produit des effets différenciés : d'un côté, il incite à quitter au plus vite le bateau qui coule et le cadre oppresseur ; de l'autre, il offre des nouvelles possibilités de redéfinir des liens sur la base d'accords directs entre les nouveaux pouvoirs de républiques proclamées souveraines. Il est normal que dans ce contexte le choix se différencie même si la dynamique d'ensemble est la remise en cause des pouvoirs du centre. Il est clair aussi qu'existent des véritables antagonismes de « droits » sur les territoires donnés où l'histoire a fait coexister ou se succéder dans le temps plusieurs nationalités. Il faut affronter les difficultés des questions socio-culturelles qui alimentent bien des chauvinismes. Leur solution exigera la recherche de compromis librement négociés par les intéressés, rejetant l'oppression de toute nationalité par une autre. Enfin, la résistance aux effets négatifs des rapports avec le capitalisme mondiale impose la recherche de diverses formes d'union économique sur des bases non capitalistes qui rompent en URSS et ailleurs avec le « modèle socialiste » passé et sont en même temps menacés par les diktats du FMI.

Dans tous les cas, ces liens nouveaux à bâtir entre les nations et les nationalités ne pourront fonder un nouvel internationalisme qui, lui-même, restera un projet discrédité aux yeux des populations de l'URSS et du monde tant qu'il restera identifié à un pouvoir oppresseur, qui impose ses choix.

C'est pourquoi la IV^e Internationale, en soutenant inconditionnellement le droit à l'autodétermination, est pour la remise en cause radicale de tout vestige du pouvoir stalinien oppresseur. Elle s'oppose à toute manifestation de chauvinisme grand-russe et de racisme, dans le respect des droits nationaux, notamment des minorités, contre toute logique d'Etat « ethniquement purs ». S'opposant au maintien de toute union forcée et du centralisme bureaucratique, elle est pour que toutes les nations et nationalités de l'URSS affirment pleinement leur souveraineté, c'est-à-dire disposent des moyens soit de se séparer, soit de s'unir librement. Ceci est vrai y compris si la volonté de séparation se combine à des pressions pour la restauration capitaliste. Cette question-là est aujourd'hui tout aussi confuse pour les populations de l'URSS que de l'Europe de l'Est qui sont susceptibles d'une évolution pragmatique face aux effets constatés des ouvertures sans protection au marché mondial.

Face aux interventions des forces armées soviétiques dans les républiques Baltes, la IV^e Internationale soutient inconditionnellement la volonté des popu-

is de ces Républiques, déjà confirmé par referendum, de se séparer de l'URSS, et leur proclamation d'indépendance. Elle s'oppose à toute tentative de briser l'exercice de ce droit, quelques que puissent être ses désaccords avec les actuels mouvements nationalistes et gouvernements au pouvoir. L'intervention policière du Kremlin ne peut, en outre, qu'empêcher la clarification nécessaire des enjeux sociaux, économiques et politiques, à l'échelle de chaque république. Elle vise à briser les premiers développements d'une résistance multinationale des populations contre la hausse des prix. Il n'y aura pas de choix libre sans le retrait de toutes les troupes soviétiques des républiques Baltes et le respect du droit de toutes les nations et les nationalités d'Union Soviétique à déterminer librement leur propre avenir et leurs relations avec les autres nations. Ce droit d'autodétermination ne peut qu'être formel si les nations et nationalités concernées sont soumises à la répression, à la pression et au contrôle des forces militaires et policières et des appareils administratifs de l'Etat qui les opprime. Ceci vaut pour les républiques Baltes et pour tout autre cas similaire, face à l'Etat central de l'URSS, et sur une autre échelle pour les minorités opprimées par les nouveaux pouvoirs républicains (comme les Ossètes face au pouvoir géorgien).

3) Une lutte sur deux fronts

Le libéralisme marchand qui prétend incarner la lutte démocratique contre la bureaucratie est prêt à s'allier avec les mafias et acceptera toutes les ingérences étrangères pour imposer le marché. Le règne de celui-ci dans le cadre de la privatisation signifiera de grandes régressions culturelles et sociales. Mais on ne pourra combattre contre de telles régressions en défendant l'ancien système. On ne peut défendre le droit à l'emploi, à l'enseignement et à la santé gratuits, au logement pour tous, à la satisfaction garantie par la société des besoins fondamentaux qu'en attaquant frontalement la gestion bureaucratique dans tous ces domaines.

Il y a déjà et il y aura donc deux fronts de lutte : contre les régressions liées à la restauration capitaliste (prônée par une partie de la bureaucratie et le capitalisme mondial) et contre celles où se réfugierait l'ordre bureaucratique ancien sous quelque forme. Les clivages entre régions riches et pauvres risquent de recouper ces deux types de tendances. Il s'y mêle des clivages nationaux exploités par les différentes ailes de la bureaucratie. Les étiquettes de « gauche » et de « droite » sont rendues confuses du fait même de l'existence de ces deux axes de jugement : antibureaucratique (pour le pluralisme, contre les chauvinismes de tous ordres), d'une part ; et de l'autre, anticapitaliste. Des composantes réactionnaires se retrouvent sur ces deux axes (pro-capitalistes sur le premier ; bureaucratiques conservateurs et chauvins sur le second). La gauche socialiste ne peut pas se battre sur un seul front sans perdre sa substance progressiste.

C'est pourquoi il faut déplacer le débat : aller voir derrière le marché ou le plan, derrière la propriété privée, coopérative ou d'Etat, derrière les investissements étrangers, qui décide, qui contrôle quoi et pour satisfaire quels besoins, quels intérêts ? C'est la raison pour laquelle il est essentiel que se développe l'auto-organisation démocratique de masse des travailleurs, intellectuels et manuels,

industriels et agricoles, hommes et femmes de toutes nationalités, sur les lieux de travail et d'habitation, au plan local et régional, sur chaque territoire autonome et dans chaque république.

C'est aussi la condition pour que les valeurs solidaires et égalitaires dont est porteuse la classe ouvrière se nourrissent des aspirations antibureaucratiques de tous les opprimés (femmes, nationalités), des combats écologiques, des exigences culturelles les plus élevées de qualification, de responsabilité, de création non subordonnée aux logiques mercantiles.

Si dans un premier temps des fronts centrés contre les institutions stalinien-nes pouvaient avoir leur raison d'être, très rapidement c'est le contenu et la portée de la démocratie, c'est-à-dire les questions de la démocratie sur les lieux de travail et des choix socio-économiques qui prennent le devant. Les développements en cours révèlent sans cesse davantage, la naïveté de l'identification du marché à la démocratie. Il y a donc un début de dissociation entre ceux pour qui l'essentiel est le marché et qui sont prêts à l'imposer par une poigne de fer, et ceux pour qui l'essentiel est la démocratie et qui avaient cru que le marché était la condition nécessaire à cette fin.

Le développement du pluralisme politique sera essentiel à la clarification des choix.

4) Construire la IV^e Internationale pour aider à la construction de véritables partis des travailleurs

Aujourd'hui, on assiste en URSS comme en Europe de l'Est à une prolifération d'expériences tâtonnantes et de regroupements provisoires. Le PCUS demeure une organisation composite qui devra éclater et disparaître en tant qu'instrument de la bureaucratie pour que puisse réellement se construire un parti des travailleurs. Celui-ci devra lutter à la fois contre la bureaucratie et contre une privatisation qui se fera sur le dos des masses laborieuses, pour l'union des travailleurs de toutes nationalités et pour la défense intransigeante des droits nationaux ; il devra être capable d'accueillir dans ses rangs tous les courants qui sont prêts à partager ces objectifs dans un cadre démocratique.

L'existence, même marginale et diversifiée en courants distincts, d'une intelligentsia socialiste autogestionnaire cherchant à se lier aux travailleurs est un potentiel décisif pour l'avenir sans qu'on puisse prévoir quelle sera leur capacité d'influence réelle. Il faut souligner l'importance pour l'avenir de tout début d'union de ces courants en un front socialiste démocratique et autogestionnaire en opposition à l'alliance des libéraux, de la mafia et du capital international, en dépit de son caractère pour l'instant marginal. Les revendications de pleins pouvoirs aux collectifs de travailleurs, aux soviets locaux et aux républiques souveraines ou indépendantes, mises avant par ce front, met l'accent sur la question essentielle : qui décide ?

Le socialisme devra sortir réhabilité, redéfini et repensé de cette crise. C'est possible et nécessaire. C'est le seul projet émancipateur capable de répondre à la crise des deux systèmes réellement existants, indépassablement du temps qu'exigera sa réalisation.

Cela passe, entre autres, par la lutte pour la vérité entière sur Trotsky et son combat, car il s'agit de l'histoire même de l'URSS, de l'interprétation du stalinisme, et finalement de la possibilité de le combattre en étant socialiste. Ceux-là même qui avaient fait disparaître Trotsky de l'histoire ou qui lui reprochaient hier de s'être opposé à Staline en défendant le capitalisme, l'ont réintroduit dans la nouvelle histoire officielle en prétendant qu'il ne faisait qu'un avec Staline, voire qu'il aurait été pire dictateur que lui ; finalement, dans une ultime variante, on lui reconnaît le mérite d'une lutte intransigeante et continue à la fois contre Staline et contre le capitalisme, mais on lui reproche alors d'avoir voulu la révolution mondiale... C'est le même couplet qu'on adresse de plus en plus à Lénine, tout en réduisant la révolution d'Octobre au « volontarisme bolchevique » de surcroît sanguinaire.

On ne résistera pas aux falsifications sans mener en même temps tous les débats sur les questions anciennes et les nouvelles qui se posent. Il est nécessaire de reconstituer avec les socialistes d'URSS et d'Europe de l'Est le fil et la mémoire de l'histoire, d'en mesurer tous les moments où des choix se posaient, où des infléchissements se sont produits, où des erreurs ont été commises. Il est nécessaire de mesurer l'ampleur des mutations mondiales en cours et de leurs enjeux. Il faut enfin repenser le projet socialiste en y intégrant toute la richesse des débats des années vingt en URSS, toute l'expérience accumulée au plan mondial, toute la sensibilité des victimes du stalinisme, toute la portée humaniste du combat socialiste.

La IV^e Internationale a déjà pris et prendra toute sa part dans ces débats. Dans la perspective de la construction de sections en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle veut organiser dans ses rangs tous ceux et celles qui sont prêts à défendre son programme et son orientation et qui s'efforcent en même temps d'être des animateurs de regroupements larges, politiques ou socio-politiques et syndicaux, menant la lutte pour l'auto-organisation des travailleurs et des populations soviétiques, contre toutes les oppressions, pour une société démocratique, solidaire et juste : le socialisme.



Les marxistes et la question juive

Enzo Traverso

Préface de Pierre Vidal-Naquet

320 p., 140 F.

« Une question révélatrice des failles du marxisme » (le Monde)



Ruptures à Cuba

Janette Habel

Préface de François Maspéro

280 p., 130 F.

« Remarquable synthèse »
(la Quinzaine littéraire)

✂
.....

BON DE COMMANDE

A retourner aux éditions La Brèche, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
Chèque à l'ordre de PEC. Port payé. Envoi PTT dans les quarante-huit heures.

Nom, prénom :

Adresse :

Je commande les ouvrages suivants :

Titre	Quantité	Prix (F.)
.....
.....
.....
	Total :

Je désire recevoir le catalogue des éditions La Brèche.

RESOLUTION SUR L'EUROPE CAPITALISTE

1992 : projets bourgeois et perspectives ouvrières

A. L'Europe dans la nouvelle situation mondiale

1) Les événements survenus en Europe de l'Est et la crise ouverte des régimes staliniens bouleversent l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale. Un processus s'amorce au cours duquel les points de références politico-stratégiques forgés durant quarante-cinq années d'idéologie des « blocs » vont devenir obsolètes.

Bien que dans un premier temps l'effondrement du stalinisme puisse profiter idéologiquement au capitalisme et à la social-démocratie, et élargir la sphère de domination directe ou indirecte du capital, il y a là de nombreux éléments déstabilisateurs, à terme, pour le système impérialiste lui-même. Ces fantastiques mouvements de masse, mobilisant des dizaines de millions de travailleurs et de jeunes, illustrent, par ailleurs, la charge explosive des revendications démocratiques et de la remise en question des privilèges.

Ces événements modifient profondément la situation mondiale et confèrent à la situation politique et sociale européenne un rôle tout à fait fondamental.

Car les bouleversements en Europe de l'Est se combinent à une profonde réorganisation de l'espace politique et économique de l'Europe de l'Ouest. La perspective d'intégration de l'Europe capitaliste et l'avenir politique et social des sociétés d'Europe orientale ne se résoudreont pas de manière indépendante, mais dans le cadre d'une interaction croissante. S'il s'agit surtout dans un premier temps d'une corrélation politique et idéologique, les facteurs socio-économiques y joueront un rôle de plus en plus important.

Ce ne sont pas simplement les Etats et les régimes en place qui tentent de résoudre ces problèmes en proposant divers montages institutionnels, de la « maison commune » au projet de confédération européenne. La question se pose aussi à tous les mouvements politiques et sociaux quand ils cherchent à établir un cadre cohérent d'analyse et d'actions. Bien que le cours des luttes reste essentiellement déterminé par les situations politiques nationales, les conflits sociaux en Europe se fécondent de plus en plus mutuellement et réclament dès lors des élaborations d'ensemble nouvelles.

Les conditions politiques dans lesquelles, nous, et tous les révolutionnaires et militants radicaux dans les syndicats ou les mouvements sociaux, militons en Europe, ont donc été modifiées. La nouvelle situation requière d'importants efforts d'analyse ; elle introduit de nouveaux débats sur les perspectives politiques en Europe et les questions stratégiques.

Les problèmes de construction de la IV^e Internationale en Europe ont évolué. La dialectique des luttes entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est s'est renforcée et a été modifiée. De nouvelles modalités de construction de notre mouvement dans toute l'Europe se dessinent peu à peu, dans la perspective de partis révolutionnaires enracinés dans leur réalité nationale.

2) La crise économique mondiale s'est accompagnée d'une modification de l'organisation du capital avec l'apparition de nouvelles branches dominantes, d'une modification de la division internationale du travail et d'une évolution des formes de domination sur les économies du tiers monde. Les pays capitalistes européens sont au centre de ces transformations.

Dans ce contexte les classes dirigeantes se réorganisent en cherchant à mettre en place les éléments de résolution de la crise.

a) une partie des nouvelles technologies est appliquée à la production, surtout dans le domaine des techniques de production, modifiant parfois de manière importante l'organisation du travail, dans l'industrie et les services. Les profits ont été partiellement rétablis à partir de 1984, les taux d'exploitation augmentés. La remise en question des protectionnismes, l'ouverture des marchés, redéfinissent les termes de la concurrence entre branches et entreprises. Des fusions et rachats se multiplient vers un renforcement colossal de la centralisation du capital.

La dépression économique ne s'est pas seulement traduite par la politique d'austérité, le chômage et une montée de la misère. Elle a contribué à modifier la

composition du prolétariat et a ébranlé le mouvement ouvrier. Elle a dessiné un nouveau cadre socio-politique, différent de celui dans lequel s'était consolidé le mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest au cours des trente années de croissance précédentes.

b) les Etats ont continué à perdre leur efficacité dans la définition de politiques économiques « nationales » face à l'internationalisation accrue des processus économiques. Ceci accentue les contradictions entre les nouvelles exigences de la mise en valeur du capital, l'étroitesse des Etats nationaux et leur fonction maintenue de régulation sociale.

L'Acte unique est ainsi conçu par les bourgeoisies et les multinationales européennes comme un élément dynamisant pour une sortie de la crise. Les rapports de forces sociaux ne se jouent donc pas simplement au niveau de l'entreprise et de l'activité gréviste : l'Acte unique et le projet d'Union économique et monétaire sont autant d'enjeux qui pèseront sur l'avenir des rapports de forces.

c) mais s'il y a eu des avancées de la part de la bourgeoisie dans la constitution d'un nouvel espace, en l'occurrence européen, dans le rapport capital-travail, dans l'application de nouvelles technologies et dans l'organisation du travail, rien de tout cela ne s'est encore suffisamment étendu et ne s'est cristallisé dans une structure étatique.

Au cours de la crise, les bourgeoisies n'ont jusqu'à présent que très rarement procédé à des attaques frontales de l'ensemble des travailleurs : les profits ont été fortement réduits pendant toute une période mais ne se sont pas effondrés ; par ailleurs les forces accumulées par la classe ouvrière dans la période précédente rendaient aventuriste toute volonté de la bourgeoisie d'en découdre rapidement. Malgré toutes les polémiques contre l'« étatismisme », les classes dirigeantes n'ont pas démantelé « l'Etat-providence ». Elles se sont contentées jusqu'à présent d'en réduire qualitativement la portée au détriment d'une partie seulement des populations. Les politiques néo-keynésiennes n'ont pas été totalement abandonnées par les gouvernements européens. Les projets de certains, à la fin des années soixante-dix, d'utiliser la crise pour démanteler l'essentiel des conquêtes sociales a fait place à plus de prudence : plutôt l'érosion par étapes qu'une attaque frontale.

Là, se situe l'une des difficultés majeures pour la bourgeoisie, à savoir la contradiction entre la nécessité d'abaisser substantiellement les dépenses sociales et les revenus salariaux tout en devant maintenir les conditions générales de réalisation de la plus-value. Un nouveau point d'équilibre nécessiterait un changement beaucoup plus radical des rapports de forces mondiaux au détriment de la classe ouvrière. Rien de tel ne s'est encore produit, même s'il est vrai que des éléments d'une telle détérioration ont commencé à apparaître.

d) l'autre perspective dont disposent les capitalistes pourrait être celle de l'ouverture des marchés de l'Europe de l'Est, à commencer par celui de l'Union soviétique, et la possibilité d'y réaliser d'importants nouveaux investissements. La bourgeoisie utilise la crise des dictatures staliniennes afin d'en retirer des moyens

politiques et économiques nouveaux. L'absorption de l'Allemagne de l'Est par la RFA symbolise ce trait d'union entre les problèmes d'intégration européenne et les changements politiques survenus à l'Est.

Il y a toutefois un décalage entre ce qui est projeté et ce qui pourra être réalisé et parachevé. Les premiers pas vers un investissement productif, substantiel et non marginal, dans ces pays y feront naître de nouvelles contradictions sociales avant même qu'il ne soit question de rétablissement du capitalisme comme mode de production dominant.

e) la crise de l'hégémonie américaine s'est approfondie depuis dix ans. L'économie allemande, de même que celle du Japon, est devenue dans de nombreuses branches plus performante que celle des Etats-Unis et entraîne avec elle une partie des économies européennes. Les événements de l'Europe de l'Est contribuent d'autre part à remettre en question une partie des dépendances et allégeances « atlantistes ». C'est l'ensemble de la doctrine de défense impérialiste qui est aujourd'hui rediscutée.

C'est dans ce cadre que s'intègrent les débats sur une éventuelle confédération européenne (incluant une partie ou tous les pays de l'Est) ou sur le rôle de la CSCE, comme nouveau cadre global de sécurité européenne contrôlé par l'impérialisme.

La guerre du Golfe a touché aussi à ces enjeux en exacerbant les débats entre les bourgeoisies occidentales sur le futur de l'OTAN, sur l'indépendance éventuelle d'un dispositif militaire spécifiquement « européen », et sur le partage des marchés d'armements.

B. La menace de l'Acte unique

3) L'Acte unique correspond aux besoins nouveaux de mise en valeur du capital. Il a pour but de créer un grand marché débarrassé de tout protectionnisme, qui met en concurrence les normes de production, les réglementations nationales, les systèmes fiscaux et les conditions d'exploitation de la force de travail. Il exprime, pour certaines branches ou certains produits, les besoins collectifs de l'industrie européenne, face aux concurrents japonais et américains. Mais l'Acte unique exprime aussi les nécessités nouvelles du marché international en terme de déréglementation, de restructurations et d'alliances pour une production de plus en plus réalisée au niveau mondial. Il s'agit de réduire fortement les protectionnismes entre les pays de l'OCDE ce qui aboutit à un durcissement de la concurrence et à une réorganisation des entreprises. Les fusions et rachats ne concernent donc pas seulement les entreprises européennes entre elles, pour la formation uniforme d'un « capitalisme européen », mais brassent en réalité tout le système industriel et commercial des pays impérialistes.

4) C'est dans ce contexte que se sont accentuées les politiques de privatisation et de déréglementation (y compris dans les domaines de la protection sociale).

● Le coût social d'une telle restructuration n'a jamais été pris en considération dans l'élaboration de l'Acte unique. Loin de favoriser, dans l'immédiat, une homogénéisation du tissu industriel, des conditions de travail et des protections sociales, le grand marché accentue les disparités régionales et sociales sans qu'aucun des mécanismes compensatoires *a posteriori* ne puissent sérieusement prétendre remédier aux effets du marché.

● Loin de résoudre la question du chômage, l'Acte unique implique d'abord un vaste mouvement de restructuration aussi bien dans les industries que dans les services, amenant à une réduction des effectifs. Les créations d'emplois relatives aux nouvelles conditions du marché n'impliquent pas une résorption du chômage structurel et une réduction du nombre des laissés-pour-compte.

La « libre circulation » de la main-d'oeuvre annoncée par l'Acte unique reste une utopie, et ne peut aujourd'hui concerner la masse des salariés. Au contraire, la segmentation du marché du travail reste forte, alors que la circulation du capital s'accélère. Ceci aggrave la déconnexion entre offre et demande d'emplois.

● La libre circulation des capitaux implique la révision des systèmes fiscaux, renforçant l'inégalité entre les revenus du travail et du capital. La mise en compétition des réglementations nationales et des normes aggrave les pressions sur les salaires. Elle oppose les différentes classes ouvrières en fonction des intérêts « nationaux » de leur bourgeoisie. Elle pousse à la remise en question des statuts, des droits sociaux, des protections. Elle inclut la concurrence entre réglementations sociales et donc s'oppose singulièrement à l'idée d'un vrai « socle » social commun. La gestion de la force de travail n'échappe pas à la logique libérale qui inspire tout le projet. L'abaissement des coûts de production, le développement de la précarité et de la flexibilité, les nouvelles facilités de délocalisation, etc., sont parties intégrantes des mécanismes mis en place. Il est donc vain de vouloir simplement « amender » l'Acte unique en lui ajoutant quelques dispositions correctives en matière sociale. C'est pourtant le sens de la « Charte sociale », faite de généralités et de « recommandations » qui n'auront pas plus de chance d'empêcher les attaques patronales et de remédier aux inégalités que ne l'avaient eu en leur temps les recommandations contenues dans le Traité de Rome.

5) Le projet d'Union économique et monétaire confirme la nécessité pour les secteurs dominants de la bourgeoisie européenne d'aller plus avant dans l'intégration économique et politique. C'est en outre une tentative d'apporter une solution durable aux désordres financiers et monétaires que provoquerait sans cela la libre circulation des capitaux. Mais un tel processus ne saurait se réaliser sans des progrès simultanés en matière d'intégration politique. Sans un tel processus, plus ou moins combiné, tout le système n'est qu'un château de carte.

La vague récessive venant des Etats-Unis, et englobant déjà certains pays européens, est une menace très sérieuse pour cette difficile opération, alors qu'il n'est absolument pas encore acquis qu'un pôle européen autour de l'Allemagne et du mark allemand se renforce suffisamment à temps pour échapper à ce danger.

● Cette absence d'Etat européen constitue une limite objective de l'intégration économique. Elle devient un problème majeur au moment où les nouvelles

opportunités dans les pays de l'Europe de l'Est relancent la concurrence entre patronats européens. Elle constitue un lourd handicap quand il faudrait à la bourgeoisie un projet politique commun en matière de défense, de sécurité, ou encore de régulation de l'immigration. Quand il faudrait faire apparaître la CEE comme le centre d'institution européennes concentriques, associant y compris une partie des pays de l'Est. Elle s'exacerbe du fait de l'inégalité de développement au sein même de la CEE entre la RFA à un bout de la chaîne, et l'Irlande, la Grèce, le Portugal à l'autre bout.

● Le même problème se retrouve au niveau des relations avec les pays de l'AELE. Ces pays ont de plus en plus de rapports économiques avec les pays de la CEE. Déjà les dispositions sont prises pour tendre à des relations qui s'apparentent peu ou prou aux mécanismes du grand marché. Les fusions et les concentrations touchent de manière croisée des entreprises de la CEE et de l'AELE. Mais l'intégration totale ne peut se réaliser tant que ne sont pas résolus les problèmes d'intégration politique, de défense et de « neutralité », de législation.

● Cette difficulté nourrit des crises au sein des partis bourgeois et produit diverses volte-face des politiques gouvernementales. Elle fait clivage entre secteurs capitalistes « nationaux » et secteurs dont les intérêts sont largement internationalisés. Le dilemme repose sur la contradiction entre les besoins objectifs et la difficulté à dépasser les Etats nationaux, qui restent pour les bourgeoisies un instrument à la fois d'exercice de leur domination et de renforcement de leur position dans la concurrence internationale, y compris au sein de la CEE. Abandonner des prérogatives nationales pour renforcer les institutions communes n'est pas un choix facile, notamment pour la plus forte des bourgeoisies, la bourgeoisie allemande.

● La question des institutions européennes concentre alors tous ces enjeux entre les rôles respectifs des Etats, du Parlement, de la Commission et du Conseil. Tous ces montages institutionnels sont négociés dans le dos des populations concernées. Rien de tout cela ne peut prétendre être démocratique.

● Malgré toutes ces difficultés il existe déjà une forte coordination des politiques économiques et monétaires, notamment au sein du SME où le mark allemand joue un rôle pivot. Il ne fait pas de doute qu'une partie des classes dirigeantes et certains gouvernements ont démontré une nette volonté politique de dépasser les freins objectifs et de chercher le plus rapidement possible les voies d'un proto-Etat européen, combiné aux Etats existants. Il y a maintenant le projet de hâter l'intégration politique en suivant le calendrier de l'unité monétaire y compris dans le but de répondre aux enjeux de l'Europe de l'Est et de l'intégration de la RDA.

● La question de l'absorption de l'ancienne RDA fait apparaître de nouvelles contradictions. L'opération « unification » est compliquée et jonchée d'embûches pour l'impérialisme allemand et pour toute la CEE en matière de problèmes monétaires et de coûts. La possibilité de mener parallèlement l'unité monétaire et l'intégration de l'ancienne RDA sur le long terme dépendra de la conjoncture

économique mondiale et des réactions sociales en Allemagne sur les effets sociaux de l'unification.

L'unification allemande, tout en constituant un frein relatif à l'intégration de l'Europe des douze, ne peut provoquer, à elle-seule, un échec de l'unification européenne ou une inversion des besoins à long terme de celle-ci.

6) La CEE joue un rôle de tout premier plan dans l'offensive économique et politique envers les pays de l'Europe de l'Est, en ce qui concerne aussi bien les projets d'aides, de crédits et d'investissements, que les projets de « confédération » ou de « fédération ».

● Mais ces projets impliquent dès lors que la Communauté elle-même ait résolu ses problèmes d'intégration politique afin de jouer un rôle en tant que telle. Cela amène de nouvelles tensions au sein même de la Communauté, compte tenu des avantages comparatifs respectifs dont disposent les différents pays et bourgeoisies vis à vis des pays de l'Europe de l'Est.

● La question du retour de ces pays dans le giron capitaliste reste pour la bourgeoisie, elle-même, un projet politique très spéculatif. En attendant il s'agit pour les entreprises et gouvernements d'Europe de l'Ouest de trouver des débouchés et d'obtenir des concessions commerciales en échange de leurs crédits et d'un transfert partiel de technologie et une convertibilité des monnaies. Il s'agit d'avoir recours à des mesures protectionnistes, à des déplacements industriels en quête de bas salaires, à des prêts accordés par le truchement du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque de reconstruction (BERD), à des rachats et à des restructurations débouchant sur des licenciements.

● Cela introduira une situation nouvelle pour ces sociétés avec notamment un chômage massif et une importante différenciation des salaires et des statuts. Cela posera sous une forme nouvelle (et différente des dépendances vis à vis de l'URSS) les questions de l'échange inégal et de l'assujettissement à des politiques décidées ailleurs.

● Les possibilités d'aides sont d'ailleurs limitées. Les investissements dépendent des garanties offertes aux investisseurs par les gouvernements impérialistes et ils iront prioritairement aux pays offrant les meilleures infrastructures et la meilleure stabilité sociale.

7) L'Europe capitaliste unifiée restera celle de l'inégalité aux dépens des femmes ; elle restera celle du racisme et des discriminations à l'encontre des immigrés. De par la logique du profit, elle se montrera toujours incapable de solutionner les grands problèmes écologiques, pourtant posés au niveau international. Elle demeurera incapable d'assurer le droit à l'autodétermination des nations et nationalités assujetties, en particulier en Irlande du Nord et en Euskadi, ou dans des colonies comme la Nouvelle-Calédonie.

● Il n'y a pas à proprement parler d'« impérialisme européen ». Mais la CEE trouve le moyen d'agir au nom des intérêts communs sur une série de questions touchant aux relations avec le tiers monde. Elle maintient des mesures protectionnistes en ce qui concerne une série de produits, ne respecte pas ses engagements

dans le cadre de la convention de Lomé, est incapable de régler la question de la dette dont le coût social est payé par les populations laborieuses des pays concernés. La course aux parts de marché, la mise en application de nouvelles technologies, la manipulation des taux d'escompte, auxquelles participent largement patronats et gouvernements européens, ont des conséquences désastreuses pour la plupart des pays du tiers monde.

C'est dans le même ordre d'idée que des efforts sont faits pour hâter les collaborations entre entreprises productrices d'armement et pour accélérer la mise en place d'une défense intégrée européenne.

C. Crise du mouvement ouvrier et nouvelles luttes

8) La mise en place de l'Acte unique est un défi lancé au mouvement ouvrier européen et à tous les mouvements sociaux. Le mouvement ouvrier européen, par ailleurs, entre dans cette nouvelle conjoncture internationale dans une situation difficile.

● La crise économique et la politique d'austérité ont peu à peu modifié les conditions socio-politiques dans lesquelles luttent les travailleurs. L'apparition dans une majorité de pays européens d'un très fort taux de chômage structurel (surtout le chômage des jeunes et le chômage de longue durée), le développement du travail précaire (surtout pour les femmes et les jeunes), des contrats à durée déterminée et du travail intérimaire, le recul dans certains pays des négociations collectives par branches, la montée de la flexibilité, le développement de la sous-traitance, la baisse des effectifs dans les grandes entreprises, la crise et même la disparition de certaines communautés ouvrières autour d'industries traditionnelles, et enfin, plus généralement, la modification du tissu industriel constituent un contexte nouveau, plus contraignant et plus susceptible de provoquer des divisions et l'isolement des luttes. Les anciens secteurs industriels forts, dont les salariés étaient porteurs de conquêtes sociales (échelle mobile, droits syndicaux, conventions collectives, sécurité sociale...) qui s'étendaient par la suite à toute la classe ouvrière, sont entrés en crise, n'ont pas encore été remplacés ou ne sont pas encore en situation de rejouer leur rôle.

● Ces modifications se sont produites dans le contexte politique issu du coup d'arrêt de la révolution portugaise, de la transition contrôlée dans l'Etat espagnol, de l'impasse du compromis historique en Italie, de l'échec de l'Union de la gauche en France, de la politique d'austérité des travaillistes britanniques entre 1976 et 1979, qui a amené à leur défaite face à Thatcher, et de l'expérience désastreuse des gouvernements dirigés par la sociale-démocratie dans les années quatre-vingt (France, Suède, Grèce, Etat espagnol...).

● Tout cela n'a pas été sans conséquence sur les luttes, sur leur intensité et surtout sur leurs débouchés politiques. On en a ressenti les effets dans tous les pays européens, à des moments différents, par des baisses notables de l'activité gréviste.

● Il y a eu d'importantes défaites, parfois avec des effets cumulatifs sur l'ensemble du mouvement ouvrier de différents pays. Il y a eu un net épuisement de l'avant-garde ouvrière de la génération de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix. Il y a eu, dans la couche des travailleurs avancés, c'est à dire de l'avant-garde ouvrière des luttes, une perte de crédit de l'idée de socialisme, d'autant plus qu'il n'y avait pas eu dans la période précédente d'accumulation suffisante de forces révolutionnaires susceptibles de constituer une réponse crédible au scepticisme engendré par la crise des pays d'Europe orientale.

● La misère, la précarité, la marginalisation ont touché d'importants secteurs populaires, notamment immigrés ou jeunes de la « seconde génération ». Le système éducatif les laisse pour compte, le mouvement ouvrier s'en désinstitute et se trouve incapable de répondre à leur attente. Leur révolte sociale prend des formes spécifiques, souvent violentes, et constitue un problème nouveau et complexe d'organisation et de politisation. Dans la mesure où la crise sociale et économique s'aggravera, il s'agira d'un problème de longue haleine qu'il faudra aborder dans l'effort d'atteindre l'objectif de l'unité et de la mobilisation de tous les opprimés.

● Nous avons assisté depuis plusieurs années, dans un certain nombre de pays, à une croissance des courants d'extrême droite fasciste sans que le mouvement ouvrier sache comment y faire obstacle. Il y a eu une montée du racisme, y compris dans les rangs ouvriers, et l'apparition d'un vote ouvrier pour des partis d'extrême droite. Ces forces fascistes qui commencent à s'adresser spécifiquement aux travailleurs et cherchent à utiliser tous les aspects de la crise sociale et le pourrissement du parlementarisme bourgeois, constitueront une donnée stable de la nouvelle situation politique.

Tout cela a affaibli la conscience de classe et a entraîné un affaiblissement des structures de bases, syndicales et politiques, réduisant d'autant les lieux où se cristallisent et se reproduisent les solidarités de classe.

● Tel est l'héritage de la dernière période. Mais les particularités de la crise économique ainsi que l'ampleur des acquis et des positions gagnées par le mouvement ouvrier au cours des trente années précédentes, ont empêché que cela ne se traduise jusqu'ici par une défaite politique et sociale durable de la classe ouvrière.

● La bourgeoisie est restée à l'offensive. Elle a exploité un rapport de force favorable. Mais les travailleurs ont résisté, ils ont empêché que les projets patronaux soient totalement appliqués ou ils leur ont fait échec. Il en a été de même pour les mouvements féministes, confrontés aux attaques au droit à l'avortement, ou pour les jeunes, confrontés aux politiques d'austérité dans l'éducation.

● Ainsi nous avons assisté durant ces dernières années (inégalement selon les pays et surtout de manière non synchronisée) à des poussées de luttes ponctuelles tout à fait significatives. Cela a non seulement pris la forme de luttes de résistance plus dures, mais aussi de revendications salariales en rapport avec les énormes profits patronaux réalisés dans la dernière période, ou de la demande d'une réduction du temps de travail. Sur la base de ces luttes et de la phase

d'expansion relative de ces dernières années, nous avons assisté, dans certains pays ou dans certaines branches, à une reprise de la syndicalisation.

Des luttes d'un type nouveau sont apparues, notamment dans les services publics (secteurs de la santé, enseignement, etc.) ou dans des professions fortement féminisées, montrant ainsi qu'un renouvellement de secteurs forts de la classe ouvrière était à l'oeuvre. On a également assisté à l'apparition de nouvelles formes d'auto-organisation face au bureaucratisme et à la crise du mouvement syndical. Toutefois, en l'absence de débouchés politiques et d'une perspectives d'ensemble, ces mouvements ont parfois abouti à un isolement sectoriel.

Par ailleurs, les grandes luttes des années quatre-vingt, malgré leur caractère massif et le défi qu'elles ont représenté, n'ont pourtant pas encore permis le développement cumulatif d'une avant-garde de la nouvelle génération, avec un saut qualitatif dans la construction de nos organisations.

● Il y a eu aussi toute une série de luttes dans la jeunesse, à commencer par d'importantes grèves universitaires et scolaires contre les politiques d'austérité dans l'éducation. Elles ont montré que sur des thèmes revendicatifs précis il existe un immense potentiel de contestation sociale, bien que ces mobilisations n'aient pas représenté une radicalisation politique de la jeunesse équivalente à ce qui avait été, par sa conscience subversive, celle de la fin des années soixante.

● De puissants mouvements de masse ont pu se développer sur des terrains syndicaux, féministes, antimilitaristes ou autres, mobilisant des dizaines ou des centaines de milliers de personnes. De tels mouvements continueront à se développer. Mais il continueront aussi à souffrir, dans leur développement, de l'absence de débouché politique crédible.

Les conditions sont donc difficiles. Les causes structurelles liées aux modifications socio-économiques se combinent à l'attitude des directions syndicales et des directions des partis réformistes. Certes, il est faux que la classe ouvrière et une partie de la jeunesse n'aient plus de réserve pour pouvoir s'engager dans des luttes d'ensemble contre les politiques patronales. Mais les directions traditionnelles s'opposent à cette perspective ; elles font obstacle à toute possibilité de convergence des luttes partielles, seul moyen d'inverser les processus politiques et sociaux engendrés par la crise.

Pour surmonter l'ensemble de ces handicaps il faudra d'importants affrontements sociaux, de nouvelles expériences de masses. Et le rôle des révolutionnaires dans la fécondation de ces processus sera déterminant.

9) Sous les effets de la crise, des défaites partielles et de la politique des organisations réformistes, le mouvement ouvrier organisé, syndical et politique, a subi une série de revers et connaît aujourd'hui d'importantes mutations internes. La crise des gestions et des concertations basées sur des politiques keynesiennes aggrave cette crise.

● En général les directions réformistes ont été incapables de consolider les premières luttes menées contre les mesures d'austérité. Elles ont été incapables de répondre positivement, au delà de mesures et d'une propagande démagogiques, aux modifications en cours dans le prolétariat, en organisant, comme la

situation l'exigeait, les chômeurs, les femmes, les jeunes ou les immigrés. Les exigences de plus en plus pressantes de démocratie et de contrôle ont été ignorées au profit d'une aggravation du cynisme, des manipulations et de la corruption au sein des bureaucraties dirigeantes.

10) Le mouvement syndical n'a pas échappé à cette crise

● L'ampleur de celle-ci a été jusqu'à présent très différente selon les pays, puisque le taux de syndicalisation des salariés en Europe de l'Ouest oscille entre 5 % et 85 %. Ces différences s'expliquent par des histoires syndicales et politiques particulières, ou des degrés divers d'intégration aux institutions. Les syndicats n'ont pas tous subi de la même manière la perte d'efficacité et de crédibilité face aux nouveaux défis sociaux et économiques.

● Partout cependant on assiste à une perte de ressources militantes et à une autonomie de plus en plus grande des bureaucraties par rapport à la base. Dans tous les pays, à des degrés divers, la crise économique et la politique des directions syndicales ont ouvert une situation nouvelle dans les rapports entre travailleurs et syndicats et dans la manière dont les syndicats organisent leur base. Il y a eu une totale impasse des stratégies syndicales et absence d'alternatives de gauche suffisamment crédibles pour changer cette situation.

● Les bureaucraties syndicales cherchent une issue à cette crise en acceptant toujours un peu plus les choix capitalistes européens, en accentuant les fonctions de service au détriment d'un syndicalisme de lutte, démocratique et unitaire. Le « réalisme » s'est étendu et a fait peu à peu office de ligne de compromis face aux projets capitalistes.

● La Confédération européenne des syndicats (CES) appareil bureaucratique par excellence – par son fonctionnement, ses projets et sa politique illustre cette crise et cette inadaptation aux nouveaux enjeux. Elle est plus préoccupée de trouver les voies d'une concertation avec la Commission européenne que d'engager un réel combat revendicatif contre l'Acte unique dans son ensemble. Elle vise surtout à accompagner la politique européenne de la social-démocratie.

Tous les retards accumulés sur ce terrain ne pourront que déboucher sur d'importants déboires et reculs des organisations syndicales face à l'internationalisation croissante de la production et des stratégies patronales.

● Toutefois, même lorsque le taux de syndicalisation est très bas dans l'entreprise ou dans la société, les organisations syndicales continuent d'être un cadre où peuvent se confronter durablement les débats d'orientation stratégique qui traversent le mouvement ouvrier.

Ainsi dans les dernières années il y a eu plusieurs exemples d'une montée de luttes ouvrières propulsées par des forces d'opposition syndicale. Dans des périodes de crise plus profonde l'affaiblissement des syndicats constitue une menace mortelle pour la capacité de résistance des travailleurs. Renforcer les courants d'opposition au sein des syndicats est donc une condition concrète et immédiate de la survie de ceux-ci. Les révolutionnaires doivent renforcer leur lutte pour organiser de tels courants d'opposition autour de revendications immédiates pour la démocratisation des syndicats et autour d'une plate-forme de

lutte, s'opposant dans la pratique à la politique droitière des bureaucrates syndicaux.

11) Les partis socio-démocrates se sont affirmés comme de parfaits gestionnaires des politiques patronales. Ils se proposent comme la principale force politique ayant la volonté et la capacité de mettre en place l'Europe de l'Acte unique.

● Cette politique n'est pas conjoncturelle. Elle correspond à une adaptation des directions social-démocrates aux nouvelles conditions créées par la crise capitaliste. Elle souligne aussi un certain nombre de changements structurels au coeur de ces directions avec une symbiose entre des bureaucraties ouvrières traditionnelles, des fractions technocratiques (petites-bourgeoises et bourgeoises) de l'Etat et des services publics et des gestionnaires du secteur privé. Les théories sur la « gauche moderne » et le nouveau bloc social à construire, incluant les secteurs modernes et éclairés du patronat, correspondent à ces mutations. Faute de pouvoir et de vouloir mener une véritable politique de défense des acquis sociaux, la social-démocratie y a substitué une idéologie basée sur le concept de « nouvelle citoyenneté » dans la « démocratie » et a abandonné les derniers vestiges d'une analyse de classe. Elle a accepté ou a elle-même orchestré les politiques de privatisation, les limitations du droit syndical, l'augmentation des dépenses militaires etc.

● Les partis sociaux-démocrates ont vu leur composition ouvrière et leurs réseaux militants dans le prolétariat se réduire de manière drastique. Pourtant leur influence politique et électorale a eu tendance à s'accroître dans la plupart des pays, accompagnant les reculs de la conscience de classe et le scepticisme grandissant envers le socialisme, capitalisant en partie la crise des partis communistes et celle de l'extrême gauche. Leurs électeurs ne leur font plus confiance pour de grandes réformes, mais ils continuent à les considérer comme une garantie minimale face aux projets des partis de droite, ou comme un moindre mal. Lorsqu'ils sont au pouvoir ils pratiquent des politiques d'austérité et appliquent ce que la classe dirigeante attend d'eux. Il s'agit d'un réformisme sans réforme, lourd de nouvelles contradictions, porteurs de conflits internes, y compris dans le mouvement syndical qu'ils contrôlent.

12) Les partis communistes, pour leur part, ont connu une crise de très grande ampleur.

● Dans les pays, où ils étaient traditionnellement minoritaires par rapport à la social-démocratie, nous avons assisté ces dernières années à leur éclatement, voire à leur quasi-disparition.

● Dans les pays où ils étaient restés des partis de masse, parfois majoritaires, la crise a pris des formes variées, combinant des pertes énormes d'effectifs, une désorientation politique complète, une impossibilité de répondre de manière cohérente aux projets capitalistes, une incapacité à proposer, notamment au plan syndical, une ligne alternative et crédible à la crise sociale et économique.

● Partout, ils ont subi dramatiquement les effets de la crise du stalinisme et du dégoût que celui-ci inspirait de plus en plus aux travailleurs. Ils s'étaient relancés après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de division de l'Europe. Ils sont définitivement déstabilisés par la nouvelle situation mondiale, alors que Gorbatchev n'a plus besoin des « partis frères » comme relais.

● Les forces centrifuges ont pu se renforcer dès lors qu'une partie des appareils s'intégraient durablement dans les institutions bourgeoises et que les liens avec l'appareil soviétique perdaient de leur substance.

● La crise des PC libère en partie le terrain d'un obstacle considérable qu'ont eu à affronter les marxistes révolutionnaires pendant soixante-ans. Mais elle peut provoquer, pendant un certain temps, de nouvelles confusions et démoralisations, notamment dans les secteurs syndicaux qu'ils influencent. L'idée qu'il faut renoncer à toute transformation radicale de la société et à la tradition « communiste » est défendue désormais par des courants majoritaires qui cherchent à offrir un profil plus « réaliste » dans l'espoir de se maintenir électoralement. En même temps, des courants minoritaires d'opposition ont été aspirés vers la sociale-démocratie sous la pression de la crise et de l'absence de perspective.

● L'évolution des débats et des ruptures au sein des PC est également déterminée par ce qui se passe aujourd'hui dans les pays de l'Europe de l'Est. La grande faiblesse dans ces derniers des courants se réclamant de la démocratie socialiste n'aide pas les secteurs critiques au sein des PC à aboutir à une interprétation correcte du stalinisme.

● Aucun courant de gauche, substantiel et stable, n'est encore sorti en Europe de la crise des PC (à l'exception partielle de la Grèce). Cette situation, combinée à la faiblesse des marxistes-révolutionnaires, a des conséquences idéologiques négatives parmi des couches de travailleurs avancés et de jeunes.

13) Les partis Verts sont apparus dans la dernière décennie comme des mouvements gagnant d'importantes positions électorales grâce, dans la plupart des pays, aux votes de travailleurs et de jeunes. Ils sont souvent le résultat d'un changement au sein de la gauche, une partie de leurs militants, par exemple, venant des partis ouvriers traditionnels et de l'extrême gauche.

Jusqu'à présent ils ont partiellement capté, surtout au plan électoral, les mécontentements et frustrations nés des pratiques politiques des partis social-démocrates et communistes. Devant l'ampleur des dangers écologiques, du danger de guerre nucléaire, du racisme, de la misère dans le tiers monde etc., ils sont apparus comme cherchant un autre choix de société, sur la base d'un réformisme radical. Ces partis en tant que tels ou une partie de leur base peuvent être prêts à s'engager dans des luttes autres que celles inspirées plus directement par la défense de l'environnement.

Bien que la formation de partis Verts ait pu représenter un espoir pour le regroupement d'une gauche non-réformiste, dans de nombreux cas leurs gains électoraux et leur intégration dans les institutions ont fait naître de nouvelles contradictions. Cela a déjà abouti dans certains cas à une rapide adaptation aux jeux politiques parlementaires ou encore à une idéologie du « ni droite, ni

gauche ». Cela a pu et peut provoquer d'importants clivages en leur sein et une désorientation d'une partie de leur base, qui cherche des réponses non seulement sur le terrain des luttes écologistes mais aussi sur celui d'une compréhension plus globale des méfaits du capitalisme.

14) Parmi les formes nouvelles d'activité politique et sociale apparues au cours de la dernière période figurent les mouvements sociaux qui, sur le terrain du féminisme, de l'antiracisme, de l'antimilitarisme, du pacifisme ou de l'écologie, ont été capables de mobiliser en Europe des centaines de milliers de personnes, en opposition à certaines politiques gouvernementales. De très importantes luttes politiques et sociales ont eu lieu, jouant un rôle de tout premier plan dans l'activité propre d'une partie de la jeunesse, et posant parfois de sérieux problèmes aux gouvernements en place. Mais ces mouvements ont eux aussi souffert des manques de perspectives politiques centrales.

● Le mouvement autonome des femmes connaît aujourd'hui un développement inégal et difficile et les courants féministes socialistes ont subi un recul. Il y a une crise du mouvement pacifiste et il y a maintenant un besoin de dégager de nouveaux axes suite aux changements en cours en Europe, surtout après la guerre du Golfe. Le mouvement écologiste est très dispersé, hétérogène. Les mouvements antiracistes conservent une réelle audience parmi une partie de la jeunesse mais ils devront répondre à de nouveaux enjeux avec la poussée de l'extrême droite.

● Pour les marxistes-révolutionnaires, ces mouvements sociaux ne sont pas simplement des opportunités du moment. Il s'agit d'un phénomène répondant à des solidarités sociales nouvelles dans le contexte de la crise capitaliste actuelle. Le mouvement féministe, quant à lui, constitue une nécessité historique permanente d'auto-organisation des femmes pour combattre toutes les formes spécifiques de leur oppression.

Il est donc nécessaire de construire ces mouvements et de les animer sous la forme de structures permanentes, démocratiques et unitaires, tout en y menant une activité d'éducation anticapitaliste. Nous avons en général beaucoup de retard dans l'élaboration et la propagande sur les questions de défense de l'environnement. La solidarité avec le tiers monde continuera, par ailleurs, à mobiliser des forces importantes. Les thèmes contre la misère dans le tiers monde, la question des droits de l'homme et la lutte pour la paix continueront à mobiliser un ensemble de gens.

● Certains de ces mouvements, nés à la fin des années soixante-dix ou au début des années quatre-vingt, ont constitué des tests de la crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Différemment selon les pays, ils ont souvent été pour leurs participants un moyen de s'engager dans des formes de contestation sociale qui étaient peu ou pas sous le contrôle des directions bureaucratiques traditionnelles.

● Se posait pourtant la question des liens entre ces mouvements et les partis et syndicats ouvriers. Il était nécessaire que ceux-ci y prennent leurs places, en tant que tels, tout en conservant l'indépendance, l'unité et la démocratie du mou-

vement. Mais généralement les directions réformistes ont rechigné à prendre leurs responsabilités. Elles ont rejoint tardivement ces mobilisations ou s'y sont intégrées dans le but de les manipuler et d'en enlever le contenu subversif. Plus le mouvement ouvrier a tardé à contribuer à ses luttes et à intervenir sur ces questions, plus il en a subi les conséquences quant à sa perte de crédibilité, notamment dans la jeunesse.

D. Construire nos organisations, construire l'Internationale

15) Les développements politiques en Europe de l'Est ont déjà eu des retombées importantes sur les débats politiques au sein du mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest. Dans un premier temps les effets sont contradictoires : ils accélèrent la crise des partis communistes et en terminent avec les dernières illusions sur les régimes staliniens ; en même temps ils amplifient pour la majorité des travailleurs la désillusion envers le combat socialiste et renforcent la confusion entre les libertés démocratiques et la démocratie parlementaire bourgeoise, identifiée à l'économie de marché.

● Les luttes à l'Est se déroulent alors que les travailleurs dans les pays capitalistes développés ont déjà subi quinze ans de crise économique et divers revers. Les illusions sur le modèle occidental n'y sont pas contredites par l'écho d'un mouvement révolutionnaire de masse en Europe de l'Ouest, aux Etats Unis ou au Japon. Il n'y a pas, dans les conditions actuelles, de synchronisation de deux mouvements ouvriers révolutionnaires, l'un réalisant la révolution politique pour rétablir un projet de socialisme démocratique, l'autre s'engageant dans d'importantes luttes politiques anticapitalistes.

16) De tout cela découle des tâches nouvelles pour les marxistes-révolutionnaires mais aussi des conditions nouvelles de construction de nos organisations en Europe de l'Ouest.

● La crise sociale et politique et l'affaiblissement du mouvement ouvrier ont entraîné une stagnation de nos forces, voire une régression. C'est donc avec des moyens toujours modestes, mais avec parfois une implantation sociale plus importante que dans le passé, qu'il nous faut maintenir notre effort.

● La crise du mouvement ouvrier ne se réduit pas au seul problème du remplacement d'une direction faillie par une nouvelle, potentiellement existante et d'ores et déjà en voie de cristallisation au coeur des luttes et des organisations traditionnelles (partis et syndicats). Il s'agit d'un processus plus long de reconstitution des forces et de réorganisation de la classe ouvrière à tous les niveaux, social, syndical et politique. Cela passera par un processus prolongé d'accumulation d'expériences, pour l'émergence d'une nouvelle génération de travailleurs avancés et de jeunes radicalisés.

● Globalement le contrôle bureaucratique, syndical et politique, a de plus en plus de mal à s'exercer sur l'ensemble des activités de la classe ouvrière et de la

jeunesse. Les formes nouvelles de radicalisation passent donc de manière combinées dans les organisations traditionnelles, et en dehors d'elles. Mais la crise actuelle du mouvement ouvrier ne saurait être interprétée comme un dépassement subjectif accompli des anciennes directions. Bien qu'ayant de plus en plus de mal à organiser concrètement une base ouvrière et militante, les partis réformistes, à commencer par la social-démocratie, conservent une influence majoritaire au plan électoral et par l'entremise du mouvement syndical. Parfois, notamment en RFA, principal pays industriel européen, les directions syndicales conservent un pouvoir de contrôle encore considérable sur les luttes revendicatives. Il faut donc une ligne d'intervention qui prenne en compte cette réalité ainsi que le niveau de conscience des larges secteurs encore contrôlés par les directions traditionnelles, et qui nous permette ainsi de combiner des tactiques de construction au fur et à mesure que les possibilités se dégagent, à l'intérieur des organisations traditionnelles ou à l'extérieur (décantation dans la gauche révolutionnaire, chez les Verts ou parmi les courants animant des mouvements sociaux).

17) Dans les conditions présentes il faut éduquer nos organisations à un travail patient sur le long terme.

● Malgré les luttes et malgré nos efforts propagandistes il reste difficile de recruter à nos organisations et d'en changer qualitativement la taille. Malgré les progrès dans notre implantation et, parfois, nos meilleures capacités d'agitation, nous devons toujours donner une grande place aux activités d'éducation, de propagande.

● L'évolution droitière de nombreuses oppositions ou scissions des partis réformistes, le glissement à droite des partis Verts, la crise de l'extrême gauche placent les marxistes-révolutionnaires dans une situation difficile. Ce sont bien ces mêmes raisons générales qui favorisent la crise de désorientation et de certaines forces d'extrême gauche et de courants critiques, oppositionnels dans les partis réformistes ou en ruptures avec eux. Dans les dernières années, les luttes de la classe ouvrière n'ont pu exercer sur ces courants de pressions suffisantes pour les amener à garder – ou à rejoindre – une orientation anticapitaliste radicale. Les difficultés politiques propres à la période les ont rendus vulnérables à l'impressionnisme, à la perte de confiance dans les luttes ouvrières et à une adaptation au « réalisme ». Notre propre faiblesse a également pesé négativement sur leurs évolutions. Le fait aussi que jusqu'à présent les courants se réclamant du socialisme démocratique dans les pays de l'Europe de l'Est restent très minoritaires accentue la confusion de ceux qui rompent avec les PC ou avec la social-démocratie en Europe de l'Ouest.

En général, nous pouvons dire que la crise de la gauche ouvre aussi de nouvelles possibilités pour s'adresser aux membres d'autres organisations. Nous devons saisir ces possibilités. Nous devons participer au débat dans la gauche. Nous devons prendre des initiatives de campagnes communes concrètes. La condition importante de toute initiative unitaire, dans un moment de déclin et de dissolution pour des secteurs importants de la gauche, est que nous arrivons à une

compréhension encore plus claire de nos objectifs et que nous nous armons politiquement.

La crise de l'extrême gauche et de tous les courants à la gauche des réformistes rend aussi plus difficile et plus aléatoire notre politique d'alliances et de regroupements. Il s'agit là d'orientations spécifiques : en tout cas dans la situation actuelle, c'est plus difficile de faire des tests décisifs dans la lutte des classes pour réussir des convergences sur le long terme.

Il faut donc que nous ayons les moyens de mener à bien de tels processus par notre apport politique propre et par l'activité particulière, non sectaire, de l'Internationale en direction de nos partenaires éventuels.

● Nos perspectives politiques s'inscrivent dans une conjoncture non révolutionnaire. La crise elle-même pose à nouveau la question de l'unité, de façon plus aiguë. Ceci permet à nos organisations de prendre des initiatives unitaires non sectaires et de trouver une force renouvelée pour intervenir et toucher des cercles nouveaux. Mais il n'y a pas à l'ordre du jour de vastes bouleversements sociaux en Europe capitaliste qui permettraient de disposer des bases politiques et sociales pour l'émergence de petits partis révolutionnaires regroupant même quelques dizaines de milliers de membres.

Sur le long terme les recompositions politiques et l'apparition de nouvelles directions passeront dans une large mesure par la combinaison de mouvements sociaux indépendants et de réorganisations dans le mouvement syndical. Nous devons favoriser ce lien et promouvoir le plus possible des relations réciproques, solidaires et complémentaires du mouvement syndical, des luttes d'entreprises et de tous les mouvements sociaux.

Nous suivons le processus réel de différenciation tel qu'il se manifeste concrètement dans chaque pays, en ne rejetant aucune ouverture comme « petite-bourgeoise » ou « bureaucratique », dès lors qu'elle acquiert une influence et une composition de masse. Nous ne l'abordons pas avant tout avec un critère idéologique mais avec le critère de l'effet objectif qu'elle a sur le déroulement de la lutte des classes, sur les différenciations au sein de la classe ouvrière et sur la crise des partis traditionnels.

● Il faut maintenir ou accroître l'effort d'implantation de nos organisations dans les entreprises (industries et services publics). Il faut confirmer l'importance du travail syndical.

La question de la construction d'une opposition dans les syndicats pour la démocratisation de ceux-ci et pour une plate-forme de lutte contre l'austérité est une tâche prioritaire pour nos sections. Mais dans le cadre de la crise actuelle des syndicats il ne suffit pas de s'opposer à la ligne des bureaucrates. Les courants d'opposition doivent prendre la responsabilité pour la construction et l'organisation du syndicat en tant que tel. L'opposition est vitale pour attirer les couches de plus en plus larges qui se détournent des syndicats, les considérant uniquement comme la propriété de la bureaucratie.

Dans le travail syndical il est important d'aborder une série de questions politiques, comme les développements en Europe de l'Est. Une tâche spécifique est aussi de gagner des soutiens dans le syndicat pour des tâches de solidarité. Ces

dernières augmentent sans cesse à cause de l'intégration capitaliste grandissante et de la nécessité de se battre contre ses conséquences.

● De nouvelles formes d'organisation et de campagne sont nécessaire en direction des couches les plus marginalisées (chômeurs, une partie de la jeunesse et de l'immigration...) Nous posons cette perspective comme une tâche de tout le mouvement ouvrier. Mais déjà aujourd'hui nos organisations doivent s'efforcer de faire des expériences allant dans ce sens.

● L'activité féministe de nos partis doit être renforcée et doit prendre en compte l'apparition de luttes ouvrières à forte composition féminine (une résolution particulière est réalisée sur ces points).

● La construction d'organisations de la jeunesse révolutionnaire – sous des formes appropriées selon les pays – doit demeurer une priorité afin de nous doter des moyens d'intervention spécifique et de recrutement dans tous les mouvements où se retrouvent les jeunes ; afin également de créer les conditions de formation et de renouvellement de génération dans nos rangs. Les directions de sections doivent apporter la plus grande attention à ce travail et assurer la continuité de l'effort en direction de la jeunesse. Une activité continue doit se faire en direction des lycées et facultés, lieu de très forte concentration de jeunes, confrontées aux politiques d'austérité des Etats.

● La constitution de mouvements larges, unitaires, de mobilisations antifascistes et antiracistes est, dans beaucoup de pays, une tâche urgente et tout à fait centrale, dans lesquelles nos sections peuvent et doivent jouer un rôle décisif.

La guerre du Golfe a ouvert par ailleurs une nouvelle situation. Il s'agit de répondre aux nouveaux enjeux et défis que pose sur le long terme cette nouvelle guerre impérialiste. La constitution et, plus généralement, la participation à des mouvements antiguerre ou antimilitaristes est une tâche prioritaire pour toutes nos organisations. De nouvelles expériences militantes pourront s'y réaliser et favoriser ainsi la politisation de certains secteurs pacifistes.

Nous devons, en respectant les rythmes et les besoins des mouvements de chaque pays, viser à des initiatives unitaires, communes, européennes, sur tous les thèmes de la militarisation.

● Dans plusieurs Etats, des peuples opprimés luttent pour leur émancipation et la reconnaissance de leurs droits nationaux. Leurs revendications vont de l'usage de leur langue nationale à celle de l'indépendance.

Trois de ces peuples (Irlande, Euskadi et Corse) ont maintenu de fortes mobilisations et mouvements de masse. Les organisations qui les dirigent ont été notamment capables de mener des campagnes politiques et électorales de masse.

Les Etats actuels ont fait la preuve de leur incapacité à satisfaire les revendications d'émancipation. L'instauration de l'Acte unique européen, en dépit de quelques éventuelles réformes administratives, ne fera qu'accroître les dépendances.

Nous sommes partie prenante de ces luttes et nous les soutenons activement au sein même des Etats dominants, notamment par une intervention suivie dans le mouvement syndical. Nous défendons sans préalable le droit à l'autodétermination, indépendance incluse. Dans ce cadre, nous défendons les intérêts immédiats

des travailleurs ainsi que la perspective d'une solution socialiste à l'ensemble des questions nationales.

La Conférence des nations sans Etat d'Europe (CONSEU) est une première initiative unitaire pour des activités et des campagnes communes. Nous sommes favorables à la poursuite d'une telle démarche.

Nous devons nous établir une réputation comme défenseurs des nations opprimées, pour que les représentant les plus conséquents de celles-ci se tournent vers nous, nous considérant comme leurs alliés naturels.

18) Le mouvement ouvrier demeure rongé par les préjugés nationaux et par les sectarismes. Le « dialogue social » européen, dans ces conditions, est un leurre et une terrible illusion. Il faut opposer au projet de la bourgeoisie une défense intransigeante des revendications et des acquis. Dans les pays de la CEE et ceux de l'AELE, partis et syndicats ouvriers doivent s'opposer à l'Acte unique et à tout ce projet d'intégration européenne. Le mouvement ouvrier n'a rien à gagner dans la cogestion de ces politiques. Il lui faut d'abord construire un rapport de force sur la base de mobilisations sociales, de coordinations et de solidarités par delà les frontières.

Il faut élaborer au plus vite un plan de défense du mouvement syndical alors que les restructurations et fusions internationales segmentent de plus en plus les réseaux syndicaux. Il faut sans relâche expliquer les finalités de la politiques des gouvernements de la CEE afin d'éduquer les travailleurs et créer les conditions de luttes d'ensemble. Il faut exploiter et étendre toutes les premières expériences de consultation et de coordination entre syndicats au sein des multinationales.

Contre l'Europe capitaliste nous avançons :

a) la nécessité d'un nouvel internationalisme, c'est-à-dire le développement de toutes les formes de solidarité, de coordination et de campagnes qui brisent les isolements nationaux et s'opposent aux projets de la bourgeoisie. Notre démarche sur ce terrain est de partir des revendications quotidiennes dans chaque pays, de démontrer dans la pratique leur convergence. Il faut aider aux développements des solidarités au sein des trusts et des branches. Il faut favoriser les rencontres et initiatives des secteurs syndicaux combatifs qui veulent lutter contre la politique d'austérité et contre l'Europe de l'Acte unique. Il faut favoriser les liens et les initiatives européennes de la part des mouvements féministes, antiracistes, pacifistes, antimilitaristes et écologistes ainsi que de tous les mouvements dans la jeunesse.

Nous entreprenons des activités du même type envers les luttes et les mouvements indépendants dans les Etats de l'Europe orientale, car les luttes nécessaires contre l'Acte unique ne doivent pas aboutir à un cloisonnement des tâches internationalistes. Nous cherchons au contraire à favoriser toutes les convergences possibles entre les mobilisations à l'Est et à l'Ouest. Nous accueillons favorablement toute possibilité de forums de débat et de rencontres entre organisations de gauche d'Europe de l'Est et d'Europe occidentale.

Dans les différents pays il faut opposer au projet de la bourgeoisie un refus radical d'abandonner quelque conquête sociale que ce soit au nom de la concurrence sur le marché européen et mondial. Il faut organiser une résistance permanente à la politique d'austérité et la mettre en échec. Les développements économiques actuels en Europe ne sont pas une justification pour un repli sur les solutions dites nationales voire chauvines. Au contraire, cette situation exige que les revendications expriment des objectifs et des besoins communs (pour les 35 heures, en ce qui concerne le travail de nuit, pour les droits démocratiques, ou l'autodétermination...). Dans les pays les plus retardataires du point de vue des droits sociaux la gauche peut se battre pour les normes les plus avantageuses déjà acquises ailleurs. Il faut ainsi étendre peu à peu la préoccupation de luttes convergentes dans les différents pays.

b) une propagande sur l'alternative à opposer à l'Europe des patrons : les Etats Unis socialistes d'Europe. Il s'agit pour nous d'une démarche transitoire, d'éducation socialiste, qui s'inscrit dans notre conception de la révolution socialiste mondiale, contre toute exploitation et oppression. Cette propagande socialiste n'aura de chance d'être peu à peu comprise par de nouvelles générations radicalisées que si nous savons sur un grand nombre de sujets partir des revendications immédiates pour ensuite donner un contenu transitoire très concret et détaillé (écologie, éducation, droits nationaux, démocratie directe, égalité entre hommes et femmes, santé etc.). C'est un moyen de préciser, à partir de l'expérience des luttes, la vision d'une autre société qui s'oppose aux réponses populistes et démagogiques de l'extrême droite.

La IV^e Internationale et ses organisations en Europe doivent être à l'avant-garde de toutes ces activités. C'est en entreprenant cela avec audace que nous démontrerons l'utilité de nos organisations et la validité de notre internationalisme. Nous devons améliorer le fonctionnement et les relations entre nos partis afin de créer les meilleures conditions pour cela : collaboration et élaboration par branches, campagnes et initiatives communes, camp de jeunes... Nous favorisons et organisons, selon les cas, des campagnes européennes unitaires et larges ou des initiatives propres à notre mouvement. Ces tâches s'organisent à partir des besoins des sections et en tenant compte des conditions propres à chaque pays.

19) Le processus d'unification allemande sous les auspices et au profit de la RFA constitue un élément nouveau de la situation européenne et des rapports de forces entre les classes. L'absorption de la RDA par la RFA représente une victoire et un renforcement de l'impérialisme allemand. Ceci, combiné à une avancée de l'intégration européenne, aura d'importantes retombées politiques, sociales et idéologique en Allemagne mais aussi dans toute l'Europe. Par ailleurs, les hiérarchies et rapports de forces politiques, économiques et militaires au sein de la CEE en seront modifiés pour toute une période.

L'unification telle qu'elle s'est réalisée aura pour effet dans un premier temps de développer des formes nouvelles de divisions et d'exclusion dans les rangs ouvriers et d'augmenter la confusion politique.

Il faut faire en sorte que dans ce processus les travailleurs avancent de plus en plus leurs propres exigences face aux appétits capitalistes de la bourgeoisie ouest-allemande. Dans son ensemble, le mouvement ouvrier d'Allemagne et d'Europe doit refuser de faire les frais d'une unification au profit des grands groupes industriels et des banques. Il faut, notamment dans les territoires de l'ancienne RDA, organiser la réaction face au chômage massif, aux atteintes au système de protection sociale, aux réductions des salaires réels, aux droits acquis comme celui de l'avortement. Il faut défendre l'idée de syndicats puissants, démocratiques et indépendants ; dénoncer le bradage des entreprises au profit des capitalistes ouest-allemands ou étrangers. Il faut réclamer l'alignement immédiat des salaires sur le niveau de l'Allemagne occidentale. Il faut enfin refuser de payer l'addition d'une unification au service des grands groupes industriels : contre la baisse des dépenses publiques attribuées à la protection sociale, à l'éducation etc. ; pour l'arrêt des dépenses militaires.

Il faut entreprendre une dénonciation des pactes militaires, mobiliser pour le départ des troupes étrangères d'Allemagne, pour le retrait des troupes et armements américains d'Europe, pour la dénucléarisation de l'Europe, pour la réduction immédiate des budgets militaires, contre la militarisation et l'embrigadement militaire de la jeunesse, contre le projet de défense européenne. Comme elle a dominé le début des années quatre-vingt, la lutte contre le militarisme peut devenir en Europe occidentale l'une des batailles clés des années quatre-vingt-dix.

20) Les débats politiques qui vont se poursuivre à l'Est vont se faire autour de grandes questions comme la réforme économique, les orientations syndicales, la gestion des entreprises, la démilitarisation, les problèmes écologiques, la libre expression politique et parfois des questions nationales et régionales. Cela doit nous servir à démontrer que de telles questions sont aussi à l'ordre du jour dans les pays de l'Europe de l'Ouest pour la protection sociale, les droits syndicaux, l'arrêt des dépenses militaires, le droit aux référendums locaux d'initiatives populaires sur des points comme la protection de l'environnement, sur le droit à l'autodétermination etc.

Les orientations en faveur du marché et des privatisations sont appliquées largement en Europe de l'Est et divisent dans un premier temps les travailleurs, en satisfaisant l'attente d'une partie d'entre eux en matière de consommation et de revenus. Mais elles font surgir de nouveaux mécontentements dans ces pays peu ou pas habitués au chômage et aux forts écarts de salaires. Le bradage des industries nationales aux investisseurs occidentaux ou le démantèlement des entreprises décrétées non rentables, l'inflation, les politiques des multinationales, du FMI, de la BM et de la CEE, les attaques contre la sécurité sociale, l'apparition de nouveaux riches soulèvent parfois la réprobation. Avant même de voir se développer un début de classe capitaliste, les tenants du marché seront confrontés à une forte pression impérialiste, parfaitement contradictoire avec leurs professions de foi nationalistes et populistes.

Sur toutes ces questions il est d'une grande importance que nos organisations en Europe capitaliste jouent un rôle central d'information et de propagande et se montrent capables d'organiser la solidarité militante avec ceux qui résistent. Cela doit faire partie de l'activité normale de nos sections européennes dans le nouveau contexte continental.

21) Malgré les problèmes tactiques spécifiques de construction de nos organisations, nous sommes confrontés à des problèmes qui ne peuvent pas être substantiellement résolus sans une réflexion sur l'ensemble des changements en Europe, et par conséquent sans un cadre d'élaboration collectif européen. Ceci concerne, entre autres, le travail antimilitariste, notre orientation au moment des élections européennes, la solidarité envers la résistance sociale à l'Est contre les mesures pro-impérialistes et les mécanismes de marché, les activités des mouvements sociaux (féministes, écologistes, antiracistes, mouvements de la jeunesse etc.) ou encore les transformations dans les mouvements syndicaux, les nouvelles formes de luttes ouvrières.

Pour aborder ces problèmes il faut, dans la mesure de nos moyens, favoriser des réunions entre camarades travaillant dans une même branche ou sur un même type d'activité de masse. Mais il faut surtout disposer d'un système stable de collaboration, de dialogue et de réflexion entre les directions des sections. Il faut au moins une réunion par an de délégation de bureaux politiques permettant des échanges d'expérience mais aussi un travail d'élaboration et la préparation d'activités communes. Nous visons ainsi, à terme, la constitution d'un réseau de cadres capables d'assurer les activités de plus en plus vastes qu'il faudra prendre dans le cadre européen.

RESOLUTION SUR L'AMERIQUE LATINE

Les défis stratégiques de la gauche révolutionnaire

I - La crise économique en Amérique latine

1) A partir de 1981, la situation économique de la majorité des pays latino-américains s'est détériorée, comme en témoigne la chute du taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (P.I.B.) de 5,6 en 1975-1980 à 1,47 en 1981-1987.

Pour une grande part, les taux de croissance annuels élevés antérieurs s'expliquaient par la politique de substitution d'importations, qui a permis l'apparition de courants populistes, nationalistes – sources de corruption et de malversations – qui en différentes occasions ont privilégié la stabilité politique et le contrôle direct de la classe ouvrière par rapport à la productivité du travail. Cette situation a commencé à engendrer une série de problèmes dans l'économie et au début des années 1970 les gouvernements ont décidé de pallier à cette situation en contractant une dette externe sans comparaison avec celle d'autres régions de ce qu'on appelle le tiers monde.

2) Certains pays ont commencé à mettre en oeuvre des politiques économiques qui cherchent à répondre à la crise, en liaison avec des projets politiques déterminés :

a) attaque au vieil Etat populiste. La politique de substitution des exportations s'est faite à l'ombre du développement d'Etats forts (bonapartismes ou dictatures militaires) qui intervenaient résolument dans l'économie. La faiblesse des bourgeoisies locales a été compensée par l'interventionnisme de l'Etat, qui a assuré le développement d'un secteur de l'économie. Si cela a contribué au départ au développement d'une bourgeoisie locale, c'est devenu ensuite le principal obstacle à l'investissement privé, aussi bien national qu'étranger. L'Etat populiste avait dû développer l'infrastructure sociale en réponse aux importantes luttes des travailleurs. De la fin des années cinquante au milieu des années soixante-dix, le salaire réel a augmenté et le taux de chômage, relativement élevé, était plutôt dû aux migrations de la campagne vers la ville.

Peu à peu, on a « dégraissé » l'Etat, en reprivatisant d'importants secteurs de la production et même certaines branches du secteur des services. On a progressivement réduit les investissements pour la santé, l'éducation, etc. Les conséquences parlent d'elles-mêmes : des maladies qui avaient disparu dans la majorité de nos pays sont réapparues ; la proportion de médecins par habitants a de nouveau diminué ; quatre-vingts huit millions de Latino-américains vivent dans la misère totale.

b) la dette extérieure a engendré une véritable religion : avant tout, exporter. Cela détermine tout. En théorie cette fièvre exportatrice cherche à résoudre différents problèmes :

- se doter d'un mécanisme qui apporte des devises parce qu'il faut d'abord payer des sommes énormes au titre du service de la dette extérieure, et qu'il est ensuite plus difficile d'obtenir de nouveaux crédits externes ;

- dégager un excédent commercial, ce qui est considéré comme un signe de bonne santé économique.

Pour atteindre de tels objectifs d'exportation, les bourgeoisies latino-américaines ont eu recours à différents mécanismes. On a ainsi abaissé les coûts de production pour attirer le capital étranger. Même des pays comme Taïwan, Singapour ou la Corée du Sud ont – ironie de l'histoire – commencé à installer des usines en Amérique latine. L'attaque contre le niveau de vie a été brutale. Au cours des cinq dernières années, le salaire réel des travailleurs a chuté de 27 %.

c) la fièvre exportatrice a mis fin aux mesures d'encouragement à la petite et moyenne industrie, ce qui a réduit de façon impressionnante le marché interne.

d) parallèlement s'est développé le fameux secteur informel. Même si ce secteur a toujours existé, il en est venu dans certains pays à constituer le secteur

clé de l'économie. Au Pérou, sa part dans le P.I.B. dépasse déjà les 40 %. En Uruguay, où il était pratiquement inexistant avant la dictature, il atteint les 20 %. Au Mexique, il atteint 34 % environ..

3) Même si cette restructuration a exigé un relatif recours à de nouvelles technologies, en particulier au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Venezuela, cela n'a pas constitué sa caractéristique principale. Il faut indiquer plutôt les aspects suivants :

- L'attaque contre le « vieux » syndicalisme qui cherche à réduire le poids des syndicats et des bureaucraties traditionnelles dans la production, modifiant ainsi les relations de travail.

- Une attaque générale contre les contrats et les conventions collectives et contre la législation du travail.

- Certaines transformations technologiques, en particulier dans certains pays et des secteurs déterminés (industrie pétrolière, pétrochimie, acier, industrie automotrice, systèmes financiers, télécommunications) qui ont provoqué une augmentation considérable du chômage. Cela a fait ressortir davantage l'état de dépendance et le caractère semi-colonial de pays latino-américains.

- La réalisation d'accords d'intégration régionale – notamment l'appel de Bush à la réalisation d'un accord de libre commerce du Canada à la Terre du feu. Cette politique de l'impérialisme et des bourgeoisies associées avec lui vise à infliger une défaite historique à la classe ouvrière latino-américaine, qui sera utilisée comme instrument de pression pour diminuer les salaires ouvriers au Canada et aux Etats-Unis. Elle vise également à utiliser la classe ouvrière canadienne du Canada et des Etats-Unis comme levier pour augmenter la productivité de la classe ouvrière latino-américaine.

Tout cela a signifié une modernisation de la misère, une attaque globale contre les conquêtes sociales, aussi bien en Bolivie ou Pérou qu'au Mexique et en Argentine. On a non seulement attaqué la politique populiste, mais également cherché à annuler les conquêtes acquises lors de processus révolutionnaires (au Mexique en 1910-1917 et ensuite dans les années trente, en Bolivie en 1952) ou dans de grandes mobilisations de masse (en Argentine à l'époque du péronisme, au Pérou sous le régime de Velasco Alvarado et ensuite dans les luttes contre la dictature).

Evidemment, le dernier mot n'est pas encore dit. La dette extérieure reste le facteur fondamental qui joue contre les bourgeoisies latino-américaines. Le résultat de la renégociation de la dette mexicaine, s'il signifie un répit, n'élimine pas fondamentalement le fardeau qu'elle représente. Telle est la base matérielle de l'instabilité des partis bourgeois et de leurs gouvernements. Cela concerne

aussi bien des vieux appareils de domination comme le PRI, l'APRA ou le MNR que des des projets plus « novateurs » comme le PMDB.

II - Les transformations politiques des appareils de domination

1) Peu avant l'arrivée de Reagan au pouvoir, des représentants de l'impérialisme ont élaboré une conception contre-révolutionnaire appelée « conflits de faible intensité ». Selon eux, cette vision corrigeait une série d'erreurs de la stratégie antérieure, mais, sous de nombreux aspects, c'était la poursuite des politiques antérieures :

- La guerre du Vietnam a mis en échec les conceptions nord-américaines sur les méthodes de lutte contre les mouvements révolutionnaires, qui étaient strictement militaristes : un conflit révolutionnaire pouvait être résolu par l'intervention directe de l'armée des Etats-Unis. Leur intervention au Vietnam non seulement n'a pas permis d'écraser la révolution, mais a engendré un mouvement politique aux Etats-Unis qui a provoqué une forte crise du système de domination politique.

- La vieille conception anticommuniste du Pentagone considérait les organisations révolutionnaires d'un point de vue militariste : de simples noyaux de guérilla dotés d'une vision stratégique élémentaire et en général isolés des grandes concentrations urbaines. La défaite au Vietnam et la transformation des forces révolutionnaires de la guérilla en forces politico-militaires exigeait une approche qui réponde aux nécessités aussi bien politiques que militaires.

Ces deux problèmes poussaient à réaliser un certain nombre de transformations politiques et militaires.

a) la mise en place de régimes constitutionnels bénéficiant d'une certaine légitimité. Pour utiliser leurs propres termes : « *il fallait disputer le coeur du peuple aux insurgés* ». Dans certains cas, la chute des dictatures s'inscrivait dans cette approche.

b) développer, en outre, une double politique, c'est-à-dire :

- transformer des armées locales de façon à les rendre aptes, pour l'essentiel, à affronter elles-mêmes les forces insurrectionnelles ;

- utiliser ces mêmes armées pour « *disputer le coeur des masses* », en créant des zones stratégiques et, en cas d'échec, en cherchant à miner la base d'appui des organisations politico-militaires par une politique de la terre brûlée.

La présence de troupes ou de polices nord-américaines et les accords d'extradition avec certains pays latino-américains (par exemple, la Colombie), sont de plus en plus spectaculaires et posent la question de la souveraineté sur le plan politique et militaire. Le prétexte a été la lutte contre le trafic de la drogue. Sous ce prétexte ont été installées des bases militaires au Pérou et en Bolivie, le Panama a été envahi et on a envoyé au Mexique et en Colombie des milliers de policiers, qui opèrent des enlèvements et violent les droits humains les plus élémentaires.

2) En l'espace de quelques années les régimes dictatoriaux mis en place dans les années soixante et soixante-dix ont commencé à se délabrer. Progressivement, les bourgeoisies locales leur ont retiré leur soutien, en considérant que l'objectif de nettoyer la maison des « communistes » avait été atteint.

Après quelques années de désarroi, le mouvement populaire a commencé à se recomposer. La combinaison de mécanismes traditionnels de lutte, comme la grève générale, et des initiatives civiques pour la démocratie, a progressivement affaibli les dictatures. Cette situation a conduit les bourgeoisies locales et l'impérialisme à prendre conscience de la nécessité d'assurer une transition vers des régimes constitutionnels qui préservent l'essentiel de l'appareil d'Etat, en particulier l'armée.

Surtout au début, ce projet a connu un certain succès, mais ses limites se sont rapidement révélées. La crise économique en a empêché la stabilisation. L'internationalisation du capital et le rôle joué par un certain nombre de pays latino-américains dans la division internationale du travail, dans laquelle la bourgeoisie n'a qu'un rôle subordonné, ne permettent que de faire miroiter aux populations un projet de « modernisation » prétendant s'ouvrir sur le XXI^e siècle. Cela n'obtiendra aucun soutien de la part des masses.

Nous pouvons tirer quelques conclusions de la crise des projets bourgeois :

● Premièrement, le nationalisme bourgeois latino-américain est en crise. Dans certains pays, il connaît un second souffle (Mexique, Argentine) ; mais cela n'infirmes pas la tendance générale. La montée du cardénisme au Mexique est le produit de la pire crise du projet nationaliste le plus solide de toute l'Amérique latine. Le plan choc de Menem et, en particulier, sa critique féroce d'Alan Garcia (« nous n'allons pas commettre les mêmes erreurs qu'Alan Garcia », « nous n'allons pas affronter le FMI ») illustrent bien les limites du nationalisme.

Une chose est le nationalisme avant d'accéder au pouvoir ; tout à fait autre chose quand il est au gouvernement.

● Deuxièmement, certains secteurs de l'impérialisme et des bourgeoisies latino-américaines essaient de définir des projets politiques éloignés des vieilles conceptions nationalistes, en les présentant comme le maximum de modernité ou même en transformant substantiellement les vieux partis populistes, comme le MNR en Bolivie et le PRI au Mexique.

Ils ont cherché à relier de vieux projets nationalistes à l'Internationale socialiste – par exemple, le PRD en République dominicaine, le Parti libéral au Costa-Rica, l'APRA au Pérou, le MIR en Bolivie, le PDT de Brisola au Brésil, l'ADN au Venezuela, le PNP de Manley en Jamaïque et même (dans ces deux derniers cas, il ne s'agit que d'une possible intégration) l'UCR d'Argentine et le Parti colorado en Uruguay. Il est évident que la nature de classe de ces partis n'a pas changé : ils restent des partis bourgeois. Ils cherchent à se donner une meilleure image aux yeux des mouvements de masse et de la communauté économique mondiale. De même que les démocrates chrétiens et les néolibéraux, ils paraissent bénéficier du consensus de l'impérialisme (à la condition, bien évidemment de ne pas s'abandonner à des chimères populistes). Leur faiblesse réside dans le fait qu'ils se placent entre nationalisme et néolibéralisme.

● Troisièmement, des alternatives politiques de droite ont commencé à apparaître, pour l'instant autour d'individus. Ceux-ci peuvent se lier à des partis, mais se situent en fait au-dessus d'eux, en allant parfois jusqu'à les critiquer très durement. Les exemples de Fujimori au Pérou et de Collor de Mello au Brésil en témoignent. Avec un discours moralisant qui se tient à la même distance de la gauche et du populisme que de la droite, de telles candidatures sont présentées par les courants les plus liés aux Etats-Unis comme la seule option réelle.

La limite initiale de ces projets réside dans la crise économique. Leur faiblesse permet que des fronts électoraux comme le Frente Amplio en Uruguay ou, de façon plus significative, le Front populaire du Brésil (dans lequel le PT est hégémonique) apparaissent comme des alternatives de gouvernement aux yeux de secteurs substantiels de la population. Nous savons qu'un gouvernement du FA en Uruguay (le cas du PT est totalement différent) ne résoudrait pas les problèmes fondamentaux de la population. Cependant, au niveau de la conscience et de l'organisation, un vote en faveur de la gauche peut pousser des secteurs importants des masses à rompre politiquement avec les partis bourgeois. Même des projets électoraux bourgeois, comme le néo-cardénisme au Mexique, sont inévitablement liés, à des affrontements sociaux.

Voilà une preuve du caractère semi-colonial du gros des pays d'Amérique latine. Il ne s'agit pas simplement d'une perte de souveraineté monétaire mais, surtout, de souveraineté nationale. Dans la mesure où ils favorisent une alliance avec l'impérialisme et ils démantèlent l'industrie nationalisée, les gouvernements d'Amérique latine perdent de plus en plus leurs caractéristiques populistes anti-impérialistes pour se transformer en régimes démocratiques de façade démocratique dans lesquels en fait l'armée et la police jouent un rôle croissant et une doctrine de sécurité nationale est élaborée, dans le but de se préparer à de possibles explosions sociales. La prétendue politique de sécurité nationale représente l'un des plus graves dangers pour le mouvement de masse. Elle cherche même à agir sur les organisations sociales par une politique d'infiltration et de provocation.

III - Le mouvement de masse et ses expressions politiques

1) A partir de la fin des années soixante, le mouvement de masse a commencé à se réorganiser. Ce processus reflétait non seulement le changement intervenu dans le modèle d'accumulation, mais aussi le début d'une transformation qui s'exprimait dans le rapport de forces entre les différents courants du mouvement de masse :

● La réorganisation de la CGT en Argentine, quelques années déjà avant la chute de la dictature. Dans les mois qui l'ont précédée, plusieurs grèves générales avaient éclaté.

● Le cas spectaculaire du Brésil. Le PT s'est construit dans la vague des grèves de la fin des années soixante-dix et des années quatre-vingt. La CUT joue

aujourd'hui un rôle clé dans la réorganisation du mouvement ouvrier latino-américain, et pas seulement parce que le Brésil est le pays d'Amérique latine à plus forte concentration ouvrière.

● La lutte contre la dictature en Uruguay qui a été menée fondamentalement par le PIT. Les grèves générales ont constitué la colonne vertébrale de la lutte pour la démocratie.

● Au Paraguay, une série de grèves qui ont accru les potentialités politiques du MDP (aujourd'hui fusionné avec d'autres organisations dans le PDP). Après la chute de la dictature, la formation de la CUT a permis de regrouper des dizaines de syndicats. La question de savoir si la majorité des travailleurs du pays sera gagnée par les courants réformistes ou par les organisations démocratiques et révolutionnaires sera tranchée dans le futur.

● La relance de la CGTP au Pérou, peu avant la chute de la dictature de Morales Bermudez. Les luttes des enseignants, la création du SUTEP et son intégration ultérieure à la CGTP, et le développement de courants de classe dans les syndicats de mineurs et d'ouvriers, ont permis à la confédération de jouer un rôle important dans la réalisation de grèves générales et dans la mise en place des CCL (Commandements centraux des luttes).

● La réorganisation de la COB en Bolivie juste après la chute de la dictature de Garcia Meza en 1981. Au début elle a regroupé l'essentiel du peuple bolivien, travailleurs, paysans (Tupak Katari), étudiants, femmes au foyer, etc. Cependant, après la marche de la faim et l'échec de la grève générale, et du fait de la politique sectaire suivie qui a conduit à laisser l'organisation aux mains de Juan Lechin, la COB a cessé de jouer un rôle important. Ce fait, auquel s'ajoute la politique économique mise en oeuvre par le gouvernement du MNR, a provoqué à un net recul, qui reflète plus généralement la situation bolivienne.

● La formation de la CUT en Colombie en 1987 qui a marqué un pas important. Il est vrai que cette centrale s'est créée à partir d'un accord au sommet, mais elle a permis d'organiser la grande majorité des travailleurs. D'entrée de jeu, cela a mis fin à la dispersion en cinq centrales, même si cela ne se reflète pas encore au niveau des luttes. Ainsi, il n'y a pas eu de réponse unitaire à l'appel de la CUT à la grève générale en 1988. De même, la CUT n'a pas fait siennes certaines revendications politiques centrales comme la lutte pour la vie. Même si elle a formellement décidé de soutenir ce type de campagnes, en pratique la direction de la CUT n'a pas voulu en prendre la tête.

● Coordination des diverses centrales par le FUT en Equateur, qui a représenté, comme dans très peu de pays, un élément clé pour le développement de nombreuses grèves générales.

● La formation de l'UNTS au Salvador, qui est un autre exemple de recombinaison du mouvement de masse. Dotée d'une structure comparable à celle de la COB, l'UNTS a organisé l'ensemble des secteurs exploités et opprimés : travailleurs, membres de coopératives, habitants des quartiers populaires, paysans, femmes, etc. Sa constitution est le résultat d'une réorientation du FMLN, aussi importante que la création du Front lui-même. Cela revêt une importance d'autant plus grande si nous considérons la dynamique passée des différentes organisa-

tions révolutionnaires, qui cherchaient avant tout à imposer leur propre modèle, sans permettre l'auto-organisation des masses. Mais le progrès n'est pas seulement organisationnel. L'UNTS apparaît de plus en plus comme un instrument central de la lutte pour la prise du pouvoir, plus encore que ne le pensent certains courants du FMLN.

● Une large recomposition syndicale, après une longue désorientation, au Mexique. La grève du syndicat enseignant, qui regroupe plus d'un million deux cent mille syndiqués, et l'affaiblissement progressif de la bureaucratie syndicale ouvrent la possibilité d'un saut qualitatif.

Toutefois, la portée de l'attaque néo-libérale au niveau de vie des masses, la détérioration des conditions de travail et l'érosion croissante des mécanismes traditionnels de lutte ont acculé les travailleurs à la défensive.

2) Quant aux autres mouvements sociaux, la situation est encore plus claire. La recomposition du mouvement paysan a atteint un niveau hautement significatif :

● Au Mexique existent différentes organisations paysannes indépendantes qui regroupent déjà plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Pourtant, la formation d'une grande centrale paysanne, indépendante de l'Etat comme des partis, ne s'est pas réalisée. Dans ce secteur, les mécanismes de contrôle de l'Etat se sont affaiblis à partir des premières actions radicales. Dernièrement, il y a eu des occupations de terre accompagnées de mesures d'autodéfense de plus en plus développées et une organisation de plans de production, échappant au contrôle de l'Etat. Par là-même, ce mouvement s'est caractérisé par sa disposition à avancer vers l'alliance des ouvriers et des paysans.

Au Pérou, la CCP a constitué un bastion contre les plans réactionnaires du gouvernement de l'APRA. La défense des coopératives agricoles et la lutte pour la terre ont constitué les éléments clé de son organisation. La création des rondes paysannes, véritables mécanismes d'autodéfense, a permis de riposter à la politique des propriétaires terriens et de faire respecter l'organisation.

Au Brésil, l'apparition du mouvement des paysans sans terre représente une lutte clé du mouvement de masse. Après quelques timides déclarations du gouvernement, la bourgeoisie a décidé de ne pas avancer sur la question de la réforme agraire. En pratique, les affrontements les plus violents de ces derniers temps ont eu lieu dans les campagnes. Par ailleurs, il faut signaler les étroites relations entre les paysans sans terre, le PT et la CUT.

● En Colombie, la lutte des paysans est intimement liée aux organisations politico-militaires. Cela permet un degré de radicalisation supérieur à celui d'autres mouvements sociaux. Même si certaines organisations de guérilla ont eu dans le passé une approche foquiste, aujourd'hui elles rectifient leur orientation à l'égard du mouvement paysan qu'elles ne le considèrent plus uniquement comme un mécanisme logistique d'arrière-garde. Il s'agit d'un processus de changement qui continue.

3) Ces dernières années, en tant que produit de la crise économique et du double échec de l'industrialisation dans les villes et de la réforme agraire à la campagne, s'est développé un mouvement urbain populaire dynamique. Il combine les méthodes de lutte des paysans et les méthodes traditionnelles des ouvriers ; il a recours à des occupations de terres pour construire des logements, ce qui implique un niveau élevé d'affrontement et de violence ; il participe activement aux grèves générales, et accueille de nombreux syndicalistes qui ne peuvent pas faire de politique dans leur entreprise ou leur syndicat sans risquer d'être licenciés.

Le mouvement urbain populaire n'est pas qualitativement différent du mouvement paysan. A son origine il y a le problème vital des villes d'Amérique latine. Tout comme la lutte pour la réforme agraire joue un rôle fondamental dans la stratégie de la révolution permanente, la lutte pour une réforme urbaine radicale devient aujourd'hui une revendication démocratique de transition qui ne peut être résolue dans le cadre du capitalisme dépendant. Déjà incapable de résoudre le problème de l'industrialisation et celui de la réforme agraire, la bourgeoisie se heurte maintenant à un nouveau problème sans solution, celui de la réforme urbaine.

Dans plusieurs pays, le mouvement urbain populaire a une capacité de mobilisation supérieure aux autres. Au Pérou, la formation des « quatre cônes » à Lima, avec leurs « *pueblos juvenes* » (« agglomérations nouvelles ») a soulevé une grande défiance parmi les habitants des quartiers aisés de San Isidro et de Miraflores. Quand les « *pueblos juvenes* » manifestent à Lima, les riches du pays peuvent se faire une idée de ce qui se produira pendant une insurrection.

En Amérique centrale, ce secteur a servi de base au développement des organisations révolutionnaires. Il a joué un rôle clé dans la révolution sandiniste, en particulier à Managua et à Masaya.

Au Mexique, il s'est lié à la gauche et a échappé au contrôle du PRI. Au lendemain du tremblement de terre qui a secoué la ville de Mexico en 1985, il a joué un rôle clé, avec un véritable saut qualitatif.

4) Il est incontestable qu'un autre mouvement émerge aujourd'hui en Amérique latine, c'est-à-dire le mouvement des femmes, qui pourtant n'est pas né de revendications spécifiques des femmes. Dans la lutte contre les attaques au niveau de vie de la population, la dynamique de l'action politique et sociale de ce mouvement a créé les conditions politiques pour un progrès significatif du processus d'auto-organisation des femmes. C'est ainsi que cela s'est produit au Pérou dans la lutte pour le verre de lait ; au Chili, pour la démocratie et contre la faim et au Mexique dans les quartiers populaires.

Cela a mis en évidence peu à peu la nécessité de construire, à partir du niveau existant, un mouvement autonome des femmes en lutte pour leurs revendications spécifiques, la nécessité de la féminisation de la lutte. Les rencontres de femmes latino-américaines en sont une démonstration. Il est nécessaire de partir de leur

niveau de conscience ; mais se cantonner sur ce terrain favoriserait la possibilité que ces mouvements soient récupérés par les différents gouvernements.

5) On constate un début de prise de conscience en ce qui concerne les problèmes écologiques. La destruction progressive de l'Amazonie, la contamination dévastatrice de l'atmosphère de la ville de Mexico et, dans une moindre mesure, de Sao Paulo, la contamination de mers et de fleuves et, en particulier au Mexique, la lutte contre l'installation de centrales nucléaires, ont stimulé un mouvement écologique qui s'est lié tout naturellement aux autres luttes sociales.

A cause de la situation économique critique la lutte contre la destruction de la forêt amazonienne s'est liée au PT, plutôt que donner naissance à des partis écologistes. Dans d'autres cas, on a assisté à l'auto-organisation pluraliste des écologistes, sans qu'un courant particulier prédomine (par exemple, au Mexique).

Ce mouvement tend à se développer du fait de la grande dévastation des ressources naturelles. En son sein existe une tendance anti-impérialiste, sensible au fait que l'impérialisme engendre la destruction de la nature et la modification des divers habitats.

6) Le mouvement des Communautés ecclésiastiques de base (CEB) s'est formé avec une surprenante capacité d'organisation et de mobilisation dans les entrailles mêmes de l'institution catholique (mais pas exclusivement là). Il met en question, pour l'essentiel, la hiérarchie ecclésiastique et ses liens avec l'exploitation et l'oppression. L'église des pauvres ne représente pas seulement une option morale, mais avant tout une option politico-morale. Les communautés ne se limitent pas seulement à jouer un rôle d'assistantat. Elles veulent jouer surtout un rôle de transformation. C'est ainsi qu'elles participent activement aux actions de masse qui visent à une transformation politique globale de la société. Très souvent, les CEB étudient le socialisme et le marxisme plus à fond que les organisations de gauche elles-mêmes.

Il serait gravement erroné d'avoir une vision utilitariste des CEB. Ils faut les voir et les analyser comme une partie des forces qui luttent pour la libération des peuples. Si nous devons effectivement chercher à influencer leur évolution, tout en apprenant d'elles, nous devons respecter leur autonomie et leur indépendance, comme nous le faisons pour les autres mouvements sociaux.

Finalement, nous avons assisté au cours des dernières années au surgissement d'un puissant mouvement indigène dans différents pays du sous-continent. Ce mouvement regroupe des millions de *Indios*, hommes et femmes, qui luttent pour leurs droits les plus élémentaires. Il a déjà montré ce qu'il peut réaliser à l'occasion du soulèvement indigène en Equateur et, ensuite, de la première rencontre continentale des peuples *indios* à laquelle ont assisté des délégués d'une vingtaine de pays d'Amérique latine.

En conclusion, on ne saurait douter que l'Amérique latine connaît un processus de réorganisation du mouvement de masses. Il ne s'agit pas d'une dynamique spécifique, mais d'une dynamique généralisée.

IV - Les rapports de forces

Depuis la révolution nicaraguayenne, nous assistons à un changement dans les rapports de forces entre les classes sociales. La domination et le contrôle politique de la bourgeoisie nationale étaient le résultat de la crise de la fin des années vingt et du début des années trente et de la politique de front populaire des partis staliniens. Aujourd'hui, cette situation s'est modifiée substantiellement.

Il y a quelques décennies, le développement des courants nationalistes et la situation objective ont amené la majorité des travailleurs à adopter une politique procapitaliste. Le gros du mouvement de masse se trouvait sous le contrôle des courants nationalistes, qui utilisaient les mobilisations dans le seul but d'éviter que tout le surplus économique sorte du pays.

Le mouvement de masse actuel s'exprime de façon indépendante des grands appareils de domination bourgeois. Cette transformation constitue l'aspect décisif de ce qui se passe aujourd'hui.

Ce processus a commencé avec la révolution cubaine. Malgré tout, ses effets sur les grands bataillons de la classe ouvrière sont restés relativement marginaux. Le castrisme des années soixante a représenté avant tout le début de la crise des partis réformistes, en particulier des communistes, et la radicalisation des étudiants.

La révolution sandiniste et l'apparition du PT – en 1979 – ont permis aux mouvements de masse de faire un saut qualitatif. En même temps, (ce qui restait de) la gauche révolutionnaire s'est aussi transformé. Après avoir fait une profonde autocritique de ses déviations foquistes et militaristes, elle s'est engagée dans un travail public, ouvert, dans le mouvement de masse, ou s'est transformée en organisations politico-militaires.

Mais cela n'est pas le seul changement dans les rapports de forces. Le poids relatif des courants réformistes (en particulier les partis communistes) et révolutionnaires du mouvement ouvrier s'est également modifié. Les partis communistes connaissent aujourd'hui une profonde crise politique et sont traversés par deux tendances fondamentales : leur adaptation quasi totale au populisme bourgeois ou petit bourgeois (l'équivalent de la social-démocratisation des partis communistes européens) ou l'assimilation contradictoire du discours de Shafic Handal.

Cependant, ce processus s'est modifié en fonction de la perestroïka. Le discours de Handal a perdu son importance ; en revanche, les appareils staliniens défendent à nouveau très ouvertement une politique de collaboration de classe, résultat de la portée contre-révolutionnaire de la perestroïka en politique internationale. Même dans des pays où les PC avaient réussi à maintenir une certaine stabilité et un certain contrôle du mouvement ouvrier, ils ont aujourd'hui frappés

par la perestroïka. Ainsi, les trois PC qui représentaient une exception, ont eux aussi de sérieuses difficultés. Aussi bien au Chili qu'en Colombie les PC ont subi une série de ruptures alors qu'en Uruguay les staliniens maintiennent encore une force politique et électorale significative.

Le problème n'est pas résolu. Tout au contraire, certains courants révolutionnaires, en particulier ceux qui bénéficient d'une influence de masse, commencent à connaître une certaine crise, avant tout faute de trouver le cadre stratégique capable d'offrir une alternative révolutionnaire aux masses. Indiquons brièvement quelques questions générales qui ont conduit à un affaiblissement, au moins conjoncturel, de la gauche révolutionnaire.

● Cuba a été, dans les années soixante, le grand exemple pour les peuples d'Amérique latine, mais aujourd'hui des doutes sérieux se font jour sur la direction castriste. L'offensive impérialiste contre Cuba sur la question de la démocratie commence à avoir des effets dans des secteurs de masse. Il faut y ajouter l'impact de la perestroïka dans les médias et dans certains secteurs du mouvement, et le sentiment démocratique indiscutable des masses. Tout cela conduit à une prise de distance à l'égard de la direction cubaine.

Il est vrai que l'attitude de Fidel Castro vis-à-vis des bourgeoisies latino-américaines et de certains gouvernements a été assez opportuniste ; par exemple, en faisant au gouvernement mexicain la grande faveur d'avaliser la fraude électorale. Mais le problème majeur est celui de la démocratie ou de l'attitude adoptée face à des événements comme ceux de Pologne ou de Chine. Il ne s'agit pas seulement d'une « intoxication impérialiste ». Aujourd'hui plus que jamais, la gauche révolutionnaire est obligée de clarifier le type de démocratie qu'elle veut construire. Dans la majorité des pays, le schéma « la direction ordonne » a cessé de fonctionner. La lutte contre la corruption des gouvernements populistes ou modernisateurs, contre les bureaucraties syndicales de gangsters, contre la violation des droits de l'homme, etc., a engendré une conscience démocratique très forte. Cuba n'est pas un exemple sur ce terrain.

La crise économique au Nicaragua a frappé sévèrement l'avant-garde latino-américaine. Il existe toujours un grand respect pour la direction sandiniste et sa défense de la démocratie ; mais chaque nouvelle dévaluation de la monnaie, l'inflation, le licenciement de travailleurs ou l'annonce de plans globaux d'austérité ont porté des coups sévères à la gauche révolutionnaire latino-américaine. Il a été très difficile d'expliquer comment dans nos pays respectifs nous luttons contre ce type de plans (souvent moins sévères) et comment au Nicaragua nous les avons soutenus. Nous connaissons les responsabilités de l'impérialisme et que la solution des problèmes économiques du Nicaragua ne se trouvent pas dans ce pays, mais dépend de l'extension de la révolution mondiale. Mais pour des secteurs importants des masses latino-américaines, cela paraît bien abstrait.

● La perestroïka pose de nouveaux problèmes aux révolutionnaires, dans la mesure où elle est exploitée par la propagande anticommuniste (l'échec du communisme) et par les apologistes du marché capitaliste. En outre, la perestroï-

ka est une sorte de coexistence pacifique beaucoup plus dangereuse que la précédente. Elle part d'une idée simple : tout peut et doit être négocié, concerté. De ce fait, ses principaux supports sont les grands moyens de communication et les gouvernements bourgeois. Ainsi, on parle d'importer le modèle afghan ou angolais au Nicaragua ou au Salvador. Sans prendre en compte le fait que les forces en jeu dans ces pays sont incomparables.

Le principal problème réside dans les discussions au sein de l'avant-garde révolutionnaire à propos de la stratégie et de la crise de pays clé comme le Pérou, le Chili et la Colombie. Certains problèmes stratégiques de l'avant-garde révolutionnaire posent les questions suivantes :

● *Le caractère de la révolution*

La discussion traditionnelle sur révolution par étapes ou révolution socialiste semble être résolue après l'autocritique de Handal, la déclaration d'Ortega sur la nature de la révolution sandiniste, la définition socialiste du PT. Toutefois, les affirmations du commandant Tirado Lopez sur la fin prétendue du cycle des révolutions anti-impérialistes et la nécessité d'un *modus vivendi* avec l'impérialisme ont ouvert un débat sur les perspectives dans toute la gauche latino-américaine. La défaite électorale du FSLN, la perte de tout appui du « camp socialiste » et l'interventionnisme accentué de l'impérialisme remettent en question les vieilles approches stratégiques. Se développe un nouveau « réalisme » qui remet en question le caractère viable d'une perspective de rupture révolutionnaire et engendre du scepticisme en ce qui concerne le projet d'une société alternative dans le contexte international actuel. Sous une certaine forme, il s'agit d'un sous-produit des vieilles illusions campistes et des limites dont ont souffert les expériences cubaine et nicaraguayenne dans leur effort de surmonter le sous-développement économique. Cela n'est qu'une partie du problème qui se pose maintenant concrètement, celui du poids de la lutte pour la démocratie et pour une nation indépendante dans la stratégie révolutionnaire.

En fonction d'une certaine réaction à la démagogie populiste, au réformisme stalinien et à une lecture excessivement radicale de Che Guevara, « révolution socialiste ou caricature de révolution », la gauche révolutionnaire a négligé la lutte pour la démocratie et pour la défense de la nation opprimée. Un courant ouvrieriste considérait que nos pays avaient perdu leur caractère de pays semi-coloniaux ou semi-industrialisés ou, pis encore, de « sous-impérialismes ». On était allé jusqu'à affirmer que la seule contradiction significative était celle qui naît du rapport travail salarié-capital, ignorant totalement la contradiction nation opprimée-impérialisme.

A sa façon, la révolution sandiniste a remis les choses à leur place. La lutte pour la démocratie et la libération nationale ont été ses caractéristiques fondamentales. La faiblesse de la classe ouvrière nicaraguayenne et le type de dictature qui sévissait ont très largement déterminé la force et le caractère de cette lutte. Mais ce qui doit être souligné, c'est que, indépendamment du degré d'industrialisation de tel ou tel autre pays, la lutte pour une nation indépendante et pour un

projet démocratique de nation constituent des problèmes clé et, souvent, des détonateurs de crises révolutionnaires

● *Le sujet révolutionnaire*

Le processus de désindustrialisation qui frappe certains pays et l'offensive bourgeoise d'austérité, en particulier le problème du chômage et des licenciements, ont fait que la classe ouvrière, à part celle du Brésil, a perdu partie de son poids politique (en Bolivie, en Uruguay, au Pérou, au Chili, au Venezuela et même en Argentine). Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie aurait rétabli son contrôle sur les organisations ouvrières ; mais que, dans le combat de ceux d'en bas, la classe ouvrière n'a plus le même pouvoir d'attraction et d'organisation qu'avant.

Ce fait a relancé la discussion sur le sujet révolutionnaire en Amérique latine, à quoi s'ajoute l'analyse de la nature de la révolution.

Du fait qu'elle surgit et se développe à partir de l'inexistence d'une révolution démocratique-bourgeoise, la dynamique de la révolution permanente est différente de celle de la révolution anticapitaliste. Les questions stratégiques se posent d'une façon radicalement différente. Aussi bien les forces motrices de la révolution que le type d'Etat auquel elles se confrontent, présentent d'innombrables spécificités. Cela a suggéré l'idée de relancer les concepts de « peuple » et « populaire » qui ont une autre signification en Amérique latine que dans les métropoles impérialistes. On désigne par « peuple » tous ceux d'en bas (les pauvres, les travailleurs, les paysans, les chômeurs, etc.), l'immense majorité de la société, à la seule exclusion de la bourgeoisie et de l'oligarchie. Il est vrai qu'il y a quelques années, les nationalistes bourgeois et les réformistes staliniens ont donné une telle extension à ce concept que n'en étaient exclus que les investisseurs étrangers. Mais la révolution sandiniste et une certaine pratique postérieure de la gauche ont commencé à résoudre cette contradiction.

Bien sûr, si on rompt avec une vision de classe (nous dirions « véritablement populaire »), on risque de confondre le caractère de la révolution – l'analyse de son sujet – avec la nature du parti ou, pis encore, avec le renoncement à un projet d'indépendance politique socialiste, dans lequel ceux d'en bas n'existent plus de façon indépendante mais en fonction d'une fraction de la bourgeoisie.

● *Alliances, fronts politiques et parti*

La crise économique elle-même et l'évolution des courants nationalistes conduisent de façon naturelle à poser la possibilité d'alliances avec des secteurs déterminés de la bourgeoisie. C'est ce que met en évidence la formation de larges fronts d'opposition, en principe établis sur le terrain de la lutte nécessaire pour la démocratie. Les courants bourgeois populistes cherchent à tirer parti des sentiments démocratiques des masses pour les attirer.

Une politique d'alliance des forces révolutionnaires part de la constatation que, avec la crise des partis et des gouvernements bourgeois, ceux d'en haut se divisent et les mécanismes de domination se brisent, et que cela a pour conséquence la possibilité d'isoler des forces les plus rétrogrades. Une telle conception,

cependant, est lourde de dangers. Elle peut amener les organisations de gauche elles-mêmes à donner aux courants populistes bourgeois une représentativité qu'ils n'avaient pas. De ce point de vue, le meilleur terrain pour établir ce type d'alliances est celui de l'action. En principe, l'établissement d'accords électoraux avec des secteurs de la bourgeoisie est profondément erroné. Lors des élections se pose la question du gouvernement, la question de savoir quelle classe doit gouverner. Les accords avec des forces bourgeoises (derrière des candidats et des programmes communs) créent des illusions dans les masses sur la possibilité de solutions intermédiaires, qui n'impliquent pas de rupture (nous ne parlons pas d'accords en défense du droit de vote, qui sont tout à fait corrects).

Voilà pourquoi il est fondamental d'avancer dans la formation de fronts politiques qui tendent à unir les organisations révolutionnaires et de classe (populaires) à l'avant-garde dans le but d'établir des accords sur la base des nécessités et des tâches de la période et de la révolution et d'arracher d'important secteurs du mouvement de masse au contrôle de la bourgeoisie populiste. Ces fronts sont ainsi un instrument fondamental dans la lutte pour la conquête de l'hégémonie dans des alliances possibles ou dans la société. Leur fonction n'est pas conjoncturelle, mais à long terme.

Cela a amené des organisations révolutionnaires à discuter sur le type de parti nécessaire. Une fois atteint le niveau d'implantation qui permet de diriger des dizaines ou des centaines de milliers de personnes en lutte, il faut se préoccuper d'une façon constante de rendre possible un saut qualitatif d'un parti d'avant-garde à un parti de masse. Un exemple typique en est donné par les camarades du PUM. Ils dirigent la Centrale paysanne du Pérou, des courants de classe dans les syndicats et parfois, les syndicats eux-mêmes ; ils ont la majorité de la direction du mouvement des habitants des quartiers populaires et une grande influence sur le mouvement de femmes ; ils avaient la fraction parlementaire la plus importante de la gauche et, malgré cela, ils restent un parti qui ne dépasse pas deux mille militants réels. Quelque chose de similaire s'est produit dans d'autres partis révolutionnaires comme le PRT au Mexique, et cela peut arriver à A Luchar en Colombie et au MLN en Uruguay.

Il y a eu des tentatives différentes de réponse à ce problème, qui reflètent la nécessité de réadapter les projets politiques en fonction des changements qui se sont produits dans la composition du sujet révolutionnaire et des dynamiques nouvelles du mouvement de masses. Des expériences comme celle du PT au Brésil et du MPP en Uruguay indiquent la diversité des réponses en rapport avec des situations nationales différentes. Toutefois, il est clair qu'il n'est pas possible de donner des réponses par un simple effort de diluer politiquement et organisationnellement les projets révolutionnaires et que la solution du problème de la transformation des partis en partis de masse dépend en dernière analyse d'un large processus de maturation politique du mouvement de masse lui-même.

● *La stratégie militaire des partis révolutionnaires*

A ce niveau, nous pouvons établir deux catégories.

a) les organisations politico-militaires. Partant d'un critique du foquisme postérieur à la révolution cubaine, de la conception réformiste, légaliste et

gradualiste des partis communistes et de la vision ouvriériste insurrectionnaliste de certains trotskystes, ces organisations se sont transformées qualitativement en appliquant une politique de masse dirigée vers la prise du pouvoir. La force de masse de ces organisations, en particulier au Salvador, en Colombie et, à un certain moment, au Guatemala, est indéniable. Y compris à l'intérieur des organisations syndicales et des grandes centrales, ces courants ont un poids spécifique considérable.

Ils partent de l'idée que la stratégie révolutionnaire est un tout où se combinent les tâches politiques et militaires, sans contradiction apparente. Leur histoire atteste leur capacité de mobilisation. Néanmoins, leur histoire est marquée par un ensemble de problèmes liés à cette conception.

b) les organisations révolutionnaires non armées. Leurs hypothèses stratégiques sont beaucoup plus approximatives. Leur rapport avec le mouvement de masse est plus naturel et fluide. En pratique, elles luttent pour l'auto-organisation et la création de grandes centrales du mouvement (ce qui n'exclut pas de pratiques hégémonistes de leur part). Cependant, une fois atteint un certain niveau d'implantation et dès que la possibilité existe d'affrontements avec la police ou l'armée, ou quand le degré de déséquilibre des partis ou gouvernements bourgeois ouvre une crise politique des appareils de domination en créant des conditions favorables à des ruptures révolutionnaires, une organisation de parti liée au parlementarisme et, plus généralement, aux mécanismes institutionnels et ayant une pratique limitée aux revendications immédiates dans le mouvement de masses, devient un obstacle.

● *La transition*

La situation au Nicaragua, la discussion sur la perestroïka et la rectification, le débat sur les dangers de la bureaucratie, l'idée que la révolution ne résout pas les problèmes du sous-développement, etc., ont mis en discussion le problème de la transition.

La richesse de l'expérience démocratique nicaraguayenne est une source vitale pour la gauche latino-américaine. Mais la terrible situation économique a poussé à la réflexion. Il y a une forte tendance idéologique à identifier lois du marché et démocratie, comme si celle-ci ne pouvait pas exister sans celles-là, et à croire que le marché est la condition pour surmonter la misère et la faim. Aujourd'hui, au Nicaragua, personne ne met en doute que les lois du marché ont fonctionné dans toute leur dimension, et que cela a plongé le peuple dans la misère. C'est évident que les décisions prises par les sandinistes dans ce domaine ont été surdéterminées par la politique de l'impérialisme et des Etats ouvriers bureaucratés. Malgré tout, il s'agit là d'une réalité accablante.

Sur le terrain économique, il est nécessaire de revendiquer le modèle cubain. Il n'y a pas de comparaison possible entre la situation sociale de Cuba et celle du reste de l'Amérique latine. A ce sujet, les statistiques permettent de mettre en évidence la supériorité d'un système économique non capitaliste malgré ses déformations.

Mais cela ne résout pas le problème de la démocratie. Or, à ce sujet, la sensibilité de la gauche révolutionnaire latino-américaine commence à être

décisive. Sa réaction à la répression de Tien-an-men a été une première preuve que quelque chose de fondamental était en train de changer.

● *Les difficultés de consolidation de la gauche révolutionnaire*

Ces débats stratégiques sont déterminés par le contexte international et ses répercussions en Amérique latine : l'effondrement du « camp socialiste », la reprise d'initiative de la part de l'impérialisme, l'isolement et la crise du castrisme et des courants castristes, le renforcement d'une idéologie possibiliste et gradualiste, une certaine crise des institutions bourgeoises et l'apparition de courants sociaux-démocrates au sein même des partis révolutionnaires et de classe.

La chute du mur de Berlin a été saluée par le gros des partis révolutionnaires et de gauche. Il s'agissait d'empêcher que les gouvernements bourgeois se saisissent des événements de l'Europe de l'Est. Cependant, l'effondrement du « camp socialiste » a des conséquences quant à la définition des hypothèses stratégiques.

Jusqu'à récemment, la gauche latino-américaine avait pour dogme de considérer le « camp socialiste » comme arrière-garde de la révolution. En privé, on pouvait critiquer la bureaucratie, mais publiquement on défendait le « camp ». Selon cette vision, on expliquait que le « camp socialiste » neutraliserait toute possibilité d'intervention des Etats Unis. Tout cela dans le cadre d'une révolution qui ne dépasserait pas les frontières nationales.

Aujourd'hui, le « camp socialiste » n'existe plus. Et une grande partie de la gauche révolutionnaire qui s'est formée et éduquée en référence au castrisme se retrouve sans point de référence international. Pour Fidel, l'ennemi unique est l'impérialisme, en particulier nord-américain. Cela détermine toute sa politique. Sa nostalgie du « camp socialiste » part de l'idée que la chute du mur de Berlin change les rapports de forces en faveur de l'impérialisme. L'intervention à Panama et les accords du Costa-Rica en sont à ses yeux une confirmation.

Il s'agit là d'une conception déformée qui reflète néanmoins une partie de la réalité. La perestroïka, plus que la chute du mur de Berlin, a eu des conséquences négatives en Amérique latine. La réapparition du gradualisme et de l'institutionnalisme en sont l'expression la plus évidente. Il y a quelques années, la crise des PC latino-américains s'était manifestée par l'apparition du « handalisme » (revendication de la révolution, critique de la conception étapistes, etc.). Aujourd'hui cela semble totalement dépassé par la perestroïka.

Certes, Fidel Castro se trompe totalement quand il identifie le socialisme avec les gouvernements dictatoriaux d'Europe de l'Est. En refusant de se démarquer de ces gouvernements et de changer les rapports hiérarchiques et bureaucratiques existant à Cuba, le castrisme s'est isolé. Aucune organisation révolutionnaire ne peut se solidariser avec cette vision sans risquer de perdre toute chance dans son propre pays. On ne peut pas lutter pour la démocratie tout en défendant le parti unique et les rapports bureaucratiques à Cuba. Le castrisme devient ainsi une idéologie de plus en plus archaïque et de moins en moins attractive. Mais cela ne comporte pas de progrès substantiels de la part de la gauche révolutionnaire. Les courants sociaux-démocrates en gestation dans les organisations de la

gauche ne se limitent pas à exorciser le castrisme, elle rejette également la révolution. Pour eux, la situation mondiale est si complexe qu'on ne peut que préconiser une modernisation économique et sociale dans une démocratie parlementaire (consensus). Des courants de ce type sont apparus dans le PCM, le MIR, le PT, le MIR (Venezuela) et même dans le PRT mexicain.

Cette situation est rendue encore plus problématique par des comportements comme celui du gouvernement sandiniste qui a signé les accords de San José, surtout avec la justification qu'en donne Humberto Ortega. Tout le monde connaît la terrible situation économique du Nicaragua et l'importance pour les sandinistes de mettre fin à la guerre. Mais cela ne justifie pas une telle attitude politique. La négociation de San Isidro est fille légitime de la perestroïka. Pour Gorbatchev, la révolution salvadorienne est une « mouche dans le lait » et il fait donc pression sur Cuba et le Nicaragua pour qu'ils ne la soutiennent pas.

Il faut ajouter à cela le danger qui menace aujourd'hui la révolution cubaine. Gorbatchev semble avoir décidé de faire rentrer dans le rang la direction castriste par le biais d'une réduction progressive de l'aide économique. Le but recherché est de forcer à un changement de politique sinon de provoquer une explosion sociale. Les différences avec d'autres pays d'Europe de l'Est sont multiples. Il y a toujours des secteurs fondamentaux des masses qui soutiennent Fidel. Mais Bush est beaucoup plus intéressé à restaurer le capitalisme à Cuba qu'en Roumanie, en Hongrie, en Pologne ou même en Tchécoslovaquie. Cuba est une plaie ouverte pour les Etats-Unis. C'est un symbole à abattre. C'est pour cela que les journaux et la télévision de Miami développent un travail impressionnant parmi le million d'exilés, afin de préparer une intervention. La défense de la révolution cubaine est aujourd'hui une tâche prioritaire. Cuba est un symbole pour nous aussi. Mais tout en défendant la révolution cubaine, il faut faire pression pour que se produisent les changements nécessaires. La gauche révolutionnaire doit s'adresser à la direction castriste pour lui réclamer la démocratisation.

Certains de ces points de réflexion ont été abordés à l'occasion de la rencontre de partis et organisations de gauche d'Amérique latine et de la Caraïbe, convoqué en 1990 par le PT brésilien. Il est possible que cette rencontre ait marqué la fin d'un cycle et le début de quelque chose de nouveau. Entre autres, la gauche latino-américaine a démontré sa volonté de faire face à la situation actuelle dans un esprit critique et autocritique ; ce qui permet d'esquisser l'élaboration d'une nouvelle pensée libérée des dogmatismes, des fantasmes et des paradigmes.

● *Leçons du Nicaragua*

Il faudra finalement analyser la signification de la défaite électorale du FSLN. L'étranglement économique avait amené les sandinistes à adopter deux plans de réajustement, qui ont eu des conséquences très négatives sur le niveau de vie du peuple.

Le premier plan (février 1988) comportait déjà des attaques contre le niveau de vie. Toutefois, trois aspects centraux subsistaient : un nivellement de salaires significatif, le maintien, grâce au subside, des prix de quarante-cinq produits du panier de base et le maintien d'une politique de plein emploi. Ce plan s'est réalisé

en mobilisant la population, notamment pour le changement de la monnaie. A l'époque, le peuple avait encore une grande confiance dans le gouvernement sandiniste. Ce premier plan n'a duré que quatre mois : mais, d'un côté, il a provoqué un taux d'inflation sans précédent et, de l'autre, il a produit un certain processus de décapitalisation.

En juin 1988, un deuxième plan a été lancé qui a frappé plus durement les travailleurs des campagnes et des villes. Les produits inclus dans le panier de base ont été réduits à quatre (riz, sucre, huile et haricots). Le contrôle des prix a été éliminé de façon indiscriminée sans augmenter pour autant les salaires des travailleurs. En même temps, on a procédé à une première réduction du nombre des fonctionnaires de l'Etat, en accroissant ainsi le chômage et le sous-emploi. Finalement, on a introduit une indexation du crédit de l'APP aux petits producteurs paysans (les taux d'intérêt changeaient en fonction de l'inflation). La combinaison des deux plans de réajustement a eu comme conséquence qu'à la fin de l'année 1988 l'économie nicaraguayenne se trouvait dans une situation de banqueroute presque totale. L'inflation avait atteint 36 000 %, c'est-à-dire 100 % par jour ; le PNB avait diminué de 9 %, le PNB par tête d'habitant de 12,1 % et les exportations de 15,5 % alors que les importations avaient augmenté de 9,1 %.

Cette politique de réajustement a comporté une paupérisation plus grande de la population. En même temps, l'application d'un plan d'une telle nature ne permettait pas de mobiliser le peuple (certains ont parlé d'« *un plan sans le peuple* »). Le commandant Carrion expliquait que l'époque des grandes réformes était révolue et que le moteur de la relance économique résidait dans les investissements étrangers et le secteur privé. Pour atteindre ce but, les sandinistes devaient être crédibles aux yeux des investisseurs. Par conséquent, la politique sociale de la révolution s'est vue ralentie.

Par ailleurs, il faut souligner que les pressions exercées par les prétendus pays socialistes devenaient insupportables pour les sandinistes, surtout en tenant compte du fait que l'ensemble de l'aide de l'Europe orientale au Nicaragua avait atteint sept milliards de dollars ; ce qui était peu par rapport aux besoins du pays, mais beaucoup aux yeux des technocrates soviétiques. Voilà ce qui explique pourquoi la bureaucratie soviétique s'est félicitée de la victoire de l'UNO. Pour les Soviétiques la victoire de Violeta Chamorro implique une économie de pétrole, de dollars et d'armement. Le retour à la « normalité » signifie que le Nicaragua rentre dans la zone dont est « responsable » l'impérialisme non seulement sur le terrain politique, mais aussi et surtout sur le terrain économique. Il ne faut pas oublier cet élément lorsqu'on analyse la conception des sandinistes sur ce qu'il était possible de faire et sur la nécessité de reformuler leurs rapports avec l'impérialisme nord-américain.

L'aide de l'Europe orientale n'était pas suffisante pour faire redémarrer l'économie nicaraguayenne. La guerre avait provoqué des dégâts de l'ordre de douze milliards de dollars ; 50 % du PNB était destiné à la défense. Par ailleurs, au cours des dernières années, il y a eu une détérioration encore plus grande des termes de l'échange en ce qui concerne les matières premières d'exportation, de

même qu'une réduction importante des surfaces de la production du coton. Tout cela dans le contexte de l'embargo commercial des Etats-Unis. Il faut ajouter, en outre, les ravages provoqués par l'ouragan Joan (environ sept cents millions de dollars). Les sandinistes ont tiré la conclusion qu'ils avaient un besoin urgent d'obtenir des lignes de crédit de part la des Etats-Unis et la levée du blocus commercial. C'est cette approche qui les a poussés à avancer les élections.

Les effets économiques et sociaux de la crise ont été spectaculaires. De 1987 à 1989, les investissements publics sont tombés de 66 % et trente-cinq mille personnes ont été licenciées dans le secteur public. Le PNB par tête d'habitant a chuté de 27,4 %. Le salaire réel, pour une base cent en 1980, est passé à onze en 1987, cinq en décembre 1988 et un le 1^{er} janvier 1989. En d'autres termes, les plans de réajustement ont suivi les mêmes critères imposés à l'ensemble des pays d'Amérique latine. Avec une seule différence fondamentale : le Nicaragua n'a pas reçu en échange de ces plans des devises fraîches permettant à l'économie de souffler.

Une telle situation a eu des conséquences sérieuses sur les rapports entre le FSLN et les masses. La plupart des dirigeants des organisations de masse ont appuyé résolument les plans de réajustement. L'exemple le plus éloquent est celui de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), qui a soutenu publiquement les licenciements dans le secteur de l'Etat. Autre exemple : les Jeunesses sandinistes (JS 19) ont appuyé des plans réactionnaires de restructuration de l'université du même style que ceux qu'ont adoptés d'autres pays d'Amérique latine ; par conséquent, les JS ont perdu des élections universitaires. A plusieurs reprises, ce sont les ministres qui ont rappelé aux dirigeants des organisations de masse qu'elles devaient prendre leurs distances par rapport aux projets économiques que le gouvernement avait dû adopter.

Ce serait trop simple d'attribuer maintenant aux dirigeants des organisations sociales la responsabilité de décisions qui n'étaient pas les leurs. Les sandinistes se sont efforcés de colmater la brèche par la tenue de l'émission « Face au peuple ». On sait que les dirigeants sandinistes locaux ont souvent préparé ces rencontres pour remettre en question la politique centrale du gouvernement et, à plusieurs occasions, ils ont obtenu des concessions importantes. C'est sous la pression de telles assemblées que Daniel Ortega a été obligé de modifier sa politique économique. Néanmoins, ces petites manifestations du pouvoir populaire n'ont pas pu se développer et s'exprimer par les grandes organisations de masse. Un secteur des sandinistes estimait que de telles consultations pouvaient remplacer de véritables consultations des travailleurs. Les faits ont prouvé toutefois, un élément qu'il faut absolument comprendre : à des moments d'euphorie révolutionnaire (lorsqu'il existe une confiance illimitée dans l'avant-garde) une démocratie d'une telle nature apparaît comme suffisante ; mais, dès que la crise éclate, cette démocratie plébiscitaire non seulement ne fonctionne pas, mais souvent provoque même un plus grand mécontentement. Le problème est d'arriver à une démocratie directe (la création d'une structure institutionnelle où les organisations sociales puissent exercer leur pouvoir) lorsque l'euphorie révolutionnaire existe encore. Il est plus difficile de la développer par la suite.

Une sorte d'éloignement a commencé à se produire entre le FSLN et les masses, et notamment entre les organisations sociales et les masses. L'aspect le plus troublant de la campagne électorale a été le fameux meeting de clôture du FSLN. Plus de la moitié des gens qui avaient participé à ce meeting et aux manifestations qui l'avaient précédé, en bouleversant la capitale toute entière (en gros, 35 % de sa population), ont voté pour l'UNO. Il faut se demander pourquoi cela s'est passé. Des secteurs assez larges de la population et des organisations sociales étaient animés par un certain sentiment de crainte, de rancœur à l'égard des cadres sandinistes. Beaucoup de ceux qui ont participé au meeting, l'ont fait tout simplement sous une pression sociale, pour ne pas montrer leurs sentiments à des dirigeants qui leur demandaient de se mobiliser pour soutenir la politique d'austérité du gouvernement, alors même que certains d'entre eux commentaient à avoir un niveau de vie un peu différent de celui de l'ensemble des travailleurs.

Mais le facteur fondamental de la victoire électorale de l'UNO réside dans les cinq années de guerre et le maintien du service militaire obligatoire, qui ont pesé de façon substantielle sur la conscience de la population. Des secteurs importants de la population avaient tiré la conclusion qu'une victoire du FSLN n'aurait pas supposé la fin de la guerre mais, au contraire, son aggravation.

C'est sur ce terrain qu'il faut noter une faiblesse dans les analyses sur la situation au Nicaragua. Tout le monde signalait que la Contra avait été battue militairement et que cela éliminait un élément clé de la politique nord-américaine basée sur la stratégie « de conflits de basse intensité ». Mais la réalité était tout à fait différente. Du point de vue militaire, il est vrai que la Contra n'avait aucun futur dans le sens qu'elle ne pouvait pas être l'instrument d'une conquête du pouvoir. Mais il est difficile de croire que l'impérialisme avait cette approche. Pour lui, la Contra était un instrument de déstabilisation qui jouait un rôle essentiel pour la formation d'un instrument civil solide. C'est le cardinal Obando qui a permis de renforcer l'activité déstabilisatrice de la Contra et de créer une alternative politique de droite apparemment autonome. C'est la division du travail entre le cardinal et la Contra qui a rendu possible la victoire de l'UNO.

La guerre a provoqué environ cinquante mille morts, c'est-à-dire 1,66 % de la population (pour un pays comme la France, cela équivaldrait à plus de huit cents mille morts et pour les Etats-Unis, à plus de trois millions et demi). Il faut y ajouter le nombre de blessés et d'handicapés de guerre, ainsi que les gens qui ont été déplacés et ont perdu leurs maisons. En d'autres termes, presque toutes les familles ont perçu concrètement la signification de la guerre. C'est pour y mettre fin que la majorité a voté pour l'UNO.

Voilà les causes fondamentales de la défaite. Mais il y en a une autre, très importante. Un peuple ne peut accepter les restrictions et les difficultés auxquelles ont dû faire face les Nicaraguayens qu'à la condition d'avoir un pouvoir de décision très réel sur les choix. Une politique de réajustement impliquant une réduction du niveau de vie ne peut être acceptée que si elle est décidée par ceux qui en font fondamentalement les frais.

Pour nous, le problème n'est pas celui du niveau des nationalisations réalisées par le gouvernement sandiniste. Souvent, on parle du Nicaragua comme s'il s'agissait de la France ou du Japon. Certes, il y a eu dans la politique économique du gouvernement nicaraguayen des erreurs, qui ont eu des répercussions sérieuses sur l'état d'esprit des masses. Toujours est-il que croire que dans un pays comme le Nicaragua, les nationalisations auraient résolu les problèmes sociaux de la population revient à ne pas comprendre ce qu'est le sous-développement. La politique économique des sandinistes a été déterminée, essentiellement, par les contraintes de la situation internationale.

Prendre l'exemple de Cuba, c'est bien pour des meetings. Mais la situation à Cuba était tout à fait différente. La révolution cubaine a eu lieu dans des moments d'euphorie de la bureaucratie soviétique. Nikita Khrouchtchev était profondément convaincu que l'URSS dépasserait en quelques années le niveau de productivité du travail des Etats-Unis. L'aide soviétique à Cuba n'est pas comparable à celle reçue par le Nicaragua. Dans un pays comme le Nicaragua, une politique de collectivisation des moyens de production exige inévitablement un soutien international important, pour éviter l'abîme.

Nous estimons que la faiblesse fondamentale de la révolution sandiniste a résidé dans le fait que le pouvoir populaire direct n'existait que sous une forme très limitée. Depuis 1984, on n'a introduit aucune forme de représentation directe des organisations de masse. La disparition du Conseil d'Etat a éloigné les masses organisées du cadre où étaient prises les décisions politiques fondamentales. Les sandinistes ont estimé que le problème pouvait être résolu par l'intégration de la majorité des dirigeants des organisations sociales dans l'assemblée sandiniste (une espèce de comité central du FSLN). De toute évidence, cela n'a pas été le cas.

Peu à peu le FSLN a commencé à mettre l'accent sur l'importance des élections telles qu'elles existent dans les pays capitalistes, dans une certaine mesure en les théorisant. De notre part, nous n'avons pas signalé explicitement les limites d'une telle voie. Aujourd'hui, nous ne devons pas commettre l'erreur opposée en critiquant les sandinistes pour avoir réalisé des élections d'une telle nature. Nous apprécions le fait que les sandinistes aient maintenu les libertés politiques fondamentales et le caractère démocratique de l'ensemble du processus dans une situation de guerre contre-révolutionnaire nourrie par l'impérialisme nord-américain.

Toujours est-il que le mécanisme démocratique qui a été choisi comporte les limites du parlementarisme bourgeois : la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif (ce qui a toujours eu comme conséquence le renforcement du pouvoir présidentiel) et une délégation de pouvoirs pour une période considérable (six ans) en l'absence de mécanismes de contrôle par les électeurs. Voilà deux traits qui expriment les limites de la démocratie parlementaire. Il est donc nécessaire de revendiquer la démocratie de base, une démocratie populaire qui, au Nicaragua, aurait pu se concrétiser en faisant des municipalités la base du pouvoir et en garantissant non seulement le multipartisme et la liberté aux élections, mais aussi le droit des électeurs à révoquer les élus et, par conséquent,

d'exercer un contrôle permanent sur leurs représentants. Il est évident que cela aurait permis au peuple nicaraguayen d'éviter une majorité parlementaire réactionnaire élue pour six ans. Si ceux qui ont voté pour l'UNO s'en repentissent, ils n'ont aucune possibilité de changer la situation dans le cadre institutionnel dans l'immédiat. La majorité ne pourra être changée que par une grève générale ou l'éclatement d'un mouvement populaire de grande envergure qui impose de nouvelles élections. La méthode que nous indiquons rejette, en principe, l'idée qu'un gouvernement soit légitime une fois pour toutes. Le délai fixé en termes d'années par la démocratie parlementaire bourgeoise reflète les limites de cette conception de la démocratie. La légitimité d'un gouvernement doit être conquise chaque jour.

Voilà un thème qu'il faut discuter dans la gauche révolutionnaire latino-américaine qui a été durement frappée par la défaite. La critique esquissée à l'égard du FSLN est un élément clé de la réponse qu'il faut donner à ceux qui font aujourd'hui leurs adieux aux révolutions anti-impérialistes. La construction du pouvoir populaire direct reste un objectif à réaliser. Seul un pouvoir d'une telle nature peut constituer la base permettant de résister à une politique d'agression impérialiste, dans la mesure où ce sont les travailleurs des campagnes et des villes qui décident de leur destin.

Comme on pouvait s'y attendre, la défaite électorale sandiniste a provoqué en même temps une discussion sur la nature de la révolution nicaraguayenne, de l'Etat qu'elle a créé et de l'Etat qui existe maintenant. Il va de soi que la IV^e Internationale doit participer à ce débat. Mais elle ne doit pas concentrer son attention uniquement sur ce point. Les discussions qui se développent sur ce qui s'est passé et sur ce qu'il faut faire pour que le FSLN revienne au gouvernement sont si riches qu'il ne faut pas les négliger.

Avant tout, la révolution nicaraguayenne a été une révolution nationale, populaire, démocratique et anti-impérialiste dans laquelle la participation de composantes classistes a été assez réduite. Cela n'est pas sans importance. Contrairement à ce que pourraient penser certains sectaires, on ne saurait attribuer le profil bas des composantes classistes à des faiblesses de la direction ou à une politique d'alliances avec la bourgeoisie. L'explication doit aller plus loin. La stratégie sandiniste de conquête du pouvoir était la seule voie possible dans un pays comme le Nicaragua. Elle était déterminée par le type de société et par le niveau de conscience de la population. Les sandinistes ont réussi à réaliser une chose qui représente une source d'inspiration pour la gauche révolutionnaire latino-américaine : jouer le rôle d'avant-garde dans la lutte pour fonder à nouveau – ou tout simplement fonder – la nation avec un projet autonome et souverain face à l'impérialisme. Du point de vue de son contenu social et de ses forces motrices, c'était un projet démocratique et populaire. Sa particularité – ce qui le différenciait d'autres processus révolutionnaires latino-américains ou plus généralement du tiers monde – a été constituée par le caractère socialiste, révolutionnaire, du FSLN. En d'autres termes, la magnifique idée de José Carlos Mariategui, selon laquelle la tâche des révolutionnaires latino-américains était d'opérer la fusion de la pensée scientifique sociale la plus élevée du monde

développé (le marxisme) avec la réalité indo-américaine, s'est concrétisée dans le FLSN. Voilà son grand acquis.

Daniel Ortega a expliqué que la révolution sandiniste était socialiste. C'est incontestable dans le sens où elle a ouvert la voie dans cette direction. Il n'était possible de « fonder à nouveau » ou de « fonder réellement » la nation nicaraguayenne, autonome et souveraine par rapport à l'impérialisme, qu'avec une perspective socialiste. En d'autres termes, le 19 juillet 1979, le Nicaragua a commencé son parcours vers la construction d'une société socialiste.

Nous avons souligné déjà auparavant l'importance d'introduire dans nos analyses et dans notre approche politique sur ce continent le concept de « peuple ». C'est celui qui explique le mieux l'ensemble non seulement des secteurs qui constituent les forces motrices de la révolution, mais aussi de ceux qui s'acheminent vers la construction d'une autre société sans exploitation. Le « peuple », ce sont ceux d'en bas, les pauvres d'Amérique latine. La révolution sandiniste a été une révolution des pauvres, de ceux d'en bas ; et l'Etat qui a été créé est leur Etat.

Croire que la révolution sandiniste n'a pas changé qualitativement la nature de l'Etat qui existait sous Somoza revient à ne rien comprendre de la révolution dans le monde colonial et semi-colonial, à vivre de schémas et pour des schémas.

La IV^e Internationale a caractérisé l'Etat né le 19 juillet 1979 d'« Etat ouvrier ». Cette formule – comme toute catégorie analytique, y compris celle d'Etat bourgeois – peut s'appliquer à des réalités très différentes. Selon nous, l'Etat sandiniste a une nature prolétarienne, du fait de l'existence d'un pouvoir ouvrier, paysan et populaire. D'une telle caractérisation, nous pouvons tirer deux conclusions : 1) dans le cadre du nouvel Etat, la colonne vertébrale est constituée par les forces armées sandinistes et les milices populaires ; 2) pour gagner, la contre-révolution bourgeoise devra démanteler cet Etat et reconstruire l'Etat bourgeois détruit lors de la chute de Somoza.

L'essentiel, c'est de comprendre que le 19 juillet il y a eu un changement qualitatif du cadre de l'Etat, que ce changement a été déterminé par le type de révolution (démocratique populaire) et que, sur la base d'un tel Etat, la construction du socialisme a commencé. Cet Etat n'a pas été changé par la victoire de Violeta Chamorro. Aujourd'hui il y a une contradiction entre le gouvernement de l'UNO et l'appareil d'Etat de la révolution. Cette contradiction tendra à se résoudre dans le cadre soit d'un progrès de la révolution soit de la victoire de la contre-révolution.

En conclusion, les élections de février 1990 signifient une grave défaite politique pour le FSLN. Le pouvoir révolutionnaire n'a pas été démantelé, mais la coalition de forces contre-révolutionnaires représentée par la UNO se sont emparées du gouvernement et d'autres positions importantes au sein de l'appareil d'Etat. De larges secteurs populaires se sont retrouvés désorientés et démoralisés. Le FSLN a rapidement réagi, en affirmant sa décision de ne pas céder le contrôle de l'armée et de défendre les conquêtes sociales en s'appuyant sur la mobilisation populaire. Les négociations avec le gouvernement Chamorro ont été entamées afin de réaliser ces objectifs.

Une année après les élections, il est difficile de prévoir quelle sera la conclusion de cette étape où la révolution est menacée. Il y a eu de grandes luttes et des grèves contre la politique du gouvernement, qui ont été appuyées par l'armée et dans lesquelles, en dépit des ordres du gouvernement, l'armée et la police n'ont pas agi comme des forces de répression. Cela nous donne de l'espoir.

Mais, en même temps, de faits graves se sont produits qui mettent en danger les conquêtes sociales et politiques de la révolution : entre autre, un désarmement massif de la population, la privatisation d'une partie importante du secteur public et la répression à l'égard des officiers de l'armée populaire sandiniste (EPS) qui avaient livré au FMLN salvadorien des moyens de défense anti-aérienne. Des mesures comme celle-ci affaiblissent la révolution. La solidarité et le dialogue avec le FSLN sont plus nécessaires que jamais.

Le nouveau panorama mondial engendre une difficulté supplémentaire pour la gauche révolutionnaire, d'autant plus aujourd'hui que le rapport de forces lui est défavorable. Il ne semble pas qu'à court terme les courants réformistes retrouveront une hégémonie dans le mouvement de masse. La crise économique et sociale elle-même limite les possibilités pour ces courants gradualistes, d'autant plus si on considère que la bourgeoisie latino-américaine est maintenant confrontée à de nouveaux concurrents d'Europe de l'Est qui réclament des crédits et des investissements impérialistes. La gauche révolutionnaire, avec près de trente années d'expérience et une implantation de masse significative, commence à affronter un nouveau défi : faire la révolution à une époque où tout paraît négociable, y compris les principes (c'est en tout cas ce que disent les néo-bureaucrates du Kremlin).

V - Notre orientation

Il est évidemment impossible de fixer une seule orientation pour toutes nos sections. Il n'y a pas de modèle ni d'orientation uniques pour se construire, valables en tout moment et en tout lieu. La révolution nicaraguayenne et la constitution du PT au Brésil ont inspiré des tentatives d'en répéter l'expérience. Nous cherchons à construire des grands partis révolutionnaires de masse. Mais il y a des variantes innombrables pour y parvenir.

Nous pouvons discuter de nos expériences concrètes et en tirer quelques conclusions. De façon schématique, nous pouvons parler de quatre types différents de construction :

a) l'apparition d'un parti ouvrier de masse comme le PT a rendu possible en son sein le développement d'un courant marxiste-révolutionnaire qui travaille à sa construction avec un maximum de loyauté. Son parti est le PT et son (notre) intérêt est d'aider à ce que les positions révolutionnaires socialistes gagnent du terrain dans ses rangs.

Le développement, les succès et les épreuves qu'a connus le PT nous indiquent qu'il est nécessaire d'engager, avec l'ensemble des militants, une

réflexion de type stratégique. La victoire électorale et, surtout, le fait qu'un gouvernement du PT ne paraisse pas une chose impossible aux yeux des secteurs importants de la population, posent une série de problèmes difficiles.

Si, à plus ou moins court terme, le PT n'engage pas la discussion sur la question de savoir comment il faut mettre en place une politique de rupture avec le capitalisme, le risque existe que les courants les plus conservateurs, sociaux-démocratisants, misent sur la construction d'un parti qui « trouve » sa place dans la société brésilienne en obtenant des « parcelles de pouvoir » sur le terrain parlementaire ou municipal. Mais avec notre poids au sein du PT et la qualité de nos cadres, nous pouvons être la force motrice pour gagner la majorité du parti à une conception révolutionnaire.

b) le développement d'un parti révolutionnaire indépendant avec une influence de masse s'est produit, fondamentalement, dans le cas du PRT mexicain. Avant l'apparition du néocardénisme, on a failli réussir la convergence du gros de la gauche révolutionnaire autour du PRT. Celui-ci avait atteint un tel degré d'hégémonie que le gros de la gauche révolutionnaire se définissait autour de ses initiatives. L'intégration de la gauche au néo-cardénisme, au PRD, a marqué un recul très significatif dans la formation d'une alternative révolutionnaire.

Le PRT est aujourd'hui la seule organisation socialiste nationalement implantée. Dans la pratique, cela implique, au moins pour les prochaines années, un processus de construction en terme d'autodéveloppement du parti. En tous cas, il sera fondamental de prendre une série d'initiatives en direction du PRD qui, tout en étant un parti nationaliste-bourgeois, compte avec une base de gauche très importante. Nous devons établir avec lui une alliance privilégiée en vue de dégager les cadres radicalisés, essentiellement dans la lutte de masses.

Pour aboutir à une transcroissance des organisations sociales, il faut que l'essentiel des initiatives soient prises dans le but de réaliser une politique unitaire. En même temps, on doit promouvoir un débat idéologique avec les néocardénistes, en particulier avec ceux qui se réclament de la lutte des travailleurs. Le PRT apparaît comme le deuxième choix pour beaucoup d'entre eux. Si, comme nous le pensons, le PRD connaît des difficultés avec le développement de la contradiction entre la radicalisation de ses partisans et sa politique électoraliste, il sera de nouveau possible de proposer une politique de regroupement.

c) l'intégration à des projets révolutionnaires en formation ou déjà développés a été le chemin choisi par notre section colombienne. L'intégration de nos camarades dans A Luchar s'est faite à partir d'une série d'accords politiques qui ont tourné pour l'essentiel autour de la situation colombienne. De beaucoup de points de vue, A Luchar résume le processus de recomposition de l'avant-garde révolutionnaire colombienne avec tous ses acquis et ses déformations. Cette organisation regroupe différents dirigeants de la Centrale unitaire des travailleurs, du mouvement paysan et d'autres organisations de masse.

A Luchar manque de clarté sur sa nature : front de masse d'une organisation politico-militaire ou parti révolutionnaire avec une influence de masse ? Une définition claire sur cette question marquera un progrès majeur dans la construction de ce projet.

Il y a également le problème de la situation du pays. La sale guerre lancée par le gouvernement réduit considérablement les espaces politiques de participation. Pour la bourgeoisie, la situation d'instabilité du pays oblige à liquider les communistes. Le mouvement populaire n'a pas réussi à construire une organisation capable d'arrêter la répression déclenchée par la bourgeoisie et le gouvernement. Nos camarades peuvent jouer un rôle central dans la lutte démocratique, pas nécessairement au niveau des élections.

d) la participation à un front politique révolutionnaire, tout en maintenant une existence indépendante, est l'expérience très importante que nos camarades Uruguayens ont fait avec la formation du Mouvement de Participation Populaire (MPP). Au sein de celui-ci convergent différents courants : le MLN, le PVP, le MRO et le PST, ainsi qu'un secteur important d'indépendants.

Le MPP est né de la crise du Frente Amplio, produit de l'acceptation par celui-ci de la transition telle qu'elle a été conçue par les militaires et la bourgeoisie, c'est-à-dire en vue d'instaurer une démocratie sous tutelle. Cette crise a connu son point culminant avec la sortie du PGP et de la démocratie chrétienne en fonction de leurs attentes électorales. L'autre acteur de cette crise a été le PCU, acharné à jouer le rôle de champion de la concertation avec les partis traditionnels comme « seule possibilité de sortir l'Uruguay de sa profonde crise ». Dans ce but le PC a démobilisé les masses, devenant ainsi le principal obstacle au mouvement.

Le MPP apparaît comme un regroupement des secteurs qui poursuivent la lutte, ont défendu le référendum et avancé dans la création des commissions de quartier, devenant dans les faits les moteurs des grandes actions de masse. Il est confronté à trois défis importants : élaborer une alternative globale face au projet conservateur rétrograde, être un facteur de la recomposition du Frente Amplio sur des bases totalement différentes, et se transformer en une référence révolutionnaire de masse.

Evidemment, le MPP fait toujours face à des difficultés innombrables, en particulier à une conception hégémoniste qui peut le faire apparaître comme une manœuvre pour la création d'un certain rapport de forces plus que comme un instrument utile pour la révolution. Nos propositions et nos alternatives doivent être avancées ouvertement et nous devons continuer à construire le PST dans le cadre du MPP comme une des garanties de son évolution.

Il y a eu des progrès dans les diverses formes de construction d'une option révolutionnaire.

En Amérique latine, la IV^e Internationale regroupe des forces qui, bien que très modestes, ne sont pas du tout négligeables. L'un des objectifs centraux définis dès la première réunion des BP latino-américains a été atteint : aujourd'hui, nous sommes partie intégrante de l'avant-garde révolutionnaire, et tout paraît indiquer que, à la différence du passé, nous commençons à accumuler une expérience dans

la construction de partis révolutionnaires. Le fractionnisme et le sectarisme propagandiste commencent à être éliminés de notre tradition politique. Nous ne nions pas que nos forces restent très réduites ni que nous sommes virtuellement absents de pays clé pour la révolution latino-américaine. Aujourd'hui, nos organisations, ayant rejeté tout triomphalisme stérile, ont davantage de confiance et de plus grandes possibilités de jouer un rôle significatif dans l'évolution des événements politiques. A la différence d'autres époques, nous ne prétendons pas vendre des modèles ni des projets politiques qui créent de fausses attentes.

Au Brésil s'ouvrent pour nous de grandes possibilités, mais les défis sont immenses et les réponses encore très limitées. Au Mexique, notre parti a franchi une épreuve significative, il regroupe un bon nombre de cadres avec une expérience politique importante, mais, au moins au niveau idéologique, il se trouve à contre-courant de la forme où s'exprime aujourd'hui l'avant-garde de masse. En Uruguay, notre parti, quoique réduit, a réussi non seulement à résister sous la dictature, mais a également joué un rôle fondamental dans la réorganisation de l'avant-garde, alors même que les rapports de forces dans le camp révolutionnaire lui sont hautement défavorables. En Colombie, nous avons un noyau de camarades – ce qui reste du naufrage libéral du PSR – qui bénéficient d'une autorité politique et un niveau de formation importants et qui participent au début de réorganisation de l'avant-garde révolutionnaire avec l'obstacle majeur d'une situation sociale extrêmement détériorée. Au Chili, en Argentine, au Paraguay et au Venezuela, nous avons également de petits noyaux de camarades confrontés à des situations très difficiles. En Equateur, enfin, nous avons deux organisations avec de sérieuses possibilités de jouer un rôle d'avant-garde. Toutefois il est nécessaire qu'elles multiplient leurs efforts pour trouver un cadre organisationnel commun d'action politique, ce qui ne s'esquisse pas à court terme.

Nos organisations occupent une place dans l'avant-garde révolutionnaire latino-américaine. Nous en sommes partie intégrante ; nous partageons beaucoup de ses défauts, mais aussi beaucoup de ses vertus. Et nous en sommes fiers. Nous ne voyons aucun intérêt à exister séparément avec une approche « proclamatoire ». Là où le processus de réorganisation de l'avant-garde révolutionnaire permettra de créer des partis révolutionnaires, là devra être le lieu privilégié de notre action organique. La IV^e Internationale a été créée pour la révolution et tout est subordonné à cet objectif.

RESOLUTION SUR LES LUTTES DES FEMMES DANS LES PAYS IMPERIALISTES

Dix ans de combat féministe et axes d'intervention

Depuis la résolution adoptée au XI^e congrès mondial en 1979 et intitulée : « La révolution socialiste et la lutte pour la libération des femmes », des modifications importantes sont intervenues dans les formes prises par la radicalisation des femmes.

La résolution de 1979 prenait acte de la renaissance, à une échelle de masse, d'idées et d'organisations féministes. Elle intervenait à la fin d'une période marquée par des mobilisations de grande ampleur sur la question de l'avortement, par l'auto-organisation de franges non négligeables de la population féminine et par des luttes ouvrières où les femmes avaient joué un rôle important.

Rompant avec une tradition d'indifférence ou de méfiance de notre mouvement à l'égard du féminisme, le texte prônait la construction dans tous les pays de mouvements autonomes de femmes, selon des modalités qui restaient à apprécier en fonction des situations locales. Il affirmait toutefois le caractère stratégique de la construction de tels mouvements, condition indispensable à la

remise en cause de l'oppression des femmes et à la réalisation d'un socialisme authentique.

Dés lors force est de constater le recul du « féminisme organisé », sans pour autant que cela signifie un déclin généralisé de la radicalisation des femmes. Le centre de gravité de cette radicalisation s'est déplacé, ainsi que les canaux par lesquels elle s'exprime. Le défi fondamental auquel sont confrontées les féministes est de trouver les moyens de se lier aux nouvelles générations de femmes qui se radicalisent, afin de construire des mouvements féministes qui préservent les acquis des années passées et qui puissent de nouveau peser sur la scène politique.

Le recul s'explique sans doute par deux facteurs qui se sont conjugués. La crise économique a permis une modification des rapports de force d'ensemble en faveur de la bourgeoisie ; les organisations réformistes ont accepté la logique de l'austérité. Dans certains pays les médias ont cultivé l'idée que nous serions maintenant dans une époque « postféministe », où l'égalité entre les sexes serait déjà réalisée. Dans ce contexte, marqué également dans beaucoup des pays par une relative absence d'activité ouvrière, la faiblesse des mouvements des femmes a signifié que ceux-ci ne pouvaient aller à contre-courant et imposer des revendications anticapitalistes, alors que l'idée de réaliser une réelle libération des femmes paraissait relever de l'utopie.

Au cours des années soixante-dix, il était possible pour les divers courants du mouvement des femmes de s'unir et d'engager des actions de masse en alliance avec les organisations syndicales et démocratiques au niveau national et international pour gagner et défendre des droits des femmes, comme le droit à l'avortement. L'octroi de réformes légales a freiné ce type de mobilisation.

L'analyse que nous faisons de la nature de l'oppression des femmes n'a pas changé. L'impératif de construction d'un mouvement autonome – seul garant que la lutte contre l'oppression soit menée de manière radicale et efficace – n'a nullement disparu. Reste à adapter les modalités tactiques à une conjoncture nouvelle.

I. Les changements dans la situation des femmes et les différentes politiques bourgeoises

Les tendances générales dans la situation sociale des femmes, comme elles avaient été décrites dans la résolution de 1979, restent fondamentalement valables aujourd'hui, mais il faudrait y incorporer des éléments nouveaux :

- Les femmes, de toutes âges et situations familiales, continuent à entrer massivement au monde du travail, bien que leur intégration au salariat passe par l'intermédiaire du travail à temps partiel. La discrimination salariale et la ségrégation nette entre des emplois « masculins » et « féminins », qui se manifeste dans la formation, l'avancement, les conditions du travail, etc., continue et se renforce même.

● Il existe des possibilités techniques accrues pour que les femmes contrôlent leur propre capacité de reproduction, mais dans la majorité des cas ces possibilités sont limitées par des législations limitant le droit des femmes à décider.

● Les femmes continuent à être présentes massivement dans l'éducation nationale jusqu'au niveau du baccalauréat et de la première année de faculté. Pourtant, les écoles mixtes n'ont pas signifié une véritable égalité dans l'éducation. La présence des femmes dans les universités se limite aux facultés des arts et lettres et de toute manière elle diminue nettement aux niveaux supérieurs.

● Il existe des lois qui établissent des « droits égaux » formels, interdisant par la loi la discrimination, sanctionnant les agressions sexuelles, etc., mais sans prendre des mesures positives pour aider les femmes à surmonter leur situation historiquement désavantagée.

● Le nombre de femmes qui choisissent de vivre seules, avec ou sans enfants, continue à croître, comme en témoigne l'accroissement de demandes de divorces faites par les femmes, de familles monoparentales, de femmes célibataires, etc. Evidemment cette situation n'est pas toujours le résultat du libre choix : dans la mesure où elle l'est effectivement, elle est rendue possible par l'indépendance accrue des femmes sur les plans économique et légal.

● Les femmes noires et immigrées continuent à subir le racisme, ce qui renforce leur oppression en tant que femmes.

● Il y a une plus grande reconnaissance sociale de même qu'un rejet des mauvais traitements au sein de la famille et des violences sexuelles faites par les hommes aux femmes.

● La participation des femmes dans des sphères de la vie publique jusqu'ici réservées aux hommes s'est accrue, mais l'exclusion a été remplacée par l'intégration dans des conditions d'inégalité, dans toutes les sphères de la vie publique et sociale.

● Les pratiques et moeurs sexuelles ont été libéralisées avec une reconnaissance des femmes en tant qu'êtres ayant le droit à leur sexualité, bien que cela ne s'exprime toujours pas par une égalité sexuelle plus grande entre les hommes et les femmes.

Tout cela reflète l'activité politique des organisations féministes et signifie un développement important de la conscience des femmes, de leur autonomie personnelle et confiance en soi ; ainsi qu'une modification des stéréotypes qui avaient été socialement établies pour les hommes aussi bien que pour les femmes. Tous ces éléments ont créé une situation différente de celle de 1979, plus complexe bien que contradictoire.

Cette réalité a été constatée par les défenseurs de l'ordre économique et sociale existant, qui ont été obligés de reformuler leur discours afin que celui-ci paraisse plus adapté à la nouvelle situation. Elle a aussi conduit à une différenciation dans les politiques élaborées, bien qu'il subsiste évidemment un solide accord sur le fond pour préserver l'institution de la famille, laquelle constitue le pilier fondamental de l'oppression, et du maintien des femmes dans la force de

travail, sous une forme particulière. Mais la bourgeoisie est loin d'avoir un seul projet clairement défini pour atteindre ses buts.

A. Les modifications dans la famille traditionnelle et les différentes politiques bourgeoises

Les changements indiqués ci-dessus ont introduit des fissures importantes dans le modèle traditionnel de la famille, lequel était défini par le cloisonnement des femmes dans le foyer, s'y consacrant aux tâches ménagères et aux enfants, ainsi que par les rapports de domination qui y existaient.

Parmi ces changements :

- l'augmentation du nombre de couples non mariés vivant en cohabitation ;
- l'accroissement important du nombre de familles monoparentales ;
- la progression énorme du taux de divorces ;
- l'augmentation du nombre de lesbiennes et homosexuels qui vivent leur sexualité ouvertement et avec fierté ;
- le déclin des naissances, ce qui reflète un changement dans l'attitude des femmes, qui ne veulent plus avoir comme seule préoccupation d'élever leurs enfants ;

● l'augmentation du nombre de plaintes déposées devant les tribunaux pour violences au foyer constitue un indice important du développement de la confiance en soi de la part des femmes et des fissures qui s'opèrent dans les rapports de dépendance affective et sexuelle des femmes à l'égard de leurs maris.

Ce changement dans la conscience des femmes et le rejet par la société des manifestations les plus brutales de l'oppression des femmes a aussi suscité une attention accrue aux problèmes qui existent dans la famille : couverture dans les médias et campagnes sur la question des femmes battues dans les années soixante-dix ; dénonciations récentes des abus corporels et sexuels des enfants au sein de la famille ; problèmes des enfants des parents séparés. Cependant, il n'existe pas d'équipements sociaux (centres pour femmes battues, etc.) en nombre suffisant pour répondre à la demande.

La bourgeoisie s'est efforcée de répondre à une telle situation, y compris en tenant compte des particularités nationales :

a) une propagande a été constamment développée pour l'idéal du couple marié et heureux dans une union permanente, avec une mère de famille responsable de la maison et des deux enfants, ce malgré le fait que la plupart des femmes travaillent. Ceci s'applique tout particulièrement à la famille ouvrière blanche. Le capitalisme s'occupe moins de la défense ou de l'unité des familles noires et immigrées, qu'il brise sans trop de souci par de lois sur l'immigration, d'ordres d'expulsion ou d' harcèlements policiers.

A signaler également, l'insistance par les bourgeoisies européennes sur les « conséquences dramatiques » de la chute du taux de natalité. La nécessité d'« inverser cette tendance » est évoquée pour renforcer l'idée que le rôle des femmes se trouve dans la famille, pour produire des enfants (ceci à l'intention des femmes blanches). En même temps cette campagne prépare le terrain pour des

coupes sombres dans les dépenses sociales et pour rejeter la responsabilité – surtout en ce qui concerne les soins aux personnes âgées – sur la famille, sous prétexte qu'il n'y aura pas à l'avenir assez de travailleurs pour cotiser aux fonds de sécurité sociale.

b) certains secteurs de la bourgeoisie sont devenus plus flexibles sur des questions telles le statut des enfants nés hors de mariage ou la reconnaissance légale du concubinage. Cette flexibilité a comme but d'incorporer dans le système existant les changements structurels dans le mode de vie des gens. En effet, le capitalisme a besoin que la famille nucléaire continue d'exister et de servir comme modèle général, même si d'autres variantes peuvent être acceptées.

Aucune alternative à ce mode de vie existe à une échelle de masse. Aux indices cités pour démontrer la « crise de la famille » peuvent être opposés dans une série de pays d'autres indices, par exemple, l'augmentation du nombre des mariages, la possibilité d'enregistrer des enfants « illégitimes » aux noms des deux parents, l'acceptation de certains types d'homosexuels « acceptables » (blancs, masculins et petits-bourgeois), en leur proposant la possibilité de « mariage », etc.

c) certains secteurs ouvertement réactionnaires de la bourgeoisie utilisent la « crise de la famille » afin d'exiger des mesures de rétablissement de l'ordre moral en Europe cela inclut souvent l'idée d'un salaire maternel, une érosion des revenus des familles monoparentales et des attaques contre les lesbiennes et les homosexuels. Ces courants sont aujourd'hui très marqués à l'extrême droite de l'éventail politique, même si certaines églises se sont mises à l'avant-garde de ce combat. Ils ont eu un certain succès, par exemple, en Grande-Bretagne et en Allemagne, et ils ont une certaine influence sur les réflexions des courants majoritaires de la bourgeoisie sur la famille. Aux Etats-Unis, ces courants ont une base de masse plus importante et ont été ouvertement encouragés par les gouvernements de certains Etats.

Ceux et celles qui ne s'adaptent pas à la famille nucléaire ou au modèle sexuel dominant sont souvent considérés comme marginaux, alors que les femmes qui acceptent les règles du comportement social plus ou moins établies sont vues plus favorablement.

B. Une salarisation massive des femmes selon des modalités liées à leur oppression spécifique

Contrairement aux prédictions les plus pessimistes, la crise économique n'a pas entraîné un renvoi des femmes au foyer. Dans tous les pays européens, le taux d'activité féminin a continué à croître. Même si le taux de chômage des femmes est partout supérieur à celui des hommes, il n'y a eu, nulle part, une volonté systématique – comme ce fut le cas dans les années trente – de remplacer la main-d'oeuvre féminine par la main-d'oeuvre masculine.

Les raisons sont évidentes. Outre les réticences des femmes qui accepteraient beaucoup moins qu'auparavant un renvoi au foyer, ce sont les modifications de l'organisation économique depuis quarante ans qui sont responsables de cette

nouvelle attitude des bourgeoisies. Le développement du tertiaire s'est traduit par la création d'un salariat féminin nombreux, faiblement qualifié, mais tout de même difficilement remplaçable du jour au lendemain par un OS de la métallurgie ou un mineur au chômage.

En outre, la faiblesse des salaires versés aux femmes encourage le patronat à conserver cette main-d'oeuvre. Cette salarisation continue des femmes a une ampleur différente selon les pays. Mais les formes qu'elle prend restent partout surdéterminées par la situation de domination qui pèse sur les femmes. Le capitalisme moderne se trouve face à une contradiction, car il dépend du travail des femmes à l'extérieur du foyer, mais aussi du travail féminin « gratuit » au foyer.

Les conditions précaires dans lesquelles les femmes sont intégrées au salariat constitue un tout, qui part de la discrimination dans la formation professionnelle, les conditions d'embauche et les salaires pour finir dans la féminisation de la pauvreté.

a) l'augmentation du travail à temps partiel

C'est dans les pays où le taux d'emploi féminin est le plus élevé que la proportion du temps partiel est la plus importante. Le travail à temps partiel a tendance à être exclusivement féminin : 80 % de tous les travailleurs à temps partiel sont des femmes, et en RFA et au Danemark ce chiffre s'élève à 95 %. La majorité de travailleuses en Grande-Bretagne – le premier pays européen à introduire le travail à temps partiel sur une large échelle – sont à temps partiel. Cette forme d'emploi implique des bas salaires, un statut inférieur, un degré élevé de productivité, des carences en matière d'organisation syndicale et du point de vue des droits liés à la maternité.

Le manque d'équipements sociaux pour la prise en charge des enfants en deça de l'âge scolaire constitue le principal facteur poussant les femmes à travailler à temps partiel. Bien que pour elles ce type de travail semble constituer la seule issue, d'autres femmes – surtout jeunes – désirent travailler à plein temps mais ne trouvent pas d'emplois.

Les syndicats en Europe n'ont en général pas répondu aux besoins spécifiques des travailleurs et des travailleuses à temps partiel.

b) la ségrégation de l'emploi

L'extension du travail féminin ne s'est pas répercutée sur l'éventail de l'ensemble des emplois et des branches professionnelles. La ségrégation de l'emploi s'est même renforcée avec l'augmentation du taux d'activité des femmes et constitue le principal facteur du maintien de salaires féminins inférieurs à la moyenne. Les femmes sont majoritairement dans les services plutôt que dans l'industrie. Parmi les ouvrières semi-qualifiées, la plupart occupent des emplois distincts de ceux des hommes, par exemple le câblage et le travail de routine à la chaîne. Et malgré des législations antidiscriminatoires et des changements dans l'éducation, on n'a pas non plus constaté de percée des femmes dans les métiers traditionnellement masculins ni une augmentation significative du nombre de femmes parmi les cadres supérieurs.

c) les nouvelles technologies

Une révolution silencieuse est en cours, qui s'appuie sur les nouvelles technologies, pour structurer et restructurer la division sexuelle hiérarchisée du travail dans les entreprises, au moment où le mouvement ouvrier est sur la défensive. Ces innovations sont adaptées aux intérêts d'une société capitaliste, impérialiste et patriarcale.

L'introduction des nouvelles technologies n'entraîne pas seulement une diminution d'emplois, elle se traduit également par une détérioration des conditions de travail des femmes. Selon des enquêtes récentes concernant le secteur tertiaire, les femmes n'offrent tout simplement pas les caractéristiques nécessaires – qualifications acquises sur le tas, cursus professionnel continu, mobilité géographique – pour bénéficier des occasions qui se présentent au niveau de la gestion ou des postes de direction. Les hommes sont plus souvent incités à suivre les cours de formation afin de se requalifier, alors qu'on retrouve les femmes dans les postes les moins qualifiés (par exemple, traitement des données sur écran plutôt que dans le secteur de la programmation).

d) flexibilité et réorganisation du travail

Pour rentabiliser au maximum les nouvelles machines, les capitalistes exigent que la main-d'oeuvre travaille jour et nuit – ce qui les amène à introduire le travail en équipes et pendant le week-end et à tenter de faire abolir l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Un nombre croissant d'entreprises (banques, compagnies d'assurances) proposent aussi d'exploiter le double rôle des femmes en installant des terminaux à domicile.

Les arguments utilisés pour tenter de convaincre les travailleuses d'accepter la flexibilité du travail ne sont pas les mêmes que pour les hommes. A l'égard des unes, on met l'accent sur la possibilité de combiner « leurs » responsabilités familiales avec un emploi salarié. Aux autres, on propose surtout un temps de loisir plus étendu.

Toutes les attaques que nous venons d'énumérer vont dans le sens de l'introduction des emplois, horaires, salaires et structures d'emplois flexibles. La classe dominante s'efforce de créer une ligne de démarcation entre une petite minorité de travailleurs qualifiés – en général des hommes de la nationalité dominante – et une couche marginale croissante de travailleurs (composée de femmes, d'une partie de la jeunesse, des immigrés et des hommes non qualifiés), sans qualification, ne disposant pas d'un emploi permanent et sans couverture sociale. Pour ce faire le patronat a besoin de maintenir la division sexuelle du travail dans l'entreprise au moment même où il réorganise la production pour atteindre ces objectifs.

e) le chômage et la sécurité sociale

Depuis 1974 la baisse de la croissance économique et la montée du chômage se sont avérées plus fortes qu'à aucun moment depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans presque tous les pays le chômage féminin est supérieur au

chômage masculin – en Autriche, en Grèce et au Portugal il est deux fois plus élevé. Bien sûr, les statistiques officielles du chômage cache l'ampleur véritable du chômage féminin, car beaucoup de femmes renoncent à s'inscrire dans les agences de l'emploi.

Aucun Etat capitaliste reconnaît jamais les femmes comme travailleuses à titre d'égalité avec les hommes. Nous pouvons donner comme exemple la série de mesures adoptées récemment dans plusieurs pays européens et qui vont dans le sens d'une exclusion de plus en plus grande des femmes de la protection sociale, alors que les femmes mariées, sans emploi n'y ont jamais eu le droit. Les nouvelles restrictions des allocations de chômage accordent la priorité aux chefs de famille (qui sont en général des hommes). De telles mesures renforcent l'illusion que la place des femmes est au foyer et que le travail des femmes ne fournit qu'un « supplément » aux revenus familiaux. Ce faisant, elles nient le droit des femmes à l'indépendance économique.

C. Les attaques contre le droit à l'avortement et la liberté de disposer de son corps

a) c'est avant tout aux Etats-Unis qu'ont été lancées des attaques contre le droit à l'avortement, avec la tentative récente de renverser le jugement de Roe versus Wade de 1973, lequel avait accordé aux femmes le droit constitutionnel à l'avortement. Cette attaque juridique frontale se combine à une mobilisation fanatique à la base des secteurs extrémistes de la « majorité morale » et des églises évangéliques (incendies de cliniques, harcèlement des femmes qui essaient d'y pénétrer, etc.). Il semble pourtant que le Parti républicain va atténuer sa position dure contre l'avortement qui – contrairement aux prévisions – s'avère lui coûter des voix.

L'offensive contre le droit à l'avortement s'est aussi développée de manière moins directe au travers des tentatives de limiter la portée de la législation actuelle : en réduisant la limite de temps ou en limitant le droit des femmes à décider elles-mêmes, en accordant des droits plus étendus aux parents, aux maris ou amants, en exigeant l'autorisation parentale pour les mineures, etc. Ces tentatives suscitent une réaction massive de rejet, exprimée dans des mobilisations. Dans certains pays (Belgique, Etat espagnol) nous avons vu des grandes mobilisations visant à étendre la portée de la législation existante.

Une autre ligne d'attaque est constituée par des restrictions sévères affectant les ressources disponibles dans le domaine de la santé, avec des conséquences négatives sur l'accès à l'avortement.

Les soi-disant mouvements pro-vie, qu'on devrait plutôt appeler « pro-foetus », sont en train d'orchestrer une campagne internationale avec des moyens et des ressources considérables. Il faut y ajouter le soutien de secteurs de

l'establishment politique, juridique et médicale. On essaie ainsi de modifier un climat social que l'action du mouvement féministe avait rendu favorable à l'avortement. Ces forces tiennent un discours tendant à criminaliser et à culpabiliser les femmes, se servant des médias, de l'école, etc., avec une rhétorique et une propagande particulièrement agressives.

Toujours est-il que l'avortement comme droit n'est jamais sûr sous le capitalisme, tant il rentre fortement en conflit avec le rôle de subordination qui est attribué aux femmes dans notre société. En fait, les changements légaux dans ce domaine n'impliquent guère la reconnaissance de l'avortement comme un droit des femmes. Ils présentent au contraire la législation en la matière comme un « mal nécessaire » du monde moderne. Nous ne sommes certainement pas près de voir la fin de ce type d'attaques. Mais, en même temps, la bourgeoisie sait qu'elle doit compter avec la capacité de résistance des femmes face à toute remise en cause de ce droit, aussi limitée soit-elle. Car la très grande majorité des femmes considèrent maintenant qu'il s'agit d'un élément fondamental dans la bataille pour leur indépendance. Il y a eu aussi une série d'attaques contre le droit des femmes de disposer de leur propre corps, par exemple, en ce qui concerne les mères porteuses, les nouvelles techniques de reproduction et l'insémination artificielle.

b) la réponse des gouvernements bourgeois à l'épidémie du SIDA a consisté en une vague d'hostilité dirigée tout particulièrement contre la communauté homosexuelle masculine, avec des exigences relatives au recensement et à la ségrégation de victimes réelles ou potentielles. Alors que les statistiques américaines montrent que seulement 8 % des malades du SIDA sont des femmes, à New York cette maladie est la principale cause de mort parmi les femmes entre quinze et cinquante ans. L'extension du SIDA au-delà de la communauté homosexuelle a contraint la plupart des gouvernements occidentaux à prendre cette maladie plus au sérieux. Cela s'est traduit par quelques campagnes d'éducation sur les relations sexuelles « sans risque » dans les médias ou dans les écoles. Toutefois, la droite s'appuie sur ce thème pour s'en prendre à la liberté sexuelle en général. Cet argument a aussi été utilisé pour renforcer l'idéologie raciste.

D. Les coupures dans les dépenses publiques

Un des symptômes de la crise économique est la tendance de la bourgeoisie à effectuer des coupes sombres dans les coûts de reproduction de la force du travail. Les services sociaux coûtent plus chers que le travail ménager effectué gratuitement par les femmes.

L'Etat vise à faire reporter le poids de ces services sur la famille individuelle. Les attaques contre le congé de maternité, contre les crèches et les maternelles, les services médicaux et les services communautaires contribuent non seulement à augmenter le taux de chômage féminin, dans la mesure où il s'agit de secteurs

à main-d'oeuvre essentiellement féminine, mais également à accroître le travail gratuit et l'oppression des femmes à la maison.

E. Les femmes dans les institutions politiques bourgeoises

a) les droits légaux

Au cours des années soixante-dix la plupart des gouvernements, de droite comme de gauche, ont introduit – sous la pression des mobilisations des femmes une série de réformes légales fondamentales concernant les droits des femmes, bien que la tentative des féministes américaines pour consacrer l'égalité des droits dans la constitution fût mise en échec après une dure bataille. Toutefois, les lois ainsi obtenues se sont avérées peu efficaces pour introduire un changement réel. L'approfondissement de la crise économique fait que les gouvernements sont encore moins désireux qu'avant d'assumer eux-mêmes les coûts supplémentaires que l'application de ces lois impliquerait ou de les imposer aux employeurs. Mais en tout état de cause, ces lois ont eu un effet important en ce qu'elles ont accru les aspirations des femmes ainsi que leur détermination à se battre.

b) les femmes en tant qu'électrices

Le changement de condition sociale des femmes est allé de pair avec un changement dans le type de soutien qu'elles apportent aux partis politiques existants. Avant la Seconde Guerre mondiale le schéma général était qu'un plus grand nombre de femmes que d'hommes votait pour les partis de droite. On constate maintenant une inversion de ce point de vue.

Une série de partis de droite comme de gauche ont mis en avant toute sorte de tactiques pour remporter les suffrages féminins. Cela a pris différentes formes, y compris le recours à des arguments d'un pseudo-féminisme radical (« revalorisation de la maternité », la réconciliation entre la vie de famille et le travail), à la mise en place des ministères des droits des femmes, à la féminisation de leur image, etc.

c) les femmes dans les institutions politiques bourgeoises

La très faible représentation des femmes dans les assemblées législatives et dans les gouvernements a poussé à revendiquer de plus en plus l'introduction de mesures de réforme. Certains partis bourgeois ont répondu par des propositions visant à augmenter la représentation des femmes, mais il faut souligner que cela a eu peu d'effet jusqu'ici. On a constaté une légère augmentation, atteignant 20 % 28 % dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas, mais ne dépassant pas 10 % ou 12 % dans les autres pays impérialistes d'Europe.

II. Les stratégies réformistes vis-à-vis des femmes

Les directions réformistes sont prises dans la contradiction entre le maintien de leurs rapports traditionnels avec la base des organisations ouvrières de masse,

et par conséquent avec les femmes en leur sein qui commencent à exprimer des aspirations spécifiques, et leur logique globale qui consiste à « gérer la crise capitaliste ».

Le discours réformiste varie de pays à pays. Le cadre général est plutôt marqué par une attitude favorable à l'égalité des droits, mais sans la volonté d'entreprendre l'action positive nécessaire pour que cette égalité devienne réelle. Dans certains pays l'argument est que « l'essentiel est gagné ». Ailleurs, là où on applique un vernis plus spécifiquement féministe au discours réformiste, on entend des arguments pour que les bas salaires féminins soient augmentés au moyen d'une politique de revenus.

De plus en plus, les dirigeants réformistes, qu'ils soient au pouvoir ou non, sont poussés vers la droite – vers l'acceptation de la crise capitaliste et le refus de se battre contre les inégalités fondamentales que connaissent les femmes dans le travail et dans la société. Dans la mesure où le mouvement ouvrier se limite aux préoccupations étroites, économistes des secteurs industriels traditionnels de la classe ouvrière, les partis de la classe dirigeante auront une certaine possibilité de rallier des couches de femmes sous leurs bannières soi-disant « féministes ».

a) les directions syndicales

En soi, les orientations adoptées formellement par de nombreux syndicats depuis vingt ans apparaissent comme relativement progressistes et pourraient représenter un vrai pas en avant pour les femmes. Mais les structures spécifiques mises en place au niveau nationale, local ou dans les entreprises (commissions, secrétariats ou responsables femmes) en général n'ont pas reçu un soutien réel de la part des directions et la vraie bataille est pour l'application de ces décisions. Donc leurs effets et succès ont été limités, bien que non négligeables en ce qui concerne les salaires égaux, le harcèlement sexuel ou la garde des enfants.

A de nombreuses occasions, la politique des directions syndicales a été de tourner le dos aux revendications des femmes, les passant sous silence ou même s'y opposant, aggravant de la sorte les éléments de conflit entre les hommes et les femmes de la classe ouvrière. Cette attitude contribue à donner une justification aux rapports de domination qui existent entre les hommes et les femmes, rendant plus difficile la convergence avec le mouvement féministe. Les syndicats français ne se sont pas mobilisés activement en opposition à l'imposition de la flexibilité et au temps partiel, et la disparition du mensuel femmes de la CGT, *Antoinette*, consacre la volonté de cette confédération d'arrêter tout travail spécifique en direction des femmes. En Belgique nous avons vu les travailleuses des galeries Anspacht à Bruxelles ainsi que celles de l'usine sidérurgique de Bekaert-Cockerill près de Liège condamnées à se battre seules contre l'introduction du travail à temps partiel et les suppressions d'emplois. En Italie, les syndicats de chez FIAT ne se sont pas opposés à l'introduction du travail de nuit pour les femmes.

b) les directions des partis réformistes

En 1979 nous avons noté que la social-démocratie et le stalinisme (surtout ce dernier) avaient été lents à réagir face à la montée du nouveau mouvement féministe, et que leurs réponses avaient été influencées par deux facteurs essentiels : leur respect de la famille ; et le besoin de maintenir et renforcer leur influence sur le mouvement ouvrier.

Depuis 1979 l'interaction entre les luttes des femmes et celles du mouvement ouvrier a exigé des réponses plus affinées. En tant qu'électrices, en tant que syndicalistes et en tant que militantes politiques, les femmes représentent une réalité politique importante et les partis ouvriers sont obligés d'en tenir compte. La plupart de ces partis ont été obligés de développer et d'adopter une politique de soutien formel à l'égalité des femmes et, en certains cas, des femmes immigrées et noires et des lesbiennes, bien que ceci reste très limité. Dans certains pays, les directions traditionnelles ont même manifesté leur volonté d'intégrer les principales porte-parole du mouvement féministe comme chercheuses, journalistes, conseillères, députées et hauts fonctionnaires dans les ministères féminins ou dans les commissions des municipalités. Elles ont rencontré un écho auprès de nombreuses femmes qui – comme le reste de la gauche – avaient attendu en vain la révolution socialiste et féministe et qui aspiraient à voir les choses changer dans l'immédiat.

La plupart des partis socialistes ont adopté des mesures spécifiques d'action positive, aussi superficielles soient-elles, pour tenter de gagner des électrices, en augmentant notamment le nombre de leurs candidates aux élections parlementaires. Les courants de gauche au sein de ces partis ont parfois su se saisir de cette opportunité pour faire passer des mesures progressistes.

Les gouvernements sociaux-démocrates en particulier ont essayé d'intégrer des féministes au travail des institutions, favorisant ainsi l'émergence d'un féminisme modéré et orienté simplement vers l'obtention de réformes mineures, effectuant des changements qui apparaissent comme le résultat naturel de l'évolution d'une société démocratique, tendant à faire disparaître le rôle et la combativité des femmes pour obtenir ces changements. Pourtant, les gains sont réels, bien que petits, et peuvent être un levier vis-à-vis de la social démocratie.

La création de ministères ou organismes pour les droits des femmes est le produit des pressions exercées afin que soit donnée au niveau des institutions une réponse à la pression sociale des femmes. Les expériences françaises et espagnoles montrent toutefois qu'en dépit des beaux discours sur l'égalité, les ministères des Femmes acceptent dans la pratique la division traditionnelle des tâches et ne garantissent en rien que les intérêts des femmes soient réellement défendus, surtout dans le cadre de l'application de politiques d'austérité. Leur manque de pouvoir délibératif et leur respect pour les orientations officielles fixent des limites claires à leur action, mais leur existence en tant que telle peut s'avérer positive dans la mesure où elle permet de toucher de larges couches de femmes. La contradiction entre les prises de position officielles et la pratique peut être source de débats et de différenciations parmi les femmes de ces partis, dont certaines sont prêtes à s'engager dans des actions unitaires.

Les bouleversements en cours en Europe de l'Est et le discrédit qui frappe les régimes staliniens ont eu et auront un impact majeur sur les PC. Cependant, il ne faut pas s'attendre à des changements majeurs en ce qui concerne leurs orientations et leur pratique à l'égard des femmes.

Ces partis continueront, en ligne générale, soit de nier la nécessité d'organisations et luttes autonomes des femmes, soit de promouvoir une version droitrière (qui peut être parfois très sophistiquée) de la politique sexuelle, défendant par exemple la nécessité d'une « politique des revenus féministe » qui consisterait à augmenter les salaires des femmes au dépens de ceux des hommes. Pourtant, au fur et à mesure que leur crise produit des ruptures et des vagues de départs on peut s'attendre à une remise en cause des orientations traditionnelles et une plus grande disponibilité de la part de certains secteurs à s'engager dans des actions féministes unitaires.

En conclusion, nous pouvons dire que l'impact du mouvement de libération des femmes et son effet sur la conscience politique ont obligé les organisations de masse à répondre. Elles l'ont fait d'une façon insuffisante, mais cela ouvre quand même des possibilités d'actions unitaires avec les femmes qui y appartiennent.

III. Radicalisation, auto-organisation et mouvement autonome de libération des femmes

La naissance du mouvement de libération des femmes fut l'expression de profonds changements structurels dans la vie de la masse des femmes. Le mouvement féministe a réussi à démontrer le caractère social de la situation des femmes et à donner une expression à la révolte des femmes en tant que sexe. Malgré les changements qui sont intervenus depuis lors, la vie des femmes continue à être marquée par la discrimination, la subordination et l'oppression. Tous ces éléments signifient que la base matérielle de l'activité et de la radicalisation des femmes est maintenue.

De nombreuses idées émanant du mouvement ont été assimilées par une large majorité dans la société. Au début des années quatre-vingts, le mouvement a connu un déclin et un processus de désintégration, parfois comme conséquence d'une intégration au travail des institutions et/ou des services sociaux, ou bien la dispersion des forces dans des différents types d'organisations sectorielles. Dans beaucoup de cas des organisations de femmes se maintiennent, dispersées, tournées vers des actions concrètes ou ponctuelles.

Aujourd'hui, à l'exception de l'Etat espagnol, il n'existe pas de structures de coordination de groupes femmes au niveau national, ce qui implique un élément de faiblesse du mouvement, une sectorisation des luttes et des revendications. Cependant, il y a eu une résistance active maintenue des femmes aux attaques concrètes entamées contre leurs droits et l'apparition de nouvelles organisations formées autour de thèmes spécifiques, ou bien des initiatives de coordination temporaire, ce qui autorise l'optimisme quant à l'avenir.

L'investissement plus important des femmes aux luttes de type divers, dans les syndicats, les partis politiques et d'autres mouvements est un aspect de la situation actuelle et bien que cet investissement ne se soit pas toujours traduit par un renforcement organisationnel du mouvement, il a le potentiel pour conduire à un tel renforcement, ainsi que pour favoriser une expression politique de la conscience de l'oppression sexuelle.

Dans de nombreux pays, nous avons assisté à une convergence plus importante entre les luttes menées par les femmes autour de leurs problèmes en tant que sexe et ceux du mouvement ouvrier dans son ensemble. En fait, les organisations du mouvement ouvrier représentent pour beaucoup de femmes un point de référence pour la solution de leurs problèmes. En tant que composante active relativement nouvelle du mouvement ouvrier, les femmes peuvent souvent faire preuve d'une combativité supérieure à celle du mouvement ouvrier en général, remettant en cause les politiques de collaboration de classe de la bureaucratie. L'investissement des féministes dans les organisations de masse du mouvement ouvrier vise à transformer ces dernières pour qu'elles reflètent les besoins des femmes et pour permettre aux femmes de devenir une composante permanente de ces organisations.

A. Les femmes salariées

Dans plusieurs pays d'Europe du Nord, les femmes ont rejoint les syndicats en nombre important alors qu'elles entraient sur le marché du travail. Dans certains cas, ce processus a même contribué à empêcher une chute dramatique des effectifs syndicaux analogue à celle qu'on avait connue aux années 1930. En Scandinavie, le taux de syndicalisation des femmes atteint 50 %, et en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique il est de 30 %-33 %. En France, compte tenu du faible taux de syndicalisation globale (5 % dans le privé, 10 %-12 % dans le public), le taux des femmes syndiquées est très faible et quasiment nul dans certaines branches.

a) les femmes syndicalistes

La participation active des femmes travailleuses a joué un rôle clé dans une série de luttes ouvrières. En Allemagne de l'Ouest les ouvrières de la sidérurgie ont été aux premiers rangs de la bataille des trente-cinq heures. Elles ont repris à leur compte la revendication de la journée de sept heures, formulée pour la première fois par les femmes de la social-démocratie suédoise en 1972.

La grève dans le Service national de santé (NHS) en 1982 en Grande-Bretagne a été marquée par la participation de couches importantes de travailleuses et a rencontré un large écho auprès d'autres travailleurs, tels les mineurs, les pompiers et les enseignants.

Au Danemark, les femmes du syndicat non mixte des travailleuses non qualifiées (KAD) ont joué un rôle exemplaire dans la grève quasi générale qui a eu lieu à Pâques 1985 suite à la rupture des négociations entre les patrons et la principale confédération syndicale. Le syndicat des femmes a pris l'initiative

dans la mise en place d'un comité de grève intersyndical dans une des zones industrielles, et c'est dans ce secteur que la grève a tenu le plus longtemps. Les femmes ont réussi à obliger la bureaucratie syndicale à débloquer des fonds pour la grève.

Les femmes travailleuses se battent aussi pour leurs propres revendications. En 1984, par exemple, un groupe de travailleuses des Asturies (Etats espagnol), ont exigé d'être embauchées dans les mines où les hommes de leurs communautés travaillent depuis toujours. Avec l'appui du secrétariat femmes des commissions ouvrières et contre les médias et l'UGT elles ont eu gain de cause et un groupe d'entre elles a fini par être embauché pour le travail en surface avec le soutien de leurs collègues de travail. A un niveau plus généralisé, nous avons vu, à la fin des années quatre-vingts, une vague de lutte dans les professions majoritairement féminine, notamment chez les infirmières, qui a touché la plupart des pays européens et l'Amérique du Nord. Celles-ci ont fait émerger sur le devant de la scène sociale toute une génération de femmes, qui revendiquaient, entre autres, la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles, soulignant l'inégalité entre leur situation et celles des techniciens masculins et refusant leur statut de bonnes à tout faire des médecins et dépassant ainsi la revendication du simple droit à l'emploi de femmes. De plus, notamment en France, elles se sont données des structures d'auto-organisation afin de contrôler leurs luttes de bout en bout.

b) luttes de solidarité

Deux exemples de la participation des femmes aux luttes en solidarité avec des grévistes :

● Les femmes des sidérurgistes espagnols qui ont mis en place une coordination des femmes pour organiser la solidarité à l'échelle nationale, contre la décision du gouvernement de Gonzalez de fermer les hauts-fourneaux de Sagunto, dont toute l'économie de la ville dépendait. Elles ont souvent adopté des positions d'avant-garde, plus radicales et plus riches d'initiatives que celles des sidérurgistes menacés de la perte de leurs emplois.

● Né de l'affrontement entre le Syndicat national des mineurs (NUM) et le gouvernement conservateur en 1984-1985, le mouvement des femmes contre les fermetures des puits (WAPC), organisé à l'échelle nationale, consistait en un réseau autonome de groupes femmes basés dans les communautés minières. Ces groupes ont dû se battre pour le droit de disposer de leur leurs propres comptes en banque, d'être représentés dans les réunions des sections du NUM et de participer aux piquets de grèves aux côtés des hommes. Beaucoup des membres des groupes étaient des femmes de mineurs qui participaient à une activité politique pour la première fois : leur détermination a contribué à la durée de la lutte et à lui gagner un soutien d'une telle ampleur contre Thatcher, de même qu'à établir des liens avec d'autres mouvements tels que la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), les femmes de Greenham, des groupes de noirs et d'immigrés, de lesbiennes et d'homosexuels et les campagnes internationales.

Ce mouvement s'inscrivait certes dans un contexte un peu particulier (rôle d'avant-garde joué par le syndicat des mineurs, longueur et intensité de la lutte,

nature relativement homogène des communautés minières). Mais au-delà de cette spécificité, il faut souligner qu'il a constitué un fantastique exemple du pouvoir politique des femmes de la classe ouvrière lorsqu'elles entrent en action, et qu'il a servi d'exemple à d'autres femmes en Grande-Bretagne et ailleurs.

B. Le travail féministe dans les syndicats et la féminisation de ces derniers

a) sous la pression organisée des femmes et pour garder ou gagner des adhérentes, de nombreux syndicats ont été obligés de faire des concessions mineures sur la question de la représentation des femmes dans les instances, ou d'élargir leurs débats pour y inclure des questions telles que le salaire minimum garanti, le droit à l'avortement, le harcèlement sexuel sur les lieux de travail, la représentation des femmes dans les médias, les revendications spécifiques des femmes noires ou lesbiennes, etc.

Mais la présence et l'investissement plus importants des femmes dans les luttes et l'action syndicale n'ont pas toujours conduit au renforcement de leur niveau d'organisation en tant que femmes au sein des syndicats. Très souvent les tentatives d'avancer dans ce sens ont buté sur l'attitude négative de la bureaucratie syndicale et ont parfois dû s'affronter à la méfiance de la majorité des adhérents. Dans d'autres cas, comme dans l'Etat espagnol, les femmes ont réussi à maintenir des structures spécifiques, tout en étant confrontées à des problèmes dans l'action concrète. Des commissions et des programmes pour l'égalité des droits existent dans beaucoup de syndicats importants, mais cela ne remplace pas l'engagement en faveur de l'action positive.

Dans certains pays, la méfiance des femmes à l'égard des organisations syndicales est telle qu'elles ont créé des structures d'auto-organisation à l'extérieur des syndicats. L'exemple le plus marquant fut celui de la coordination des infirmières en France au cours de la grève de l'hiver 1988.

b) les femmes se rendent compte que pour que leurs luttes soient appuyées et que se développe l'action sur leurs besoins en tant que femmes, la représentation des femmes doit augmenter à tous les niveaux des syndicats.

Il y a plusieurs raisons qui expliquent la sous-représentation des femmes dans le mouvement ouvrier :

- la division sexuelle du travail qui fait que les femmes se trouvent dans les secteurs les moins syndiqués ;
- l'histoire du mouvement ouvrier et le sexisme des directions traditionnelles ;
- le pourcentage important des femmes dans le secteur « informel » de certains pays.

En Grande-Bretagne, le syndicat NUPE, qui organise les employés communaux et les travailleurs de la santé, a mené une campagne réussie à la fin des années soixante-dix pour encourager les femmes – qui constituaient une majorité

des adhérents du syndicat – à devenir des shop stewards (déléguées d'atelier). En RFA, les femmes des syndicats du livre et du textile ont revendiqué des quotas dans les instances syndicales proportionnellement au pourcentage des femmes dans le syndicat. En Italie, les hommes qui dirigent la CGIL regrettent eux-mêmes la présence limitée des femmes dans la direction, parce qu'ils sont préoccupés du faible niveau d'activité syndicale et de la désaffection des femmes.

C. La mobilisation des femmes dans les mouvements sociaux

L'un des aspects marquants de la radicalisation des femmes au cours de la dernière décennie est leur participation massive aux mouvements sociaux – mouvements écologistes, mouvements pacifistes, comités de solidarité avec les mouvements de libération nationale ou d'aide au tiers monde.

Cela est apparu de manière particulièrement frappante avec le mouvement des femmes pour la paix qui s'est développé dans de nombreux pays européens et qui est né de la lutte antimissiles. Les femmes ont été attirées par ce mouvement à la fois sur la question générale du désarmement et en raison des liens entre militarisme et patriarcat – liens mis en évidence par les coalitions féministes de l'Etat espagnol et de Grande-Bretagne. Les formes d'organisation adoptées par ce mouvement consistaient en réseaux de groupes femmes pacifistes, en initiatives d'actions de masse, et en coordinations internationales – toutes inspirées du mouvement de libération des femmes. C'est dans ce cadre que de nombreuses femmes, et particulièrement de jeunes femmes, ont eu leur premier contact avec les idées féministes. Ce sont souvent les femmes qui ont été à la tête des actions de masse les plus dynamiques, comme à Greenham Common en Grande-Bretagne.

a) les femmes noires et les femmes immigrées

Les femmes noires et immigrées ont souvent joué un rôle de premier plan dans les luttes antiracistes, remettant en cause leur oppression spécifique, mettant l'accent sur le harcèlement sexuel et les discriminations qu'elles subissent en matière de logement, d'emploi, de santé et d'éducation, soulevant la question des lois sur l'immigration, ainsi que celle des images spécifiquement racistes sur leur corps des femmes et la violence s'exprimant à leur égard. Elles se sont prises également aux idées racistes concernant le viol et la violence des hommes noirs et immigrés.

Elles ont abordé le problème de l'oppression spécifique qu'elles subissent à cause du système familiale et de la culture de leurs propres communautés. Elles ont lancé des campagnes contre la circoncision et l'infibulation des femmes. Les femmes noires et immigrées ont mis l'accent sur les thèmes anti-impérialistes, en les posant devant l'ensemble du mouvement des femmes.

Là où l'organisation des femmes noires est la plus avancée, par exemple aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, elles ont largement remis en cause certaines positions des féministes blanches – par exemple en abordant le problème du contrôle de son propre corps sous l'angle où il touche les femmes noires et

immigrées, celui de l'avortement et de la stérilisation forcée. Cela s'inscrit dans le contexte des discours xénophobes de le Pen en France ou de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, exprimant leur peur de se voir « déborder » par la fertilité « alarmante » des femmes noires et immigrées. Elles ont remis en cause l'idée qu'il peut y avoir un consensus entre femmes, soulignant qu'elles ne peuvent pas mettre le critère de sexe avant celui de race et de classe.

b) les jeunes femmes

L'idée qu'il existe une égalité entre hommes et femmes et que celles-ci ne sont pas opprimées en fonction de leur sexe est beaucoup plus ancrée chez les jeunes femmes d'aujourd'hui, et parler du mouvement de libération des femmes leur semble « archaïque ». Cependant, elles peuvent être attirées par un mouvement capable de développer les thèmes « traditionnels » du féminisme : la contraception, la sexualité, les violences. Ces thèmes permettent une radicalisation rapide des jeunes femmes qui peuvent mettre en place des structures spécifiques pour mener une action féministe dans les quartiers et les établissements scolaires.

Lors des récentes mobilisations étudiantes, les jeunes femmes ont joué un rôle plus actif, comme dans les mouvements pacifistes, antiracistes ou verts. En France, des jeunes filles beurs ont incontestablement joué un rôle d'avant-garde dans les mobilisations antiracistes. Cette activité politique leur permet de prendre conscience de leur statut d'opprimées dans la société, dans la famille et sur le marché du travail. La contradiction entre leur sentiment d'être égales et la réalité lorsqu'elles trouvent que leur mouvement est dominé par des hommes peut les amener à réagir vivement et à commencer à s'organiser entre femmes.

Dans un pays comme l'Etat espagnol, les mobilisations de la jeunesse ont fait naître des groupes de jeunes femmes dont le combat est focalisé tout particulièrement sur des questions telles que la sexualité, la violence, l'éducation, etc.

Il importe d'expliquer que la solution à cette oppression réside dans la lutte collective, et non dans la lutte individuelle ou la poursuite d'une carrière. Une telle lutte doit associer les jeunes femmes qui se trouvent à l'extérieur du système éducatif, les chômeuses, celles pour qui la seule solution semble résider dans la recherche d'un homme comme gagne-pain.

c) les lesbiennes

Le morcellement du mouvement des femmes s'est largement reflété dans les mouvements des lesbiennes. Il n'y a que quelques exceptions, quelques pays où le mouvement des lesbiennes vient de commencer à se développer et s'organiser.

Le morcellement du mouvement des femmes a souvent été accompagné de divergences importantes sur des questions concernant le lesbianisme et la sexualité. L'incapacité des courants féministes socialistes à répondre de façon adéquate aux questions et aux revendications soulevées par les lesbiennes a contribué à l'hégémonie relative des idées féministes radicales dans les mouvements des lesbiennes.

La faiblesse du mouvement féministe est aussi un facteur majeur dans la dépolitisation des communautés lesbiennes. Bien que les lesbiennes restent en

général beaucoup plus politiques et radicales que leurs équivalents homosexuels masculins, la fin des années quatre-vingts a vu l'apparition des deux côtés de l'Atlantique des manifestations diverses d'une préoccupation croissante en ce qui concerne le style plutôt que la libération des femmes.

D'un autre côté, la campagne en Grande-Bretagne contre la section 28 a suscité la manifestation la plus importante pour les droits des lesbiennes et des homosexuels jamais vue en Europe, et l'une des campagnes les plus dynamiques contre le gouvernement Thatcher des dernières années. Cette campagne a été remarquable, non seulement par le fait d'être dirigée par des lesbiennes mais aussi par le soutien qu'elle a obtenu dans le mouvement ouvrier et sur le plan international.

D. Les partis de gauche

La présence des femmes dans les partis non révolutionnaires de gauche est devenue plus forte de par la combinaison d'une radicalisation des femmes de la base traditionnelle de ces partis, c'est-à-dire le développement des aspirations en tant que femmes sous l'influence du mouvement des femmes, et de l'entrée dans ces partis de certaines couches de féministes, organisées auparavant dans le mouvement féministe. Celles-ci ont cherché une alternative qui semblait plus « efficace » que ce mouvement, une fois la période des grandes luttes passée. Les formations politiques nouvelles peuvent avoir une certaine attraction pour les femmes qui cherchent une alternative politique globale mais qui rejettent les partis traditionnels qui ont souvent une image « masculine ».

a) les partis ouvriers traditionnels

Les femmes se sont organisées à la base, par exemple, dans le Parti travailliste britannique, le SPD allemand et la social-démocratie norvégienne, afin de se battre pour des orientations qui correspondent à leurs besoins en tant que femmes et pour avoir une représentation plus importante dans les instances.

Nous avons déjà souligné les possibilités ouvertes pour l'action unitaire par la contradiction entre cette bataille et l'attitude des directions. Les structures femmes de ces partis prennent parfois sur l'ensemble des questions politiques des positions plus radicales que les partis eux-mêmes.

b) les Verts allemands

Dans ce parti il existe des regroupements autonomes de femmes et les instances de direction sont élues sur une base paritaire du point de vue du sexe. Les orateurs dans les réunions sont désignés de manière à ce que les femmes disposent d'un temps de parole égal à celui des hommes. La direction de la fraction parlementaire des Verts, entièrement composée de femmes, a causé une véritable tempête en dénonçant publiquement les militants de leur parti accusés de harcèlement sexuel. Toutefois, la prise en compte de questions de politique sexuelle n'implique pas que soit évité le débat sur une stratégie politique, et

souvent les femmes adoptent des positions politiques divergentes sur le choix des priorités dans la lutte, ou la politique d'alliances que devraient adopter les Verts.

E. Le mouvement féministe

Les thèmes féministes traditionnels resurgissent de temps en temps comme axes de nouvelles mobilisations, parfois comme en riposte aux attaques contre les droits déjà acquis, parfois sous forme de revendications concrètes visant à élargir ces droits.

Par exemple, en 1982, sous le gouvernement de gauche, le mouvement féministe en France est parvenu par sa mobilisation à imposer le remboursement de l'avortement par la sécurité sociale. En 1985, des femmes des quatre coins de l'Etat espagnol ont décidé de défier collectivement la loi restrictive du gouvernement sur l'avortement. Cette campagne a stimulé une reprise d'activités parmi les femmes sur toute une série d'autres questions concernant leur oppression et elle a renforcé la coordination nationale dominée par l'extrême gauche. En RFA deux mille femmes se sont réunies pour discuter des nouvelles technologies reproductives et en novembre 1989, cent vingt femmes de toute l'Europe sont venues participer au Forum socialiste féministe en Suède. La journée internationale des femmes peut fournir l'occasion de mobiliser tous les courants du mouvement dans des initiatives unitaires.

Des exemples divers témoignent de la force du mouvement autonome des femmes lorsqu'il est à même de prendre des initiatives sur des thèmes susceptibles de rallier de larges couches des femmes et d'entraîner derrière lui une partie des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. L'auto-organisation des femmes au sein du mouvement ouvrier est un mécanisme clé pour peser dans le sens de l'interaction politique nécessaire entre les mouvements des femmes pour leur libération et les organisations de la classe ouvrière.

Les changements intervenus dans la situation des femmes ont suscité une différenciation politique dans le mouvement. Cette différenciation s'est manifestée sur le terrain de la théorie. Parmi les thèmes théoriques nouveaux, certains — liés aux questions de race, de classe, de l'impérialisme et de la sexualité — illustrent les situations différentes que vivent les femmes. Les attitudes et rapports différents des féministes à l'égard de l'Etat et ses institutions ont également suscité certains débats. D'autres surgissent avec l'apparition de problèmes nouveaux (comme, par exemple, les nouvelles technologies reproductives), ou autour des thèmes tels que la violence sexuelle.

Le développement de la lutte contre la violence sexuelle touche à un des aspects les plus vulnérables de la domination masculine. Nous situons l'origine de cette violence dans l'oppression des femmes et exigeons qu'elle soit considérée comme un crime social, soulignant surtout l'importance de l'auto-organisation et le respect pour elles-mêmes de la part des femmes. Une autre analyse a été développée, qui définit la violence sexuelle comme origine de l'oppression des femmes et qui élabore une série de revendications parmi lesquelles un mouve-

ment contre la pornographie, la censure, un renforcement de la police et l'allongement des peines de prison.

Le développement de courants alternatifs fondamentalistes (« retour à la nature », qui considèrent toute forme d'industrialisation comme entièrement négative) a eu un fort impact sur la pensée féministe. Les implications possibles des nouvelles technologies reproductives ont servi à alimenter ces débats. Les tendances « naturalistes », profondément antiscientifiques, exigent une réponse sérieuse de notre part.

Ces points de vue reposent sur l'idée que l'oppression des femmes est le produit de différences biologiques, qui trouvent leur reflet dans la sphère culturelle, et non le résultat de l'organisation économique et sociale. Une telle analyse implique un recul par rapport à la perspective de départ du féminisme moderne, pour qui la féminité et la masculinité sont un produit social, pouvant donc être modifié. Ce qui est proposé en l'occurrence, c'est la création d'un « espace des femmes » dans le cadre de la société capitaliste actuelle.

Le processus de différenciation a donné lieu à divers courants, parmi lesquels on peut identifier :

- Les féministes radicales qui, sur la base de leur analyse de l'existence de classes sexuelles, définissent la lutte entre les sexes comme seul élément dans la lutte pour la libération des femmes.

- Les divers courants du féminisme bourgeois, dont la stratégie se caractérise essentiellement par la recherche d'acquis pour une petite minorité de femmes privilégiées par des alliances avec la classe dominante et les partis bourgeois.

- Les féministes réformistes qui soit ne prennent pas en compte les éléments qui déterminent la condition des femmes en tant que sexe soit les considèrent comme produit de l'idéologie dominante, ou les réduisent à leurs aspects purement économiques. Elles ont comme perspective la réforme de l'Etat, et situent donc la lutte pour la libération des femmes dans le contexte d'un processus de réformes et d'une « démocratisation » de la société.

- Des féministes socialistes pour qui les luttes des femmes sont plus directement liées à celles du mouvement ouvrier.

- Les féministes marxistes révolutionnaires, dont nous mêmes, qui s'efforcent d'intégrer dans leur théorie, leurs analyses et leur pratique politique, les différentes contradictions (sexe, classe, race) qui déterminent l'existence des femmes dans la société, situent la lutte des femmes dans le cadre d'une perspective révolutionnaire et reconnaissent l'importance d'une alliance avec le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Il faut souligner que les frontières entre ces différents courants sont relativement floues et que souvent on ne peut pas appliquer ces catégories de manière rigide. D'ailleurs, nos rapports avec ces courants peuvent varier : sur certaines questions nous avons une pratique de front unique avec les féministes radicales.

Par ailleurs, les idées féministes radicales ont un impact plus fort sur les femmes lorsque le mouvement ouvrier s'avère incapable de répondre à leurs aspirations.

IV. L'orientation des marxistes-révolutionnaires

Face à ceux qui nient l'oppression spécifique des femmes, qui la situent sur le terrain culturel, qui la considère comme produit de la biologie, ou qui pensent qu'il est possible de supprimer la domination, la subordination et l'oppression des femmes dans le cadre de la société actuelle, nous affirmons l'existence d'une base matérielle et sociale à l'oppression sexuelle, ainsi que la nécessité pour les femmes de se constituer en sujet social, avec leur propre expression politique. Le mouvement féministe rend possible la réaffirmation de l'identité des femmes, individuelle aussi bien que collective, et ce mouvement est le seul capable de donner une expression politique aux femmes en tant que sexe.

La prise de conscience féministe est un processus complexe qui prend des formes très différenciées : sur la base des contradictions générées par la participation à la production sociale ou dans la sphère publique ; sur la base d'une pratique politique dans d'autres mouvements qui rend possible une réflexion et une compréhension plus approfondies de la spécificité de la situation des femmes et des conditions nécessaires pour qu'elles s'investissent dans le combat féministe ; sur la base d'un processus d'auto-affirmation dans la recherche de leur individualité. Tous ces chemins peuvent amener les femmes à se battre pour leur autonomie économique, affective et sexuelle. Mais cette prise de conscience souvent individuelle ne deviendra force collective que si elle se transforme en conscience collective, en désir de changer son propre vécu et celui d'autres femmes.

Le travail femmes n'est pas simplement un secteur en soi mais un facteur qui doit influencer tous les autres aspects de notre activité et l'ensemble de notre organisation. Chaque section doit définir les couches de femmes au sein desquelles elle va mener un travail permanent. C'est indispensable pour être en mesure de prendre des initiatives politiques afin de défendre et d'élargir les droits des femmes.

Partant de leurs aspirations et des mouvements de radicalisation auxquels elles participent, nous faisons tout notre possible pour assurer que les femmes prennent conscience de leurs problèmes spécifiques, nous impulsions leur auto-organisation en défense de leurs intérêts et c'est ainsi que nous renforçons le mouvement autonome des femmes.

Chaque fois qu'il est possible de le faire, nous prenons des initiatives sur le lieu de travail et dans les syndicats pour défendre et élargir les droits des femmes. Nous mettons systématiquement en évidence le lien entre les responsabilités

domestiques des femmes et leur statut au niveau de la force de travail. Nous soutenons le droit des femmes à l'auto-organisation et leur droit à être représentées au sein du mouvement ouvrier.

A. Les axes centraux de notre travail

Nous intervenons en défense des droits des femmes, à commencer par ceux des plus exploitées – les femmes noires et immigrées, les jeunes femmes et celles des nationalités opprimées. Nous mettons plus particulièrement l'accent sur :

● La lutte pour le droit de la femme à disposer de son corps, qui implique notre participation aux campagnes contre tout retour en arrière dans la législation concernant l'avortement et la contraception ; et pour la libéralisation de la législation dans les pays où l'avortement n'est pas encore un droit.

● L'intervention sur les thèmes des violences faites aux femmes (viol, femmes battues, contre toute sorte de harcèlement sexuel sur les lieux de travail ou dans les syndicats...) par des campagnes de sensibilisation ou en participant à des structures du mouvement des femmes ou des mouvements sociaux qui s'occupent de ces questions. Notre objectif est l'introduction de lois qui établissent les droits des femmes et définissent la violence contre les femmes comme un crime.

● La lutte pour la réduction de la journée de travail sans perte de salaire. Cette lutte conduit les femmes à se battre contre le chômage et la flexibilité et répond aux revendications des femmes exigeant des loisirs et du temps pour satisfaire leurs besoins personnels.

● L'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, et la reconnaissance des qualifications acquises par les femmes. Nous faisons le lien entre les revendications salariales et les thèmes du droit au travail et de l'indépendance économique des femmes, y compris par l'obtention d'un salaire national minimum garanti.

● Le refus de toutes les formes de précarisation de l'emploi. Même si nous comprenons que certaines femmes puissent choisir de travailler à temps partiel, nous mettons l'accent sur les dangers (faibles salaires, marginalisation, déqualification) de cette formule et nous nous battons résolument contre l'imposition aux femmes du travail à temps partiel. Nous encourageons la lutte collective contre la super-exploitation que constituent l'intérim, le travail à domicile et les « petits boulots » précaires et pour le plein droit aux congés, à la protection de l'emploi et à l'activité syndicale pour les travailleuses.

● L'éducation, la formation et les programmes de requalification qui facilitent l'acquisition par les femmes des qualifications nécessaires pour remettre en cause les filières d'emploi traditionnelles. Pour l'action affirmative, qui peut nous amener à exiger des quotas dans l'emploi et la formation.

● La revendication de l'abolition de toutes les mesures discriminatoires visant à limiter les droits des femmes à la protection sociale.

● La participation à des campagnes pour l'extension maximale des services sociaux (crèches, garderies, etc.). Nous poursuivons aussi une propagande pour le partage des tâches ménagères.

● L'opposition à toute mesure discriminatoire à l'égard des lesbiennes et la défense du droit des femmes à définir et à vivre librement leur sexualité.

B. Notre participation à la construction d'un mouvement autonome des femmes

Tout ce qui précède montre le caractère décisif de l'existence d'un mouvement féministe indépendant, capable d'impulser des luttes sur toutes les questions concernant la vie quotidienne des femmes, c'est-à-dire contre leur oppression spécifique, particulièrement dans la famille.

C'est un élément vital pour défendre jusqu'au bout les intérêts particuliers des femmes et pour transformer les syndicats en instruments révolutionnaires. Ce but ne peut être atteint que par une remise en cause radicale des divisions traditionnelles au sein de la classe ouvrière, à commencer par la division sexuelle du travail.

Les contours d'un tel mouvement autonome des femmes varieront de pays en pays, en fonction de l'histoire et des luttes en cours. Mais le besoin d'une continuité c'est-à-dire la transmission des acquis théoriques, des débats stratégiques, de l'expérience de luttes antérieures – fait que l'existence d'un tel mouvement est une question centrale. Faute de quoi – on peut le constater dans nos propres rangs et en particulier dans nos organisations de jeunesse – on assistera à un recul très alarmant par rapport aux acquis programmatiques du XI^e Congrès mondial.

La ligne de marche n'est pas simplement déterminée par la situation politique d'ensemble. Mais, en ligne générale, nous ne renonçons pas à contribuer activement à la construction des syndicats et à la constitution de courants lutte de classe en leur sein sous prétexte que les perspectives politiques sont difficiles. Nous n'abandonnons pas non plus notre engagement total dans la construction d'un mouvement autonome des femmes où nous défendons notre orientation et où nous nous battons pour être une composante de sa direction.

RESOLUTION SUR LES LUTTES DES FEMMES EN AMERIQUE LATINE

Situation et dynamique des mouvements de masse et des courants féministes

Partant d'une analyse critique de la résolution du XI^e Congrès mondial, la révolution socialiste et la lutte pour la libération des femmes, cette résolution a pour objectif d'être un guide pour l'action de nos organisations dans la tâche centrale qui consiste à organiser, aux côtés des masses latino-américaines, d'autres secteurs féministes et d'autres organisations révolutionnaires, un mouvement pour la libération des femmes qui prenne toute sa place et joue un rôle décisif dans les processus révolutionnaires et dans la construction d'une société socialiste.

1) Les peuples latino-américains subissent le joug de la domination impérialiste, avec ce que cela implique de misère et de distorsion dans le développement de nos sociétés. Les rapports avec l'impérialisme sont changeants, et cela détermine l'apparition de nouveaux mouvements, et la prise de conscience et de force dans les masses – notamment parmi les femmes – de leur pouvoir de transformation.

Ces trente dernières années ont apporté des changements profonds et subits qui ont transformé la face de notre sous-continent et la vie de ses habitants, en particulier celle des femmes :

- la crise structurelle de l'agriculture et le processus inégal d'industrialisation qui ont provoqué une migration massive vers les villes ;

- l'apparition d'un semi-prolétariat massif dans les grandes concentrations urbaines qui constitue un nouveau secteur de pauvreté ;

- le remplacement du modèle d'accumulation capitaliste reposant sur la substitution d'importations par celui qui s'appuie sur l'exportation de produits manufacturés et la modernisation ;

- la crise de la dette ;

- l'usure de l'Etat populiste ;

- la mise en oeuvre par l'impérialisme de la stratégie des conflits de basse intensité, ce qui implique une transition contrôlée des dictatures militaires à des gouvernements civils « démocratiques » combinée avec la répression ;

- par la suite, l'invasion de Grenade et de Panama et l'utilisation croissante de bases militaires nord-américaines directement sur le sol latino-américain, souvent sous prétexte de « lutter contre la drogue ».

Tout cela a conduit à un appauvrissement croissant, au développement de la violence et à l'exacerbation des différences et des antagonismes sociaux.

Parallèlement, les victoires révolutionnaires, à Cuba et au Nicaragua, au-delà des problèmes qui les affectent, incarnent la possibilité de changement pour les masses du sous-continent.

C'est dans ce contexte, celui des années quatre-vingts, que les femmes latino-américaines ont fait leur entrée sur la scène politique du sous-continent.

I. Crise, Etat, église, famille et oppression des femmes

2) Dans le cadre de la crise économique, la gestion du budget familial et du travail domestique en général, qui est socialement assignée aux femmes, est devenu chaque jour plus difficile à réaliser. Dans les villes, l'hyperinflation impose au responsable du foyer d'aller de marché en marché à la recherche des aliments au meilleur prix, de moins manger pour permettre aux enfants d'en avoir un peu plus et de vivre dans l'angoisse de n'avoir purement et simplement rien à donner à manger à la famille. A la campagne le travail domestique est alourdi par les soins à donner aux animaux et le conditionnement des produits destinés à la commercialisation.

L'absence des commodités élémentaires à la ville comme à la campagne maintient le travail domestique dans des conditions très ingrates. A la campagne il faut ainsi parcourir de longues distances pour se procurer de l'eau ou du bois et les divers membres de la famille, en particulier les enfants, souffrent de façon périodique et endémique de maladies pourtant curables. Dans les quartiers pauvres des villes, les femmes doivent aussi très souvent réaliser le travail

domestique sans eau, sans électricité, dans des conditions insalubres, avec trop peu d'écoles pour les enfants, sans dispensaires. Ces conditions accroissent d'autant les responsabilités.

3) La paupérisation croissante des masses a forcé les femmes à chercher des revenus qui permettent à la famille de survivre.

Entre 1950 et 1980 le pourcentage de femmes économiquement actives a augmenté dans la majorité des pays d'Amérique latine. Mais en outre, entre 1975 et 1984, dans la majorité des pays pour lesquels nous disposons de données, le pourcentage de femmes dans l'ensemble de la population économiquement active a également augmenté.

4) Dans la paysannerie, la possibilité pour la femme de trouver un emploi rémunéré s'est détériorée, ce qui a conduit les femmes à accepter des emplois salariés, comme journalières ou métayères, tout en assumant les tâches du foyer.

5) Dans certains cas, au Brésil, au Mexique, en Uruguay, par exemple, les femmes qui sont entrées à l'usine représentent une proportion significative. Mais même dans ces cas, elles sont en général confinées dans des emplois spécifiquement féminins, et subissent une discrimination dans leurs conditions de travail, leurs salaires et leur avancement, et continuent par ailleurs à assumer les tâches du foyer « propres aux femmes » (la double journée).

A la seule exception du Brésil, les femmes qui prennent un emploi le trouvent fondamentalement dans le secteur des services et dans le secteur informel de l'économie. Pour la majorité, cela implique un sur-travail mais pas une prolétarianisation au sens propre du terme. Ces changements sont palpables dans de nombreuses grandes villes, où se sont multipliés ces dernières années les vendeurs ambulants, la mendicité et la prostitution. Faute d'emplois stables et vu le revenu rachitique qu'ils procurent, les femmes sont sorties dans la rue gagner leur vie comme elles le peuvent.

L'Etat et les femmes

6) Face à la crise économique et politique, les bourgeoisies latino-américaines et leurs Etats cherchent en permanence à créer de nouvelles bases de consensus pour préserver leur domination sur la société. Dans la mesure où les femmes, ces dernières années, ont accédé en nombre croissant à la vie publique, même si en majorité elles sont toujours recluses au foyer, ils cherchent à se légitimer vis-à-vis d'elles en engageant le dialogue avec les mouvements de femmes organisés et en se présentant comme les champions des droits démocratiques et civiques des femmes. Cela s'est traduit par une offensive idéologique de la part de nombreux gouvernements et forces bourgeoises en direction des femmes, dans les discours électoraux comme dans la nomination de femmes à des fonctions gouvernementales.

7) Dans certains pays comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine et l'Uruguay, les partis bourgeois au pouvoir ont impulsé la création d'institutions ou d'organismes qui ont pour objectif de développer des programmes spécifiquement dirigés vers la femme dans sa condition de sexe opprimé. La plupart de ces programmes se limitent à faire des recherches, à faire de la propagande et à proposer des réformes législatives, sans avoir de pouvoir exécutif en tant que tel.

8) La majorité des pays ont souscrit à la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination de la femme » adoptée par les Nations Unies. Il s'en est suivi la reconnaissance expresse au niveau constitutionnel de l'égalité des droits civiques pour les hommes et les femmes.

En outre, de nombreux gouvernements ont introduit des changements, à leur propre initiative, sur le terrain législatif concernant l'égalité formelle et les droits sociaux en matière de divorce par exemple.

L'offensive modernisatrice de nombreux Etats se reflète dans la sphère du travail où ils invoquent « l'égalitarisme » pour permettre une plus forte exploitation des femmes, ce qui contribue à légitimer leurs politiques économiques.

9) C'est au niveau des programmes économiques que la politique des Etats affecte de plus en plus la vie des femmes.

Dans de nombreux pays, les Etats ont mis en oeuvre des programmes qui tendent à institutionnaliser le marché informel du travail : formation et allocation de crédits aux femmes pour qu'elles puissent trouver des revenus complémentaires sans quitter leur foyer. Cela camoufle le chômage, évite au patronat de payer leur prestations à ces travailleuses, et rend plus difficile leur organisation.

D'autres gouvernements ont mis en place des programmes d'emploi temporaire destinés à l'origine aux hommes. Mais ce sont les femmes qui ont occupé ces postes sans aucune sécurité d'emploi et pour des salaires « d'urgence ».

D'autres accompagnent leurs programmes de modernisation par des plans de « lutte contre la pauvreté extrême » en utilisant la main-d'oeuvre féminine volontaire pour réaliser des travaux publics.

10) Dans nombre de pays, l'Etat réalise une politique agressive de contrôle des naissances, en recourant à la distribution sans discrimination de contraceptifs et à la stérilisation forcée. Très souvent, cette politique est directement liée à la négociation avec les organismes internationaux qui les financent et leur ouvrent des crédits. L'absence d'alternatives de gauches pour la défense du droit des femmes à décider sur leur maternité facilite l'application d'une telle politique dont l'objectif est de faire tomber le taux de croissance de la population et de convaincre le peuple que sa misère tient à ce que « nous sommes trop nombreux ».

11) Divers gouvernements ont créé des services de polices spécialisés dans l'aide aux femmes agressées, ce qui leur permet non seulement de se légitimer par

rapport aux femmes en tant que champions de leur bien-être, mais encore de renforcer et de donner une légitimité à leur appareil répressif.

L'église

12) Le poids de l'église catholique latino-américaine est énorme sur le plan politique, social et culturel. Pourtant, au cours des vingt dernières années, elle est entrée en crise comme en témoignent l'existence de différents secteurs en son sein, dont le secteur qui fait allégeance au Vatican et celui connu sous le nom de théologie de la libération, avec ses différentes tendances.

La hiérarchie liée au Vatican soutient en général les mesures qui tendent à maintenir le système actuel de domination et donc une position très conservatrice en ce qui concerne les femmes, s'opposant par exemple à la modification des lois sur le divorce, la contraception et l'avortement. De multiples façons, elle développe une politique de renforcement du système familial traditionnel et du rôle soumis des femmes dans ce cadre.

Le courant qu'on nomme théologie de la libération est en général lié aux processus d'auto-organisation des masses pauvres. En règle générale, un très fort pourcentage des membres des communautés religieuses de base et des groupes de réflexion biblique sont des femmes. Cela explique que certains membres du clergé soient plus sensibles à l'oppression spécifique qu'elles subissent et à la nécessité d'assumer un engagement politique sur ce terrain. Mais ce qui limite grandement leur prise de conscience politique à ce sujet, c'est la contradiction entre la vision morale traditionnelle dont ils ne se défont pas et les nécessités concrètes et nouvelles des femmes concernant en particulier la sexualité, la maternité et les contraceptifs. Il n'y a eu que quelques contributions théologiques du point de vue des femmes et de son rapport avec l'objectif de libération qu'adopte ce courant.

On a vu ces dernières années s'accroître également l'activité de divers groupes protestants en Amérique latine. Bien que parmi eux se trouvent des tenants de la théologie de la libération, la grande majorité sont caractérisés par une vision sociale et politique extrêmement conservatrice, et particulièrement réactionnaire vis-à-vis des femmes.

La famille

13) Tous ces changements dans la société ont eu de profonds effets dans la vie de famille de l'ensemble des masses latino-américaines. Elle est soumise à de fortes pressions désintégratrices, alors qu'il n'existe pas de possibilité matérielle pour la majorité de la population d'adopter en pratique le modèle de la famille bourgeoise.

A la campagne, des millions de familles constituent toujours des unités de production, avec, en général, une distribution rigide des tâches en fonction du sexe, les femmes occupant l'échelon le plus bas dans la hiérarchie du pouvoir, dans la prise de décision aussi bien formellement que réellement. Mais dans ce cas, elles participent vraiment à la production, elles font partie de la communauté productive, même si celle-ci est relativement isolée du reste du monde.

Dans le même temps, vingt-six millions d'indigènes concentrés en leur majorité au Pérou, en Equateur, en Bolivie, au Guatemala et au Mexique, conservent à un certain degré leurs coutumes, leurs traditions, leurs façons d'assumer le travail productif sous forme communautaire. D'énormes pressions s'exercent sur ces nationalités pour qu'elles abandonnent leur culture, mais elles résistent à la « latinisation ».

Cependant, la crise structurelle de l'agriculture et une relative capitalisation à la campagne exercent une forte pression vers la désintégration de la famille paysanne en tant qu'unité de production, autosuffisante, sans que cela la transforme pour autant en simple unité de consommation.

Avec la concentration de la population dans les métropoles latino-américaines, et le renforcement des relations de production capitalistes, au sein de la grande et de la petite bourgeoisie comme dans des secteurs du prolétariat, se constitue la famille bourgeoise. Pourtant, la grande majorité de ces migrants ne feront pas partie de la classe ouvrière proprement dite : le capitalisme sous-développé n'a simplement pas d'autre fonction à faire jouer à sa main-d'oeuvre que de s'intégrer à la gigantesque armée de réserve.

Mais même dans les familles dont l'un des membres au moins réussit à trouver un emploi salarié, il est rare que le revenu de cet emploi soit suffisant pour assurer le maintien de leur propre noyau familial, même s'il sont contraints en tant qu'individus d'affronter le marché du travail.

Le nombre d'enfants par femme a sensiblement baissé, mais la majorité des familles en ville restent très nombreuses. Très souvent, pour survivre, elles adoptent des formes qui s'apparentent aux relations traditionnelles à la campagne : le petit commerce familial est très développé et, si ce n'est pas le cas, il reste très souvent l'objectif des salariés ; les traditions indigènes sont transférées à la ville.

Mais, dans d'autres cas, la pression désintégratrice sur la famille est telle qu'elle se disperse tout simplement, d'où le phénomène massif des enfants abandonnés. Par ailleurs, de plus en plus, les femmes se retrouvent chefs de famille.

En outre, la crise engendre des tensions au niveau social, ce qui augmente non seulement les nombre d'agressions et de viols, mais aussi la violence au sein de la famille.

II. La dynamique du mouvement de femmes en Amérique latine aujourd'hui

14) A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e apparaissent les premières organisations de femmes en tant que telles sur la base d'une première identification entre les femmes d'une même communauté immédiate, pour s'accorder sur des horaires, des problèmes urgents à régler ou des préoccupations communes. De là vient la tradition de :

- l'organisation des femmes en soutien aux luttes ouvrières depuis le siècle dernier ;

- les luttes des femmes pour leur droit au travail, en particulier dans des activités industrielles « de femmes », qui ont forgé des milliers de cadres expérimentés pour le mouvement ouvrier en général ;

- les clubs de mères dans les quartiers pour faire face à divers problèmes de la communauté.

Mais en outre, il existe une certaine tradition d'organisation des femmes autour de revendications propres à leur sexe. Les femmes bourgeoises s'organisent depuis le siècle dernier pour le droit à l'éducation, l'accès à certaines professions et, dans certains cas, le droit de vote. Mais avec l'essor général de la lutte des classes, sont apparues des organisations de masse de femmes enracinées dans la classe ouvrière, qui se sont constituées autour de revendications comme le droit de vote, le droit à la terre, au travail et à l'instruction pour les femmes des classes populaires.

15) Dans les années soixante-dix et quatre-vingts sont apparus de nombreux groupes féministes du type de ceux qu'on a connus à la même époque en Europe, aux États-Unis et au Canada, et sous leur influence. Mais en Amérique latine, même si un mouvement féministe de masse s'est développé au Brésil pendant une brève période, à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, ce processus ne s'est jamais généralisé et n'a jamais engendré la construction d'un mouvement organiquement constitué avec un caractère de masse.

La majorité des groupes étaient caractérisés par le débat idéologique et théorique et centraient leur activité sur l'autoconscience et la propagande, avec un impact réel dans les moyens de communication de masse, introduisant ainsi pour la première fois depuis de nombreuses années la « question femme » dans les milieux intellectuels et de gauche et dans l'ensemble de la société.

Néanmoins, le travail des groupes féministes et d'autoconscience, même s'il a pu stimuler des réactions de masse, n'a pas débouché sur la construction de structures générales à caractère plus permanent dans les différents secteurs de femmes qui se sont mobilisés à cette époque, propre à maintenir la continuité d'un mouvement spécifique. L'action des groupes féministes se concentrait en outre dans les grandes villes, ou même, pour certains pays, dans la seule capitale.

Se consacrer à la discussion et la propagande sur des « thèmes » liés à l'oppression – travail domestique, violence, sexualité, avortement – c'était bien toucher à des questions vitales pour l'ensemble des femmes. Mais oublier la question des perspectives politiques de la construction du mouvement rendait très difficile l'élaboration d'une plate-forme qui unifie l'ensemble des groupes ou qui soit attractive et accessible pour la majorité des femmes.

La grande majorité des femmes étaient et sont organisées de façon permanente sur la question de leur propre survie et de celle de leur famille et sur la question de la démocratie, dans la situation où les plonge le caractère semi-colonial de nos pays et la misère qui en résulte. De plus, les couches moyennes n'ont pas subi de contradictions à un niveau suffisamment massif pour provoquer une riposte plus forte dans ce secteur relativement nombreux.

Cette situation a produit une crise de perspectives politiques des groupes autonomes, et dans de nombreux cas, leur disparition ou leur intégration dans des projets de l'Etat.

16) Mais certains groupes et beaucoup de femmes au plan individuel ont commencé à forger d'autres outils pour exprimer leurs préoccupations féministes :

a) des institutions de soutien et/ou d'éducation financées fondamentalement par des agences internationales. La dynamique centrale de leur activité est très variable. Elles ne se définissent pas toujours comme féministes, mais ont un poids important dans le mouvement féministe par leur activité, que facilite le financement qu'elles perçoivent.

b) des groupes de soutien et/ou de relations avec les femmes non financés (centres de services et de rencontre et de réunion, ciné-clubs, travail de quartier, chez les paysans ou les indigènes, par exemple).

c) des groupes qui éditent certaines publications.

d) des groupes de femmes chrétiennes.

e) des commissions ou des regroupements syndicaux.

f) des groupes de femmes au sein des partis politiques de gauche.

Toutes ces expériences du mouvement féministe ont prospéré davantage dans les années quatre-vingts, où leur travail a été orienté vers une tentative d'appréhender le comportement concret des femmes aujourd'hui.

17) Des millions de femmes latino-américaines ont vu leur vie quotidienne et leur vision du monde transformées. Elles ont dû quitter l'ombre de leur maison et entrer dans la vie publique de façon précipitée, à la recherche d'activités qu'elles n'auraient jusque-là jamais envisagées, pour subvenir à leur famille.

Une génération entière de femmes jeunes a été élevée dans des conditions de crise, souvent par des mères qui ont vécu ces changements. De ce fait, même si elles peuvent s'y référer idéologiquement, elles n'ont pas comme exemple, en pratique, le modèle de la femme exclusivement confinée aux quatre murs du foyer.

Parallèlement, le développement de l'instruction publique et la pénétration massive des moyens de communication à la campagne et dans les villes, ont conduit à un élargissement, même distorsionné, de l'horizon de millions de femmes.

18) Ainsi, avec l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail, elles se sont vues par millions, face à l'impossibilité de trouver une solution individuelle, forcées de donner une solution collective à la question de la détérioration du niveau de vie et des droits démocratiques. En conséquence, elles participent davantage dans les mouvements sociaux et politiques en général, qui concernent des millions de femmes, ce qui leur donne souvent pour la première fois une expérience de lutte.

Actuellement, la majorité des femmes se trouvent organisées en fonction de leur situation sociale, autour de leurs conditions de vie et de travail (conditions de survie de la famille, de travail domestique et de travail salarié) et autour du problème politique le plus brutal, la lutte contre la répression, pour les droits de l'homme et la démocratie.

Au cours des quinze dernières années sont apparus de nouveaux mouvements dont la base et les militants sont presque exclusivement des femmes : lutte de quartiers et lutte contre la répression, pour la liberté des militants emprisonnés ou disparus.

Les mouvements populaires civiques ou urbains luttent pour résoudre les problèmes de logement, de services et contre la cherté de la vie. Les femmes, dans la mesure où elles restent responsables du foyer sous tous ses aspects, et où elles n'ont pas dans leur majorité d'emploi salarié, avec ce que cela implique en temps passé hors de chez elles, sont les plus motivées et les plus à même de participer à ces mouvements sur leur lieu de résidence.

Par ailleurs, les comités des familles des prisonniers et des disparus politiques trouvent leur base et leur force motrice parmi les femmes, essentiellement par leur identification à leur rôle de mères et d'épouses et leur implication dans la lutte pour arracher leurs fils, leurs époux et leurs frères aux tenailles de la répression.

Le développement des luttes syndicales et paysannes a également impliqué les femmes en grand nombre. Dans les secteurs de main-d'oeuvre presque exclusivement féminine, elles sont descendues par milliers dans les rues pour la première fois.

Les paysannes et les indigènes, par ailleurs, s'organisent souvent en tant que femmes pour faire face aux problèmes liés tant au besoin de meilleures conditions pour le travail domestique et le bien-être de leurs familles, qu'à la lutte pour leur propre droit à la terre et à des crédits, pour assurer leurs propres revenus qui viennent s'ajouter à ceux de la famille.

19) Cette participation à la vie publique, sous différentes formes et à différents degrés, crée une dynamique contradictoire dans la conscience des femmes : dans leur majorité, elles s'impliquent dans la vie publique en tant que mères et épouses. Une minorité, mais une minorité politiquement significative, le font en tant que jeunes travailleuses.

Elles quittent leur foyer et leur quartier, se heurtent au pouvoir de l'Etat, du patronat, de la bureaucratie syndicale, des groupes para-militaires et des caciques à la ville comme à la campagne. En résumé, elles font précisément ce que la morale en vigueur enseigne que la femme ne doit pas faire.

La contradiction centrale à laquelle se heurtent des millions de femmes latino-américaines est la nécessité de remplir le rôle traditionnel de la femme dans la famille, à la maison, et dans le travail domestique dans son sens le plus large, et l'impossibilité où elles sont de le faire, vu les conditions générales, sans bousculer cette tradition. Cette contradiction est la base objective pour aller vers

la construction d'un mouvement de masse des femmes pour leur libération en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les conditions qui se créent d'une mobilisation à un niveau de masse, ouvrent la possibilité d'une prise de conscience de leur oppression en tant que femmes. Poussées à descendre dans la rue par la nécessité et la solidarité, elles se heurtent aux obstacles qui les empêchent d'arriver à leurs objectifs. Pour y arriver, pour gagner, elles devront modifier leur comportement, leur conception d'elles-mêmes, leurs conditions de lutte. Pour créer de nouvelles conditions de solidarité et ainsi améliorer leurs conditions de lutte, elles doivent remettre en cause leur propre oppression en tant que sexe. Il n'y a pas d'issue positive à cette contradiction sans la rupture avec leurs conditions sociales, politiques et personnelles qui créent et perpétuent le modèle traditionnel de la femme – mère, épouse et maîtresse de maison – à partir de la lutte politique de masse où les femmes sont en première ligne et à la direction.

Cette contradiction est renforcée par d'autres :

- les masses de femmes ont aujourd'hui accès aux médias et, au-delà des différences, des millions de femmes ont également accès à l'éducation formelle. Ainsi, elles connaissent les possibilités énormes que le monde contemporain offre pour le développement des personnes. En même temps, on présente des modèles, aussi bien traditionnels que « moderne », de ce que les femmes doivent être. Ces nouvelles connaissances et les modèles eux-mêmes entrent en contradiction ouverte avec la réalité de leur vie ;

- des millions de femmes ont accès pour la première fois à des moyens anticonceptionnels, ce qui les amènent à comprendre qu'il est possible de contrôler leur propre corps et à exercer de façon consciente leur maternité et sexualité dans des buts autres que la procréation, bien que cela implique des risques du fait que cet accès est lié fondamentalement à une politique de contrôle des naissances, néfaste dans sa motivation et antidémocratique dans son application ;

- la mise en place par l'Etat de programmes contre la violence sexiste, si cela implique une forme d'élargissement et même de légitimation de l'appareil répressif de l'Etat, officialise par ailleurs le caractère social de la violence sexiste, mettant à nu par les témoignages, la brutalité de cette violence et le grand nombre de cas où elle s'exerce ;

- la propagande bourgeoise sur l'égalité des femmes – qu'il s'agisse de soutenir une politique de contrôle des naissances, de gagner des voix, ou de trouver une légitimité aux yeux de la communauté internationale – introduit à un niveau de masse comme jamais auparavant, voire pour la première fois, l'idée que les femmes et les hommes ont les mêmes droits devant la loi et la société. Parallèlement, au sein des organisations de masse indépendantes qui luttent contre la politique de l'Etat et de la bourgeoisie, et brandissent notamment le drapeau de la lutte pour une démocratie réelle, les femmes subissent une discrimination et une marginalisation dans la majorité des cas, qui est autant le fait des militants de base que des dirigeants.

20) Mais la reconnaissance de ces contradictions et leur dépassement par la lutte consciente pour la libération de la femme ne sont pas automatiques. Cela dépend de nombreux facteurs de la lutte sociale, du niveau d'organisation des femmes et de la lutte de classe en général : le rapport de forces d'ensemble entre la bourgeoisie et les travailleurs ; la capacité de la bourgeoisie et de son Etat de présenter aux femmes des politiques démobilisatrices et d'autolégitimation ; le développement, la force et les rapports des organisations révolutionnaires et réformistes avec les mouvements de femmes, etc. Tous ces facteurs ont une influence sur le développement d'un secteur du mouvement des femmes capable d'établir, dans la pratique, un lien entre un projet de construction d'un mouvement de masse de nature féministe et les points de départ plus généraux de mobilisation ou de radicalisation des femmes. Toutefois, l'existence de ces contradictions est la base objective des progrès réalisés dans les dernières années vers la construction d'un mouvement politique des femmes pour leur libération dans notre continent.

21) En termes généraux, la dynamique centrale que nous connaissons aujourd'hui en Amérique latine tend à la résolution positive de ces contradictions. Les femmes participent comme jamais auparavant aux luttes sociales et politiques ; elles s'organisent toujours plus en tant que femmes selon leur appartenance sociale ; on voit s'affirmer une frange ou un pôle féministe rénové et renforcé dans le mouvement de femmes ; les organisations politiques non bourgeoises sont davantage contraintes à remettre en question leurs positions traditionnelles hostiles à la libération de la femme. Si on tient compte des avancées et des reculs dans chaque pays selon la situation, la dynamique générale tend à la formation de mouvements de masse des femmes, avec le surgissement d'un nombre très élevé de groupes de caractère différent, qui intègrent de plus en plus des revendications propres à leur sexe dans leur plate-forme de lutte et d'unité, combinées à des demandes et revendications qui se rapportent aux conditions de survie et à la démocratie.

22) Dans la lutte pour leurs revendications immédiates, les femmes se heurtent massivement à chaque pas aux obstacles qui découlent de leur oppression en tant que sexe : elles sont coincées parce qu'elles ne sont pas « autorisées » à sortir de chez elles, qu'elles ne savent pas où laisser leurs enfants, qu'elles se culpabilisent de les « abandonner » ; qu'elles sont insultées par les hommes dans les réunions du mouvement ; que leurs organisations sont affaiblies par la concurrence entre elles et le manque de confiance en elles-mêmes et de savoir-faire de leurs adhérentes. Tous ces obstacles s'aggravent au sein des organisations mixtes d'hommes et de femmes. En outre, elles sont violées par la police ou l'armée et humiliées par les autorités. Ces obstacles doivent être dépassés pour pouvoir aller de l'avant. Parfois ils sont insurmontables et font reculer la lutte. Mais en d'autres occasions, ils poussent à avancer des solutions concrètes sous la forme de revendications collectives.

Dans ce dernier cas, les dirigeantes naturelles de nombreux mouvements et organisations de femmes, et souvent les groupes de femmes organisées eux-

mêmes, cherchent les éléments qui expliquent l'existence et la dynamique des obstacles pour pouvoir les dépasser. Et c'est le rapprochement avec les secteurs les plus clairement féministes qui leur permet en général de comprendre et de construire les instruments de la lutte et l'organisation nécessaires pour faire face à leurs contradictions en tant que femmes. En outre, de nombreux groupes féministes sont déjà impliqués dans l'activité des organisations populaires. Par ailleurs, au cours des dix dernières années, est apparu un nombre significatif de militantes féministes dans les partis politiques, qui ont réussi à affirmer une présence beaucoup plus organique dans le mouvement des femmes, au-delà de leur lutte pour modifier la mentalité de ces partis sur l'oppression des femmes.

Tout ce processus a commencé à engendrer une recomposition sociale et politique du secteur féministe du mouvement des femmes. Incontestablement, beaucoup de femmes combattives voient le féminisme avec crainte. Mais beaucoup d'autres commencent à s'assumer comme féministes, à s'identifier avec les postulats féministes quand elles voient leur capacité à comprendre et à changer leur réalité. Par ailleurs, les secteurs féministes traditionnels ne peuvent plus nier comme par le passé la « légitimité féministe » des femmes qui combinent leur activité dans le mouvement des femmes avec leur militantisme de parti.

Une preuve empirique de cette recomposition se trouve dans la participation grandissante de femmes de secteurs populaires aux « Rencontres féministes latino-américaines et des Caraïbes » de 1981 à 1990. C'est cette dynamique combinée des contradictions dans les luttes des femmes dans les secteurs populaires pour des revendications de classe et l'interaction avec des couches féministes du mouvement des femmes – incluant sans cesse davantage des femmes qui se sont mobilisées d'abord sur des revendications de classe ou en militant dans un parti – qui a permis que dans de nombreux secteurs on ait commencé à avancer des revendications en tant que sexe dans les programmes de lutte et comme base de certaines des mobilisations de femmes ces dernières années.

23) Les formes de coordination entre les divers secteurs du mouvement des femmes varient dans leurs objectifs, leur ampleur, leur durée et leur nature.

A l'occasion, on a vu se créer une coordination permanente, avant tout comme espace de discussion politique, de contact et de soutien mutuel, pas tant autour d'actions et de campagnes, même si ces dernières pouvaient découler de cette coordination même.

D'autres formes de coordination qui combinent parfois des forces clairement féministes et d'autres, qu'il s'agisse de partis ou du mouvement plus large des femmes, sont nées de conjonctures particulières au niveau de la politique nationale.

Ont également vu le jour une série de réseaux de travail, au niveau national comme du sous-continent, autour de campagnes ou d'activités permanentes de leurs adhérents. Dans nombre de pays, les contacts entre les groupes féministes se sont limités à des rencontres locales, régionales ou nationales, certaines

débouchant sur la mise en place de réseaux d'information entre groupes, sans que soit définie une plate-forme politique commune.

La majorité des femmes qui se coordonnent de façon permanente tendent à le faire à partir de leur situation sociale.

S'il est vrai qu'au début des années quatre-vingts, les différentes activités des femmes à l'occasion du 8 mars, du 25 novembre ou d'autres activités générales, ont été impulsées par des secteurs liés aux groupes féministes, actuellement, la composition sociale de ces activités et y compris l'initiative de leur préparation appartiennent très souvent à des femmes liées aux secteurs populaires et syndicaux du mouvement.

Au niveau du sous-continent, il y a eu différents contacts et lieux de discussion, avant tout lors des « Rencontres féministes latino-américaines et des Caraïbes » et lors des trois conférences du « Front continental des femmes contre l'intervention ». Il y a aussi une multitude de rencontres, séminaires, événements internationaux qui jouent le même rôle. Dans ce type de rencontre, les femmes du Nicaragua et de Cuba ont eu des contacts de plus en plus importants avec le pôle féministe latino-américain.

24) La dynamique générale que connaissent les femmes aujourd'hui se caractérise par le fait que : a) elles s'engagent de plus en plus nombreuses dans la lutte politique et sociale et b) elles se trouvent objectivement en contradiction avec leur oppression. Mais dans le long cheminement qui conduit à la transformation de ces conditions en un mouvement politique des femmes pour leur libération, elles se heurtent à une série de problèmes politiques qu'il faudra analyser et dépasser :

a) la diversité des revendications des femmes en lutte.

Les revendications des femmes ont en général un point de vue local, ce qui rend objectivement difficile l'unité de leurs luttes revendicatives. Mais l'absence d'unité et donc de contacts avec un beaucoup plus grand nombre de femmes crée non seulement des difficultés pour gagner dans la lutte immédiate, mais affaiblit aussi le processus de réflexion sur leur oppression en tant que problème social.

Pourtant, même lorsqu'il existent des revendications immédiates qui unifient les femmes de tout un secteur, cela ne suffit pas à former un mouvement politique général qui se reconnaisse comme mouvement de femmes. Evidemment, l'unité des femmes, organisées en tant que telles, même si c'est par secteurs, a un effet multiplicateur très important dans les autres secteurs. Mais si le mouvement ne s'étend pas politiquement de façon à y incorporer des femmes des différents secteurs, le danger s'accroît que le secteur fort lui-même subisse un recul dans ses acquis.

Finalement, quand les diverses organisations avancent des revendications spécifiques aux femmes, celles-ci sont très diverses et difficiles à unifier dans la lutte. Et c'est dans la lutte que les femmes verront toujours davantage l'utilité de leur organisation également pour leurs revendications spécifiques de femmes.

b) clientélisme et assistanat : deux dangers dans la construction du mouvement.

Les femmes, en particulier dans les quartiers populaires et les communautés paysannes, ont tracé deux voies pour répondre aux problèmes de survie : présenter leurs revendications à des interlocuteurs externes ou essayer d'y apporter une solution par leurs propres moyens.

Adresser à l'Etat les revendications touchant aux problèmes sociaux et politiques a l'énorme avantage de situer la responsabilité là où elle doit l'être, dans l'ensemble de la société et de ses institutions, et donne plus facilement de ce fait à l'action de masse un caractère politique. Du succès des luttes et des mobilisations dépend le progrès aussi bien de la conscience globale que de la force et de la confiance nécessaires en leurs propres moyens.

L'expérience nous a appris, pourtant, que cette voie n'est pas exempte de dangers : d'un côté, cela peut favoriser une dynamique clientélisme et, de l'autre, ayant obtenu gain de cause sur certaines revendications, les femmes peuvent se retrouver absorbées par des tâches administratives dans la distribution ou les services.

L'autre forme d'auto-organisation pour assurer sa survie, la prise en charge ou l'administration par ses propres moyens, a l'avantage d'être un processus d'auto-organisation coopérative qui apporte des solutions immédiates à des problèmes d'urgence et valorise le travail domestique, en créant un embryon de socialisation.

Il comporte pourtant deux dangers réels : la légitimation du rôle dévolu aux femmes comme responsables des affaires domestiques et du confort du foyer, et le danger de l'assistanat apolitique.

c) les difficultés de la participation politique des femmes travailleuses.

Il est clair qu'il n'y a pas de corrélation automatique entre l'entrée massive des femmes sur le marché du travail et leur incorporation à la lutte politique et/ou syndicale en tant que travailleuses :

- Leur incorporation se produit fondamentalement dans les secteurs de main-d'oeuvre féminine, comme les services, les industries « de femmes » et le secteur informel en général. En règle générale, leur travail est très semblable aux tâches domestiques, ou requiert une grande minutie.

- Le secteur informel implique en général des conditions de travail isolées, en petits ateliers, où s'instaurent presque toujours des rapports extrêmement paternalistes avec le patron ou le contre-maître.

- Même quand les femmes sont incorporées à la grande industrie, la majorité fournit une double journée de travail, à quoi s'ajoutent des entraves supplémentaires à une activité politique ou syndicale.

- La vision qu'elle a d'elle-même, c'est d'abord en tant que mère et/ou épouse, et pas en tant que travailleuse, quand bien même elle serait le seul revenu de la famille.

- Les collègues de travail font très souvent pression pour qu'elles ne participent pas à la vie syndicale, en tous cas pas activement ; et les directions syndicales non seulement ne se préoccupent guère des conditions spécifiques des

travailleuses, mais s'opposent même très souvent ouvertement à leur participation.

● La majorité des femmes qui militent activement dans les syndicats sont célibataires ou n'ont pas encore d'enfants. De ce fait, elles s'identifient moins aux problèmes de la majorité des travailleuses.

Il faut ajouter à ces difficultés le fait que les organisations révolutionnaires ne consacrent pas suffisamment d'attention au travail syndical avec les femmes.

Pour toutes ces raisons, l'organisation des femmes travailleuses n'a pas progressé au même rythme que leur entrée dans le monde du travail.

d) les tentatives de prise de contrôle par l'Etat.

Quand l'Etat a une politique relativement agressive envers les femmes, il faut évidemment répondre par des propositions politiques alternatives avec comme perspective le renforcement du mouvement de masse. Faute d'une telle alternative, il sera sans cesse plus difficile de maintenir l'indépendance de classe, vu que l'Etat semblera plus utile que le mouvement aux yeux des masses.

e) la prédominance du sexisme au sein des directions du mouvement de masse.

Dans la mesure où la prise de conscience initiale de la majorité des femmes se produit à travers les luttes des mouvements les plus généraux, dirigées en général par des hommes, le machisme de ces derniers représente un obstacle important pour aller de l'avant. C'est particulièrement important alors que fait toujours défaut un mouvement politique spécifique des femmes qui défende au niveau national, unifié, les revendications spécifiques des femmes qu'elles commencent à avancer dans les différents secteurs sociaux. En retour, le sexisme des directions constitue un obstacle à la construction d'un tel mouvement.

25) Quant aux directions non bourgeoises des mouvements de masse, il s'est produit ces dernières années certains changements dans leur conception de la situation des femmes et leur rôle dans la société et dans les luttes.

Dans de nombreux pays, la crise des Partis communistes remet notamment en cause la vieille conception stalinienne du mouvement des femmes conçu comme un auxiliaire du mouvement de masse en général.

Parallèlement, les organisations révolutionnaires discutent de la stratégie révolutionnaire, et abordent dans ce cadre la question du rôle des femmes et de la lutte contre leur oppression spécifique, au moins potentiellement. Pourtant, presque toutes les directions refusent d'inclure ce point dans le débat de stratégie et s'opposent à toute prise en considération sérieuse de la question.

Mais au sein de tous les partis politiques de gauche apparaissent des noyaux et des courants féministes qui défendent différentes alternatives quant à la nécessité pour les femmes de lutter pour des objectifs spécifiques. Ils ont une influence sur l'orientation de leurs partis, fonction non seulement de leurs qualités politiques, mais aussi des traditions plus ou moins démocratiques de discussion,

société postrévolutionnaire, elles ont besoin de se constituer dès à présent en un mouvement politique basé sur leurs revendications spécifiques.

La constitution de ce mouvement les transformera en sujet politique, qui lutte pour ses propres intérêts ; l'intérêt historique qu'ont les femmes à éliminer la société de classes patriarcale est la base de leur transformation en sujet révolutionnaire. Cette transformation pourra se produire en pratique selon le développement politique du mouvement lui-même et de son avant-garde.

29) Pour que se construise ce mouvement aujourd'hui, il faut partir des conditions, des formes d'organisation et des revendications que les femmes ressentent comme les leurs, qu'elles soient ou non spécifiques à leur sexe. L'auto-organisation des femmes selon les secteurs sociaux autour de leurs demandes les plus ressenties est une partie essentielle du renforcement des femmes du point de vue social, collectif et donc individuel, crée des conditions plus favorables à leur prise de conscience comme genre, même si cela n'est pas automatique.

Sans aucun doute, la lutte des femmes pour leurs propres objectifs restera étroitement liée aux luttes de l'ensemble de la population laborieuse, même si se constitue un mouvement politique propre. Dans la construction de ce mouvement se combineront certainement des revendications générales de classe avec des revendications spécifiques aux femmes, bases de son unité. De ce fait, sa dynamique lui fera connaître des hauts et des bas dans l'importance accordée aux revendications spécifiquement féministes.

Un plus haut niveau d'organisation du mouvement populaire aide les femmes à avancer dans la formulation et la défense de leurs propres revendications. Cela tient à ce qu'un plus haut niveau de coordination et d'unité implique non seulement de meilleures chances de gagner, mais également un plus haut niveau de politisation, la création de bases unitaires plus larges et la compréhension de la nécessité de s'organiser de façon permanente pour prendre en charge non pas un problème mais toutes sortes de problèmes.

En termes pratiques, cela implique simplement qu'il peut y avoir une meilleure répartition des tâches au sein de l'organisme de lutte et davantage d'attention consacrée à l'analyse de la réalité.

L'association des forces qui ont pour objectif d'élargir la conscience des femmes à celle de leur oppression en tant que telles, devient plus efficace en touchant davantage de femmes.

Mais il n'y a pas de rapport mécanique entre le mouvement populaire général et le développement des femmes. Cela exige une expression politique propre en tant que femmes, et cela ne sera possible que par un effort conscient pour impulser dans chaque mouvement la mise à jour croissante et l'expression politique de l'oppression de sexe, ce qu'on pourrait appeler la féminisation des revendications, l'organisation et la dynamique politique du mouvement des femmes.

30) Dans le processus même de la construction du mouvement se poseront différents problèmes :

a) face à la diversité de leurs revendications, qui reflète non seulement les différents besoins mais aussi les différents niveaux de conscience, il faut se saisir de chaque opportunité pour unifier les luttes et établir une plate-forme revendicative qui permette d'avancer vers la formation d'un mouvement politique de plus en plus clairement défini comme tel.

b) face aux dangers du clientélisme et de l'assistanat, il faut aussi bien renforcer la démocratie interne dans les organisations de masse en général et les espaces politiques et les organisations de femmes en particulier, qu'assurer un fonctionnement démocratique du mouvement de femmes dans son ensemble. Par ailleurs, il faut souligner le caractère politique des revendications des femmes elles ne peuvent pas être satisfaites par la charité – et la nécessité impérieuse de préserver l'indépendance de leur mouvement vis-à-vis de la bourgeoisie et de son Etat.

c) malgré les difficultés qu'ont les femmes qui travaillent à participer à la vie syndicale et politique, il ne faut pas en tirer la conclusion que leur participation au mouvement de femmes n'est pas centrale. Vu simplement la quantité de femmes qui sont entrées sur le marché du travail, au-delà des obstacles à leur participation, il y a plus de femmes que jamais auparavant qui participent aux activités syndicales. Et quand elles s'associent à un processus collectif de prise de conscience et de lutte contre leur oppression comme femmes, en plus de leur oppression comme travailleuses, leur progression est beaucoup plus rapide que dans les autres secteurs, du fait de leurs conditions de vie et de travail, leur concentration numérique, pour tout dire, leur situation sociale.

d) face aux tentatives de l'Etat pour contrôler le mouvement de femmes, particulièrement son aile féministe, il faut non seulement défendre résolument son autonomie pour des raisons historiques, mais aussi avancer des propositions politiques sur le type de changements d'ores et déjà nécessaires au niveau du gouvernement. Nous devons pour ce faire avancer les critères suivants dans le mouvement : faire la distinction entre les services que l'Etat a l'obligation de développer, avec un contrôle maximum de la part des usagers, et le fait que nous acceptons ou proposons que l'Etat organise les femmes (comme avec le « Programme femme aujourd'hui » en Argentine). Tant qu'il s'agit de proposer une législation, il n'est pas difficile de maintenir l'indépendance du mouvement de femmes tout en soutenant tel ou tel projet de loi. Mais au niveau de l'exécutif (secrétariat d'Etat ou ministère de la santé, de la justice, du bien-être social ou de la famille), le type de relations que le mouvement peut établir avec différents programmes de l'Etat est plus compliqué. Si nous exigeons un programme de santé pour la maternité, par exemple, et qu'il soit obtenu, nous ne pouvons pas nous contenter de laisser aux mains de l'Etat sa définition, son développement et sa mise en oeuvre, mais le mouvement ne peut pas non plus en prendre la complète responsabilité. Le critère que nous pouvons adopter est de s'en tenir à des propositions et au contrôle vigilant des programmes, mais de ne pas en assumer le fonctionnement.

Lorsque la gauche contrôle des municipalités, l'objectif de ses programmes doit être d'impulser l'auto-organisation du mouvement, comme cela s'est fait à la base avec le programme « un verre de lait » dans de nombreuses municipalités du Pérou. La simple mise en oeuvre du programme, sans l'auto-organisation des femmes, ne garantit pas l'avenir, et ne renforce pas non plus le mouvement des femmes, ni de ce fait les objectifs mêmes à long terme de la gauche.

e) face au sexisme qui prévaut dans le mouvement de masse et dans ses directions, il faudra établir des mécanismes de discussion en son sein, consolider les espaces ouverts aux femmes dans les organisations de masse, et promouvoir le débat, non seulement autour des propositions concrètes d'action et de revendications, mais aussi sur les racines, les formes concrètes et les solutions concernant l'oppression des femmes, c'est-à-dire la discussion théorique.

31) Pour permettre que tout processus aille de l'avant, il faut renforcer le pôle féministe des organisations et le mouvement des femmes :

a) en renforçant la recomposition de ce pôle pour y associer sans cesse plus de femmes dirigeantes des mouvements de masse de façon qu'elles puissent, conjointement à celles des groupes autonomes, des institutions non gouvernementales, des partis politiques et des jeunes qui veulent aujourd'hui s'associer à cette lutte, se forger comme avant-garde réelle du mouvement de femmes dans son ensemble.

b) en établissant de plus larges espaces pour la discussion politique et théorique en tant qu'avant-garde par le biais de rencontres, de coordinations autour de campagnes concrètes, de publications, de séminaires, etc.

c) en orientant ce pôle de sorte que sa priorité soit celle du rapport avec le mouvement de femmes en général afin qu'il puisse :

- se saisir de chaque occasion pour avancer des revendications unitaires spécifiques aux femmes ;
- se saisir de chaque occasion pour unifier le mouvement des femmes ;
- assurer la continuité de ce dernier ;
- favoriser la réflexion et l'élaboration qui constituent une mémoire collective du mouvement ;
- développer des orientations alternatives indépendantes face aux propositions de la bourgeoisie et de son Etat.

Dans ce but, il faudra construire progressivement une alternative politique dans le pôle féministe en alliance avec d'autres secteurs ayant une vision similaire. A la construction de cette alternative contribuera également le fait que le féminisme soit accepté par d'autres courants et partis révolutionnaires, qui aujourd'hui ne participent pas à l'élaboration politique sur ce terrain.

Si les manifestations clairement féministes du mouvement des femmes s'affaiblissent, l'organisation de masse des femmes tendra à la longue à s'affaiblir.

Les organisations sectorielles de masse tiendront à se disperser ou à se faire manipuler par d'autres intérêts, ce qui impliquerait un affaiblissement politique, suivi par une érosion organisationnelle.

32) La raison d'être de nos organisations révolutionnaires, c'est de constituer un instrument politique utile pour que nos peuples s'organisent, définissent et propulsent leurs propres projets d'avenir en tant que nation, en accord avec leurs intérêts, à l'opposé de ceux de la bourgeoisie et de l'impérialisme. La révolution et la nouvelle société socialiste que nous voulons créer ne peuvent émaner que de l'ensemble du peuple travailleur, et c'est pourquoi notre courant marxiste-révolutionnaire défend une conception du féminisme qui vise à une transformation profonde, à la subversion de l'ordre établi.

Pour cela, nous devons être les premiers à impulser le mouvement des femmes pour leur libération, le débat au sein du mouvement de masse et avec la gauche révolutionnaire sur la nécessité et les moyens de construire ce mouvement.

33) Quasiment toutes nos sections sont engagées dans la réorganisation et la reformulation de leur perspective politique quant à la construction du mouvement des femmes.

Cet effort se produit dans le contexte général qui impose d'affronter plus efficacement la construction de nos organisations, et il en fait partie. En ce qui concerne le travail femmes, les problèmes sont les suivants :

- A un degré ou un autre, nous n'avons pas saisi la dynamique centrale de radicalisation de la majorité des femmes et nous avons dû effectuer un tournant vers les secteurs de masse, en travaillant à partir des revendications immédiates.

- L'absence d'un féminisme de masse et de centralisation du mouvement général des femmes en tant que mouvement politique, tout comme les pressions sexistes de la société dans son ensemble sont de lourds obstacles à l'impulsion d'une position féministe conséquente.

- Nombre de nos militant(e)s aujourd'hui n'ont pas été formé(e)s à notre conception programmatique féministe et cela rend plus difficile l'élaboration d'une orientation politique concrète pour le mouvement.

- Tout cela explique que les difficultés objectives que rencontrent toutes les militantes soient peu prises en charge par les directions et qu'elles soient donc contraintes d'y faire face individuellement.

- Il en résulte de moindres efforts pour associer les femmes aux tâches de direction politique.

A l'évidence, les possibilités de chaque section pour résoudre cette situation diffèrent selon leur insertion sociale et le nombre de cadres, ainsi que le niveau de construction d'une équipe de direction collective.

34) Nous devons avoir pour objectif général d'être capables d'élaborer des orientations politiques concrètes et de les impulser dans la lutte concrète. Pour ce faire, nous devons :

a) former des cadres avec notre vision programmatique féministe.

b) clarifier nos positions théoriques quant aux débats en cours dans chaque pays pour pouvoir intervenir avec un plus grande clarté.

c) trouver de nouvelles formes organisationnelles adéquates à chaque situation qui nous permettent :

- de garantir non une surcharge de travail mais l'efficacité pour les camarades qui font le travail femmes ;

- de garantir que l'ensemble du parti, et donc en premier lieu toutes les camarades, prennent part à l'élaboration de l'orientation politique quant au travail femmes.

d) contrebalancer dans la mesure de nos possibilités les obstacles qu'affronte chaque camarade de par sa condition de femme :

- faciliter le militantisme des femmes qui ont des enfants ;

- consacrer une attention particulière à la formation des militantes ;

- confier aux femmes des responsabilités, de façon consciente et préférentielle, en cherchant notamment à établir une correspondance proportionnelle entre le nombre de femmes dans les instances de direction et à la base, en recourant s'il le faut au système des objectifs ou des quotas lors des élections.

TENDANCE POUR LA CONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Projet sur la situation internationale

Le texte majoritaire « sur la situation internationale » marque une rupture avec les textes précédents, sur le même sujet, de la IV^e Internationale.

Hier, la IV^e Internationale écrivait : « *La phase actuelle de la crise du capitalisme se caractérise par une combinaison de facteurs qui en font la crise la plus grave de son histoire* » (introduction à la résolution sur la situation internationale du XII^e Congrès mondiale). Elle décrivait, hier : « *Alors que l'hégémonie impérialiste américaine était un facteur de stabilisation relative du système depuis la Seconde Guerre mondiale, la politique de Washington devient à présent un facteur de déstabilisation de l'ordre capitaliste à l'échelle internationale. Produit de la crise, cette déstabilisation l'accélère en retour* » (résolution politique, situation internationale XII^e Congrès mondial). Hier, la IV^e Internationale votait une analyse de l'impérialisme allemand dont « *la base de la stabilité sociale était érodée* », et de l'impérialisme japonais dont « *le miracle économique touche à sa fin* ». Hier, la IV^e Internationale affirmait « *Les capacités de lutte des masses travailleuses et du mouvement social demeurent immenses. C'est ce qui*

sous-tend la possibilité de construire nos organisations : nous ne sommes pas dans une période de passivité grandissante de la classe ouvrière, quels que puissent être les reculs temporaires » (idem). Dans les trois secteurs de la révolution mondiale c'était donc « une longue période de convulsions, de combats de grande ampleur, de crises prérévolutionnaires suivies de reculs conjoncturels, car de nouvelles explosions révolutionnaires, qui était, pour nous, l'occasion de nous construire ».

On pourrait aligner les citations des textes officiels de la IV^e Internationale allant dans ce sens jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Y compris le texte du projet de manifeste rédigé pour le XIII^e Congrès mondial.

Mais aujourd'hui, le projet de la majorité marque une rupture nette avec l'analyse de la période politique internationale dans laquelle nous sommes amenés à agir. Pour le nouveau projet de résolution mondiale, nous ne sommes plus dans une période d'accélération de la crise impérialiste, ni même dans une période d'équilibre instable des rapports de force entre les classes, nous sommes dans une période de recul, de déclin, de défensive.

«L'unification impérialiste de l'Allemagne, l'échec électoral du Front sandiniste et l'évolution de la situation en Amérique centrale, les négociations sur l'Afrique australe, les menaces sur Cuba, la marginalisation des options socialistes indépendantes dans les premières élections d'Europe de l'Est, la faible activité du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et au Japon, sa situation défensive en Europe occidentale illustrent cette dégradation du rapport de forces. Sur plusieurs fronts de la lutte des classes internationale, les mouvements révolutionnaires sont réduits à la défensive».

Ce chapitre du texte majoritaire résume correctement, synthétiquement toute la résolution.

Nous sommes en désaccord avec cette analyse.

Nous pensons qu'on doit continuer à parler d'accélération de la crise impérialiste, de période de crises révolutionnaires, et quels que soient les reculs locaux et temporaires, d'une période d'instabilité, aux rapports de forces tendus, avec d'immenses possibilités de nous construire en tant que IV^e Internationale en tirant profit de l'effondrement en cours, du stalinisme. Nous refusons de nous considérer dans une période de recul, de déclin, « réduits à la défensive ».

Voilà le coeur du désaccord. Voilà l'enjeu du XIII^e Congrès mondial. Voilà pourquoi nous appelons les camarades à rejeter le projet majoritaire et à adopter la ligne générale du présent document. Rarement un débat n'aura été aussi clair sur la différence d'approche de la situation internationale dans nos rangs.

I. La chute des staliniens rejette-t-elle les trotskystes sur la « défensive » ?

Qu'est-ce qui motive cette rupture radicale du projet majoritaire par rapport aux documents antérieurs (et même par rapport au projet de manifeste soumis à ce XIII^e Congrès mondial, par ailleurs) ?

La réponse ne se trouve-t-elle pas tout simplement dans la première phrase du document majoritaire ?

« *Le renversement des dictatures bureaucratiques a libéré un formidable potentiel captif, obligeant le mouvement ouvrier international à un examen critique et à des redéfinitions radicales. En même temps il met en relief la stabilité relative des métropoles impérialistes et rejette à la défensive les courants révolutionnaires sur plusieurs fronts de la révolution mondiale.* »

Est-ce-à dire que c'est le tournant historique de 1989 qui a changé le cours de l'évolution des rapports de force mondiaux ?

Est-ce le « *renversement des dictatures bureaucratiques* »... qui « *rejette à la défensive les courants révolutionnaires* » ?

Est-ce-que, comme le dit le document, cela porte « *atteinte à la crédibilité du projet socialiste même* » ? Comme si « *la banqueroute du stalinisme et de la social-démocratie* »... nous obligeaient, nous, IV^e Internationale, à des « *redéfinitions radicales* »...

Ne devons-nous pas nous réjouir « *du renversement des dictatures bureaucratiques* » ? Ce n'est pas à cause d'une attaque de l'impérialisme si elles tombent, c'est à cause du soulèvement des peuples ! Ce sont des révolutions venues « d'en bas » qui renversent les odieux appareils stalinien !

Nous étions prêts à défendre l'URSS contre les attaques de l'impérialisme, tout comme nous nous serions opposé à un patronat qui aurait attaqué un syndicat pourri : parce que, du même coup, les ouvriers en auraient été victimes. Mais lorsque ce sont les ouvriers qui jettent des pierres au syndicat pourri, nous en lançons avec eux.

Si nous avons à « *redéfinir* », à faire un « *examen critique* », c'est sûrement d'avoir sous-estimé la haine des peuple, des travailleurs, de la jeunesse, contre les hideux systèmes de la *nomenklatura*, contre cette bureaucratie stalinienne, totalitaire, décervelante, déshumanisante, destructrice, dont les crimes s'apparentent dans l'horreur, à ceux des nazis. Les peuples ont chassé la *securitate* de Ceausescu ou la *stasi* de Honecker, exactement comme le peuple portugais avait chassé la PIDE de Salazar... et ils ont eu raison ! La bureaucratie stalinienne a réussi à piller, désorganiser et détruire les avantages de la collectivisation des moyens de production et de la planification. Ce qui est prouvé par l'effondrement lamentable de cette caste parasitaire et criminelle qu'est la bureaucratie stalinienne, à Varsovie, à Bucarest, à Budapest ou à Moscou, c'est qu'il ne peut y avoir de progrès, de « *dépassement* » du capitalisme, par une économie de commandement bureaucratique. Malgré la collectivisation des moyens de production, malgré le principe d'une « *planification* », l'archaïque, conservatrice et terroriste bureaucratie stalinienne a réussi à conduire à la faillite l'économie soviétique. Sans démocratie, l'étatisation ne constitue pas un progrès social par rapport au capitalisme. Quand le prolétariat perd la démocratie, il perd à peu près tout le reste y compris ses conquêtes sociales, les acquis de sa propre révolution. Le prolétariat est la classe la plus intéressée à la démocratie la plus large : sans elle il peut être une force de manoeuvre, jamais une force de décision. Il en a un besoin vital pour conquérir et exercer le pouvoir. En URSS, comme ailleurs. Ce qui est

prouvé, c'est que « les dictatures bureaucratiques » ne faisaient en rien partie de « notre camp », qu'elles n'étaient en rien un élément du rapport de force « anticapitaliste », que ce n'est pas elles, ni leur maintien qui peuvent faciliter « la crise de l'impérialisme ».

En tant que dictatures bureaucratiques, elles étouffaient et assassinaient les avant-gardes de leurs propres peuples, et ruinaient jour après jour l'économie pourtant étatisée. Et elles servaient de repoussoir et d'argument à la propagande de l'impérialisme contre l'idée même de socialisme et de garde-fou à tout mouvement anti-impérialiste empêchant la recherche d'une voie réelle vers le socialisme. Il n'y avait et il n'y a aucune chance de défendre le socialisme tant que celui-ci de près ou de loin est assimilé à la défense du pseudo-camp socialiste et à la perception de l'effondrement des dictatures bureaucratiques comme nous « *rejetant sur la défensive* ».

Si au lieu de nous réjouir de l'effondrement de la bureaucratie stalinienne, nous paraissions tant soit peu regretter l'état antérieur où les rapports de force auraient été meilleurs, et semblons subir ces événements comme inaugurant une longue traversée du désert « *sur la défensive* », alors l'Internationale commettrait une erreur considérable.

Sur le plan international, le déclin du stalinisme représente une grande victoire pour les travailleurs. Alors que la politique de collaboration de classe de Gorbatchev s'approfondit, la capacité de la bureaucratie soviétique à imposer cette politique au mouvement ouvrier international est sérieusement affaiblie. Une force contre-révolutionnaire clef, un pilier clef de l'ordre mondial impérialiste, a été abattu par les travailleurs d'Europe de l'Est et de l'URSS.

Pour nous, qui dès les origines, nous nous sommes dressés et construits contre le stalinisme, horrible caricature du socialisme, ce n'est pas « *la crédibilité même du projet socialiste* » qui est en cause.

Pour nous, le socialisme, le communisme sont des « idées neuves » puisqu'elles n'ont jamais été appliquées !

Nous nous refusons d'intérioriser le renversement des dictatures bureaucratiques comme si, quelque part, nous leur étions liés. Ce n'est pas la classe ouvrière, ce n'est pas le mouvement ouvrier qui sont en cause : ce sont les assassins du mouvement ouvrier qui sont chassés. Certains ont prétendu que Trotsky avait « *exagéré* » en dénonçant « *les crimes de Staline* » - non ! Il a prophétiquement dit la vérité, aujourd'hui confirmé par les peuples en mouvement.

Gorbatchev en été 1989 avait annoncé que l'unification allemande ne serait pas faite... « *avant 100 ans !* ». Bush n'avait pas contredit cela. C'est le peuple de RDA qui a forcé la voie et fait tomber le mur de Berlin. Nous nous en réjouissons sans réserves. C'est bon pour l'humanité entière et en premier lieu pour les travailleurs : car ce mur était effectivement une « honte », un argument permanent contre le socialisme d'Honecker. Nulle part le socialisme ne se construira en enfermant les peuples derrière des murs, en limitant les droits démocratiques. Il n'y a pas de socialisme possible sans démocratie, pas de planification sans un accroissement formidable des libertés démocratiques. Tel est notre programme :

et les raisons de le défendre, l'espoir d'être entendu, sont plus grands aujourd'hui qu'hier – contrairement à ce que dit la résolution majoritaire.

Ainsi face aux trois idées suivantes du texte :

- 1) les conséquences de la chute des bureaucraties sont néfastes pour les révolutionnaires, pour le mouvement ouvrier, et dans le tiers monde ;
- 2) la banqueroute du stalinisme discrédite même l'idée du socialisme ;
- 3) l'impérialisme a contraint la bureaucratie à reculer, c'est une victoire pour lui.

Nous opposons trois idées contraires :

1) La chute des dictatures bureaucratiques est positive pour tous les travailleurs. C'est un mouvement des peuples, d'en bas, démocratique, révolutionnaire qui a fait tomber les stalinien. A l'origine de tout cela il y a Berlin 1953, Varsovie-Budapest 1956, Prague 1968, et... dix millions d'ouvriers dans Solidarnosc en 1980. Il y a eu des défaites cruelles : Solidarnosc notamment a été vaincue de 1981 à 1989, et puis à leur tour, ses vainqueurs ont été évincés, un nouveau cycle se reconstruit. Il y a eu des victoires incomplètes : en Roumanie, en Bulgarie. Il y a des mystifications temporaires en Tchécoslovaquie ou en Hongrie. Mais partout ce sont des lames de fond, une repolitisation, une expérience nouvelle qui commence, source d'un espoir retrouvé. C'est un rapport de force meilleur que du temps où il n'y avait plus d'espoir. Nous encourageons ce mouvement à aller jusqu'au bout, à détruire partout les *nomenklatura*, en URSS comme ailleurs. Il faut éradiquer le stalinisme et développer jusqu'au bout la démocratie dans les rangs ouvriers du monde entier. Car plus les exigences démocratiques, les dénonciations des privilèges seront fortes, populaires, plus le socialisme véritable reviendra à l'ordre du jour.

Evidemment cela ne correspond pas aux « schémas » pré-établis de la révolution politique : loin de ressortir intact, comme si l'élan d'Octobre 1917 avait pu être conservé malgré la glacière du stalinisme, loin d'être porteurs d'une imagerie révolutionnaire idéale, les peuples tâtonnent, découvrent, se politisent, expérimentent (alors que la plupart des cadres politiques socialistes antistalinien ont été décimés pendant les décennies précédentes). On dit que dans la Géorgie, il y a cent trent-six partis : ce bouillonnement confus où des forces conservatrices, réactionnaires, et démocratiques vont s'affronter est positif par rapport au silence de mort d'hier. Il en est ainsi à Prague, Bucarest, Leningrad, Varsovie, la vie politique reprend, les idées renaissent, et c'est un meilleur contexte pour que la voie d'un socialisme démocratique se dessine face à la dictature du capital et face à la dictature du bureaucrate.

2) Et l'exemple de ces révolutions à l'Est ne peut qu'être stimulant à long terme pour les travailleurs de l'Ouest. Plus de *stasi* à Dresde et à Leipzig ? Plus de police politique en Suisse, ou à Paris ! Démocratie à l'Est ? – Démocratie à l'Ouest ! Contre les richesses des bureaucrates ? – Contre les privilèges des capitalistes ! A bas les stalinien de Moscou ? – A bas le stalinisme partout dans le monde ! Et par

exemple n'a-t-on pas vu en Afrique des oppositions nationales au parti unique et l'exigence du multipartisme ? Au lieu de paraître redouter que telles exigences atteigne Cuba, réjouissons-nous que le problème soit enfin posé à Cuba. Il y a une avancée mondiale des exigences démocratiques et c'est un des résultats les plus positifs des révolutions à l'Est.

C'est l'unification des espoirs qui est d'actualité et non pas la dégringolade des déceptions. Enfin l'idée du socialisme voit se lever l'hypothèque du stalinisme !

3) L'impérialisme claironne, fanfaronne. Mais ces hauts cris ne masquent pas l'inquiétude profonde : les capitalistes ne sont pas en mesure de « racheter » l'économie collectivisée de ces pays, le « marché » tant invoqué et vanté ne se nourrit pas d'incantations, le chaos économique provoqué par l'anarchie des nouvelles réglementations « libérales » s'ajoutant aux désordres de l'économie de commandement, tout cela fait que le recul de la bureaucratie ne profite pas pour autant à l'impérialisme. Bush vient sans cesse au secours de Gorbatchev, lequel, sans cesse, cherche l'appui des capitalistes : mais se crée en URSS une situation de guerre civile. Malgré les discours et les engagements des bureaucraties qui se présentent comme restauratrices du capitalisme, la restauration ne se fait pas.

C'est aussi pourquoi le rapport des forces n'est pas inversé, pourquoi le mouvement ouvrier n'est pas acculé à la défensive. « *Les luttes décisives sont devant nous, et non derrière nous* », comme disait la résolution du XII^e Congrès mondial, « *la solution de la crise est impossible sans que soit résolue la crise de direction révolutionnaire* ».

II. Les travailleurs d'URSS contre l'URSS de Gorbatchev

C'est ainsi que depuis trois ans, nous avons eu des désaccords sur cinq questions touchant à l'évolution de la situation en URSS :

1) Le texte majoritaire au secrétariat unifié analysait la politique de Gorbatchev comme une tentative de « *débureaucratiser la bureaucratie* ». Il ne s'agissait ni de restauration du capitalisme, ni de révolution politique, mais d'un nouveau cours de la bureaucratie pour prolonger et défendre sa domination de caste et ses privilèges.

Dès les origines nous nous sommes opposé à cela en soulignant que l'alternative fondamentale était restauration du capitalisme ou révolution politique. Nous ne croyions pas la bureaucratie capable de tracer durablement une nouvelle politique indépendante de l'impérialisme pas plus que de faire face à la montée des oppositions populaires, ouvrières et nationales.

Pour nous il y avait polarisation de classes entre deux camps, l'impérialisme et la bureaucratie d'une part, la classe ouvrière d'autre part. Et non pas un combat « triangulaire », impérialisme, bureaucratie, classe ouvrière.

Il nous semble qu'en trois ans les événements ont clarifié la discussion en faveur de notre thèse : de plus en plus la bureaucratie, acculée, a besoin de l'aide

impérialiste, négocie avec lui, et en retour opte pour la restauration du marché, tandis que de plus en plus les oppositions sont croissantes, venant des travailleurs, de la jeunesse, des peuples opprimés, tous rejetant le système dans son ensemble.

2) Au début de ce même débat, la position majoritaire semblait avoir un certain aspect de soutien critique à la politique gorbatchévienne. Parfois, elle était analysée en terme de « *projet politique* » ayant la bureaucratie comme initiative, parfois il était reconnu que c'était le produit d'un mouvement « *d'en bas* ». Mais au début, la majorité avait une relative indulgence envers la glasnost et la perestroïka : avec le temps, notre position était plus juste, laquelle refusait tout soutien à la glasnost auto décidée d'en haut et à la pérestroïka restaurationniste. Gorbatchev n'a pas eu une politique cohérente, mais une succession de virages, de zig-zag, entre la caste bureaucratique et sous la crainte des mouvements de masse. Il a tenté d'interdire les grèves, de se donner les pleins pouvoirs, c'est à reculons qu'il a fait des concessions démocratiques toujours tournées vers les secteurs de la *nomenklatura* mais opposées à l'autodétermination des masses. D'ailleurs l'URSS est de moins en moins « *l'URSS de Gorbatchev* », et de plus en plus les travailleurs s'opposent à Gorbatchev, à la bureaucratie et à... « *l'URSS* ».

3) Dès le début, nous avons eu un intérêt différent pour ce qui se passait dans le PCUS et ce qui se passait dans le mouvement de masse. Au départ les camarades qui défendaient la position majoritaire accordaient une importance prioritaire à ce qui se passait au sein du PCUS, estimant même que Gorbatchev serait jusqu'au bout un défenseur du « Parti » sur lequel il s'appuyait. Mais ce parti était tellement discrédité que même Gorbatchev à du s'en démarquer, et que son pouvoir est partout battu en brèche.

Nous, au contraire, mettons l'accent prioritaire sur le développement de mouvements indépendants de l'appareil du parti : syndicats, comités de grève des mineurs, nouveaux partis, etc.

En trois ans de discussion, là-aussi, nous avons vu des éléments positifs du rapport de forces se développer pour les travailleurs contre le parti unique et despotique de la bureaucratie. Les mouvements de grève, les manifestations populaires de plus en plus massives, s'opposent au PCUS et à Gorbatchev. Une repolitisation s'opère : lentement car la destruction bureaucratique a été profonde. Face aux conservateurs, aux populistes, aux libéraux restaurationnistes, peu à peu des courants de gauche se réactivent, le poids de la classe ouvrière se fait sentir.

4) Au début de la discussion, face aux propres mouvements des nations opprimées, nous avons dit : non seulement, nous devons dire « droit à l'autodétermination » mais dire « indépendance » pour toutes les nations opprimées en URSS. L'URSS elle-même devait, doit exploser, pour que de nouveaux rapports s'établissent entre les peuples, libres, sur une base d'égalité. Mais les camarades majoritaires ont été littéralement hostiles à cette politique, mettant beaucoup de

temps à mesurer le cours des choses, à dire que les peuples opprimés pouvaient réclamer un « droit de veto », leur « souveraineté » et, dans certain cas exceptionnel leur indépendance. Cette prudence fut bousculée par l'intensification des exigences nationales, et le combat pour l'indépendance de la quasi totalité des peuples bureaucratiquement dominés par les « grands russes ».

5) Nous avons eu encore un désaccord sur l'importance de manifester notre volonté de construire la IV^e Internationale en URSS et d'agir en conséquence. La majorité disait craindre la précipitation et l'aventurisme : certes, mais pour l'heure il y a surtout à craindre le retard et un trop grand attentisme, car la radicalisation s'opère, des groupes se constituent par dizaines, Trotsky est réédité et en passe d'être réhabilité, nous ne pouvons nous contenter de faciliter les échanges entre courants centristes, certes intéressants, sans prendre des initiatives de recrutement. Car la situation politique le permet, ce qui est à peine croyable, au sortir de décennies de terreur.

On mesure bien, à la vue de ces cinq divergences sur l'URSS, qu'elles reflètent aussi le désaccord sur l'appréciation des rapports de force dans la situation internationale.

La cause de la chute des dictatures bureaucratiques ce n'est pas une attaque du capitalisme, ni même l'effet d'une soi-disante supériorité de celui-ci : cela vient de façon décisive de l'intérieur de ces systèmes, du pourrissement de la caste régnante et du soulèvement des peuples. Il est faux d'expliquer les choses par les simples conséquences de la crise économique du capitalisme des quinze dernières années, lesquelles auraient « mis à genoux » les économies de l'Europe de l'Est, comme si, avant cela, l'URSS de Staline des années trente ou cinquante avait été différente ! La faillite et l'horreur du système viennent des années trente, et ce qui se passe dans les dernières années c'est son rejet croissant par les peuples.

On pourrait ajouter une sixième divergence sur l'appréciation de la politique de Gorbatchev : à propos de sa politique extérieure. Au début, la majorité a cru déceler des « aspects positifs » de cette politique extérieure : il n'en est rien, c'est la subordination prolongée à l'impérialisme qui s'est vérifiée : de Yalta à Malte. Les conditions de l'unification allemande, et la guerre du Golfe le confirment.

III. Défense de l'Allemagne unie et du socialisme

Mais, nous disent les défenseurs de la résolution majoritaire, l'unification impérialiste de l'Allemagne, c'est un nouvel « *Anschluss* » qui a détruit l'Etat ouvrier de RDA et renforcé l'une des plus grandes puissances impérialistes. N'est-ce pas un signe de la dégradation des rapports de force qui rejette les révolutionnaires sur la défensive ?

Les camarades qui ne voient qu'une défaite en Allemagne commettent une erreur méthodologique – la même que Trotsky dénonçait quand il refusait de soutenir l'incorporation forcée à l'URSS de la Finlande ou de la Pologne. Nous avons à juger des événements historiques non pas sur le nombre de kilomètres

carrés incorporés au « bloc socialiste », mais sur la base de leur impact sur les rapports de force entre les classes au niveau international, et en premier lieu sur la conscience de la classe ouvrière internationale. De ce point de vue-là, des événements comme ceux d'Hongrie en 1956, ou ceux de la place Tienanmen, bien qu'ils aient bloqué (temporairement) tout défi politique à l'ordre bureaucratique, ont représenté des défaites énormes pour le socialisme et pour son prestige internationalement. Egalement, le fait que les événements de 1989 ont eu comme conséquence non pas un bain de sang déclenché par la bureaucratie, mais la chute du mur de Berlin, n'est pas une défaite mais une victoire – notre victoire, une victoire pour notre classe. Les camarades doivent se demander, non pas ce que cela signifie à court terme, où l'impérialisme allemand a certainement emporté une victoire, mais quelle en est la signification historique, pour la dynamique globale des événements.

Assurément, dans ce cas-là, l'impérialisme allemand, aidé d'ailleurs par Gorbatchev, (contrairement au pronostic affirmée dans la résolution majoritaire), paraît avoir marqué un point : mais est-ce qu'il voulait aller vraiment aussi loin et si vite et n'a-t-il pas des raisons de craindre les effets de ce rapide bouleversement ? Comment l'interpréter exactement ? Comme une victoire totale, un écrasement de la classe ouvrière allemande, la déroute de la partie allemande du peuple de RDA ? Ou comme le dénouement d'une situation d'étouffement et de division du peuple et de la classe ouvrière allemande imposée par l'impérialisme et le stalinisme à la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

Staline et Roosevelt ont craint le réveil de la classe ouvrière allemande au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Ils l'ont écrasé sous un tapis de bombes en même temps que les nazis, et ils ont ensuite occupé, dominé, divisé le pays, culpabilisant le « *peuple allemand tout entier* » pour les crimes d'Hitler. Un « *Etat ouvrier* » bureaucratiquement déformé, croupion, fut imposé par l'Armée Rouge. Et jamais l'appareil de Ulbricht et d'Honecker ne s'implanta dans les masses, sauf par la terreur... et en dressant le mur.

La direction de la IV^e Internationale a commis une erreur, sans doute la plus grave de la période récente, dans cette question cruciale pour le monde : après avoir pendant quarante ans condamné la division de l'Allemagne (à juste titre et dans des documents corrects le plus souvent) le Secrétariat Unifié à l'automne 1989, au moment où le peuple de RDA se soulevait a nié d'abord l'existence d'une aspiration à l'unification allemande, puis a opposé cette aspiration à l'unification... à la défense de l'« *Etat ouvrier* » de RDA. Inprecor ne vit le 22 octobre 1989 que des « *revanchards* » et des « *agents US* » défendre l'unification ! Le lendemain de la chute du mur de Berlin, le SU refusait encore de voir le torrent qui allait déferler en faveur de l'unification. Nous, nous l'avons vu, nous avons essayé d'avertir l'Internationale, mais nous n'avons pas été écoutés.

L'aspiration à l'unification allemande selon nous, était juste. Non seulement nous ne devons pas nous y opposer, mais nous devons la relancer tout en formulant les exigences sociales que les masses de l'Est opposaient déjà aux bureaucrates. A bas Honecker, à bas Krenz, à bas Modrow ! Dehors tous les stalinien du pouvoir ! Non aux privilèges, à bas la Stasi, dehors les armées

d'occupation ! Des services publics gratuits comme à l'Est, de qualité comme à l'Ouest ! etc. Nous devons dire Allemagne unie et socialiste, et non pas Allemagne socialiste contre Allemagne unie.

En se situant si mal, la IV^e Internationale a été marginalisée. Là, l'avant-garde a contribué à sa propre perte ! Mais pour autant, le mouvement ouvrier allemand a-t-il subi une profonde défaite ? Il n'a pas su profiter de cette révolution pour imposer ses solutions ni défendre tous ses acquis : mais le capitalisme allemand n'a pas fini de payer l'addition des multiples promesses qu'il a du faire pour que cela se passe ainsi. La classe ouvrière allemande réunie est la plus puissante d'Europe, l'hypothèque de l'odieux règne stalinien est levée et les exigences sociales donnent lieu de façon très rapide, à des grèves, à des manifestations auxquelles les conservateurs allemands devront faire face. La grève nationale des cheminots la première depuis 1953 ! – est significative.

Il est impossible de tracer le tableau apocalyptique d'un nouvel « *Anschluss* » : nous sommes au contraire dans un tout autre rapport de forces que dans les années trente, bien plus favorable aux travailleurs d'Allemagne et d'Europe. La comparaison avec « *l'Anschluss* » est une énorme bavure historique.

Encore faut-il ne pas apprécier la situation avec les yeux du VSP, de groupes de gauche allemands, et hélas de certains de nos camarades, qui croient que la bonne orientation est d'écrire « *plus jamais l'Allemagne* », « *non au quatrième Reich* » se situant ainsi, sans aucun doute, dans une terrible « *défensive* ».

IV. Le Golfe

Le déploiement de l'armada US dans le Golfe après l'invasion militaire du Koweït par Saddam Hussein, a nourri bien évidemment la discussion sur « *la situation internationale* ».

A l'heure où est écrit ce chapitre, nul ne connaît le dénouement de ce conflit : apaisement, enlèvement ou affrontement. Mais s'agit-il d'une affirmation de force de l'impérialisme tout puissant ayant « *les mains libres* » depuis l'effondrement du stalinisme ? Ou d'une terrible aventure militaire d'un impérialisme en déclin économique, tentant de sauvegarder sa domination sur un monde dont l'équilibre est remis en cause ?

Nous n'avons pas la nostalgie d'un monde où les dictateurs staliniens auraient soi-disant lié les mains à diverses offensives impérialistes ! Car, en vérité, les staliniens ne soutenaient les peuples en lutte que pour mieux les contrôler et s'empressaient de négocier avec l'impérialisme dans le dos de ces mêmes peuples. Ils étaient en cela des agents actifs de l'ordre mis en place à Yalta, à Potsdam et Téhéran.

Le fait que Gorbatchev soutienne Bush dans le conflit du Golfe n'est ni une nouveauté, ni un élément d'une dégradation générale du rapport de forces pour les peuples. Ce n'est pas la première fois que la diplomatie stalinienne depuis le pacte Germano-soviétique, agit ainsi. Gorbatchev a trahi la cause des sandinistes aussi

bien que celle de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Et Gorbatchev a tout à fait accepté que l'Allemagne unie appartienne à l'OTAN.

(Contrairement aux illusions du texte du CEI qui affirmait imprudemment : « L'URSS ne peut, pour des raisons intérieures et géopolitiques accepter une Allemagne unifiée membre de l'OTAN, pas plus que la remise en cause des frontières de 1945 ».)

Ce qui est à noter, c'est que l'URSS en crise de plus en plus totale a moins les moyens de jouer son rôle dans la défense de l'ordre établi à Yalta.

Le Japon et l'Allemagne ont pu se reconstruire plus vite et plus puissamment que leurs vainqueurs grâce au fait qu'ils n'avaient pas de charges militaires.

Reste donc les seuls USA, aidés par l'UEO, pour jouer les gendarmes, et défendre le pétrole, les marchands de canons, et les... émirs. Mais les USA aussi sont en banqueroute (cessation de paiements de l'Etat, dette double de celle du tiers monde, une faillite intérieure avec des dizaines de millions de pauvres sur leur propre sol...) et ne peuvent à la fois faire face aux exigences du Sud (la dette), à celle de l'Est (investir pour restaurer le marché) et à la concurrence inter-impérialiste (CEE, Japon).

(La majorité affirme : « la principale force restaurationniste à l'Est réside dans le capital étranger ». Outre que cela omet le rôle du bureaucrate – déterminant tout de même ! – cela passe sous silence le fait que le « capital étranger » n'a pas tant de moyens qu'il puisse faire face à ses propres crises !).

Un apaisement dans le Golfe, après vingt milliards dépensés, une armada de deux cents mille hommes mobilisée, une récession économique, serait-il un succès pour Bush s'il laissait Saddam Hussein en place ? On peut répondre « non ».

Un enlèvement dans le Golfe serait-il supportable pour l'économie US et l'économie capitaliste en général ?

Un affrontement est dès lors la solution la plus « logique » : c'est aussi la plus risquée par le retournement de l'opinion mondiale qui s'en suivrait et la réaction des peuples contre Washington.

La solution que choisiront les hommes de Bush, ne sera pas la voie royale d'un impérialisme triomphant.

Et les révolutionnaires sont en résonance avec une puissante aspiration antiguerre et anti-impérialiste partout dans le monde. Cela se voit aux Etats Unis, en Europe, et bien sur, dans les peuples arabes.

V. Reculs et défensive dans tous les secteurs ?

C'est pourquoi nous rejetons le noir tableau que brosse le texte de la majorité, de la situation internationale où il ne voit que recul du rapport des forces.

Non pas que nous voyions inversement et de manière euphorique une situation où tout est rose et révolutionnaire. Nous avons une analyse contrastée des rapports de force même si elle s'inscrit dans un cadre opposé au défaitisme de la résolution majoritaire. Entre des accélérations brusques de la situation, il y a

des périodes inégalement longues de recul et de maturation due à la crise économique qui perdure sans exploser, aux capacités de maintien de l'ordre des directions traditionnelles, à une absence de direction révolutionnaire alternative.

Mais l'important c'est de comprendre les lignes de force profondes qui sont à l'oeuvre : elles sont ascendantes. Derrière les contre-exemples locaux et éphémères, il faut comprendre l'essentiel.

Ainsi dans les trois secteurs de la résolution mondiale :

1) Le leitmotiv de la résolution, c'est d'insister sur le fait que partout « *les bourgeoisies impérialistes ont réussi à prendre l'offensive* » et que partout on note « *désarroi de secteurs de la classe ouvrière* », « *détérioration des rapports de force syndicaux* », « *les reculs infligés aux classes ouvrières des métropoles impérialistes* », etc.

Mais pourquoi ne pas noter que la bourgeoisie a dû, dans de très nombreux cas, en Europe surtout, faire appel à des directions social-démocrates, pour contenir les exigences des travailleurs ? Ce n'est tout de même un indice profond d'une période réactionnaire. Les capitalistes ont certes restauré, après une longue crise, leurs taux de profit à un niveau plus élevé, mais ils n'ont pas infligé aux travailleurs de défaite décisive. Nulle part ils n'ont pu briser le mouvement ouvrier ni reprendre en profondeur les acquis sociaux concédés depuis l'après-guerre. Ils ont porté des coups, fait progresser le chômage, introduit des flexibilités, rogné des droits acquis, accentué les divisions catégorielles, mais ont dû — à l'exception notable de la Grande-Bretagne — renoncer à leur projets plus hardis de libéralisme sauvage, de démantèlement des secteurs publics. Dès le milieu des années quatre-vingts on a vu un renouveau des grèves et des mouvements de la jeunesse dans de nombreux pays européens. Alors que la crise économique était l'occasion pour les patrons de créer une société duale, d'éliminer de la production de larges fanges de la classe ouvrière, ils se sont heurtés à des aspirations égalitaires, à des revendications sociales et démocratiques profondes.

Nul ne peut se contenter de dire : « *la bourgeoisie a l'initiative* » ; les rapports de force sont nettement instables, aucune classe ne l'a emporté sur l'autre et ces explosions sociales revendicatives, démocratiques, de masse sont tout à fait possible dans la situation des pays capitalistes avancés.

En France, par deux fois en quatre ans d'intervalle, des centaines de milliers de jeunes, plaque sensible de la crise sociale, ont manifesté puissamment, à la surprise des partisans de la majorité. En Italie, en Espagne, en Belgique, en RFA, en Suisse, des mouvements de masse démentent la « *stabilité relative* » du capitalisme vue par le CEI.

2) La majorité décrit « *la nouvelle spirale de sous développement* » du tiers monde et énumère une longue liste de défaites : décomposition du mouvement ouvrier au Pérou, en Bolivie, faiblesse des réactions à l'invasion du Panama, échec de la révolution salvadorienne en 1980-1981, défaite de Grenade en 1983, « *lourde défaite guatémaltèque* » de 1982, échec électoral des sandinistes en 1990, menaces sur Cuba, le continent africain « *enfoncé dans le désespoir* », le

« sous-continent indien ravagé par des conflits ethniques », et souligne la montée de « populisme religieux réactionnaire et de chauvinisme désespéré ».

Pouvons-nous, sans nier les éléments énumérés par le document, mettre sur l'autre plateau de la balance la chute de nombreuses dictatures – aux Philippines, à Haïti, au Chili, en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Paraguay ; les avancées anti-apartheid imposées par le peuple noir à l'Afrique du Sud (malgré les négociations de l'ANC) ; le développement de l'Intifada ; les soulèvements en Afrique contre les systèmes de parti unique et pour le pluralisme (écho positif de l'Est) ; les poussées électorales à gauche dans de nombreux pays d'Amérique latine (et le fait qu'un métallurgiste leader du PT ait eu trente et une millions de voix au Brésil) ; la montée des mouvements de masse dans les pays du Maghreb, notamment l'Algérie (on ne peut le réduire à la montée du FIS) ; les luttes exceptionnelles et prolongées des ouvriers de Corée du Sud ; la multiplication des oppositions et des campagnes contre le fardeau de la dette du tiers monde, etc. ?

Ce que l'on constate, c'est qu'à tout moment dans le monde, l'impérialisme doit faire face au soulèvement d'un peuple, et l'histoire s'accélère.

La forteresse des pays capitalistes riches ne pourra faire face par la seule répression militaire, par le seul pillage économique, aux quatre cinquièmes de la planète. Les explosions sociales et soulèvements populaires se multiplient. Certes, parfois dans le désespoir et la confusion. Mais on ne peut pas ne pas avoir confiance dans l'intensification des luttes de classe : elles ne prennent pas la voie royale des schémas tout faits, tels qu'ils existent dans les rêves gauchistes. Il n'y a pas d'avant-garde spontanée qui sache donner chair au programme le plus actuel de la révolution socialiste – il faut travailler, travailler, encore travailler, pour que les propositions et les organisations de la IV^e Internationale s'imposent.

Mais pour cela il ne faut pas désespérer de certains schémas gauchistes qui ont existé dans nos rangs, pour nous replier sur une défensive lucide et distanciée : il faut prendre la mesure réaliste d'une situation mondiale qui nous offre des possibilités de construction de la IV^e Internationale plus importantes que jamais.

Ce dernier point est important : car il y a une usure de notre mouvement en partie explicable par les illusions gauchistes qui l'ont guidé au début des années soixante-dix. Maintenant il y a une tendance inverse à croire qu'il faut souligner les difficultés comme s'il s'agissait de se blinder pour survivre. Le bâton a été tordu dans l'autre sens. A tort.

VI. Mise en doute de tout projet socialiste ?

« *L'impasse des politiques réformistes dans les pays capitalistes et la faillite du système bureaucratique aboutissent à une mise en doute de tout projet socialiste* » (introduction à la résolution majoritaire).

Il y a là une intériorisation terrible de la propagande à laquelle nous sommes confrontés, non pas à cause de nous, non pas parce que les masses ne se mobilisent pas, mais à cause des « directions » (réformistes et bureaucratiques) !

Cela aboutit, selon la majorité, à la mise en doute de tout projet socialiste. Donc, du nôtre aussi.

Cela va de pair avec ces autres phrases désespérées : « *nous n'avons pas fini de payer le prix [pour le stalinisme]. La mémoire et l'espoir sont à reconstruire* ».

A ce stade ce n'est plus un essai d'analyse scientifique ou minutieux des rapports de force : c'est une façon de donner le « ton », c'est une sorte de concentré politique.

Alors, qu'on nous permette de dire, peut-être naïvement, que « nous » n'avons pas à payer le prix de la chute du stalinisme, de la faillite bureaucratique. En aucun cas nous n'en sommes responsables, au contraire, nous en sommes les auteurs : nous sommes sans confusion avec les masses contre les appareils bureaucratiques de l'Est. Sans nostalgie, ni états d'âme, parce que c'est pour nous une victoire que ces bureaucraties s'écroulent.

C'est d'ailleurs par nos cris de victoire communs avec les masses qui s'opposent à la bureaucratie stalinienne, que nous nous ferons entendre d'elles. Pas par des soupirs lucides mais résignés.

Et s'il y a, quelque part, des attaques contre notre projet socialiste – le seul à survivre – il nous faut non seulement le défendre mais l'enrichir : et il y a un sens, une voie pour l'enrichir, c'est approfondir nos propositions démocratiques pour la transition, c'est devenir les défenseurs les plus farouches des droits démocratiques, dans les syndicats, dans les partis (y compris chez nous, il y a encore beaucoup à faire), dans les institutions actuelles et dans la proposition de futures institutions.

Il faut détruire l'état bourgeois parce qu'il n'est pas démocratique, parce qu'il ne permet pas l'exercice réel du pouvoir par le peuple – quoiqu'il prétende.

Nous sommes pour une révolution qui étende la démocratie et non pas qui la limite. La démocratie, le prolétariat en a besoin non seulement pour ses luttes, pour sa prise de conscience politique, mais aussi pour la conquête et pour l'exercice du pouvoir. Quand le prolétariat perd la démocratie il perd à peu près tout le reste. Un programme démocratique prolétarien c'est ce qui a le plus manqué ces dernières décennies en URSS comme ailleurs. A nous de l'avancer.

Nous ne soutenons pas, comme l'ont écrit Ségur et Clélia « *les réserves de Fidel Castro sur les élections démocratiques au Nicaragua* ». Parce que les réserves de Fidel Castro sont celles d'un caudillo qui a empêché pendant trente ans son peuple d'élire ses dirigeants. Si nous avons des critiques à faire aux sandinistes c'est du point de vue opposé à celui de Castro : c'est parce qu'ils n'ont pas été assez démocratiques ! C'est parce qu'ils n'ont pas tenu un seul congrès du FSLN en dix ans, parce qu'ils n'ont pas construit de parti de masse démocratique, révolutionnaire, parce qu'ils n'ont pas fait vivre démocratiquement les syndicats et les associations de masse. C'est parce qu'ils n'ont pas créé des structures de contrôle ouvrier et d'autogestion des masses. C'est parce qu'ils n'ont pas assez combattu les inégalités sociales existantes dans leur « économie mixte », c'est parce que la Constitution qu'ils ont mis en place n'était pas assez démocratique (élection d'un président pour six ans, pas de conseil des organisations de masse, délégations de pouvoirs sans contrôle ni révocabilité, etc.). Pendant dix ans la

IV^e internationale n'a presque rien dit sur ces questions. Mais ce sont toutes ces critiques qu'elle aurait dû apporter avec force en temps utile, afin de bien faire connaître, concrètement, notre projet socialiste. Parce qu'on ne peut pas à la fois se refuser à critiquer avec force le FSLN et la direction cubaine, à affirmer notre programme et déplorer en même temps, parce qu'il y a échec des sandinistes et à Cuba, tout projet socialiste est mis en cause.

Nous incarnons la seule tentative concrète, volontaire, consciente de construire une Internationale de masse, démocratique, ouvrière, féministe, jeune, écologiste, ce projet-là n'est pas « *mis en cause* », au contraire par la faillite des sociaux-démocrates et des staliniens, il ne tient qu'à nous de lutter pour qu'il existe.



d'étude et
de recherche

CADREERS

Du PCI au PDS

*La longue marche du
Parti communiste italien*

•
Livio Maitan



numéro 18, 1990 229 pages, 1940
Droits réservés à la Bibliothèque de la Fondation

VIENT DE PARAITRE

Sommaire

Introduction	p. 3
1. Le PCI dans la dynamique sociale et politique italienne	p. 5
2. Le cadre international	p. 8
3. De Livourne à la social-démocratie	p. 13
4. Des choix alternatifs étaient-ils possibles ?	
5. Les protagonistes : de Togliatti à Berlinguer	p. 18
6. Le dernier tournant	p. 26
7. Eloge de la révolution	p. 34
Annexes	
Chronologie	p. 4
Glossaire	p. 44
Bibliographie	p. 46

 **Bon de commande en page 188**

TENDANCE DE GAUCHE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Plate-forme de tendance

1) Pour la construction de la IV^e Internationale comme direction mondiale du mouvement ouvrier et des masses opprimées, pour la construction en tant que partis de masse de ses sections dans tous les pays du monde.

Le programme trotskyste est le seul valable pour développer la perspective de la révolution socialiste mondiale. L'Internationale doit rejeter la perspective illusoire de la construction d'une nouvelle Internationale révolutionnaire et de partis révolutionnaires similaires à l'échelle nationale, sur la base d'un mélange confus de positions trotskystes et centristes.

2) Pour une attitude léniniste face aux mouvements de masses et à leurs directions.

La tâche des organisations trotskystes est de jouer un rôle d'avant-garde dans les mouvements de masses et non de s'aplatir devant leurs limites et leurs illusions ou de se confondre avec leurs directions et de s'adapter à elles. Le bilan de l'Internationale à ce sujet est négatif. Au nom de la dynamique objective des

processus révolutionnaires on s'est adapté à des directions opportunistes (par exemple, Pologne, Iran et Afrique du Sud). Il faut revenir à la politique marxiste de lutte pour contester dès le début la direction du mouvement révolutionnaire à toutes les autres forces politiques

3) Pour la défense du programme du socialisme à l'échelle mondiale et de la théorie de la révolution permanente

Le but de notre programme est la construction de la république mondiale des conseils des travailleurs. La théorie générale sur laquelle se base cette perspective est celle de la révolution permanente, qui ne représente pas uniquement un schéma d'analyse d'un processus objectif, mais indique la stratégie de lutte pour le pouvoir prolétarien. Il est nécessaire de réaffirmer ces conceptions face aux attaques dont la théorie et la stratégie de la révolution permanente est la cible dans l'Internationale (par exemple, par rapport à l'expérience du Nicaragua)

4) Non à la capitulation face aux forces nationalistes radicales

Les forces nationalistes radicales ont une nature et un programme petit-bourgeois, opposé au programme de la révolution socialiste. Par conséquent, la politique des marxistes révolutionnaires ne peut être que celle du front unique anti-impérialiste alors qu'en général nous sommes des adversaires politiques du nationalisme radical.

5) Non à l'adaption aux directions nationalistes bourgeoises

Notre politique doit être d'opposition intransigeant aux directions nationalistes bourgeoises. Contre l'impérialisme et ses agents il est possible d'adopter une politique d'accords tactiques ponctuels, mais il faut rejeter tout bloc ou alliance de longue haleine. Au nom de la dynamique de la révolution, la direction de l'Internationale a commis sur ce terrain des erreurs graves.

6) Non à l'adaptation aux directions réformistes du mouvement ouvrier

Les partis réformistes, aussi bien sociaux-démocrates que d'origine stalinienne, représentent des agences de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Notre opposition à leur égard doit être nette. Nous pouvons mener à leur égard des actions de front unique, mais seulement sur le terrain d'une tactique liée à des objectifs politiques précis (y compris d'une ampleur considérable) et non sur le terrain stratégique.

7) Pour une bataille politique claire contre le centrisme et le réformisme de gauche, non à l'unité des révolutionnaires et au parti à la gauche de la gauche, oui au regroupement révolutionnaire sur la base du programme trotskyste

Seuls des partis basés sur le programme trotskyste peuvent être révolutionnaires d'une manière conséquente. Nous devons rejeter la perspective de la soi-disant unité des révolutionnaires selon laquelle les partis révolutionnaires pourraient naître de fusions sur des programmes et des stratégies de médiation

entre trotskysme et centrisme. Nous devons nous refuser de considérer le réformisme de gauche comme une expression légitime de la classe ouvrière et de ses intérêts historiques et donc rejeter l'approche selon laquelle notre objectif est la construction d'un parti unitaire des tendances légitimes du mouvement ouvrier. Quelles que soient les étapes momentanées (confluence dans des partis de masse en tant que fraction, etc.), notre objectif stratégique doit être toujours le développement de la direction de la IV^e Internationale et de ses sections en tant que nouvelle direction du mouvement ouvrier et des masses opprimées

8) Pour la révolution politique contre tout régime stalinien

Il faut réaffirmer l'exigence d'une véritable révolution politique contre tous les régimes des Etats ouvriers dégénérés ou déformés, y compris Cuba, aussi bien que notre programme de démocratie prolétarienne, basé sur le pouvoir des conseils des travailleurs.

Nous devons lutter contre les illusions à l'égard du parlementarisme de type occidental et les positions centristes qui prônent des combinaisons confuses de parlementarisme de type bourgeois et des conseils.

Il est nécessaire, en outre, de développer une claire polémique non seulement contre le socialisme de marché, mais aussi contre les illusions à propos de l'autogestion. Il faut opposer à la planification bureaucratique du socialisme dans un seul pays une planification démocratiquement centralisée et la perspective du développement international de la révolution. socialiste.

9) Pour l'utilisation de la méthode du programme de transition dans notre intervention dans les mouvements de masses

Il existe dans l'Internationale une tendance à perdre de vue la signification générale de la méthode des objectifs de transition, alors qu'il est nécessaire d'élaborer et d'utiliser constamment des objectifs de transition aussi bien, si possible, sous forme d'agitation, que sous forme de propagande.

10) Pour une politique léniniste de front unique

Le front unique a pour nous un caractère tactique (bien que central) et non stratégique. Un aspect central de la tactique de front unique est la lutte pour l'hégémonie trotskyste dans le front unique lui-même. Le front unique doit se développer sur des objectifs concrets ou des programmes d'action ; il ne doit devenir dans aucun cas un bloc propagandiste.

11) Pour la construction d'oppositions lutte de classe et révolutionnaires avec un programme d'objectifs de transition dans les syndicats et les autres organisations de masses

Le but des marxistes révolutionnaires en ce qui concerne les syndicats des travailleurs et de toutes les organisations de masses des couches opprimées et exploitées de la société est celui de les transformer en des instruments auxiliaires de la révolution socialiste. C'est pourquoi il est nécessaire de construire dans ces

organisations des courants lutte de classe basés sur un programme d'objectifs de transition.

12) Pour la pleine reconnaissance de l'oppression sociale à l'égard de la majorité de l'humanité en partant de celle des femmes, pour l'intervention dans les secteurs particulièrement opprimés, avec la méthode du programme de transition

La majorité de l'humanité souffre de formes d'oppression particulières, qui ne peuvent pas être réduites à l'oppression de classe pure et simple. Dans le but d'unifier le prolétariat, de créer une alliance stratégique entre le prolétariat et tous les secteurs opprimés, de créer les conditions pour la libération de l'humanité dans son ensemble, il est nécessaire de développer une action aussi bien spécifique dans les divers secteurs opprimés, que générale sur leur problématique propre. Une telle action doit se baser non sur une économicisme minimaliste ou sur simple solidarisme, mais sur la méthode de transition.

13) Pour une politique électorale léniniste

Selon le marxisme, les élections constituent un moment où le parti révolutionnaire doit s'efforcer de présenter son programme et ses propositions d'ensemble aux secteurs de masses les plus amples. Cela implique, en ligne générale, la présentation de listes indépendantes des partis de la IV^e Internationale. Si cela est impossible, on peut donner un soutien critique à une liste ou à plusieurs listes de partis réformistes, centristes ou nationalistes petit-bourgeois. En revanche, on ne doit pas envisager de se présenter avec d'autres forces (sauf dans le cas de notre intégration dans d'autres partis du mouvement ouvrier) sur la base de programmes de médiation. En effet, cela aurait comme conséquence de supprimer aux yeux des masses l'identité programmatique alternative du parti marxiste révolutionnaire.

14) Pour un centralisme démocratique réel

Le centralisme démocratique est un principe politique et organisationnel qui s'applique également à l'échelle internationale. Dans l'Internationale, surtout lors du congrès de 1985, a été proclamé avec force le concept d'une Internationale des sections. En opposition à cela, il est nécessaire que le prochain congrès mondial réaffirme avec force, en le traduisant dans des termes organisationnels et statutaires, le caractère de l'Internationale comme Internationale des militants, tous organisés sans des sections nationales et tous avec les pleins droits démocratiques et la même subordination aux décisions de l'Internationale. En même temps, il est nécessaire que soit pleinement respectée la démocratie dans l'Internationale, notamment les droits des tendances et fractions internationales.

15) Pour une politique de regroupement révolutionnaire trotskyste

Il faut prendre acte d'une situation de décomposition organisationnelle de la IV^e Internationale, liée au développement et à l'affirmation de positions révisionnistes dans ses rangs. En fait, aucune organisation internationale peut prétendre

être la IV^e Internationale. Aujourd'hui la IV^e Internationale vit, mais elle vit par le truchement de ses différentes fractions organisationnellement séparées. Il faut développer une action explicite pour mettre fin à une telle situation et déboucher sur la reconstruction organisationnelle de la IV^e Internationale, qui ne peut pas être séparée de sa régénération politique.



d'étude et
de recherche

CAHIERS

**Marxisme et parti
1903-1917**
(Lénine, Luxemburg Trotsky)

Norman Geras
Paul Le Blanc



1980 - 2000 257 - 11.5 - 17.50
Service International de Recherches et de Publications

**NOUVEAUX POINTS DE VUE
SUR UN ANCIEN DEBAT**

Sommaire

Préface	p.3
<i>Paul Le Blanc</i>	
I. Lénine et R. Luxemburg sur l'organisation révolutionnaire (le débat de 1904 et ses suites)	p.6
II. Programme, organisation, révolution. Lénine et les bolcheviks (1905-1914)	p.15
<i>Norman Geras</i>	
III. Lénine, Trotsky et le parti	p.27
IV. La représentation du prolétariat dans le marxisme classique	p.35
Annexes	
Chronologie	p.14
Carte de l'empire russe en 1905	p.26
Petit guide de lecture/	
Note sur l'histoire de la Pologne	p.34

Les Cahiers d'étude et de recherche parus

- N°1 *La place du marxisme dans l'histoire*, 20 F
- N°2 *La révolution chinoise - Tome I*, 20 F
- N°3 *La révolution chinoise - Tome II*, 25 F
- N°4 *Sur la révolution permanente*, par Michael Löwy (série "études"), 20 F
- N°5 *Lutte de classe et innovation technologie au Japon depuis 1945*, 25 F
- N°6 *Le populisme en Amérique latine*, par Michael Löwy, 20 F
- N°7/8 *Plan, marché et démocratie*, par Catherine Samary, 40 F
- N°9 *Les années de formation de la IV^e Internationale*, 25 F
- N°10 *Marxisme et théologie de la libération*, par Michael Löwy, 20 F
- N°11/12 *Les révolutions bourgeoises*, par Robert Lochlead, 40 F
- N°13 *La guerre civile espagnole au Pays Basque et en Catalogne*, 25 F
- N°14 *Marxisme et parti. Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg*, 25 F

Bulletin de commande

Nom - Prénom :

Numéro et rue :

Commune : Code postal : Pays :

Ci-joint la somme de pour :

* un abonnement à cinq numéros des CER (100 F), à partir du numéro

* les numéros suivants des CER

(20 F, 25 F ou 40 F par exemplaire, voir titres en p.2) :

Chèques libellés à l'ordre de P. Rousset, de préférence en francs français, tirables dans une banque située en France. Envoyer à CER, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements postaux à P. Rousset, CCP Paris 11 541 97 T. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER. Eviter les eurochèques.

SOCIALIST ACTION

Texte de synthèse

1) URSS : la restauration du capitalisme

L'orientation centrale du projet de Gorbatchev consiste à préparer les conditions pour une restauration du capitalisme en URSS.

L'approfondissement de la dégénérescence de l'Etat ouvrier soviétique est le produit combiné des politiques contre-révolutionnaires de la bureaucratie soviétique et du fait que, à cause de l'impérialisme, l'URSS et les Etats ouvriers déformés sont toujours exclus de la division mondiale du travail.

Confrontée à l'écroulement de fait de l'économie soviétique et à la montée du mécontentement et de la désillusion de la classe ouvrière, la bureaucratie stalinienne est en train de préparer les conditions pour sa transformation en classe dominante de type capitaliste. Face à une alternative décisive – soit maintenir ses propres privilèges fondés sur une relation parasitaire avec la propriété étatique, soit éliminer cette dernière et détruire l'Etat ouvrier – la bureaucratie a choisi la solution capitaliste.

Afin de minimiser les dangers d'une révolution politique, Gorbatchev a cherché d'obtenir l'assistance directe de l'impérialisme. Pour favoriser l'aide impérialiste, les staliniens offrent de nouveaux marchés potentiels et l'approfondissement de leur politique contre-révolutionnaire de « coexistence pacifique ».

Dans le *Programme de transition*, Trotsky avait déjà prévu cette tendance : « *En dépit de ses énormes contradictions, l'URSS demeure un Etat ouvrier dégénéré. C'est notre diagnostic social. Le pronostic politique se présente sous la forme d'une alternative : soit la bureaucratie deviendra de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier, renversera les formes de propriété et plongera le pays dans la voie du retour au capitalisme, soit la classe ouvrière renversera la bureaucratie et frayera le chemin vers le socialisme* ».

Voilà donc l'alternative qui marque l'URSS d'aujourd'hui : ou bien une restauration contre-révolutionnaire qui impliquerait une défaite écrasante pour les ouvriers, ou bien un soulèvement révolutionnaire qui amènerait à la chute mortelle du stalinisme et à une reprise de la marche vers le socialisme.

La Glasnost, le parlementarisme et la démocratie soviétique

La glasnost de Gorbatchev est organiquement liée au projet de la perestroïka. Les ouvertures démocratiques réalisées grâce à la glasnost sont subordonnées au but central de cette dernière : l'établissement d'un système de type parlementaire visant à diviser et à atomiser les ouvriers dans l'ensemble du peuple et, en même temps, à augmenter au maximum le poids des couches petites-bourgeoises favorables au capitalisme, dans le cadre d'un électorat pluri-classiste et géographiquement délimité.

Bien que favorables aux ouvertures démocratiques engendrées par le cours restauracionniste de Gorbatchev, nous reconnaissons la fonction prioritaire de la glasnost qui est celle de détourner l'activité politique d'une classe ouvrière atomisée vers de faux choix dans le cadre d'une compétition entre différentes escroqueries petites-bourgeoises et parlementaires.

La IV^e Internationale voit la création de formes soviétiques de démocratie comme la forme indispensable du pouvoir ouvrier sur le plan politique. Toutes les formes de démocratie ouvrière authentique commencent dans les lieux de travail, se développent dans les rues et dans les autres champs de la lutte et constituent un moyen indispensable de la guerre de classe. De plus, comme l'a prouvé la révolution d'Octobre, les soviets, c'est-à-dire les conseils ouvriers, sont la forme institutionnelle du pouvoir ouvrier dans la lutte pour le renversement du capitalisme et pour la construction d'une société socialiste.

La forme soviétique de la démocratie est à la fois législative et exécutive. Les décisions politiques sont prises et mises en oeuvre par les représentants élus et révocables des ouvriers. La démocratie capitaliste, en revanche, commence et se termine dans les urnes et, en dernière analyse, concentre le pouvoir de l'Etat dans un appareil bureaucratico-administratif et dans des corps d'hommes armés sur lesquels se fonde la force de l'autorité exécutive.

Les « soviets » restructurés par Gorbatchev, basés sur des districts électoraux distincts et séparés des lieux de travail, sont diamétralement opposés aux soviets authentiques défendus par Lénine et Trotsky.

La démocratie parlementaire vise aussi une ouverture politique de l'URSS à l'influence impérialiste. Il s'agit là d'une sorte de garantie pour le capital étranger et ses jeunes *partners* « *compradores* » soviétiques afin de leur donner un outil politique de défense de leurs droits de propriété récemment acquis.

Les révolutionnaires doivent utiliser toutes les ouvertures démocratiques pour faire avancer les intérêts des ouvriers, y compris toutes les possibilités ouvertes par la démocratie capitaliste. Mais il serait faux d'accepter ou de revendiquer la démocratie parlementaire comme un ersatz de la démocratie soviétique, de même qu'il serait faux d'avoir confiance en Gorbatchev à la suite de ces concessions. Cela ne peut que créer des illusions dangereuses dans ses buts et, par conséquent, engendrer l'idée qu'il représente une couche « progressive » de la bureaucratie.

La révolution politique

La révolution politique en URSS sera le produit d'une mobilisation massive de la classe ouvrière et, en même temps, le résultat de la destruction des institutions politiques du gouvernement stalinien. Ce processus sera dirigé par un parti révolutionnaire dont les militants seront à l'avant-garde de la lutte antibureaucratique. Au niveau individuel, certains bureaucrates peuvent donner leur appui à la révolution politique, mais cela dépend et est subordonné au déclenchement d'une lutte contre la domination bureaucratique.

Le stalinisme

Nous rejetons à la fois le concept selon lequel Gorbatchev ou n'importe quelle autre fraction de la bureaucratie ne seraient pas staliniens, et la définition de l'URSS comme un Etat « poststaliniens ». Le stalinisme n'est pas seulement un système politique fondé sur le pouvoir d'un homme, la répression et la terreur. Il s'agit d'une caste bonapartiste qui ne peut jouer aucun rôle social indépendant. Mais le stalinisme peut effectuer toute sorte de manoeuvres tactiques afin de défendre ses privilèges, y compris sa propre transformation de caste parasitaire en classe possédante.

Comme toutes les minorités privilégiées dominantes, le stalinisme utilise tous les préjugés obscurantistes et rétrogrades pour diviser la majorité opprimée et perpétuer sa position dominante dans la société.

Gorbatchev n'a pas rejeté l'usage de la violence et de la terreur. Au contraire, il a employé les troupes soviétiques contre la montée des mouvements de libération nationale. Face à la résistance croissante de la classe ouvrière, les staliniens russes n'hésiteront pas à utiliser la force et la terreur pour préserver leur

domination, en suivant l'exemple des staliniens chinois durant et après les jours des massacres de la place Tien An Men. Exclure cette hypothèse signifie tomber dans le piège de croire que la révolution politique sera un processus pacifique d'autoréforme ou de penser que le régime actuel ne réagira pas face à la montée ouvrière pour renverser son pouvoir.

La politique étrangère

La politique étrangère de l'Union soviétique est réactionnaire. Elle vise à favoriser les buts de la politique intérieure de Gorbatchev. Même son précédent appui, somme toute modéré, aux mouvements de libération nationale, a été soudainement abandonné. Les staliniens essayent désespérément de gagner quelque chose dans leurs « marchandages » (*bargaining chips*) avec les banquiers impérialistes. En échange, ils espèrent obtenir des crédits et d'autres formes d'assistance pour faciliter la transformation de leurs privilèges en droits de propriété.

Leur retrait de l'Afghanistan n'a pas été la conséquence d'une conversion soudaine au respect du droit des nations à l'autodétermination. C'est le produit d'une défaite politique et militaire au même titre que le retrait américain du Vietnam. De même, le traité INF avait le but d'assurer davantage l'impérialisme USA à propos des intentions collaborationnistes de Gorbatchev. Nous savons que l'impérialisme était et demeure le principal responsable de la menace d'annihilation nucléaire qui pèse sur l'humanité toute entière.

Comme dans tous les précédents traités sur les armes nucléaires, les concessions impérialistes à la protestation de l'humanité contre les guerres capitalistes, n'étaient pas conséquentes. Le nombre des armes éliminées a été minime par rapport à l'ensemble des armes et, ce qui plus est, elles ont été remplacées par des armes destructives plus récentes et plus puissantes.

La question nationale

La lutte des nations opprimées de l'URSS pour l'autodétermination est indissociable de la révolution politique. Dans son développement, cette lutte ne peut que combattre le pouvoir de la bureaucratie stalinienne. Pour réussir, elle doit se baser sur la mobilisation et l'organisation indépendante du prolétariat. S'opposer au droit de séparation avec l'argument que la direction actuelle des différents mouvements serait « procapitaliste », c'est une attitude réactionnaire. Le seul moyen dont disposent les révolutionnaires pour combattre réellement la direction petite-bourgeoise des nations opprimées, consiste à se placer en première ligne dans la lutte pour le droit inconditionnel à l'autodétermination.

Lorsqu'elle représente une aspiration authentique des nations opprimées, la séparation de l'URSS peut jeter les bases pour l'approfondissement du processus

révolutionnaire et l'unification finale des nations opprimées dans une association socialiste volontaire fondée sur des avantages réciproques.

Construire la IV^e Internationale

La prémisse de la révolution politique c'est la construction d'un parti politique basé sur le programme historique de la IV^e Internationale. En URSS, les possibilités de rassembler les cadres pour la construction d'un tel parti n'ont jamais été aussi grandes. Ce serait une erreur fatale que de subordonner cette tâche à des regroupements avec des courants centristes ou réformistes qui manquent de clarté politique sur les éléments essentiels de la révolution politique.

2) Europe orientale/Allemagne

Nous saluons les mobilisations des ouvriers qui ont commencé à secouer la domination des bureaucraties stalinienne à travers l'Europe de l'Est. Elles sont tout à fait progressistes quant à leur nature et sont les premiers signes qui annoncent la révolution politique.

En Europe orientale, le stalinisme a choisi la solution capitaliste essentiellement pour les mêmes raisons qu'en Union soviétique. Même ici, bien que fortement affaibli, le stalinisme demeure la force politique centrale contre laquelle se heurteront les masses. Dans ces Etats ouvriers, en dépit de la naissance de forces et de partis petits-bourgeois et ouvertement procapitalistes, le contrôle de l'économie et des institutions étatiques fondamentales comme l'armée, la police et les bureaucraties industrielle et gouvernementale, demeure aux mains des staliniens.

Ces derniers partagent des intérêts et des buts communs avec les figures petites-bourgeoises qui se sont exprimées à différents niveaux pour partager le pouvoir. Comme en URSS, cela implique l'établissement d'institutions de type parlementaire et l'introduction du marché, dans la perspective de la restauration du capitalisme.

Les staliniens et leurs alliés, internes et internationaux, sont paralysés ou entravés dans la mise en oeuvre de leurs politiques par la crainte de provoquer une réaction ouvrière de masse qui pourrait déboucher sur des institutions ouvrières en lutte pour le socialisme.

Le parlement vis-à-vis des soviets, de la révolution politique et du parti

Tout ce qu'on a déjà dit à propos de la démocratie parlementaire vis-à-vis de la démocratie soviétique, à propos de la nécessité de la révolution politique et de

sa victoire et à propos de la nécessité de construire des sections de la IV^e Internationale, s'applique aussi pleinement à l'Europe de l'Est.

La réunification allemande

Nous soutenons complètement la réunification de l'Allemagne aujourd'hui. L'opposition au droit du peuple allemand à réunifier leur nation, aussi bien que toute référence à la « *culpabilité collective* » du peuple allemand est réactionnaire. Les socialistes révolutionnaires doivent être les champions de la réunification fondée sur la défense et l'extension des intérêts des travailleurs contre les patrons capitalistes et contre les bureaucrates staliniens.

Les mobilisations de masse des travailleurs allemands qui ont conduit à l'effondrement du mur de Berlin et à l'affaiblissement de l'appareil stalinien, sont des conquêtes révolutionnaires des travailleurs, ouvrant la voie à une plus grande possibilité d'organisation indépendante et de lutte. L'analyse, qui considère ces développements comme réactionnaires parce qu'ils ont aussi créé de nouvelles ouvertures à la pénétration du capitalisme, est fautive. Les staliniens d'Allemagne de l'Est ne jouaient aucun rôle progressiste dans la défense des intérêts de la propriété ouvrière ou étatique. Au lieu de cela, ils sont centralement responsables des conditions économiques et politiques qui ont conduit aux mobilisations de masse dirigées contre eux.

III. Le Nicaragua

Le Nicaragua est un Etat capitaliste. Son caractère capitaliste n'a pas été changé par la victoire de la révolution sandiniste du 19 juillet 1979, même si l'Etat a été sévèrement affaibli.

La direction sandiniste, en tentant de suivre un cours entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution, était menacée d'un côté par le capitalisme Nicaraguayen et mondial, qui a cherché à l'écraser tant que durait la menace révolutionnaire ; et de l'autre, par les masses ouvrières et paysannes qui faisaient pression sur les Sandinistes pour qu'ils approfondissent la révolution et pour qu'ils résolvent la question de « *quelle classe va diriger* ».

La direction du FSLN a échoué à suivre l'exemple de Cuba qui a réussi la transition vers un Etat ouvrier dans le feu de la révolution.

Depuis le début de la révolution de 1979, le FSLN, un parti de révolutionnaires en pratique, pas un parti prolétarien socialiste révolutionnaire, a échoué dans les domaines suivants :

a) le FSLN n'a pas réussi à exproprier les propriétés terriennes, et à partager la terre entre les paysans sans terre.

b) le FSLN n'a instauré aucune forme de contrôle des travailleurs sur l'industrie ni l'agriculture.

c) l'engagement du FSLN dans la voie de « l'économie mixte » constituait une subordination des intérêts des travailleurs et des paysans – la révolution – à une alliance de collaboration de classe avec les capitalistes nicaraguayens.

d) le FSLN n'a établi aucune forme de démocratie ouvrière, c'est-à-dire, d'institutions ouvrières et paysannes d'autogestion. Il n'y avait pas de distinction entre le parti et le gouvernement.

e) le FSLN n'a pas construit un parti révolutionnaire basé sur la participation démocratique de l'avant-garde. Pratiquement, chaque décision de l'Etat ou du parti était prise par les neuf membres de la direction sandiniste.

f) le FSLN a subordonné une politique étrangère internationaliste prolétarienne à la recherche d'appuis économiques et politiques de gouvernements capitalistes en Amérique latine et en Europe.

Les élections nicaraguayennes de 1990

Les élections au Nicaragua en 1990 ont marqué un tournant qualitatif dans les rapports de forces entre les classes au Nicaragua, malgré le fait qu'un tournant dans la révolution avait eu lieu en fait dès le 7 août 1987, avec la signature à Esquipulas (Guatemala) du plan de paix Arias par Daniel Ortega.

Aujourd'hui, le FSLN a formé une alliance ouverte avec le gouvernement Chamorro, en prenant des postes clés dans l'Etat, y compris la direction de l'armée. La taille de l'armée a été réduite, et opère aujourd'hui sous le contrôle du nouveau gouvernement, réprimant, bien que prudemment, les grèves récentes et « neutres » dans les conflits de classe.

Douze mille contras retournent à la vie publique et politique, certains sont intégrés dans la police, également sous la direction de leaders du FSLN. D'autres, répondant à l'appel du vice président Godoy, ont commencé à former des bandes paramilitaires de type fasciste qui ont déjà attaqué et assassiné des travailleurs lors des grèves de juillet 1990.

Le FSLN a supervisé le désarmement des travailleurs et des paysans à la campagne. Après que quelques communautés agricoles ont été désarmées, des contras armés sont arrivés pour terroriser les travailleurs agricoles et les paysans et confisquer leur bétail et d'autres propriétés personnelles. Des paysans et des travailleurs agricoles sans défense quittant leurs terres et affluant vers les villes est une conséquence dramatique du changement qualitatif de rapport de forces entre les classes.

L'erreur de la majorité du secrétariat unifié

La vision de la majorité selon laquelle le Nicaragua était et reste un Etat ouvrier est absurde. Cela va à l'encontre des principes fondamentaux de la IV^e Internationale. Pire, s'inclinant devant la politique et les pratiques petites bourgeoises du FSLN, la IV^e Internationale s'est opposée à la construction d'une section au Nicaragua.

Tout bilan de la révolution nicaraguayenne qui ne tiendrait pas compte des conséquences de l'absence de parti révolutionnaire prolétarien, conduirait à répéter ces erreurs.

« Hégémonie » de la classe ouvrière, et front populaire

Le congrès mondial de 1985 a été marqué par la caractérisation, rétroactivement, par la majorité du secrétariat unifié, de l'Etat nicaraguayen comme Etat ouvrier depuis le 19 juillet 1979. Cela a été fait avec la pleine connaissance que l'alliance gouvernementale forgée par le FSLN pour arriver au pouvoir incluait des dirigeants bourgeois comme Alfonso Robelo et Violetta Chamorro.

La majorité du secrétariat unifié a justifié cette alliance de collaboration de classe en empruntant l'argumentation des staliniens et autres réformistes concernant les fronts populaires : les coalitions interclassistes sont programmatiquement d'accord « *si les travailleurs ont l'hégémonie politique* ».

En 1937, Trotsky expliquait que le Front populaire en Espagne était presque exclusivement composé des organisations staliniennes, social-démocrate et anarchistes ouvrières, et n'avait que « *l'ombre de la bourgeoisie* » présente en son sein. « *Ces fantômes politiques, disait-il, ont joué un rôle décisif dans la révolution. Comment ? Très simplement. En incarnant les principes de la "révolution démocratique", c'est-à-dire, l'inviolabilité de la propriété privée.* »

« *L'hégémonie ouvrière* » dans le Front populaire espagnol ne changeait rien. La présence même de juristes bourgeois et autres fantômes représentatifs des capitalistes dans une coalition, électorale ou autre, constitue un engagement à empêcher les travailleurs et les paysans de faire des actions contre les capitalistes et les propriétaires terriens.

La rupture avec notre programme a été rapidement étendue au Pérou et à l'Uruguay. Des blocs électoraux incluant des *dirigeants* et des partis bourgeois comme dans le Frente Amplio en Uruguay et la Izquierda Unida au Pérou ont été soutenus en dépit des conséquences désastreuses dans le passé des politiques des fronts populaires. Le résultat au Pérou a été la dissolution de la section de la IV^e Internationale et son intégration dans un parti centriste, le PUM, qui a participé au front populaire au Pérou.

Le soutien à des politiciens ouvertement bourgeois

L'argumentation sur « *l'hégémonie prolétarienne* » a été poussée plus loin quand la presse de la IV^e Internationale a ouvertement soutenu Aquino aux Philippines et Alwyn au Chili. Un soutien critique a été apporté à ces personnalités bourgeoises au nom de l'opposition à des candidatures fascistes ou à des dictateurs militaires – Aquino contre Marcos, Alwyn contre Pinochet.

En même temps, la majorité de la IV^e Internationale offrit son soutien à des coalitions variées staliniennes ou néo-staliniennes créées comme « arrières » de

ces capitalistes « démocratiques ». Les positions historiques de la IV^e Internationale sur les fronts populaires étaient rejetées comme sectaires.

IV. Le Mexique et le Brésil

Le résultat de la position sur l'« hégémonie » prolétarienne a été de désorienter les sections de la IV^e Internationale au Mexique et au Brésil. Ces sections ont approuvé, au niveau régional, des alliances électorales entre le PRT mexicain et le Parti cardéniste d'un côté, et le PT brésilien et les partis bourgeois de Brizola et Covas de l'autre. L'indépendance de classe a été subordonnée à des blocs sans principes avec le capital, aux dépens des travailleurs et des paysans.

V. L'Afrique du Sud

Pour réussir la libération du peuple d'Afrique du Sud, le caractère de classe de la révolution sud-africaine doit être prolétarien. Seul un gouvernement ouvrier victorieux peut abolir l'oppression raciste et conduire une révolution à la fois démocratique et socialiste.

L'impérialisme mondial cherche à faire dévier la révolution prolétarienne en Afrique du Sud en exerçant des pressions pour une solution négociée qui maintiendrait l'Etat bourgeois et la propriété capitaliste, ainsi que les intérêts impérialistes. Il soutient un système parlementaire bourgeois basé sur un gouvernement dirigé par des Noirs.

L'impérialisme et les secteurs dominants du capital sud-africain cherchent à obtenir la coopération de l'ANC pour ce projet. L'ANC, toujours fortement influencé par le Parti communiste d'Afrique du Sud, est engagé dans des négociations avec le gouvernement sud-africain dans ce but.

Le débat passionné et parfois violent à propos de la charte de la liberté contre la charte des travailleurs ou des propositions ouvertement socialistes, a mis au centre la question de la révolution permanente, célébrée par la majorité de la IV^e Internationale dans l'abstrait, mais ignorée dans la pratique.

Comme le SWP dirigé par Barnes, la presse de la IV^e Internationale a *de facto* épousé le concept de la « révolution en deux étapes ». Elle s'est abstenue de tout commentaire critique sur la politique et la pratique de l'ANC, y compris ses plus récentes déclarations (par Mandela et d'autres) selon lesquelles la propriété privée (l'économie mixte) est nécessaire et doit être protégée.

En respect des forces dirigées par l'ANC dans le COSATU et d'autres formations, la majorité du SU a ignoré les attaques contre des opposants de l'ANC, même quand celles-ci étaient destinées à porter des coups contre des défenseurs de positions socialistes. Des forces indépendantes en Afrique du Sud, qui se sont reconnues dans le trotskisme et qui exigeraient notre soutien dans la

construction d'un parti de la IV^e Internationale ont été ignorées au profit de prises de position acritiques en faveur de l'ANC.

VI. La Palestine

L'Etat sioniste d'Israël a été découpé en Palestine en violation des droits nationaux du peuple palestinien. La IV^e Internationale a, jusqu'à récemment, rejeté toute proposition qui compromettrait les droits nationaux des palestiniens. Aujourd'hui, revenant sur cette position, la IV^e Internationale défend une solution « binationale », au nom d'une « autodétermination partielle », solution qui a été mise en avant dans la presse de la IV^e Internationale comme cohérente avec le « droit à l'autodétermination » pour les Juifs d'Israël. Cette position, soutenue par la direction bourgeoise et petite-bourgeoise de l'OLP, reflète la pression incessante de l'impérialisme sur toutes les luttes de libération nationales. Elle doit être rejetée par la IV^e Internationale. Le droit à l'autodétermination ne s'applique qu'aux nations opprimées, par à leurs oppresseurs.

VII. Elections à Cuba et au Nicaragua

Les critiques du secrétariat unifié sur la forme des élections de 1990 au Nicaragua (il n'y a pas eu de critiques sur les élections de 1984) ont été limitées au fait que l'intervention impérialiste a forcé des violations variées de la souveraineté du Nicaragua incluant des apports de fonds massifs à Chamorro et un nombre énorme de prétendus observateurs extérieurs.

Mais le défaut majeur du secrétariat unifié est dans le fait de n'avoir pas défendu la formation d'institutions de démocratie ouvrière au Nicaragua. Des pas vers l'organisation indépendante des travailleurs et des opprimés, incluant le contrôle ouvrier sur l'industrie, et des organes de type conseils, dans le cadre du puissant mouvement révolutionnaire au Nicaragua, aurait pu mettre en route un processus conduisant à la rupture des masses avec l'économie capitaliste et les institutions politiques bourgeoises.

La défense d'élections du type des élections nicaraguayennes pour Cuba, même sans les conditions imposées par l'impérialisme, est une capitulation devant le libéralisme bourgeois.

Contrairement au Nicaragua, Cuba a aboli le capitalisme. L'instauration de formes politiques bourgeoises à Cuba représenterait un pas en arrière de la révolution. Cela ne veut pas dire que nous soutenons les structures politiques actuelles qui n'ont pas établi d'institutions réelles de démocratie ouvrière à Cuba.

Nous défendons une forme soviétique de gouvernement pour Cuba, c'est à dire d'institutions politiques qui complètent la nature de classe de l'Etat cubain.

Celles-ci renforceraient la révolution cubaine à l'intérieur, et fourniraient les bases les plus solides pour sa défense.

VIII. Centrisme et stalinisme

On a vu une tendance grandissante de la majorité du secrétariat unifié à s'orienter vers toute sorte de tendances politiques qui sont caractérisées comme « *centristes* » ou « *révolutionnaires* ».

Le regroupement de Juquin en France, par exemple, a été caractérisé de « *centriste* », bien qu'il n'ait pas rompu avec les principales doctrines du stalinisme, y compris le cours de Gorbatchev vers le parlementarisme bourgeois et les mécanismes de marché.

Le PC des Philippines est caractérisé de révolutionnaire, en dépit de son soutien au gouvernement capitaliste d'Aquino.

Le PUM péruvien est vu comme « *révolutionnaire* », en dépit de son soutien à la Izquierda Unida front populiste. Le PUM rejette la révolution permanente, défendant une conception étapiste de la révolution.

Le KDP allemand a été considéré comme révolutionnaire, en dépit de sa non-rupture avec son passé stalinien.

Ces caractérisations par la majorité du secrétariat unifié ne sont pas accidentelles. Elles avaient pour but d'unifier nos forces avec des groupes réformistes de gauche basés sur, au mieux, des accords programmatiques flous, et sans une politique visant à gagner des militants de ces formations à notre programme. A chaque fois, la désignation « *centriste* » ou « *révolutionnaire* » désarme nos cadres, et désoriente nos sections dans leur travail de construction de partis trotskistes. Le résultat a été une adaptation au réformisme de gauche.

IX. Pourquoi une fraction est-elle nécessaire ?

Ce résumé des trois documents soumis par la tendance pour le programme de la IV^e Internationale pointe la question centrale à laquelle est confronté le XIII^e Congrès mondial : la crise de la direction. Cela montre que l'approfondissement de cette crise découle d'une adaptation inquiétante et croissante de la majorité du secrétariat unifié au stalinisme et à d'autres courants réformistes au niveau international.

Lorsque nous écrivons, la majorité du secrétariat unifié suit la logique mortelle de sa politique d'adaptation, de même que nos camarades allemands poursuivent leur perspective de fusion avec les staliniens, qui ont déguisé la nature collaborationniste de classe de leur parti « réformé ». (Cette politique n'a pas été abandonnée alors que Gorbatchev et co. ont donné carte blanche à l'assaut militaire de l'impérialisme US contre la nation arabe, sous prétexte du mandat des Nations-unies pour le « maintien de la paix » dans la crise du Golfe persique).

Il est impossible de construire la IV^e Internationale partout dans le monde sur la base des positions ouvertement révisionnistes prises par le secrétariat unifié. Sans un changement de direction dans l'Internationale, la IV^e Internationale ira à l'échec.

Aux militants de la IV^e Internationale, nous avons affirmé notre point de vue selon lequel la direction ne change pas en dépit des événements qui ont secoué le monde et qui auraient dû amener à une reconnaissance des positions erronées adoptées dans le passé. Les révisions de notre programme historique ont produit une inutile perte de cadres, y compris de sections entières, ont démoralisé nos militants et nous ont empêché de saisir des occasions significatives pour intervenir dans la lutte de classe.

Ce qui est tragique, c'est que cela se passe au moment où les événements mondiaux prouvent encore une fois la validité de la théorie de la révolution permanente et du *Programme de transition*. Jamais dans le passé, il n'y a eu une telle chance historique de construire notre mouvement mondial.

Nous sommes engagés dans une lutte au sein de la IV^e Internationale pour le rétablissement de son ancienne ligne, avec la confiance que les événements amèneront les militants à prendre attentivement en compte nos points de vue.

Aujourd'hui, nous sommes organisés en tendance idéologique, mais nous croyons que l'approfondissement de la crise de la IV^e Internationale exige la création d'une fraction. Nous discuterons de notre forme organisationnelle à la lumière des réponses des autres membres de la IV^e Internationale.

N.D.R : Des textes minoritaires font allusion à des questions d'orientation politique et de tactique dans différents pays alors que les textes majoritaires n'abordent pas de telles questions, qui n'étaient pas à l'ordre du jour. En tout cas, une précision factuelle s'impose en ce qui concerne notamment le Mexique et le Brésil. Le VI^e congrès du PRT a adopté en novembre 1989 une orientation de front unique avec le PRD dans les mouvements de masse et pour la défense des droits démocratiques, mais il a exclu explicitement toute alliance électorale. Quant au PT brésilien, à notre connaissance, il n'a pas soutenu Brizola lors des élections présidentielles de 1990, ni dans d'autres occasions.